

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »
Vol. 108-2021

**Reconfiguration du mouvement national palestinien
aux lendemains d'Oslo : l'émergence des associations
localisées et la résistance par le bas**

Mémoire présenté pour l'obtention du
Master Moyen-Orient
par Léa Gudel

Rédigé sous la direction de Ozcan Yilmaz
Juré : Nicolas Appelt
Genève, Septembre 2020



Photo réalisée par mes soins à l'aide d'un appareil argentique lors d'un voyage à Naplouse le 24.11.2018, dans le cadre plus large d'un échange universitaire effectué à l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Résumé

Dans un contexte de morcellement territorial accru, induisant une fragmentation des expériences quotidiennes de l'occupation ainsi qu'une baisse générale du niveau de vie dans les territoires palestiniens occupés, on constate depuis les années 1990 une large démobilisation populaire vis-à-vis du champ politique traditionnel et une perte de confiance en une Autorité palestinienne décrédibilisée. Un large pan de la littérature s'est alors préoccupé du rôle que pouvaient avoir à jouer les organisations non gouvernementales, florissantes en Cisjordanie au lendemain d'Oslo, en tant qu'alternatives au militantisme et à l'action politique traditionnelle, mais à l'évidence ces dernières ont échoué. La présente étude vise à étudier ces deux premières phases du mouvement national palestinien et leurs échecs, ainsi qu'à mettre en lumière ce qui semble se dessiner comme un renouveau de celui-ci au travers d'associations localisées. Pour le moment relativement absentes de la recherche scientifique, ces structures associatives issues de la société civile portent en elles ce potentiel en se réappropriant à une échelle locale, dans une démarche de recherche d'indépendance, et de manières très diverses, l'action politique et résistante qu'elles réinventent chaque jour, et que nous essaierons de présenter ci-après.

Mots-clefs

Mouvement national palestinien, fragmentation, occupation, Autorité palestinienne, gauche politique, partis politiques traditionnels, organisations non gouvernementales, aide internationale, associations localisées, repolitisation, réappropriation.

Abstract

In a context of increased territorial fragmentation, leading to a fragmentation of daily experiences of occupation and a general decline in the standard of living in the occupied Palestinian territories, there has been a widespread popular demobilization from the traditional political field and a loss of confidence in an undermined Palestinian Authority since the 1990s. A large part of the literature has been concerned with the role that non-governmental organizations, which flourished in the West Bank after Oslo, could play as alternatives to traditional political activism and action, but the latter have clearly failed. The present study aims to examine these first two phases of the Palestinian national movement and their failures, and to highlight what appears to be emerging as a revival of this movement through localized grassroots associations. For the moment relatively absent from scientific research, these associative structures from civil society carry this potential by reappropriating on a local scale, in a search for independence, and in very diverse ways, the political and resistance action that they reinvent every day, and which we will try to present below.

Key words

Palestinian national movement, fragmentation, occupation, Palestinian Authority, Left, traditional political parties, non-governmental organizations, international aid, localized grassroots associations, repoliticization, reappropriation.

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement M. Ozcan Yilmaz, pour m'avoir suivie, soutenue et encouragée depuis le Bachelor à développer mes connaissances et mon intérêt relatifs au Moyen-Orient. Les différents séminaires et cours, ainsi que les nombreux échanges que nous avons eus ces dernières années m'ont énormément nourrie, et sont en grande partie à l'origine du travail qui va suivre.

Je suis également très reconnaissante envers M. Nicolas Appelt, qui n'a pas hésité une seule seconde à être l'expert de ce mémoire, et qui m'a apporté, au travers de suggestions, d'articles et de discussions, une incommensurable matière intellectuelle, sans laquelle ce mémoire, mais également ma propre perception des choses, seraient tout autres aujourd'hui.

Je tiens tout spécialement à remercier tous mes interviewés palestiniens, sans qui rien de ce qui suit n'aurait été possible. J'adresse à Issa Amro, Izzat Karaki, Baha Hilo, Ala Hilo, Jad S., Jawad Siyam, Sahar Abbas, Abdallah Hamdn, Hamouda Hmoud ainsi qu'à Cody O'Rourke ma gratitude profonde, ainsi que mon respect pour le travail qu'ils effectuent chaque jour pour plus de justice et de bien-être dans leurs communautés. Ma reconnaissance va également à Caroline Abu Sa'da et à Alaa Tartir, qui, tous deux, ont accepté de m'accorder le temps d'un échange, et m'ont énormément aidée à mieux comprendre et conceptualiser certains aspects de mon sujet.

Par ailleurs, je voudrais remercier ici ma famille proche, qui, si elle n'a pas participé à l'élaboration intellectuelle de ce travail, m'en a néanmoins donné le temps et l'espace nécessaires. Une pensée toute particulière ici va pour ma mère, qui n'a jamais compté ses heures quand il s'est agi de relire, corriger, et, dans la mesure du possible, synthétiser cette recherche...

Je remercie enfin mes ami.e.s proches et moins proches, celles et ceux qui m'ont entendue, parfois même écoutée, parler de Palestine et de mon sujet de mémoire des heures durant, participant ainsi à faire évoluer mon cheminement intellectuel.

Sommaire

Résumé	3
Remerciements	4
Sommaire	5
Glossaire	6
Introduction	7
I. 1993, Accords d'Oslo. Revue d'un processus de paix voué à l'échec, et de la mise en place de l'éclatement de la scène politique palestinienne	
A. De là où tout bascule : contextualisation de l'avènement des accords d'Oslo	17
B. L'Autorité palestinienne. De la naissance d'un organe qui se voulait alternatif et transitoire à sa pérennisation dans une désillusion quasi généralisée	24
C. D'une première démobilisation politique assumée de la société civile	34
II. La machine humanitaire. D'une ONG-<i>isation</i> pandémique et palliative à ses limites intrinsèques	
A. D'une relève humanitaire : une ONG- <i>isation</i> en apparence salvatrice...	42
B. ...qui révèle bien vite ses limites structurelles et conjoncturelles	49
C. D'une nouvelle ère de démobilisation de la société civile	64
III. De l'émergence d'un engagement politique alternatif : les mouvances civiles	
A. La diversité de l'expression bourgeonnante d'une société civile bouillonnante	74
B. Les caractéristiques du nouveau tissu des associations localisées	90
C. La place des associations localisées dans la société et le mouvement national palestiniens	100
Conclusion	120
Bibliographie	125
Annexes	137
Table des matières	149

Glossaire

ANP / AP / PA : Autorité Nationale Palestinienne / Autorité Palestinienne / *Palestinian Authority*
BDS : Boycott, Désinvestissement et Sanctions / *Boycott, Divestment and Sanctions*
CDH / UNHRC : Conseil des Droits de l'Homme / *United Nations Human Rights Council*
CNP : Conseil National Palestinien
CNU : Commandement National Unifié
CSO : *Civil Society Organizations*
FDLP / DFLP : Front Démocratique pour la Libération de la Palestine / *Democratic Front for the Liberation of Palestine*
FPLP / PFLP : Front Populaire de Libération de la Palestine / *Popular Front for the Liberation of Palestine*
INP : Initiative Nationale Palestinienne
IPCRI : *Israel/Palestine Center for Research and Information*
OLP / PLO : Organisation de Libération de la Palestine / *Palestine Liberation Organization*
ONG / NGO : Organisation Non Gouvernementale / *Non-Governmental Organization*
ONU / UN : Organisation des Nations Unies / *United Nations*
PARC : *Palestinian Agriculture Relief Committees*
PCC : *Palestinian Child Center*
PNGO : *Palestinian Non-Governmental Organizations Network*
PPP : Parti du Peuple Palestinien
RP : Résistance populaire
TPO : Territoires Palestiniens Occupés
UNRWA : *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*
UPMRC : *Union of Palestinian Medical Relief Committees*
USAID : *United States Agency for International Development*
WBGS : *West Bank and Gaza Strip*
WHS : *World Humanitarian Summit*
YAS : *Youth Against Settlements*

Introduction

« Je pense que nous serons témoins d'une désobéissance civile non seulement à Jérusalem, mais aussi dans toute la Palestine [...]. Nous pouvons voir ce qui se passe quand il n'y a pas de stratégie claire venant d'en haut : des individus décident de mener leur propre guerre de libération. [...] La résistance palestinienne venant d'en bas continue. La résistance palestinienne venant d'en haut est à l'arrêt »¹.

Ce constat d'Ilan Pappé, historien et membre du parti israélien de gauche *Hadash*, invite à s'interroger sur l'état actuel du mouvement national palestinien. *A fortiori*, dans le sillage du dernier « plan de paix » proposé par l'administration Trump en janvier 2020, qui a provoqué un regain de tensions entre les Palestiniens et l'armée israélienne en Cisjordanie, et poussé l'Autorité palestinienne à envisager de se rétracter du pacte sécuritaire passé avec Israël lors des accords d'Oslo², il semble que ce mouvement national palestinien soit précisément amené à faire face à une nouvelle épreuve, ainsi qu'à mesurer ses acquis et ses limites. Même si nous reviendrons bien plus en détail sur l'évolution de ce mouvement national afin d'aborder notre sujet au mieux dans une partie de mise en contexte, nous pouvons nous permettre d'en dresser un bref aperçu dans cette introduction.

On peut comprendre l'histoire du mouvement national palestinien comme se structurant par différentes phases successives, naissant chacune des cendres de l'échec de la précédente. Il en va ainsi d'une première période marquée par une société et une scène politique palestiniennes largement dominées par les grandes familles de notables³, les intellectuels et chroniqueurs⁴, spécifiquement sous le mandat britannique. Son échec consacré par la création de l'Etat d'Israël, c'est au tour de la diaspora palestinienne des pays limitrophes, réfugiée dans les camps ou estudiantine engagée, de prendre en main le mouvement national et de l'inscrire dans une mouvance nationaliste arabe et socialiste alors en effervescence dans la région⁵. Cette seconde phase s'éteint dans les années 1960 avec le déclin généralisé du panarabisme, et laisse alors place à un nationalisme plus proprement palestinien, porté par des mouvements politiques forts tels que le Fatah⁶, qui reste encore de nos jours une figure importante du mouvement national palestinien, bien que concurrencé dès les années 1980 par une nouvelle mouvance dont le potentiel mobilisateur ne cesse de croître : l'islam politique du Hamas⁷. De toutes ces phases successives d'un mouvement national sans cesse réinventé s'est ouverte celle que l'on pensait être la dernière, celle qui apporterait paix et solution : Oslo. Phase de diplomatie et de négociations, ayant mené à une expansion phénoménale du secteur humanitaire via le développement des ONG, elle est pourtant aujourd'hui perçue majoritairement comme un échec⁸, nous amenant à nouveau à questionner l'état du mouvement national palestinien.

Cette question est donc une problématique ancienne, avec un ancrage historique remontant au début du XXe siècle, si ce n'est plus loin. Elle a d'ailleurs donné lieu à de nombreuses recherches académiques et scientifiques portant sur l'état actuel du mouvement national palestinien. Nous retiendrons ici quelques-uns d'entre eux, dont les travaux nous semblent pertinents dans leur apport à cette question. Pour la grande majorité des auteurs principaux sur lesquels nous nous appuyons, les accords d'Oslo peuvent effectivement être considérés comme un échec, puisque plus de vingt ans après leurs objectifs premiers ne sont pas remplis (Helga Baumgarten⁹, Nicolas Dot-

¹ Mustafa ABU SNEINEH, « Ilan Pappé : "La solution à deux États est en réalité une prison ouverte" » [en ligne], in *Middle East Eye*, 23.12.2017, par. 40-42, <https://www.middleeasteye.net/fr/entretiens/ilan-pappe-la-solution-deux-etats-est-en-realite-une-prison-ouverte>.

² Louis IMBERT, « Les Palestiniens se sentent humiliés par le plan de Trump au Proche-Orient » [en ligne], in *Le Monde*, 29.01.2020, par. 4-5, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/29/les-palestiniens-se-sentent-humilies-par-le-plan-des-etats-unis_6027624_3210.html.

³ Taysir NASHIF, « Palestinian Arab and Jewish Leadership in the Mandate Period », in *Journal of Palestine Studies*, 1977, vol. 6, n° 4, pp.120-121.

⁴ Jihane SFEIR-KHAYAT, « Historiographie palestinienne : La construction d'une identité nationale », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005, n° 1, pp. 39-40.

⁵ *Ibid.*, pp. 43-44.

⁶ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », in *Journal of Palestine Studies*, 2005, vol. 34, n° 4, p. 32.

⁷ *Ibid.*, pp. 37-38.

⁸ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, Paris, Sindbad - Actes Sud, 2016, p. 12.

⁹ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », *op. cit.*, pp. 43-45.

Pouillard¹⁰). Ils le sont également par les conséquences néfastes qu'ils ont eu sur le secteur associatif et humanitaire en Palestine : s'ils ont largement favorisé son expansion, ils ont également poussé à sa professionnalisation, et, par là, à une large démobilisation politique des Palestiniens (Sbeih Sbeih¹¹, Maher Charif¹², Caroline Abu-Sa'da¹³). Enfin, tous ces auteurs observent un mouvement national palestinien ébranlé, voire en crise, suite à un éclatement provoqué par Oslo et ses suites (Nicolas Dot-Pouillard¹⁴). Cependant, les avis tendent à diverger quant à l'avenir du mouvement national palestinien. Si une partie d'entre eux attribuent à cette professionnalisation des ONG - à savoir le « processus de quête de spécialisation et de l'autonomie à l'égard du pouvoir politique »¹⁵ - la transformation du secteur associatif en un espace apolitique et non militant (Maher Charif¹⁶), et n'accordent pas à une société civile, dont ils constatent l'émergence, un rôle d'alternative solide au mouvement national palestinien (Nicolas Dot-Pouillard¹⁷), certains suggèrent l'idée d'une re-politisation de la société civile palestinienne par d'autres biais (Caroline Abu-Sa'da¹⁸), et s'interrogent prudemment sur un possible avenir pour ce mouvement national dans l'action civile et la résistance populaire (Ilan Pappé¹⁹, Helga Baumgarten²⁰).

À cette littérature riche et non exhaustive, nous aimerions proposer un prolongement. La phase qui s'est ouverte avec le processus d'Oslo a été largement celle de la fragmentation du politique en Palestine, dans la mesure où tous les partis, notamment au sein même de la gauche, n'ont pas soutenu ce processus de négociations avec Israël²¹. De cette désunion, qui a affaibli la plupart de ces formations politiques traditionnelles, ainsi que de la désillusion populaire généralisée née de l'échec apparent d'Oslo, on constate depuis le début du XXI^e siècle une démobilisation politique relativement importante au sein de la population palestinienne. La question de savoir comment les Palestiniens désengagés de ces plateformes politiques traditionnelles ont trouvé d'autres moyens de continuer à s'impliquer dans la vie politique et dans le soutien au mouvement national palestinien trouve sa réponse dans un phénomène contemporain à Oslo : l'*ONG-isation* de la société et de la résistance palestiniennes. Ce terme est à comprendre non seulement comme l'éclosion exponentielle d'ONG s'insinuant dans divers secteurs d'activités lorsque l'État n'est pas en mesure de répondre aux besoins de sa population, mais également via le prisme des transformations que peut induire un tel phénomène (professionnalisation, élitisation, dépolitisation), que nous détaillerons dans cette étude. Dans le cas qui nous intéresse, on observe effectivement dans la décennie 1990-2000 une croissance très importante du nombre d'ONG présentes en Palestine, le plus souvent financées par des bailleurs de fonds externes (Banque Mondiale, agences de développement nationales²², ...), que l'on peut envisager comme une nouvelle phase du mouvement national palestinien. C'est vers ces structures que de nombreux Palestiniens se sont tournés, déçus du champ et de l'action politiques traditionnels. « Les "révolutionnaires" d'hier, qui aspiraient à prendre le pouvoir politique, se tournent également vers l'humanitaire au tournant des années 1980. L'organisation non gouvernementale remplace le vieux parti léniniste de type centraliste-démocratique »²³. Ayant un temps pensé, à l'instar d'auteurs comme Nicolas Dot-Pouillard, que l'on était encore témoins de ce processus d'*ONG-isation*, notre travail de terrain ainsi que certains autres éléments de lecture nous ont poussé à constater une nouvelle désillusion au sein du mouvement national palestinien, appelant une nouvelle phase. En effet, ce phénomène s'est accompagné d'une dynamique de professionnalisation, transformant peu à peu les militants de l'humanitaire en

¹⁰ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 27.

¹¹ Sbeih SBEIH, « Reconfiguration du politique par la professionnalisation associative. Le cas de deux associations palestiniennes », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2019, n° 145, pp. 281-282.

¹² Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », in Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011, p. 349.

¹³ Benoît CHALLAND et Caroline ABU-SA'DA, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes », in *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*, 2011, n° 29, pp. 4-5.

¹⁴ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 205.

¹⁵ Sbeih SBEIH, « Reconfiguration du politique par la professionnalisation associative. Le cas de deux associations palestiniennes », op. cit., p. 279.

¹⁶ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », op. cit., p. 352.

¹⁷ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., pp. 207-209.

¹⁸ Benoît CHALLAND et Caroline ABU-SA'DA, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes », op. cit., pp. 4-5.

¹⁹ Mustafa ABU SNEINEH, « Ilan Pappé : "La solution à deux États est en réalité une prison ouverte" » [en ligne], op. cit., par. 40-42.

²⁰ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », op. cit., p. 45.

²¹ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 58.

²² Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, 2007, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2007, p. 10.

²³ Nicolas DOT-POUILLARD, « Soulèvements arabes: la «révolution» dans ses crises », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 12.2015, n° 138, p. 84.

salariés dépolitisés, en plus de les soumettre à l'agenda politique de bailleurs de fonds externes²⁴. Il a donc été intéressant pour nous de revoir notre hypothèse et de l'adapter aux réalités du terrain, qui nous ont dévoilé un phénomène balbutiant, naissant du désengagement d'une partie de la société civile de ces ONG : le développement de structures associatives purement locales, totalement indépendantes financièrement et politiquement dans la plupart des cas, et visant à se réapproprier, à une échelle raisonnable, la lutte contre l'occupation. Majoritairement composées d'anciens militants politiques ainsi que de la jeunesse palestinienne désabusée, et puisant fréquemment dans une rhétorique gauchiste, ces mouvances civiles semblent exprimer un renouveau des modes d'action et d'expression politiques en Palestine, et confirment par-là les interrogations prémonitoires formulées par des auteurs tels qu'Ilan Pappé et Helga Baumgarten.

Motrice de notre recherche, et forte de ces problématiques que nous venons brièvement d'évoquer, cette découverte empirique nous pousse à nous interroger ici : dans un contexte palestinien post-Oslo poussant à la démobilisation politique traditionnelle, comment la gauche et son champ d'action se réinventent-ils en Palestine ? Dans quelle mesure la société civile peut-elle être envisagée comme une nouvelle phase de la gauche politique et du mouvement national palestiniens, faisant suite à une phase d'*ONG-isation* arrivée à bout de souffle ? Quelles sont ses ressources, ses modes d'action, et quelles conséquences découlent de son émergence ? Enfin, peut-elle être comprise comme un espace de re-politisation des Palestiniens ?

Nous articulons notre travail autour de l'hypothèse selon laquelle cette société civile, via ses structures associatives locales et indépendantes, extrêmement diversifiées et indirectement politiquement actives, représente un renouveau dans l'histoire du mouvement national palestinien, autant que dans la gauche politique. Afin d'apporter à cette hypothèse une esquisse de réponse, et suite à un bref avant-propos historique, nous discuterons d'abord des accords d'Oslo comme d'un processus de paix voué à l'échec, ayant mené à l'éclatement de la scène politique palestinienne. Puis nous nous intéresserons au phénomène d'*ONG-isation* de la société et de la résistance palestiniennes, ainsi qu'à ses limites. Enfin, nous nous concentrerons sur l'émergence d'une alternative à l'engagement politique traditionnel, à travers le développement d'associations civiles localisées, et sur leur rôle dans la scène politique de gauche palestinienne.

Notre étude couvrira la période pré-Oslo à nos jours, et se concentrera sur la Cisjordanie uniquement - nous ne traiterons ainsi ni de la diaspora, ni des Palestiniens de la Bande de Gaza. Ce choix de limitation géographique, bien que difficile, a été fait relativement au travail de terrain effectué uniquement dans cette zone²⁵, et par souci de maximisation de notre exhaustivité. Enfin, nous adopterons ici une approche thématique.

Quelques remarques et définitions préalables

Nous tenons tout d'abord à préciser à notre lectorat que l'étude qui suit est rédigée selon la 'norme classique' de l'accord au genre masculin par défaut. Bien que pleinement conscients et adhérant à l'importance de l'inclusivité de tous les genres dans la rédaction, nous faisons néanmoins le choix, dans ce travail, de ne pas avoir recours à l'écriture inclusive pour des raisons de lisibilité.

Par ailleurs, dans un souci de clarté sémantique et déontologique, il nous faut ici apporter aux termes clefs de notre étude une définition adéquate. Nous attirons l'attention de nos lectrices et lecteurs sur le caractère opérationnel de ces définitions et de l'emploi que nous en ferons. En effet, ces définitions ayant été développées sur la base de l'étude de 'sociétés occidentales' par des ressortissants de ces mêmes sociétés, il nous faut être prudents et relativement détachés de celles-ci dans notre étude sur la société palestinienne. Dans cette optique, nous confronterons tout au long de notre recherche ces définitions aux avis plus nuancés de nos interviewés et à la réalité du terrain palestinien.

Premièrement, dans la mesure où nous aurons fréquemment recours aux notions de *politique* et de *populaire*, qui tendront à être reliées notamment dans notre troisième partie, il nous semble utile d'avertir notre lectorat quant à notre compréhension des termes. Étant simultanément conscients de la largesse sémantique que recouvrent ces terminologies, et de l'irréalisme de les redéfinir dans leur plus profonde précision à chaque usage, nous retiendrons dans ce travail l'approche de Jean-François Bayart. Tout d'abord, concernant le concept du *politique* : « d'une part,

²⁴ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », in *Outre-terre*, 2005, n° 13, p. 255-256.

²⁵ Il ne nous a malheureusement pas été possible d'entrer en contact avec plus d'une personne vivant dans la bande de Gaza, par conséquent nous avons choisi de ne pas réduire l'expérience de vie de cette région entière à cette seule personne. Concernant l'ajout de la société israélienne, il nous a semblé que cela représenterait un champ d'étude trop imposant pour un travail de mémoire.

le politique est un fait culturel et à ce titre, il est toujours doté d'une forte spécificité [...]. D'autre part, les pratiques populaires du politique ne se réduisent pas à des représentations, des institutions ou des structures exclusivement populaires, pas plus qu'elles ne se confondent avec les appareils du pouvoir. La plupart des phénomènes politiques sont équivoques et réversibles ; ils sont les lieux et les moments, plus ou moins indifférenciés, de l'action contradictoire de groupes sociaux distincts »²⁶.

Puis, concernant plus spécifiquement ce que l'on entendra par *populaire* dans cette étude, et que l'on reliera aux associations localisées, issues de la société civile : « il ne [s'agira] nullement de s'enquérir d'une entité imaginaire du "politique populaire" - un "populaire" que l'approche folkloriste a érigé en isolat stable et indifférencié mais dont l'historiographie et l'anthropologie ont bien montré qu'il était défini de la sorte par les dominants. L'on saisira plutôt le jeu intime des relations entre les différents acteurs du système social du point de vue des acteurs subordonnés plutôt que celui du pouvoir, "par le bas" plutôt que "par le haut". [...] Ainsi les analyses les plus convaincantes sont celles qui font éclater la catégorie du "populaire", ne la retenant que par simple commodité et la définissant au coup par coup, qui différencient les acteurs subordonnés en fonction de la stratification sociale et de l'implantation géographique (distinction village-campagne, diversification des terroirs) et qui ont de leur culture une perception dynamique »²⁷. Comme évoqué par Bayart, nous entamons ce travail conscients des limites déontologiques à l'emploi du terme *populaire*, auquel nous aurons toutefois recours par commodité.

Il nous faut ensuite dans ce travail définir ce que nous entendrons par *gauche politique*. Par prudence, nous tenons en amont de cette définition à rappeler à notre lectorat ce que Jean-Marie Denquin a écrit à ce sujet : « *droite* et *gauche* sont des étiquettes, distribuées aux diverses réalités qui peuvent être classées selon cette dichotomie [...]. Mais ces réalités évoluent tandis que les étiquettes ne changent pas, et cela d'autant moins qu'elles sont censées traduire des essences [...]. Il en résulte que l'idée de *droite* en soi et de *gauche* en soi est intenable. Seules existent - et encore non sans ambiguïtés et contradictions - une *droite* et une *gauche* en un temps donné qui permettent de classer tant bien que mal les phénomènes politiques »²⁸. Conscients de l'importance de l'époque et du contexte dans lesquels s'ancore notamment le concept de *gauche politique*, nous la relions à la défense de notions le plus souvent universalistes tels que l'égalité, la justice, le progrès, l'intérêt du plus grand nombre²⁹. Cela rejoint de nombreux écrits portant sur la gauche en Palestine, qui l'associent, pour un temps du moins, aux revendications de démocratie et de libertés citoyennes (ex. presse)³⁰, de sécularisme et de pluralité³¹, et de lutte des classes.

Plus importante encore est la notion de société civile, puisqu'elle représente le cœur de notre hypothèse. Nous adopterons ici la définition utilitaire qu'en donne Pierre Vatin, selon qui cela correspond à « cette part de la société prise comme un ensemble (comme communauté sociopolitique le plus souvent autonome) et qui tend à formuler des demandes spécifiques en dehors des structures, canaux, appareils et filières formels institutionnalisés, que ce soit dans un cadre légal ou en dehors de celui-ci »³².

Cadre d'analyse

Dans l'optique de répondre aux questions de la réinvention de la gauche palestinienne et de son champ d'action, d'une société civile figurant une nouvelle phase du mouvement national palestinien, mais également un espace de re-politisation des Palestiniens en réinventant l'action politique, résistante, ainsi qu'une gauche traditionnelle devenue invisible et impuissante, nous avons nourri notre réflexion en utilisant plusieurs sources, qu'il nous faut présenter ici.

Nous avons choisi ici de réaliser une approche thématique afin de répondre à notre problématique, car il nous semblait plus pertinent d'étudier la question du mouvement national palestinien selon ses phases d'évolution. Nous

²⁶ Jean-François BAYART, « Le politique par le bas en situation autoritaire », in *Esprit*, 06.1984, n° 90, p. 143.

²⁷ *Ibid.*, pp. 143-144.

²⁸ Jean-Marie DENQUIN, *Vocabulaire Politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, pp. 66-67.

²⁹ *Ibid.*, p. 65.

³⁰ Nicolas DOT-POUILLARD, « Gauches et islamistes, un dialogue toujours recommencé, toujours inabouti » [en ligne], in *Orient XXI*, 27.05.2017, partie 4, par. 2, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/gauches-et-islamistes-un-dialogue-toujours-recommence-toujours-inabouti,0908>.

³¹ Jamil HILAL, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], in *Rosa Luxemburg-Foundation in Palestine Newsletter*, June, 2010, vol. 10, pp. 2-3, <https://www.rosalux.de/en/publication/id/674/the-palestinian-left-and-the-multi-layered-challenges-ahead>.

³² Jean-Claude VATIN, « Sur l'étendue d'un concept », in Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD, *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, op. cit., p. 54.

suivrons tout de même un développement de pensée et une interprétation chronologiques des événements et de leur apport à notre recherche. Par conséquent, pour élaborer notre étude et étayer nos arguments, nous nous sommes basés sur l'interprétation de sources, d'ouvrages, et d'articles d'approches et d'époques différentes.

Afin d'étayer cette étude, nous avons effectué en premier lieu un travail de terrain entre le 4 juin 2019 et le 28 juin 2019 en Cisjordanie. Le but premier était d'interviewer quelques Palestiniens déjà rencontrés lors d'un échange universitaire effectué à l'université Hébraïque de Jérusalem au semestre d'automne 2018. Projetant à l'origine d'interroger trois ou quatre Palestiniens impliqués dans le réseau des ONG locales et internationales, nous avons rapidement dû faire face à un élément nouveau à intégrer dans notre recherche, qui allait devenir le cœur de notre sujet : l'émergence de la société civile et son rôle de nouvelle plateforme de mobilisation et de politisation palestiniennes. De trois interviewés, le bouche à oreille, les échanges enrichissants et la solidarité, découlant des liens tissés avec les personnes rencontrées, nous avons finalement approché une dizaine de Palestiniens, tous très motivés à l'idée de nous répondre. Nous avons donc choisi de réaliser dix interviews de personnes d'origine géographique et socio-politique diverses, dans différentes régions de Cisjordanie et de Jérusalem-Est³³³⁴. Par souci de concision et pour des questions de temps, nous avons décidé de ne nous concentrer que sur ces zones composant la galaxie palestinienne. Ainsi, le choix a été fait de ne pas étendre cette recherche aux Palestiniens citoyens d'Israël, aux membres de la diaspora palestinienne, et aux Palestiniens de Gaza. Les inclure à cette réflexion aurait, dans le futur, un grand intérêt pour la recherche sur les mouvances civiles palestiniennes dans leur diversité ainsi que dans leur globalité. Cette décision a également été prise afin de rendre cette étude la plus éclectique et représentative possible à l'échelle de la Cisjordanie, bien que nous soyons conscients de l'impossibilité de prétendre à une généralisation de nos propos. Le choix s'est rapidement porté sur un schéma d'entretiens semi-directifs, afin de laisser plus large l'horizon de développement, de réflexion, et de réponses aux interviewés. Nous nous sommes pour cela largement aidés de l'ouvrage de Romy Sauvyre, *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*³⁵, pour la prise de connaissance des méthodes qu'impliquent le travail de terrain, la mise en place du questionnaire et le traitement des informations récoltées. L'expérience s'est révélée extrêmement enrichissante, tant au niveau personnel que pour les besoins de notre recherche. Elle a néanmoins présenté quelques difficultés (langue, transports, sortie du pays, ...) et mis en lumière certaines de nos limites (question de la légitimité de notre position et de notre travail à de nombreux niveaux, question de l'affect au contact de certaines situations et de certains récits, ...).

Nous avons, parallèlement à ce travail de terrain, basé notre étude sur une recherche documentaire conséquente. L'utilisation de sources primaires telles que les traités/accords internationaux, et résolutions onusiennes, nous a semblé indispensable afin de donner à notre étude un ancrage historique solide, et de comprendre quelle était, à l'époque de ces prises de grandes décisions, la tendance géopolitique quant à ce conflit. Puis, nous nous sommes appuyés sur des ouvrages et des articles de référence relevant de différentes catégories d'approche de notre sujet, que nous distinguerons comme suit : les écrits s'attellant à retracer l'histoire de la Palestine et d'Israël de la manière la plus complète possible (historiques), les productions se concentrant sur l'analyse d'une question historico-politique et/ou sociétale précise (analytiques), et les textes visant à définir et explorer en profondeur certains concepts clefs auxquels nous aurons recours dans notre étude (méthodologiques). Ainsi, nous pouvons évoquer les différents tomes de *La Question de Palestine* d'Henry Laurens ou *Le Moyen-Orient. Fin XIXe-XXe siècle* de Leila Dakhli - ainsi que certains autres de leurs articles - pour la première catégorie ; l'ouvrage *La Mosaïque éclatée* de Nicolas Dot-Pouillard ainsi que les écrits de Caroline Abu-Sa'da tels que *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, particulièrement pertinents dans l'élaboration de notre recherche, pour la seconde ; des écrits tels que *Exit, Voice and Loyalty* d'Albert O. Hirschman pour la troisième. Il va sans dire que nous avons également eu recours à une littérature bien plus étendue que celle susmentionnée, dont les détails se trouvent en bibliographie. Nous avons bénéficié au gré de ces lectures d'un grand apport de connaissances quant au contexte dans lequel s'enracine notre sujet, et nous en gardons une capacité plus fine d'analyse et de compréhension de cette thématique. Il aura par ailleurs été très intéressant de confronter ces différents écrits, dans la mesure où tous les auteurs ne tendent pas à défendre la même thèse, allant parfois jusqu'à se contredire, notamment sur la question de l'avenir du mouvement national palestinien.

Nous avons également, dans l'optique de pousser au mieux notre réflexion suite à nos lectures, contacté différents auteurs tels que Nicolas Dot-Pouillard, Sbeih Sbeih, Caroline Abu-Sa'da et Alaa Tartir. Si cette entreprise s'est révélée infructueuse avec les deux premiers, elle a mené à une rencontre avec Caroline Abu-Sa'da en mai 2020, et

³³ CF Annexes. Annexe A.1 : *Grille récapitulative interviewés*, 2019, p.137.

³⁴ CF Annexes. Annexe D : *Vignettes*, 2020, p. 146.

³⁵ Les références des ouvrages cités dans ce cadre d'analyse sont indiquées en bibliographie.

à une discussion Skype avec Alaa Tartir en juillet 2020, toutes deux très enrichissantes pour notre travail et notre réflexion générale.

Enfin, nous avons assisté à de nombreuses conférences pendant la durée de maturation et d'écriture de ce mémoire, qui, si elles n'étaient pas toutes pertinentes pour notre travail, se sont révélées pour le moins intéressantes, et ont su stimuler notre réflexion. Ci-après quelques exemples : « Gaza Tomorrow. Through the Eyes of Israel and Hamas : What do they want, What will they accept ? » (Gershon Baskin, Jérusalem, 08.11.2018), « One Democratic State Campaign : Towards a democratic state in Palestine/Israel - It's time » (Jeff Halper, Jérusalem, 14.01.2019), « A Land for All ? - Israelis and Palestinians facing the Two-State Solution » (intervenants multiples³⁶, UNIGE, 26.11.2019), ou encore « Palestine/Israel - A militant perspective of a 1948 Arabe » (Awad Abdelfatah, UNIGE, 02.12.2019).

D'une remise en contexte du mouvement national palestinien

Il apparaît de nos jours que la résistance palestinienne est polymorphe et plurielle, et que le mouvement national palestinien traverse une énième crise³⁷. Comme nous l'avons brièvement évoqué en introduction, l'histoire et l'évolution de ce mouvement national semblent suivre une logique cyclique de phases sans cesse renouvelées, renaissant du déclin de la précédente. Si nous consentons, au moins en partie, à adhérer à cette thèse - fruit d'études approfondies sur la question -, il nous faut dresser ici un bref historique des différentes phases de construction et d'évolution de la résistance et du mouvement national palestiniens en amont de notre étude.

L'ère des notables et l'éveil nationaliste palestinien

Le nationalisme palestinien, encore actuellement au cœur du mouvement national palestinien, trouve ses prémices dans le mouvement de la *Nabda* du XIX^e siècle, et notamment dans le courant panarabe né de cette période de renaissance culturelle arabe dans le monde ottoman. Il n'est alors pas encore spécifique à l'entité de Palestine, mais il consiste en un premier éveil de l'identité arabe, et deviendra plus tard un projet idéologique d'union régionale qui restera longtemps l'objet de passions et de programmes politiques dans la région du Moyen-Orient. Si l'on se focalise sur le cas palestinien, ce sentiment identitaire arabe se renforce sous l'époque mandataire, berceau des premières manifestations de résistance arabe en Palestine, surtout après la publication de la Déclaration Balfour. En effet, face à la perspective de la création d'un foyer national juif en Palestine, plus concrète encore avec cette déclaration de 1917 et plus menaçante avec l'augmentation drastique de l'immigration de communautés juives venues d'Europe et d'ailleurs, les Arabes de Palestine font montre dès les années 1920 d'un désir concret de défendre leur terre et de ne pas se laisser submerger. Celui-ci sera surtout porté, jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, par les intellectuels, les chroniqueurs³⁸, et les grandes familles de notables - à savoir, l'élite de la société arabe de Palestine, alors très inégalitaire. En effet, cette époque est caractérisée par une vie politique largement dominée par deux grandes familles de notables (Husseini et Nashashibi). Ces dernières, rivales dans leur convoitise des postes de pouvoir, partagent néanmoins la même vision politique d'un Etat arabe indépendant en Palestine, et créent à cet effet le Haut Comité arabe en 1936, comme organe politique principal représentant de la communauté arabe sur place³⁹.

Cette frange de la population accompagnera le mouvement national palestinien dans ses premiers pas, mais échouera à la réalisation d'une union nationale réellement ancrée en Palestine, notamment en raison des rivalités de pouvoirs susmentionnées⁴⁰. Cependant, ils seront les artisans d'un éveil significatif d'un sentiment commun d'appartenance chez les Arabes de Palestine. Cela s'observe de plus en plus clairement au travers de manifestations dont la fréquence, la taille et l'intensité ne vont cesser de croître, menant parfois à des éclatements de violence entre Arabes de Palestine et Juifs. On peut évoquer à ce sujet les événements de la *Nabî Mûsâ* de 1920, qui ont causé la mort d'une dizaine de personnes et blessé plusieurs centaines d'autres⁴¹, ou encore les affrontements de 1929 ayant éclaté à Jérusalem pour des questions relatives au passage devant le Mur des Lamentations, et qui se

³⁶ Mehra Rimer (co-fondateur de *B8 for Hope*), Meron Rapoport (co-fondateur de *A Land for All Two States - One Homeland*), Ameer Fakhoury (membre de *A Land for All Two States - One Homeland*), Ibrahim Said (chercheur associé au *Centre on conflict, development and peace-building* du Graduate Institute).

³⁷ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 28.

³⁸ Jihane SFEIR-KHAYAT, « Historiographie palestinienne : La construction d'une identité nationale », *op. cit.*, pp. 39-40.

³⁹ Taysir NASHIF, « Palestinian Arab and Jewish Leadership in the Mandate Period », *op. cit.*, pp.120-121.

⁴⁰ *Ibid.*, pp.120-121.

⁴¹ Leyla DAKHLI (dir.) [et al.], *Le Moyen-Orient. Fin XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2016, pp. 109-111.

sont rapidement transformés en un massacre généralisé dans plusieurs villes palestiniennes (Jérusalem, Safed, Jaffa et Hébron)⁴².

L'ancrage du nationalisme et la montée des tensions

Cette décennie et la suivante sont communément considérées comme celles de la polarisation communautaire de ces deux sociétés qui mènera inexorablement à l'approfondissement et à l'ancrage de leur nationalisme respectif. Si le sionisme politique, mouvement nationaliste juif prônant leur ré-établissement en Palestine, existe déjà depuis la fin du XIXe et s'est déployé au gré d'une dizaine de congrès internationaux, ce que l'on connaît aujourd'hui du nationalisme palestinien est encore confus à cette période, bien qu'inexorablement engagé sur la voie de son développement. Ce nationalisme arabe en Palestine est alors divisé entre une approche panarabe déjà évoquée, sans forme politique encore vraiment claire (il faudra pour cela attendre l'entre-deux-guerres, puis l'après-Deuxième Guerre mondiale)⁴³, tendant à prôner la fin du mandat britannique et le rattachement de l'entité palestinienne au *Bilad al-Sham* (Grande Syrie), et une nouvelle forme de revendication nationaliste balbutiante plaçant pour une Palestine forte, indépendante, et seule. Il est donc pluriel lorsque la dynamique qui mènera à la création de l'Etat d'Israël se met en place, et ces divergences de projet étatique nourriront pour quelques décennies le débat dans la société palestinienne⁴⁴.

Les années 1930 sont celles de la plus importante *Aliya* (vague d'immigration juive en Palestine) avant la création d'Israël : entre 1933 et 1936, on ne compte pas moins de 160'000 Juifs arrivant en Palestine⁴⁵. Cette immigration massive, largement imputable au contexte politique européen défavorable aux communautés juives (montée du nazisme et du fascisme entre autres), va de pair avec la concrétisation du projet d'installation d'un foyer national juif en Palestine. Ainsi, cette décennie voit s'accroître les tensions entre Arabes et Juifs récemment installés, et l'on observe des deux côtés la mise en place de groupuscules armés. Le groupe *al-Qassam*, fondé en 1925 par 'Izz al-Din al-Qassam, et projetant le « *jihad* contre les Juifs, les Britanniques, et leurs collaborateurs arabes »⁴⁶, fait écho au renforcement de l'armement de la *Haganah* (organisation paramilitaire sioniste fondée en 1920 pour protéger les colonies juives) face à la menace grandissante des groupuscules Palestiniens⁴⁷. La conscience identitaire et nationaliste de ces deux sociétés, liant historiquement leur sort à celui de cette terre, se cristallise matériellement à travers la création de ces proto-milices armées, destinées avant tout à défendre le *nous* contre l'*autre*. Sans grande surprise, l'atmosphère générale des années 1930 en Palestine sera donc celle de l'intensification des tensions et des accrochages, débouchant en 1936 sur la célèbre révolte arabe⁴⁸, amorcée par un mouvement de grèves généralisées, et ayant rapidement évolué vers une révolte armée, que la Grande Bretagne mandataire tentera d'apaiser avec un premier plan de partage du territoire : la Commission Peel⁴⁹. Celle-ci, prévoyant la création de deux Etats indépendants (70% du territoire pour les Palestiniens, 20% pour les Juifs) et le maintien de Jérusalem et de Bethléem sous mandat britannique, est rejetée par les deux camps, principalement parce qu'il leur était inconcevable de perdre la ville sainte⁵⁰, et plus généralement, la moindre parcelle de cette terre. Dès lors, et comme le montrera la succession d'échecs qui solderont la valse des projets de partage de la Palestine ultérieurs, les Palestiniens, et les Juifs - Israéliens à venir - tendent à reproduire un schéma qui se dessine progressivement comme une impasse, décrit par Gershon Baskin, fondateur et directeur de l'IPCRI (*Israel/Palestine Center for Research and Information*), comme symptomatique des « thousand and thousand of years giving an identity to a land, and taking an identity from this land »⁵¹.

Après l'élaboration, en vain, de trois Livres Blancs, tentant de limiter l'immigration juive en Palestine compte tenu de l'intensification des affrontements avec les Palestiniens, et au sortir d'un deuxième conflit mondial éreintant, la

⁴² Vincent LEMIRE (dir.) [et al.], *Jérusalem : Histoire d'une ville-monde des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 2016, pp. 376-377.

⁴³ Leyla DAKHLI, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, n° 103, pp. 16-17.

⁴⁴ Vincent LEMIRE (dir.) [et al.], *Jérusalem : Histoire d'une ville-monde des origines à nos jours*, op. cit., p. 373.

⁴⁵ *Ibid.*, pp. 377.

⁴⁶ Henry LAURENS, *La Question de Palestine. 1922-1947 : Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002, p. 297.

⁴⁷ *Ibid.*, pp. 297-298.

⁴⁸ Simon SEBAG MONTEFIORE, *Jérusalem : Bibliographie*, Paris, Calmann-Lévy, 2011, p. 532-533.

⁴⁹ *Palestine Royal Commission Report* [en ligne], William Robert Wellesley PEEL, Juillet 1937, p. 392, https://ecf.org.il/media_items/290.

⁵⁰ Henry LAURENS, « Querelle des Lieux Saints : une tragédie en cinq actes » [en ligne], in *L'Histoire*, 2012, n° 378, par. 28, <https://www.lhistoire.fr/querelle-des-lieux-saints-une-trag%C3%A9die-en-cinq-actes>.

⁵¹ *Gaza Tomorrow. Through the Eyes of Israel and Hamas : What do they want, What will they accept ?*, Gershon BASKIN, 08.11.2018, Conférence à l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Grande Bretagne décide en 1947 de laisser son mandat aux mains de l'ONU nouvelle-née. Sans doute sentait-elle la situation lui échapper, et on ne tarderait pas à lui donner raison. L'étincelle première sera celle du plan de partage proposé par l'ONU dans sa résolution de 1947⁵². Rejetée en grande partie par les Palestiniens qui n'acceptaient alors aucun compromis, cette manœuvre, se voulant porteuse de paix, a entraîné une première guerre civile qui dura six mois. Et, si les Juifs ont au début le désavantage d'un armement largement inférieur à celui des Palestiniens, ils prennent dès le début de l'année 1948 le pas sur la communauté arabe de Palestine dans beaucoup de régions. De nombreux villages sont pillés, et les Arabes massacrés la plupart du temps. Au crépuscule de la période mandataire britannique puis onusienne, on observe alors les premiers exodes de Palestiniens, qui fuient les villages vers d'autres villes (ex. Nazareth) ou d'autres pays (ex. Liban, Egypte, Jordanie)⁵³, et qui formeront le noyau de la diaspora.

Le rôle de la diaspora palestinienne et les trois idéologies majeures du mouvement national palestinien

Le 14 mai 1948, « jour de l'expiration du mandat britannique, [...] et en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif, [...] la fondation de l'Etat juif dans le pays d'Israël »⁵⁴ est proclamée par David Ben Gourion. Si cet événement traduit une victoire politique pour les Juifs, et annonce de probables décennies de conflit autour du partage du territoire, il consacre plus encore l'échec de la première phase de la résistance palestinienne mise en place jusque-là. Cependant, la création de l'Etat d'Israël va donner une impulsion nouvelle à cette résistance, et de ses conséquences dramatiques va progressivement naître le mouvement national palestinien.

La naissance de l'Etat d'Israël, s'inscrivant dans le sillage d'une guerre civile ayant déjà largement bouleversé le fragile équilibre politique et démographique de la Palestine, provoque la mutation de ce conflit civil en une guerre israélo-arabe, puisqu'en seulement quelques heures, les armées du Liban, de la Syrie, de l'Egypte, de l'Irak, de l'Arabie Saoudite et de la Transjordanie attaquent le jeune Etat, en soutien aux Palestiniens⁵⁵. Nous n'explorerons pas dans cette étude les détails de ce premier conflit israélo-arabe, mais nous pouvons en retenir les quelques 800'000 Arabes de Palestine déplacés dans des camps de réfugiés, des villages limitrophes, ou encore des pays environnants. De ce bouleversement massif, la guerre de 1947-1948 héritera rapidement du nom de *Nakba* (la catastrophe), encore aujourd'hui largement répandu dans l'historiographie du monde arabo-musulman. Et pour cause : celle-ci peut être en quelque sorte comprise comme « la fin de l'identité territoriale palestinienne. C'est aussi celle de la destruction de la société palestinienne [...] et [de] la transformation de la majorité de son peuple en réfugiés »⁵⁶. Cette éviction du peuple palestinien est d'autant plus concrète qu'elle est assortie, de la part du nouvel Etat israélien, d'une interdiction de retour aux réfugiés, qui est toujours l'une des problématiques nodales de ce conflit.

Cependant, c'est au travers de l'exil de ces centaines de milliers de réfugiés que va revivre et se développer considérablement la conscience nationaliste et la résistance palestiniennes. En effet, tant dans les milieux estudiantins de Beyrouth et du Caire, comme en témoignent les exemples de George Habache et Yasser Arafat⁵⁷, que dans les camps de réfugiés ayant rapidement proliféré dans la région au lendemain de la *Nakba*, la construction de l'identité palestinienne prend racine. Ces deux espaces diasporiques sont des foyers complémentaires de construction profonde de l'identité palestinienne dans les années 1950. Pour Jihane Sfeir-Khayat, spécialisée dans l'étude des camps de réfugiés, c'est « expulsés, dispersés, [que] les Arabes de Palestine devinrent réfugiés de Palestine, puis se firent Palestiniens »⁵⁸.

En termes idéologiques, l'émulation identitaire qui traverse la diaspora et le mouvement palestiniens prend, d'après Helga Baumgarten, différentes formes selon l'époque et les tendances politiques traversant la région du Moyen-Orient⁵⁹. Par-là, elle entend que durant les décennies 1950-1960, le nationalisme arabe et les idéaux socialistes, qui

⁵² Résolution 181 (II) : *Gouvernement futur de la Palestine* [en ligne], Conseil de Sécurité de l'ONU, 29 novembre 1947, Partie I, A, al. 3, [https://undocs.org/fr/A/RES/181\(II\)](https://undocs.org/fr/A/RES/181(II)).

⁵³ Henry LAURENS, *La Question de Palestine. 1947-1967 : L'accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007, p. 78-79.

⁵⁴ *Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël* [en ligne], 14 mai 1948, par. 10, <https://mip.univ-perp.fr/constit/il1948.htm>.

⁵⁵ Jacques POTIN, *Jérusalem : ville unique pour les juifs, les chrétiens et les musulmans*, Paris, Bayard Editions / Centurion, 1995, p. 71.

⁵⁶ Nabil EL HAGGAR, « Les Palestiniens, de la résistance politique à la résilience culturelle », in *Horizons Maghrébins - Le droit à la mémoire*, 2007, n° 57, p. 22.

⁵⁷ Henry LAURENS, « L'identité palestinienne d'hier à aujourd'hui », in Roger HEACOCK, *Temps et espaces en Palestine : Flux et résistances identitaires*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2008, p. 49.

⁵⁸ Jihane SFEIR-KHAYAT, « Historiographie palestinienne : La construction d'une identité nationale », *op. cit.*, p. 44.

⁵⁹ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », *op. cit.*, p. 26.

avaient le vent en poupe dans les pays alentours, ont également gagné le mouvement national palestinien. Cela s'est traduit par la création du Mouvement des Nationalistes Arabes à Beyrouth par George Habache, qui a fait de la cause palestinienne le fer de lance d'un nationalisme arabe véhément. Elle explique ensuite qu'après le déclin de cette phase panarabe et socialiste, consacré notamment par la défaite de 1967, on observe que le mouvement national palestinien tend à se draper de plus en plus dans une rhétorique nationaliste palestinienne, faisant écho à la récente indépendance algérienne permise par le développement d'une profonde conscience nationaliste ayant mené à des années de guerre avec la France. Cette mise en avant de la rhétorique nationaliste au service de la libération a été largement prônée par le Fatah, créé en 1959 par Yasser Arafat au Koweït. Porté un temps sur la lutte armée, ce mouvement de libération « reawakened Palestinian national identity and brought it back to life »⁶⁰. Cette primauté du caractère national de la résistance, son action concrète sur le terrain, et sa plasticité idéologique participent au succès du Fatah, et font que ce mouvement politique est « toujours le parti de l'air du temps »⁶¹. Cela s'observe d'ailleurs encore de nos jours, à travers la place centrale qu'occupe toujours le Fatah dans la vie politique palestinienne, notamment au sein de l'Autorité palestinienne. Le Fatah a en effet cette particularité de réussir en tout temps à teinter son discours des couleurs de la rhétorique utilisée par les mouvances les plus populaires. Ainsi, si dans les années 1970 il parvient à insuffler à son discours nationaliste une tendance socialisante et plus radicale dans sa conception de la libération de la Palestine (puisqu'il plaidait alors pour la libération totale du territoire), il a su s'adapter aux attentes internationales en matière de négociation, et même, à subtiliser certaines références islamiques à son nouveau rival : le Hamas⁶². Né à l'intérieur de la Palestine, ce mouvement de résistance islamique propose dès les années 1980 l'Islam comme seule voie de libération de la Palestine. S'il obtient dès sa création un soutien conséquent de la part d'une partie des Palestiniens et reste perçu, encore de nos jours, comme un sérieux rival du Fatah, il n'a jamais été en position hégémonique⁶³, ce qui s'explique entre autres par sa réputation controversée quant à ses actions armées.

Ces trois mouvances, bien qu'elles ne soient pas les seules, sont en tout cas les principales forces motrices du mouvement palestinien observables entre les années 1950 et les accords d'Oslo. Ayant toutes trois un discours qui leur est propre, elles se sont néanmoins développées, intégrées et succédé selon un schéma similaire de relais, de renouveau même, à la tête du mouvement national palestinien. En effet, et comme nous l'avons déjà évoqué, l'histoire de ce dernier est à concevoir comme jalonnée de phases idéologiques, chacune née dans l'échec de la précédente, postulant ainsi une renaissance d'un mouvement national régulièrement en crise⁶⁴. Pour autant, naviguant de l'une à l'autre de ces idéologies aux modes d'actions et aux référentiels divergents sans pour autant s'opposer, la vie politique palestinienne aura finalement toujours eu pour noyau le nationalisme d'un peuple en quête de réparation, agissant comme « "l'idéologie implicite" [...] L'explicite, qu'elle se traduise en termes marxistes, islamistes, nationalistes arabes, se plie à son espace et à sa conjoncture : celle de l'occupation israélienne de territoires éclatés, inscrite dans une épaisse durée historique »⁶⁵.

Le crépuscule du XXe siècle : une fin de partie ?

Quelle qu'en ait été l'idéologie dominante, le mouvement national palestinien est entré en cette fin de XXe siècle en ébullition, et cela s'est traduit par la première *Intifâda*. Le soulèvement massif de la population de Palestine en 1987 est une référence dans l'historiographie de la résistance palestinienne, notamment parce qu'elle a mis à jour la capacité de persévérance et d'organisation du peuple palestinien, comme à travers l'établissement de comités populaires⁶⁶, de systèmes d'entraide (écoles à domicile, ...), etc.

Ce soulèvement populaire est aussi le temps bref d'une unification d'une gauche politique en retrait depuis quelques années, derrière l'étendard de la colère et du nationalisme palestiniens, et en sera le dernier témoin de cette histoire contemporaine. Bien que la première *Intifâda* ait duré presque sept ans, elle a été contemporaine d'une ère de changement majeur pour la gauche au début des années 1990 : celle de la chute de l'URSS. L'effondrement du bloc soviétique a en effet significé, pour bon nombre de mouvances de gauches arabes, la disparition d'un appui international majeur. Livrés à eux-mêmes, pour la plupart privés du soutien financier qu'était l'URSS en plus d'être un

⁶⁰ *Ibid.*, p. 33.

⁶¹ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 184.

⁶² *Ibid.*, p. 184.

⁶³ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », *op. cit.*, p. 37.

⁶⁴ Pierre PRIER, « Crise historique du mouvement national palestinien » [en ligne], in *Orient XXI*, 17.02.2017, partie III, par. 4, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/crise-historique-du-mouvement-national-palestinien,1720>.

⁶⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 202.

⁶⁶ Jamil HILAL, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], *op. cit.*, p. 3.

bouclier idéologique fédérateur, les partis se réclamant du socialisme et du communisme, y compris en Palestine, sont extrêmement affaiblis et perdent en cohérence à l'aube des accords d'Oslo, qui mettront fin à la première *Intifâda*.

La signature des accords d'Oslo en 1993, portés à bout de bras par l'OLP de Yasser Arafat, représente à bien des égards un tournant historique pour la société palestinienne, tant au niveau politique qu'individuel. Si ces accords et leurs conséquences peuvent effectivement être compris comme une nouvelle phase de crise pour le mouvement national palestinien, ils ne signifient pas pour autant sa mort, et c'est dans cette optique que nous entrons sans plus attendre dans le développement de notre étude.

I. 1993, Accords d'Oslo. Revue d'un processus de paix voué à l'échec, et de la mise en place de l'éclatement de la scène politique palestinienne

A. De là où tout bascule : contextualisation de l'avènement des accords d'Oslo

1/ *Panorama d'Oslo*

« One should never forget the circumstances of the Accords' birth – they tell you why it was such a colossal failure »⁶⁷.

Longtemps considérés comme les prémices d'une potentielle paix israélo-palestinienne, les accords d'Oslo sont le résultat d'une convergence de divers éléments, tant au niveau local qu'international. En effet, au lendemain d'une décennie (1980-1990) qui a vu les tensions s'accroître et déboucher sur les affrontements de la première *Intifâda* en Palestine, l'invasion du Koweït par l'Irak, et la chute de l'URSS consacrant la fin de la guerre froide, les années 1990 semblent annoncer l'ouverture du chapitre des négociations entre les sociétés israélienne et palestinienne. De nombreuses sessions de médiation et de négociations ont été engagées par et sous l'égide des puissances occidentales, fraîches vainqueurs de la Guerre froide suite à l'effondrement du bloc soviétique. Ce processus s'amorce avec la Conférence de Madrid, en octobre 1991. Si elle s'apparente, selon Henry Laurens, à un dialogue de sourds, elle a en tout cas pour effet d'amorcer un dialogue dans la région. Voulues par le secrétaire d'Etat américain, James Baker, comme inscrites dans une logique de double approche comprenant une paix nationale et régionale⁶⁸, ces négociations réunissent entre autres le Liban, la Syrie, la Jordanie, la Palestine, et Israël autour d'une même table. L'on ne note pas de conséquences effectives sur le terrain, notamment en raison de nombreux désaccords, mais l'on peut concéder à la Conférence de Madrid son rôle avant-coureur dans la dynamique diplomatique qui se met en place à l'aube des années 1990. Cette première session de négociations a de fait instauré un dialogue encourageant entre l'OLP de Yasser Arafat et le gouvernement israélien, qui sera celui du *Likoud* jusqu'en 1992.

C'est précisément grâce à la défaite de ce parti conservateur israélien que le processus diplomatique se voit facilité. Le 23 juin 1992, le parti travailliste israélien, mené par Yitzhak Rabin, remporte les élections législatives, propulsant ainsi à la tête du gouvernement une rhétorique plus encline à trouver un accord avec les Palestiniens⁶⁹. Dans ce contexte plus favorable aux discussions, on assiste alors entre 1993 et 1995 au processus d'Oslo.

1.1 : *Oslo en trois étapes majeures*

Se référant aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de Sécurité de l'ONU qui stipulent respectivement le retrait israélien des territoires occupés ainsi que le règlement de la question des réfugiés⁷⁰, et la mise en place de négociations en vue d'instaurer la paix régionale dans le respect des résolutions antécédentes⁷¹, ces accords, issus d'une dizaine de sessions de discussions secrètes entre représentants israéliens et palestiniens en Norvège, se déclinent en trois étapes majeures. Au lendemain de l'échange de lettres de reconnaissance mutuelle entre l'OLP et l'Etat d'Israël du 9 septembre 1993, marquant la volonté partagée de donner une chance au dialogue de paix démarré à Madrid en 1991⁷², la signature de la *Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie* - aussi connue sous le nom Oslo I - le 13 septembre 1993 ouvre ce processus. Celle-ci pose ainsi les principes généraux d'une potentielle résolution pacifique, orchestrée autour de diverses sessions de négociations sur une période transitoire de cinq ans, devant mener à un accord intérimaire, et finalement à un accord de statut final. On retiendra de cette déclaration les principes discutés suivants : l'établissement d'une autorité autonome palestinienne intérimaire et le transfert de compétences à cette dernière dans des domaines spécifiquement administratifs (avec possibilité de mettre en place une police palestinienne) en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ; l'adoption conjointe

⁶⁷ Ilan PAPPÉ, « Zionism and the two-state solution », in Jamil HILAL (dir.), *Where Now for Palestine ? : The demise of the two-state solution*, Londres | New York. Zed Books, 2007, p. 39.

⁶⁸ Henry LAURENS, *La Question de Palestine. 1982-2001 : La paix impossible*, Paris, Fayard, 2015, p. 295.

⁶⁹ Gilles MARTINEZ et Thierry SCOTTO DI COVELLA, *Le conflit israélo-arabe des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1997, pp. 58-59.

⁷⁰ *Resolution 242 : The situation in the Middle East*, Conseil de Sécurité de l'ONU, 22.11.1967, 1. i), 2. b)-c).

⁷¹ *Resolution 338 : Cease-Fire in the Middle East*, Conseil de Sécurité de l'ONU, 22.10.1973, 2., 3.

⁷² *Israel-Palestine Liberation Organization letters of recognition*, Yasser ARAFAT et Yitzhak RABIN, 09.09.1993.

d'un pacte sécuritaire entre cette nouvelle autorité palestinienne et l'Etat d'Israël, ainsi que la mise en place d'une coopération israélo-palestinienne économique ; l'évacuation des forces israéliennes de Jéricho et de la bande de Gaza (qu'un accord aurait dû confirmer au plus tard deux mois après la présente déclaration de principe) et le redéploiement des forces israéliennes dans certaines zones peu peuplées de Cisjordanie⁷³. Certaines questions majeures sont reportées à la conclusion d'accords dits de « statut permanent »⁷⁴, et concernent le statut de Jérusalem, le sort des réfugiés, la question des colonies israéliennes, et la question de la définition des frontières entre les deux Etats à venir⁷⁵.

Nous pouvons d'ores et déjà nous intéresser à la question des délais indiqués dans cette déclaration. En effet, les négociations et la signature d'un accord portant sur le retrait israélien de la bande de Gaza et de la région de Jéricho devaient à l'origine avoir lieu deux mois après d'Oslo I, à savoir en novembre 1993. Cet *Accord Gaza-Jéricho* est finalement ratifié le 4 mai 1994, soit plus de six mois après Oslo I, retardant par la même occasion le début de la période transitoire de cinq ans voulue pour le processus de paix. Il prévoit en détail le plan de retrait des forces militaires israéliennes de ces zones géographiques dès la signature de l'accord, le transfert de pouvoirs d'administration civile et militaire interne à l'Autorité palestinienne (AP) nouvellement créée, et réaffirme la volonté de coopération sécuritaire entre cette dernière et le gouvernement israélien⁷⁶.

Enfin, le 28 septembre 1995, les *Accords intérimaires sur la Cisjordanie et Gaza*, ou Oslo II, sont signés. Ils prévoient, entre autres, la mise en application de la déclaration de principe signée en 1993, et sont à ce jour la dernière étape du processus de négociations d'Oslo. Ils détaillent la structure exacte de l'ANP ainsi que l'organisation de l'élection de ses membres avant la fin de la période transitoire fixée au mois de mai 1999, et reportent certains points litigieux (réfugiés, Jérusalem, gestion de l'eau, ...) aux négociations sur le statut final qui ne devraient pas se tenir après le 5 mai 1996⁷⁷. Plus encore, ces accords divisent *de facto* la Cisjordanie en trois aires géographiques : la zone A, constituée des grandes agglomérations et placée sous contrôle total de l'Autorité palestinienne (excepté Hébron, dont le « statut spécial » serait réglé en 1997 par la division en deux parties de la ville - H1 sous autorité palestinienne, H2 sous contrôle israélien⁷⁸) ; la zone B comprenant pratiquement tous les villages de Cisjordanie, où l'armée israélienne garde la gestion des affaires sécuritaires ainsi que le droit de pénétrer, fouiller et détruire les habitations, etc. ; la zone C, qui correspond à l'essentiel de la Cisjordanie en termes de superficie, restant quant à elle sous contrôle israélien⁷⁹. À l'issue d'une période intérimaire de cinq années, la zone C était supposée se transformer en zone A et/ou B, et sur ce territoire composé de ces trois zones devait naître à terme un Etat palestinien indépendant à côté de l'Etat israélien, en adéquation avec la solution à deux Etats, alors internationalement reconnue comme seule issue pacifique possible. Ces derniers accords placent donc le processus d'Oslo sous le sigle de « peace for territories »⁸¹, et plus généralement du partage - inégal - de tout ce qui peut l'être, comme nous le verrons plus tard.

1.2 : Complexification des négociations

Oslo II est communément identifié par les historiens comme la fin du processus d'Oslo, plus pour des raisons liées au contexte politique et sécuritaire interne que pour ses réels impacts en termes de résolution pacifique du conflit. D'abord, les premiers attentats-suicides perpétrés entre autres par le Hamas contre des civils en Israël, suite à l'attaque de 1994 contre les fidèles de la mosquée d'Ibrahim à Hébron, provoquent une recrudescence de la tension sécuritaire dans le contexte des négociations d'Oslo, et servent de justification officielle à un ralentissement de la collaboration au projet de paix du côté israélien⁸². L'assassinat de Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995⁸³, met plus encore à mal le processus de paix engagé quelques années plus tôt, non seulement parce qu'il était l'un

⁷³ *Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements*, 13.09.1993, art. 1, 6, 8, 11, 13, 14.

⁷⁴ *Ibid.*, art. 5.

⁷⁵ Jamil HILAL, « Palestine : the last colonial issue », in Jamil HILAL (dir.), *Where Now for Palestine ? : The demise of the two-state solution*, Londres | New York. Zed Books, 2007, p. 5.

⁷⁶ *Gaza-Jericho Agreement*, 04.05.1994, art. II-1., III, IV, V, VI, VIII.

⁷⁷ *Israeli-Palestinian Interim Agreement on the West Bank and the Gaza Strip*, 28.09.1995, préambule, art. III, XI, XXXI.

⁷⁸ *Protocol Concerning the Redeployment in Hebron*, 17.01.1997, art. 2.a.

⁷⁹ Alain GRESH, « Inventaire des Accords d'Oslo » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 04.1999, n° 543, partie II par. 2, <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/04/GRESH/2926>.

⁸⁰ CF Annexes. Annexe B.1 : *Les Accords d'Oslo II (28 septembre 1995)*, 04.1997, p. 138.

⁸¹ Ilan PAPPÉ, « Zionism and the two-state solution », *op. cit.*, p. 39.

⁸² Alain GRESH, « Inventaire des Accords d'Oslo » [en ligne], *op. cit.*, partie I par. 12-14.

⁸³ « Chronologie des accords d'Oslo, 1991-2000 » [en ligne], in *Orient XXI*, 13.09.2013, partie IV par. 3, <https://orient-xxi.info/documents/chronologies/chronologie-des-accords-d-oslo-1991-2000,0342>.

des porteurs de ces négociations et de l'espoir qu'elles suscitaient, mais aussi parce que l'origine israélienne de l'auteur du meurtre met en lumière les dissensions qui existent au sein même de la société israélienne quant au fait de travailler à la possibilité d'une paix avec les Palestiniens. Enfin, les élections législatives israéliennes de mai 1996 se soldent par la victoire du *Likoud*, et placent Benyamin Netanyahu à la tête du gouvernement. Ce dernier, ayant fait campagne sur le clivage existant au sein de la société israélienne entre ceux qui soutenaient Oslo, et ceux, plus réticents, qui voyaient en cet accord et en le retrait des troupes armées de Cisjordanie une menace pour la sécurité du peuple israélien⁸⁴, a tiré profit d'un contexte politique et sécuritaire interne de plus en plus tendu.

Ce dernier évènement politique marquant de la fin des années 1990 est important dans notre compréhension de la toile d'Oslo, dans la mesure où le *Likoud* n'a jamais adhéré à l'idée de la solution à deux Etats - devant mener à une indépendance palestinienne sur la Cisjordanie - portée par ce processus de paix. Ainsi, dès l'accession au pouvoir du *Likoud*, on observe une forme de blocage tant dans l'avancement des négociations que dans la réalisation concrète de ce que prévoit l'accord intérimaire de 1995. Le dialogue entre les deux parties est en quelque sorte gelé, et l'implantation des colonies israéliennes en Cisjordanie s'intensifie considérablement en parallèle⁸⁵. Cette situation de blocage, à laquelle rien dans les textes d'Oslo précédents ne propose d'alternative, repousse inéluctablement les négociations sur le statut final - à savoir sur les points clefs du conflit qu'Oslo n'a fait que reporter (Jérusalem, sort des réfugiés, ...). En effet, « il n'existe pas, incorporées dans cet accord, d'instances de recours, face à la violation, par l'une des parties, de sa lettre ou de son esprit »⁸⁶. On peut en un sens estimer que ce vide juridique a largement participé à l'échec général des négociations d'Oslo et de la mise en œuvre de ses principes tout au long de la période intérimaire.

Le 23 octobre 1998, en présence de Bill Clinton, Yasser Arafat et Benyamin Netanyahu signent les *Accords de Wye Plantation* qui, basés sur Oslo II et le *Protocole d'Hébron*, visent à entraîner la poursuite des évacuations et du redéploiement israéliens de 13% de la Cisjordanie (dont 12% passeraient en zone B de contrôle conjoint, et dont le dernier pour-cent passerait en zone A, exclusivement contrôlée par l'Autorité palestinienne)⁸⁷ et à fixer les négociations sur le statut final au 4 mai 1999⁸⁸. Cependant, à peine deux mois après leur signature, Netanyahu se rétracte et décide de geler l'application de ces accords en raison des réactions qu'ils provoquent au sein de son gouvernement chancelant⁸⁹, et pose aux Palestiniens diverses conditions pour la poursuite des négociations, entre autres l'abandon par Arafat de la proclamation de l'Etat palestinien à l'issue de la période intérimaire⁹⁰. Le gel de ces accords empêche un progrès significatif de la situation, dans le sens où aucune des mesures qu'ils préconisaient ne se réalisent. En effet, les évacuations ainsi que le redéploiement en trois phases ne s'effectuent pas comme prévu, et le 4 mai 1999, « la négociation sur le statut final devrait avoir abouti [mais] elle n'a même pas commencé et les accords intérimaires n'ont pas été mis en œuvre »⁹¹. Enfin, si Yasser Arafat maintient sa volonté de déclarer unilatéralement l'indépendance de la Palestine en mai 1999, comme l'agenda d'Oslo le prévoyait initialement, les tentatives américaines et européennes de dissuasion et d'ajournement de cette décision se multiplient et se font plus pressantes⁹², notamment pour ne pas perturber les élections israéliennes de 1999. Dans l'optique de manifester un soutien à la partie palestinienne tout en essayant de convaincre Arafat de temporiser, le sommet européen de Berlin de mars 1999 émet une déclaration réitérant, entre autres, la reconnaissance du droit à l'auto-détermination des Palestiniens et à la légitimité de la création d'un Etat palestinien indépendant et démocratique⁹³. Finalement, le 4 mai 1999, l'OLP d'Arafat accepte de reporter sa décision à une date ultérieure⁹⁴, et la période transitoire prévue par les accords d'Oslo s'achève, sans que les négociations sur le statut final n'aient même été entamées.

⁸⁴ Don PERETZ et Gideon DORON, « Israel's 1996 Elections: A Second Political Earthquake ? », in *Middle East Journal*, 1996, vol. 50, n° 4, p. 532.

⁸⁵ Geoffrey ARONSON, « Pendant la négociation, la colonisation continue » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 11.1996, n° 512, par. 1-4, <https://www.monde-diplomatique.fr/1996/11/ARONSON/5880>.

⁸⁶ Shomali QUSTANDI, « L'accord et le désaccord dans les textes d'Oslo », in *Mots. Les langages du politiques*, 1997, n° 50, p. 12.

⁸⁷ Géraldine DENIAU-MAROUDIS, « Le mémorandum de Wye River (23 octobre 1998) », in *Annuaire français de droit international*, 1998, vol. 44, p. 234.

⁸⁸ *Wye River Memorandum*, 23.10.1998, partie IV.

⁸⁹ Géraldine DENIAU-MAROUDIS, « Le mémorandum de Wye River (23 octobre 1998) », *op. cit.*, p. 241.

⁹⁰ « Chronologie des accords d'Oslo, 1991-2000 » [en ligne], *op. cit.*, partie VII par. 3.

⁹¹ *Ibid.*, partie VIII par. 2.

⁹² Henry LAURENS, *La Question de Palestine. 1982-2001 : La paix impossible*, *op. cit.*, p. 669.

⁹³ *Berlin European Council*, 24-25.03.1999, partie IV, art. 1, 2 et 5.

⁹⁴ Olivier PIRONET, « Chronologie », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, p. 91.

D'autres sessions de négociations suivront, telles que la signature du mémorandum de Charm el-Cheikh le 4 septembre 1999 (prévoyant entre autres la reprise des discussions sur le statut final, ainsi que de nouvelles phases de redéploiement et de transfert de territoires de la Cisjordanie à l'administration de l'Autorité palestinienne⁹⁵), et celles de Camp David II. Ces dernières, issues d'un sommet tenu du 11 au 25 juillet 2000 entre Ehud Barak et Yasser Arafat, et sous la diligence de Bill Clinton, étaient supposées régler la question du statut final. Cependant, les deux parties ne parviennent pas à trouver d'entente sur les propositions territoriales mutuelles, et les questions litigieuses se trouvant au cœur du statut final restent insolubles. Ce nouvel échec pour la diplomatie engagée depuis le début des années 1990 est imputable à un large manque de préparation de ces accords, et à une certaine précipitation dans la mise en place du processus de négociations⁹⁶, bien que Yasser Arafat ait tenté à de nombreuses reprises de reporter ce sommet pour ces mêmes raisons.

1.3 : Seconde Intifâda ou fin de l'espoir diplomatique

En septembre 2000, Ariel Sharon, membre ultra conservateur du *Likoud* et donc membre de l'opposition au gouvernement d'Ehud Barak, pénètre l'enceinte de l'esplanade des Mosquées, haut lieu saint de l'Islam à Jérusalem. Une telle incursion ne s'étant jamais produite depuis la fin de la guerre des Six Jours (1967), et le partage *de facto* des lieux saints entre Juifs et Musulmans, elle a immédiatement été perçue comme une provocation à l'encontre de la communauté musulmane, et dans un contexte de tensions politiques plus général, de la population palestinienne. Dès le lendemain, des violences éclatent entre Israéliens et Palestiniens, s'étendant rapidement à tous les territoires occupés, et dont les représailles seront extrêmement violentes⁹⁷. C'est le déclenchement de la seconde *Intifâda* - ou *Intifdâa Al-Aqsa* -, qui « a fait voler en éclats le vernis d'Oslo »⁹⁸, puisque dès 2002 l'armée israélienne lance l'« Opération Rempart », de redéploiement et de réoccupation de la grande majorité des territoires qui avaient été restitués aux Palestiniens.

La dernière tentative formelle de négociations est celle du sommet de Taba de janvier 2001, en pleine *Intifâda*. Celle-ci est sans doute la plus aboutie de toutes les sessions diplomatiques entamées entre les deux parties depuis le début d'Oslo. Des discussions qui ont porté sur les quatre points litigieux du statut final (Jérusalem, le sort des réfugiés, la question des frontières et celle de la sécurité) ont résulté un rapprochement des positions mutuelles, et même certaines avancées relativement novatrices, comme en témoigne la proposition de partage territorial faite par la délégation israélienne aux Palestiniens⁹⁹. Cependant, ces négociations ne pourront être transformées en accord ni être entérinées, puisqu'à peine une semaine après la fin du sommet, le parti travailliste d'Ehud Barak est défait aux élections législatives israéliennes par le *Likoud* d'Ariel Sharon¹⁰⁰, résolument opposé au processus diplomatique engagé avec les Palestiniens depuis Oslo, et pour qui « il s'agit d'achever ce qui ne l'a été en 1948 » : l'annexion de l'essentiel du territoire palestinien¹⁰¹.

L'avènement au pouvoir d'une telle personnalité met évidemment en péril toute forme de diplomatie formelle entre Israéliens et Palestiniens. Il est communément reconnu que cette rencontre de Taba marque le crépuscule d'une série de négociations entamées près d'une décennie plus tôt, et dont l'issue ressemble aujourd'hui plus à un échec qu'à une quelconque avancée. La dynamique diplomatique s'est pourtant poursuivie de manière informelle pour aboutir en 2003 à l'*Initiative de Genève*, qui prévoyait la création de deux États coexistant sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ainsi que sur les frontières de 1967, avec quelques arrangements et échanges territoriaux¹⁰². Cette initiative a également débouché sur un accord concernant l'établissement de Jérusalem comme capitale partagée des deux États, transférant les quartiers juifs aux Israéliens, et les quartiers chrétiens et musulmans aux Palestiniens, ainsi que sur une proposition de règlement du sort des réfugiés, leur permettant de revenir dans les territoires palestiniens uniquement¹⁰³. On compte parmi les négociateurs de l'*Initiative de Genève* de nombreuses figures politiques palestiniennes et israéliennes de premier plan, dont des ex-ministres des deux parties,

⁹⁵ *Sharm El Sheikh Memorandum on Implementation Timeline of Outstanding Commitments of Agreements Signed and the Resumption of Permanent Status Negotiations*, 04.09.1999, art. 1 et 2.

⁹⁶ Henry LAURENS, *La Question de Palestine. 1982-2001 : La paix impossible*, op. cit., p. 761-762.

⁹⁷ « Chronologie des accords d'Oslo, 1991-2000 » [en ligne], op. cit., partie IX par. 12-13.

⁹⁸ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », op. cit., p. 255.

⁹⁹ CF Annexes. Annexe B.2 : *Propositions israéliennes, de Camp David (2000) à Taba (2001)*, 09.2001, p. 139.

¹⁰⁰ Alain GRESH, « Proche-Orient, la paix manquée » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 09.2001, n° 570, partie II par.4, partie III par. 5, <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/09/GRESH/7780>.

¹⁰¹ Isabelle AVRAN, « Oslo : retour sur un échec » [en ligne], in *Orient XXI*, 12.09.2013, partie II par. 1, <https://orient-xxi.info/magazine/oslo-retour-sur-un-echec,0343>.

¹⁰² CF Annexes. Annexe B.3 : *Israeli-Palestinian Permanent Borders*, 12.10.2003, p. 140.

¹⁰³ *Geneva Initiative*, 12.10.2003, art. 6, art. 7.

toutes motivées par le désir de trouver un accord qui mènerait enfin à la paix. Celui-ci ne sera néanmoins jamais mis en application. En effet, d'après Gershon Baskin, Ariel Sharon se serait senti frustré et offensé par ces négociations informelles qu'il n'avait en aucun cas prévues, et aurait orchestré le retrait des troupes israéliennes de Gaza en décembre de la même année dans l'unique but de détourner l'attention internationale du potentiel prometteur de l'*Initiative de Genève*¹⁰⁴. De même, Yasser Arafat, de son côté plus enclin à soutenir un projet de résolution pacifique, n'a pour autant pas été jusqu'à reconnaître formellement cet accord¹⁰⁵.

Le début du millénaire est donc marqué par le nouvel échec de cette dernière tentative de négociations, qui a tenté de donner une voix à la paix, mais qui a simplement été emportée dans le tourbillon de violence de la seconde *Intifâda*. Que peut-on alors retenir des accords d'Oslo ? Quelles en ont été les réalisations concrètes, si tant est qu'il y en ait eu ?

2/ Conséquences et impacts du processus d'Oslo

« Certes, les Palestiniens ont pu élire une Autorité, et l'armée israélienne a évacué les grandes villes de Cisjordanie - à l'exception notable de Hébron. Mais la vie quotidienne ne cesse de se dégrader : le déplacement à l'intérieur des territoires est chaque jour plus difficile - avec la multiplication de « check points » et de contrôles humiliants -, encore plus qu'avant la signature des accords d'Oslo de 1993. Le niveau de vie est en chute libre, tandis que la colonisation se poursuit inexorablement : chaque jour, de nouvelles terres arabes sont confisquées. Des centaines de prisonniers palestiniens, incarcérés avant 1993, restent sous les verrous. Le mois de mai 1999 devait marquer la fin de la période transitoire d'autonomie et voir la création d'un Etat palestinien, mais le calendrier n'a pas été respecté et aucun des grands dossiers en suspens - frontières, Jérusalem, colonies, réfugiés, sécurité, eau - n'a été ouvert »¹⁰⁶.

En termes de chiffres, si l'on dénombre quelques 120'000 colons en Cisjordanie en 1993, ils sont 200'000 à l'aube de la seconde *Intifâda*, et les évacuations militaires prévues dans les différents accords signés n'ont jamais été menées à leur terme¹⁰⁷. On peut ajouter à ce constat dramatique l'extrême complexification de l'administration du territoire, passant par une fragmentation minutieuse qui découle inexorablement d'une « celebration of the idea of partition: territories and everything else which was visible and quantifiable could be divided between the two sides »¹⁰⁸. Ce partage largement asymétrique de tout ce qui pouvait l'être - allant du contrôle des terres aux ressources en eau - a encore de nos jours un impact majeur sur le quotidien tant des Palestiniens que des Israéliens, comme nous le verrons plus tard.

2.1 : L'éclatement de la scène politique traditionnelle

S'ils ont suscité énormément d'espoir, les accords d'Oslo sont finalement une source de déceptions et de désillusions, notamment au sein de la société palestinienne. Plus encore, cet épisode charnière a consacré l'éclatement de la scène politique palestinienne. « Oslo ne marque pas, en réalité, le début d'une réconciliation israélo-palestinienne, mais bien plutôt celui d'une désunion d'un mouvement national palestinien qui n'a fait que s'amplifier depuis et est aujourd'hui plus que jamais divisé »¹⁰⁹. En effet, dès l'ouverture du processus d'Oslo on observe une fragmentation du champ politique palestinien. Largement portées par l'OLP de Yasser Arafat, dont le Fatah représentait la force politique majeure, ces négociations ont divisé la classe politique traditionnelle sur de nombreux points, dont en partie le projet espéré pour la Palestine à venir (frontières historiques de 1948 ou de 1967), la renonciation à certains modes de résistance (lutte armée), et simplement le principe de négociations avec l'Etat d'Israël, qui induit nécessairement sa reconnaissance par les Palestiniens. Assez rapidement, des partis alors membres de l'OLP (Front Populaire de Libération de la Palestine [FPLP], Front Démocratique pour la Libération de la Palestine [FDLP], ...), se sont opposés aux accords d'Oslo ainsi qu'à l'OLP d'Arafat impliqué dans cette démarche. Ensemble, ils forment avec d'autres petits partis et mouvements issus de leurs scissions antérieures respectives (FPLP-

¹⁰⁴ *Gaza Tomorrow. Through the Eyes of Israel and Hamas : What do they want, What will they accept ?*, Gershon BASKIN, *op. cit.*.

¹⁰⁵ Dominique VIDAL, « Israël-Palestine : un espoir à Genève » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 23.10.2004, par. 3 et 12, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2003-10-23-geneve>.

¹⁰⁶ Alain GRESH, « Le « véritable visage » de M. Ehoud Barak » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 07.2002, n° 586, par. 5, <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/07/GRESH/9229>.

¹⁰⁷ Alain GRESH, « Pourquoi les accords d'Oslo ont-ils échoué ? » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 22.10.2007, par. 5, <https://blog.mondediplo.net/2007-10-22-Pourquoi-les-accords-d-Oslo-ont-ils-echoue>.

¹⁰⁸ Ilan PAPPÉ, « Zionism and the two-state solution », *op. cit.*, p. 40.

¹⁰⁹ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 12.

Commandement Général, Front de Lutte Populaire Palestinien, ...), ainsi qu'avec des formations politiques externes au Fatah (Hamas, Mouvement du Jihad Islamique), l'Alliance des Forces Palestiniennes - ou Alliance des Dix - à Damas¹¹⁰. Baha Hilo, notre troisième interviewé, résume les impacts d'Oslo sur la scène politique palestinienne ainsi : « it has been destructive on palestinian political life because the palestinian political life got fragmented between those who want the peace with the State of Israel or collaborators with the State of Israel [and] those who do not go, [who] are the true resistants. [...] [Oslo brought] further fragmentation »¹¹¹.

Il est intéressant de noter que cette fragmentation du paysage politique palestinien ne suit pas nécessairement des lignes idéologiques évidentes : l'Alliance des Dix regroupe à ses débuts des mouvements issus tant de la gauche palestinienne que de la rhétorique religieuse, voire islamiste. Ce regroupement de mouvances politiques très différentes n'est pas un cas isolé dans la région du Moyen-Orient à cette période¹¹², et témoigne d'un réel chamboulement du champ politique palestinien, qui, dans l'opposition à Oslo, s'est réorganisé autour d'un but commun tout en transcendant ses propres barrières idéologiques. Et, par ailleurs, si l'on observe une connivence d'intérêt se mettre en place entre des mouvances politiques sans lien évident, l'inverse est également vérifiable. En effet, des partis politiques partageant pourtant un socle idéologique commun, ou très proche, se sont quant à eux désunis dans leur réaction au processus d'Oslo.

2.2 : Le cas particulier de la gauche palestinienne

« L'exemple de la gauche est à ce titre très parlant. De fait, le FPLP et le FDLP n'ont jamais partagé le même agenda politique, divergeant notamment sur leur conception territoriale de la Palestine à libérer : si le premier ne démord pas de la nécessité de récupérer l'ensemble de la Palestine historique (1948), le second s'accommode de la solution à deux Etats se basant sur les frontières de 1967. Pourtant, ces deux partis ont rejoint l'Alliance des Forces Palestiniennes, côte à côte dans leur opposition aux accords d'Oslo, avec des raisons distinctes¹¹³. En revanche, certains partis identifiés à gauche tels que le Parti du Peuple Palestinien (PPP) - héritier du parti communiste - ou l'Union Démocratique Palestinienne (*Fida*, issue d'une scission du FDLP), ont quant à eux choisi de soutenir le processus d'Oslo et l'OLP d'Arafat. Ainsi, « au moment des accords d'Oslo, la gauche palestinienne est divisée : la seule référence au marxisme ou au socialisme n'induit aucunement une cohérence programmatique sur les questions stratégiques et territoriales. [...] Si l'*Intifāda* de décembre 1987 avait réuni la gauche palestinienne ; la voilà de nouveau divisée en 1993 »¹¹⁴.

Le cas de la gauche palestinienne est en effet très révélateur de l'état du champ politique palestinien à l'aube du XXI^e siècle : divisé, désuni, et dépassé par un processus de négociations dont même le Fatah n'a pas la pleine maîtrise. Par ailleurs, encore extrêmement affaiblie par la chute de l'URSS - son seul soutien et référent tant financier qu'idéologique à l'international -, et reléguée au second plan avec la montée en puissance et en popularité de l'Islam politique porté entre autres par le Hamas, cette gauche est en panne de modèle ainsi que de vision politique claire. Notre intention n'est pas de passer en revue tous les aspects de la crise que traverse la gauche palestinienne notamment depuis Oslo - tâche que relève brillamment Jamil Hilal en analysant la trop grande rigidité et le manque de démocratie des partis s'en réclamant¹¹⁵ -, mais certains points méritent notre attention, car, corroborés par nombre de nos interviewés, ils nous paraissent essentiels à la compréhension de l'évolution du mouvement national palestinien.

Comme évoqué précédemment, si une large frange de la gauche palestinienne a commencé par s'opposer à l'OLP et à Oslo, on peut noter des changements d'attitude au cours des années suivantes : en 1999, le FPLP se rapproche de l'OLP de Yasser Arafat, avec lequel une réconciliation est actée. Sans pour autant soutenir les accords d'Oslo, le FPLP consent à considérer la solution à deux Etats, la prévoyant uniquement comme étape temporaire et stratégique pour permettre par la suite l'avènement de la Palestine libre et indépendante sur ses frontières de 1948¹¹⁶.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 58.

¹¹¹ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 53'55-54'15.

¹¹² Nicolas DOT-POUILLARD, « Gauches et islamistes, un dialogue toujours recommencé, toujours inabouti » [en ligne], *op. cit.*, partie III par. 2.

¹¹³ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, pp. 60-62.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 58.

¹¹⁵ Jamil HILAL, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], *op. cit.*, p. 1, 6.

¹¹⁶ Jacques DUBART, « Dossier Palestine : Entre Fatah et Hamas, une gauche qui survit » [en ligne], in *Union Communiste Libertaire*, 10.02.2010, partie I par. 7, <https://www.unioncommunistelibertaire.org/?Dossier-Palestine-Entre-Fatah-et>.

De même, cette formation de gauche, à l'origine résolument hostile à l'Autorité palestinienne, reconnaît aujourd'hui explicitement le proto-gouvernement palestinien, et se voit rejointe dans ce revirement d'opinion par le FDLP¹¹⁷. Cela s'explique notamment par une réalité sécuritaire et politique largement défavorable aux Palestiniens qui s'installe sur le terrain dès la mise en œuvre du processus d'Oslo, ainsi que par l'état d'isolement et de faiblesse de la gauche palestinienne au début des années 2000. Pour Issa Amro, un de nos interviewés vivant à Hébron, ce rapprochement de la gauche avec l'Autorité palestinienne a surtout été une question de survie pour elle :

« the majority of the palestinian left parties were affected after the Soviet Union collapse [...], and then, when Oslo came, they started trying to get some kind of facilities [...] from the PA, and get salaries, and get some kind of personal gain [...] to survive. Because they didn't have any economical support and they didn't know how to upgrade themselves. And they disconnected themselves from the public. So for example, the People's Party (PPP), who should represent the workers, they don't have any connection with the workers anymore. In the contrary, they're living with a very high elite life, and they just, you know, forgot about all their affiliations with the grass-roots »¹¹⁸.

Il semble donc que certains partis de gauche aient fait le choix de la survie, allant parfois jusqu'au sacrifice de leurs idéaux ainsi que des aspirations des populations qu'ils disaient représenter. Par conséquent, dès les années 2000, nombreux sont ceux qui vivent ce phénomène comme un abandon inacceptable de la gauche, voire comme une trahison. Jawad Siyam, habitant de Silwan et ancien membre du FPLP, parle avec déception de son ancien parti : « [The PFLP is] like, only struggling through making conferences in 5 stars hotels, or traveling, visiting European cities, and say "we make BDS", go to shopping in Madrid and yeah, for 20'000 shekels in a few days. And you know, this is again also something that you can see, the big distance between the leadership and the people. In first *Intifada*, they were together. After Oslo, the hierarchy is becoming very important, in order to reach the director of an organization, it's much more difficult than reaching the president. The [parties/organizations] directors [...] and the leaders behaving, like Ministers. [...] The Left became the new bourgeoisie. [...] In the last 15 years, after Oslo, slowly, I got - I was like yes, people saw me, and they called me even 'red', they, my name was 'red' here. [...] - But with the time I felt much [the gap], and even I started to argue with the Left party much more than Fatah. [...] They speak from up to down to the people »¹¹⁹.

Cette transformation de la gauche, due à un embourgeoisement général de certains de ses membres, a entraîné une certaine déconnexion entre les cadres des partis exerçant le pouvoir et la population, soit, en somme, entre les bureaux et la réalité du terrain. Baha Hilo partage également cet avis, et lie cela à une bureaucratisation poussée des partis politiques, comme conséquence d'Oslo :

« Their leadership speaks down at people. And they are usually viewed as arrogant, they speak a language that is not, you know, understandable by the society, they make social justice sound like an imported Western, you know, value. [...] They got very disconnected [from the people], and of course what attitude is disconnection is like : pre-*Oslo*, you are in the streets, post-*Oslo*, you are in air conditioned offices. Pre-*Oslo*, you would call and work with for example the farmers, right, you find out what each farmers family needs, you have resources, you give the resources to the farmer. Now, you are in an office, the farmer has to come up to you. [...] So, *Oslo* is about establishment, it's about creating bureaucracies and bodies, you know »¹²⁰.

Oslo est donc très clairement à l'origine de l'émergence d'une élite au sein de la population palestinienne. On parle non seulement d'une élite politique, qui est entre autres celle des *returnees* formant la nouvelle classe dirigeante palestinienne via l'ANP¹²¹, mais également d'une élite populaire, composée de toute cette frange de la population qui a bénéficié du processus de paix et de ses conséquences de par son soutien et ses liens au pouvoir.

Cette brève analyse de la gauche palestinienne au lendemain d'Oslo, dont les différentes formations montrent toujours de nombreux désaccords¹²², laisse donc à penser que ce processus de paix fut un tournant dans le champ politique palestinien. Si Nicolas Dot-Pouillard emploie l'expression de *mosaïque éclatée* pour se référer au mouvement

¹¹⁷ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 104.

¹¹⁸ Interview n° 1, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 8'52-9'58.

¹¹⁹ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 29'17-30'31, 37'47-37'53, 49'47-40'43.

¹²⁰ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 32'56-34'03.

¹²¹ Jocelyn GRANGE, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », in *Confluences Méditerranée*, 2001, n° 37, p. 38.

¹²² Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 191.

national palestinien contemporain, nous pourrions tout autant l'appliquer à la scène politique traditionnelle palestinienne post-Oslo. Néanmoins, cette carte politique s'est quelque peu réorganisée dans le courant des années 2000.

2.3 : Vers une bipolarisation du champ politique palestinien

Si la gauche n'a pas su réoccuper son créneau, se concentrant sur des questions majoritairement sociales ne suffisant plus à mobiliser sa base militante d'antan, le Hamas cristallise lui encore une opposition véhémente à l'ordre établi par le processus d'Oslo. Depuis cette période, et encore actuellement, le mouvement de résistance islamique se pose en réalité comme seul vrai rival politique du Fatah, qui fait lui presque corps avec l'ANP. On parle alors assez régulièrement d'une bipolarisation politique qui « renforce la partition géographique des Territoires : au Hamas la bande de Gaza, au Fatah la Cisjordanie »¹²³. Idéologiquement opposées dès la création du Hamas dans les années 1980, ces deux formations politiques ont vu grandir leur lutte d'influence au gré d'Oslo et de son échec, consacré par la seconde *Intifāda*. Les élections législatives palestiniennes de 2006 sont d'ailleurs célèbres car elles ont vu pour la première fois le Hamas vainqueur, en termes de suffrages. Ala Hilo explique que ces élections ont révélé les divergences politiques des Palestiniens, et comment cette rivalité entre le Hamas et le Fatah bloque le fonctionnement d'un système politique directement issu d'Oslo :

« They (Hamas) were elected but they were not allowed to take power. [...] By the witness of like so many international NGOs, and so many international bodies and organizations, the elections in 2006 were fair [...], and transparent and Hamas was the choice of the people. Now, the reaction of the international community was to boycott Hamas. You know, like, ... and the reaction of the PA was to work with the international community against Hamas. So you have a Palestinian who is working against Palestinians because of their political belief. Now Hamas is good, Hamas is bad, I don't care, it's just like, we have Trump in the US, you know like.. [...] It's the choice of the people. [...] Now, we don't have a functioning Parliament since 2007. [...] We didn't have any elections since 2006. We're in 2019. 13 years, no elections »¹²⁴.

Pris en étau dans ce duel qui ne laisse pas de place à d'autres alternatives politiques traditionnelles, les Palestiniens ont pourtant cru à de nombreuses reprises à un apaisement des relations entre les deux partis. De fait, « les accords de réconciliation entre le Fatah et le Hamas se répètent et se ressemblent depuis ; ils échouent le plus souvent »¹²⁵. De nos jours encore, la Palestine est gouvernée par une hydre à deux têtes (le Hamas à Gaza, l'Autorité palestinienne du Fatah en Cisjordanie), et la lutte se poursuit par répression des oppositions politiques interposée¹²⁶. Et, comme nous le verrons plus tard dans cette étude, cette situation a largement influencé nombre de Palestiniens dans leur conception du mouvement national palestinien, et dans leur relation aux partis traditionnels.

B. L'Autorité palestinienne. De la naissance d'un organe qui se voulait alternatif et transitoire à sa pérennisation dans une désillusion quasi généralisée

« The PA project, you know, is about sustaining the whole situation as it is, it's not about changing. It's about controlling us as Palestinians, you know. Because this is what they have control on, they don't have control over Israelis »¹²⁷.

L'Autorité palestinienne, élément majeur du processus d'Oslo, a été mise en place en tant qu'entité gouvernementale administrant certains territoires de Cisjordanie ainsi que la bande de Gaza, et était censée préparer l'indépendance à venir d'un futur Etat palestinien. Elle est composée du Conseil législatif, voulu comme « l'institution politique centrale de l'autonomie [jouissant] de pouvoirs à la fois législatifs et exécutifs et [assumant] tous les pouvoirs et responsabilités transférés par Israël »¹²⁸, ainsi que d'une autorité exécutive formée du président de l'ANP et d'un comité composé majoritairement de membres du Conseil législatif, structuré en différents pseudo-ministères¹²⁹.

¹²³ *Ibid.*, p. 101.

¹²⁴ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 31'13-33'51.

¹²⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 101.

¹²⁶ *Two Authorities, One Way, Zero Dissent* [en ligne], Human Rights Watch, 23.10.2018, Summary par. 2, <https://www.hrw.org/report/2018/10/23/two-authorities-one-way-zero-dissent/arbitrary-arrest-and-torture-under>.

¹²⁷ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 34'16-34'36.

¹²⁸ Jocelyn GRANGE, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », op. cit., p. 36.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 37.

Enfin, elle possède de nombreux services de sécurité dont les tâches et les ressorts d'actions varient de l'un à l'autre.

Seulement, si elle était voulue comme un organe alternatif et transitoire, comme « the seed for a palestinian State, [...] the Palestinian Authority ended up indirectly supporting the status quo that is maintained by the State of Israel »¹³⁰. L'Autorité palestinienne est en effet de plus en plus critiquée à l'interne comme à l'externe. Certains parlent même de l'urgence de la réformer, voire tout simplement de la dissoudre, à l'instar de Yossi Beilin, l'un des négociateurs israéliens des accords qui lui ont pourtant donné naissance¹³¹. Les griefs formulés contre elle étant aussi nombreux que variés, nous faisons le choix de nous intéresser ici à deux d'entre eux dans un souci de concision : sa coopération sécuritaire avec l'Etat d'Israël, et ses dysfonctionnements internes (dépendance à l'aide internationale, corruption, clientélisme, ...).

1/ Une collaboration sécuritaire décriée

1.1 : Une collaboration asymétrique comme condition à l'existence de l'ANP

Des organes sécuritaires composant les forces palestiniennes, nous retiendrons les plus connues - à savoir la sécurité nationale et la sécurité préventive, respectivement chargées de « [contrôler les] limites des zones autonomes palestiniennes (avec la mise en place de *checkpoints*) et de participer aux "patrouilles conjointes" israélo-palestiniennes [ainsi que de] "surveiller les partis politiques, les organisations et la population palestinienne afin que le gouvernement puisse gouverner" »¹³² - dans la mesure où ils mettent en lumière une caractéristique clef du fonctionnement de l'Autorité palestinienne : la coopération avec l'Etat d'Israël, consistant en une collaboration accrue des services de sécurité palestiniens avec le gouvernement et les services de sécurité israéliens. En ce sens, le cahier des charges de la police palestinienne établit que ses différentes branches sont tenues de réprimer tout acte de violence allant à l'encontre de l'esprit du processus d'Oslo et donc de la population israélienne, et de communiquer toutes informations pertinentes en matière de sécurité interne aux autorités israéliennes, en plus de participer à des actions conjointes de maintien de l'ordre avec ces dernières¹³³.

D'après Julien Salingue, la question sécuritaire occupe une place extrêmement importante lors du processus d'Oslo, et cela se manifeste tant dans les accords issus de ces négociations (Gaza-Jéricho, Oslo II), que dans les dires mêmes de l'un des acteurs majeurs d'Oslo, Uri Savir, selon qui la perception israélienne de ce processus de paix tient plus à la formule « freedom for security »¹³⁴ qu'à celle de « peace for territories ». Cette prévalence de la sécurité - principalement israélienne - n'est pas seulement un détail dans la collaboration israélo-palestinienne initiée par le processus de paix d'Oslo, mais elle conditionne bel et bien l'avancée de ce dernier. Citons, par exemple, le redéploiement des forces militaires israéliennes prévues en Cisjordanie, dont la mise en œuvre dépend explicitement de la capacité des forces de police palestiniennes à maintenir l'ordre à l'intérieur des frontières sous leur responsabilité¹³⁵.

Sans être un Etat à proprement parler, l'Autorité palestinienne est ainsi engagée dans une collaboration sécuritaire à plusieurs niveaux, et sait que son existence ainsi que la progression du processus de paix dont elle est issue dépendent directement de son degré de coopération. Ainsi, en Cisjordanie elle doit systématiquement prévenir tout acte hostile aux colons et réagir aux incitations et actions violentes de ses ressortissants, tout en rendant des comptes aux autorités israéliennes. Cependant, il serait inexact de supposer que les forces sécuritaires des deux parties ont le même cahier des charges et la même marge de manœuvre. De fait, l'Autorité palestinienne n'est absolument pas autorisée à sanctionner un ressortissant israélien ou un colon, et cela même dans sa zone de compétence. Ala Hilo, l'un de nos interviewés, en témoigne d'ailleurs :

« If I smuggle into Jerusalem, the Israelis will arrest me, and put me in prison for 3-4 months [...], I'll have to sign many papers. If a settler gets lost and goes into the PA areas, they'll hand him as soon as possible back to the

¹³⁰ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 53'55-54'15.

¹³¹ Alain GRESH, « En finir avec la « farce » des négociations de paix, dissoudre l'Autorité palestinienne » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 06.04.2012, par. 6-8, <https://blog.mondediplo.net/2012-04-06-En-finir-avec-la-farce-des-negociations-de-paix>.

¹³² Julien SALINGUE, « Les forces de sécurité palestiniennes : un appareil répressif indigène au service de la puissance coloniale ? », in *Maghreb - Machrek*, 2017, n° 233-234, pp. 48-49.

¹³³ *Israeli-Palestinian Interim Agreement on the West Bank and the Gaza Strip*, 28.09.1995, Annexe I, art. II et IV.

¹³⁴ Julien SALINGUE, « Les forces de sécurité palestiniennes : un appareil répressif indigène au service de la puissance coloniale ? », *op. cit.*, pp. 43-44.

¹³⁵ *Israeli-Palestinian Interim Agreement on the West Bank and the Gaza Strip*, 28.09.1995, Chapitre 2, art. X par. 2.

Israelis, where nothing happens, you know. Nothing happens to them, even if they are attackers. You know like, what happens in Hebron, what happens in Jenin, [...], what happens all over the West Bank, when a settlers attacks up, the PA is not allowed to do anything. Because if they do anything, they will be in trouble, [...] not only in front of Israel but also in front of the international community, you know »¹³⁶.

Cet exemple parmi tant d'autres met en lumière l'asymétrie criante régissant la collaboration sécuritaire sur laquelle reposent les accords d'Oslo ainsi que l'Autorité nationale palestinienne. Comme l'illustre Baha Hilo, un autre de nos interviewés, « the head of the Palestinian Authority has lower authority than that of an Israeli soldier. His convoy has to stop at the checkpoint. And then an israeli soldier has to allow the convoy to pass or not pass »¹³⁷.

On peut ainsi avancer que l'ANP figure en quelque sorte une simple extension du contrôle israélien sur les territoires occupés, et qu'elle est en ce sens largement soumise à l'autorité militaire israélienne. Garantes dans les territoires occupés d'un ordre public dont l'Etat d'Israël avait la charge jusqu'alors, ces forces de police palestiniennes ont finalement hérité des tâches de l'armée israélienne, tout en lui restant subordonnée. D'ailleurs, ce phénomène ne s'observe pas seulement dans le champ sécuritaire. Alors que les « responsabilités caractéristiques d'une autonomie interne normale telles que l'éducation, la santé, les affaires sociales ou bien encore la culture »¹³⁸ ont bien été transférées aux mains de l'Autorité palestinienne, tous les domaines dont la responsabilité pourrait attenter d'une quelconque manière aux intérêts vitaux d'Israël ne sont pas concernés par cette délégation. La gestion des services publics dans les territoires est quant à elle extrêmement limitée¹³⁹, expliquant son efficacité toute relative, souvent décriée au sein de la société palestinienne. En ce sens, les accords d'Oslo ont fait de l'Autorité palestinienne une « sous-traitante de l'occupant israélien »¹⁴⁰, comme l'illustre à son tour Baha Hilo : « the State of Israel benefited, benefits indirectly from the efforts done by the PA to provide some kind of stability [in the West Bank]. [...] The State of Israel managed to shift all of its [...] burdens as an occupying power onto the soldiers of the PA »¹⁴¹.

1.2 : Une Autorité palestinienne qui verse dans l'autoritarisme

Ce rôle complexe de proto-gouvernement sous occupation fait sans doute partie des facteurs ayant mené l'ANP, et notamment son organe sécuritaire, à sombrer dans un autoritarisme certain et à se retourner fréquemment contre certaines franges de sa population. En effet, si dans l'esprit de la coopération sécuritaire instaurée entre les forces de police palestinienne et israélienne, l'objectif était de contrevenir à toute action attentant à l'esprit d'Oslo (coexistence, construction d'une paix mutuelle), nombre de dérives ont été observées. L'appareil sécuritaire palestinien a progressivement pris pour cible tout ce qui ressemblait de près ou de loin à une forme d'opposition au processus d'Oslo, et donc au leadership palestinien l'ayant soutenu - à savoir le Fatah. De la répression d'actes haineux ou d'incitations à la violence, elle est passée à celle de simples opinions politiques ; de collaboratrice, elle est devenue supplétive des forces armées israéliennes¹⁴². Et cette dérive autoritaire n'est pas seulement le fait de la coopération sécuritaire avec Israël et des pressions qui en découlent, ou du moins pas directement :

« peu soucieux des méthodes employées pour que sa sécurité soit assurée, l'Etat hébreu a engagé la police palestinienne dans un cycle de répression systématique contre les opposants aux accords d'Oslo. Arrestations massives, jugements expéditifs, détentions arbitraires, tortures parfois, ceux-ci furent pourchassés avec beaucoup de zèle. Mais si les exigences sécuritaires israéliennes contribuèrent à enfermer les policiers palestiniens dans le cercle vicieux du tout répressif, elles n'en constituèrent pas cependant les seules causes. Aucun de celles ou de ceux qui critiquèrent trop ouvertement les choix de Yasser Arafat dans la négociation ou sa gestion centralisée du pouvoir n'échappa en effet aux brimades de la police de l'Autorité »¹⁴³.

Ce constat d'évolution de l'Autorité palestinienne vers une forme d'autoritarisme n'est pas récent, puisqu'elle avait déjà cours sous le mandat de Yasser Arafat. À en croire notre interviewé Jad S., déjà lorsque le processus d'Oslo

¹³⁶ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 11'53-12'45.

¹³⁷ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'11'01-1'11'15.

¹³⁸ Jocelyn GRANGE, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », *op. cit.*, pp. 39-40.

¹³⁹ *Ibid.*, pp. 40.

¹⁴⁰ Olivier PIRONET, « En Cisjordanie, le spectre de l'Intifada » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 10.2014, n° 727, partie II par. 2, <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/PIRONET/50880>.

¹⁴¹ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 54'58-55'08.

¹⁴² Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 43.

¹⁴³ Jocelyn GRANGE, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », *op. cit.*, p. 41.

était en cours, ses opposants étaient méthodiquement « assassinated, imprisoned, neutralized. It's the best way to put it in one word, they were neutralized. The very radical ones and like dangerous ones, they were assassinated, put in jail for lifetime, or put in really tough economic situation that they cannot think about politics anymore »¹⁴⁴.

C'est finalement une répression systématique de toute forme d'opposition au pouvoir palestinien en place qui est mise en œuvre dès le lendemain d'Oslo, et qui ne cesse de se refermer sur la population palestinienne depuis lors. Elle se perpétue de nos jours sous le gouvernement de Mahmoud Abbas qui, toujours au pouvoir plus de dix ans après l'échéance de son mandat, et empêtré dans une sempiternelle lutte d'influence avec le Hamas depuis les élections de 2006, dirige d'une main de fer des territoires palestiniens dans lesquels la presse est relativement censurée¹⁴⁵ et les geôles remplies d'opposants politiques de tous bords (FPLP, Hamas, Jihad Islamique, et même parfois simples dissidents du Fatah¹⁴⁶). La majorité de nos interviewés nous ont d'ailleurs mentionné avoir dans leur entourage de nombreux cas, passés ou présents, d'arrestation par la police palestinienne, ou avoir eux-mêmes été emprisonnés. L'ANP, pour assurer sa survie, s'est donc en quelques sortes retournée contre la population qu'elle était censée représenter, défendre, et de laquelle elle est finalement issue. Cette tendance est flagrante si l'on observe notamment ses forces de police, dont la « principale anomalie est de ne pas avoir été [établies] d'abord pour assurer la sécurité et rendre des services à la population au sein de laquelle ses membres ont été recrutés [...] mais pour assurer la sécurité d'un État étranger et de ses citoyens »¹⁴⁷.

2/ Les dysfonctionnements économiques de l'ANP

Un autre catalyseur des critiques à l'encontre de l'Autorité palestinienne tient à ce que l'on pourrait nommer ses dysfonctionnements économiques. Si certains d'entre eux sont inhérents au cadre de sa création à Oslo, d'autres relèvent plutôt de sa propre gestion économique et de leurs effets sur la société palestinienne.

2.1 : Une économie mise en porte-à-faux par la logique d'Oslo

Comme nous l'avons évoqué plus tôt, si la thématique sécuritaire est absolument centrale dans les accords d'Oslo, ces derniers accordent une importance toute aussi grande à la question économique. En annexe de l'accord Gaza-Jéricho, le *Protocole de Paris* du 29 avril 1994 régit les questions d'ordre économique entre les deux parties lors du processus d'Oslo, et s'applique encore de nos jours. Celui-ci établit un certain nombre de dispositions (formalisation de l'union douanière israélo-palestinienne, établissement du shekel comme monnaie commune, ...) ¹⁴⁸, qui ont largement transformé l'économie palestinienne, en l'intégrant étroitement à l'économie israélienne. Ce protocole économique, détaché du règlement des questions purement politiques de l'accord, visait à mettre en place une coopération économique encadrée entre les deux parties, avec l'espoir que celle-ci entraînerait la dynamique diplomatique dans son sillage¹⁴⁹.

Au-delà de l'asymétrie des relations économiques israélo-palestiniennes qu'il consacre et formalise¹⁵⁰ et dont nous parlerons plus tard, ce protocole s'accompagne de la mise de l'Autorité palestinienne sous perfusion d'aides internationales. En effet, dans l'optique de développer une économie palestinienne fonctionnelle et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens, des milliards de dollars ont été alloués à l'aide internationale dédiée aux territoires occupés. Ces fonds ont majoritairement été versés par l'Union européenne (Commission et Etats membres), les Etats-Unis, certains pays arabes, le Japon, la Banque mondiale, ou encore l'UNRWA¹⁵¹. Dans un contexte politique divisé quant au processus d'Oslo, et placés sous le sigle du « peacebuilding through aid » ne représentant pas moins de 2,5 milliards de dollars pour la période allant de 1994 à 1998¹⁵², ces dons répondent à l'idée selon

¹⁴⁴ Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 9'12-9'30.

¹⁴⁵ Akram BELKAÏD et Olivier PIRONET, « Duplicité arabe, impasse palestinienne », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, p. 5.

¹⁴⁶ Olivier PIRONET, « En Cisjordanie, le spectre de l'Intifada » [en ligne], *op. cit.*, partie I par. 5.

¹⁴⁷ Brynjar LIA, *A Police Force without a State : A History of the Palestinian Security Forces in the West Bank and Gaza*, Reading, Ithaca Press, 1999, p. 269.

¹⁴⁸ *Protocol on Economic Relations between the Government of Israel and the PLO*, 29.04.1994.

¹⁴⁹ Ricardo BOCCO et Wassila MANSOURI, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », in *A contrario*, 01.2008, vol. 5, p. 11.

¹⁵⁰ *Ibid.*, pp. 11-12.

¹⁵¹ Dorothée SCHMID, « Palestine : la problématique de l'aide », in *Politique étrangère*, 03.2006, p. 494.

¹⁵² Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », in *Journal of Palestine Studies*, 1996, vol. 25, n° 3, p. 79.

laquelle le soutien à la création et à la consolidation des institutions de l'Autorité palestinienne pourrait faciliter le processus de paix¹⁵³.

Cependant, bien que concédée dans une optique unique de développement, et malgré sa mise à l'écart des autres négociations, cette aide a pourtant un rôle éminemment politique. En effet, pour de nombreux bailleurs de fonds, les dons visent à un « développement socio-économique de la région [constituant] le moyen le plus efficace pour renforcer l'assise populaire du processus de paix et affaiblir les organisations "extrémistes" qui s'y opposent »¹⁵⁴. Il y a donc, dès l'origine de l'aide au développement engagée dans les territoires palestiniens et mise en place dans le cadre d'Oslo, une forme de conditionnalité. Ce concept, traditionnellement étudié sous son aspect économique dans le domaine de l'aide au développement, « at its simplest refers to the commitments contained within a loan or grant contract that developing countries must adhere to if they are to receive all or part of the funding »¹⁵⁵. Dans le cas palestinien, on peut plutôt évoquer l'idée d'une conditionnalité politique qui sous-tendrait cette aide internationale : celle-ci est allouée afin d'obtenir l'allégeance au processus de paix, et sera maintenue à cette condition.

Par ailleurs, et poursuivant cette ligne de réflexion, il est important de spécifier ici que les bailleurs de fonds internationaux se sont engagés à verser cette aide financière dans une logique de développement. Ce phénomène est d'ailleurs consacré dans le *Protocole de Paris* lui-même, qui stipule que seuls les dons destinés à financer des projets humanitaires non-commerciaux et/ou de développement peuvent bénéficier d'exonération de taxes douanières et autres¹⁵⁶. Par opposition, et comme l'économie palestinienne est organisée de telle sorte qu'elle « ne maîtrise pas ses priorités en termes d'investissement et de développement [, tout] investissement et projet de développement étant soumis à l'approbation israélienne »¹⁵⁷, l'aide financière ainsi que sa taxation sont donc conditionnées à son usage. Cette tendance s'explique simplement par le fait que l'aide internationale, par définition, « oscille entre les intérêts des donateurs et ceux des bénéficiaires, la définition de ces derniers étant rarement laissée à leur libre arbitre »¹⁵⁸. L'intérêt - avoué - de la communauté internationale et des bailleurs de fond était la résolution pacifique du conflit, et par-là l'acquisition de l'approbation générale au processus d'Oslo. Il est indirectement devenu celui de toute la population palestinienne, dont l'amélioration potentielle des conditions de vie et la création de l'Autorité nationale dépendaient. À ce titre, plusieurs de nos interviewés nous ont présenté le cas des élections législatives de 2006 en Palestine comme en étant la parfaite illustration. Pour Ala Hilo, ce système d'aide internationale est nécessairement sous-tendu par un agenda politique clair, qui annihile tout processus réellement démocratique en Palestine. Lorsque l'on aborde avec lui la question de la représentation démocratique des Palestiniens, il répond sans hésiter : « we can't be. Our democracy should be majored or should be accepted by those who are funding us basically. If they don't accept it, we're not gonna get paid »¹⁵⁹.

Au-delà du simple fait que la mise sous conditions de cette aide soit discutable, il est un problème tout autre découlant de l'orientation de développement dans laquelle elle a été versée aux territoires palestiniens : « la "période d'interim" qui suivit immédiatement Oslo et devait durer jusqu'aux négociations sur le statut final ne fut pas reconnue par nombre de donateurs et d'organisations internationales comme le *début* d'un processus de décolonisation ; la situation dans les Territoires palestiniens était déjà analysée comme relevant plutôt du "postconflit" que du conflit. [...] Résultat : la large palette d'interventions incluant le coût du lancement de l'AP, les projets d'infrastructures et les initiatives d'ordre socio-économique est fondée sur l'hypothèse d'un conflit en train de se terminer, alors même que le conflit a repris. Les chantiers de développement ne comportent pas le moindre dispositif d'urgence en cas d'aggravation de la crise »¹⁶⁰.

Ce constat de mésinterprétation de l'après-Oslo prend tout son sens dès les années 1990, notamment avec la pratique israélienne de bouclage des territoires palestiniens. Utilisés par l'armée israélienne comme réponse sécu-

¹⁵³ Ricardo BOCCO et Wassila MANSOURI, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », *op. cit.*, p. 10.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 10.

¹⁵⁵ Hetty KOVACH et Yasmina LANSMAN, « World Bank and IMF conditionality: a development injustice » [en ligne], in *European Network on Debt and Development (Eurodad)*, 06.2006, p. 6, <https://eurodad.org/files/pdf/454-world-bank-and-imf-conditionality-a-development-injustice.pdf>.

¹⁵⁶ *Protocol on Economic Relations between the Government of Israel and the PLO*, *op. cit.*, art. III al. 19.

¹⁵⁷ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », in *Confluences Méditerranée*, 03.2013, n° 86, p. 74.

¹⁵⁸ Pierre JACQUET, « Les enjeux de l'aide publique au développement », in *Politique étrangère*, 04.2006, p. 944.

¹⁵⁹ *Interview n° 4*, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 33'13-33'26.

¹⁶⁰ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », *op. cit.*, pp. 254-255.

ritaire aux attaques anti-israéliennes, et systématisés dès 1994, ces bouclages « ont restreint les possibilités des travailleurs palestiniens d'accéder à un emploi en Israël, et les produits palestiniens d'avoir accès aux marchés et aux ports israéliens. Autrement dit, et compte tenu de l'enclavement de l'économie palestinienne, l'impact du régime de bouclage a affecté directement l'emploi et les salaires des travailleurs palestiniens en Israël, et réduit de moitié les échanges et le commerce entre les deux partenaires »¹⁶¹. Les conséquences dramatiques de cette politique sécuritaire sur l'économie palestinienne ont été évaluées par la Banque mondiale à 2,8 milliards de dollars de pertes entre 1993-1996, soit le double du montant de l'aide internationale versée sur cette période, et une multiplication par trois du taux de chômage dans les territoires palestiniens¹⁶².

L'évocation du phénomène de bouclage nous amène à formuler trois remarques. La première vient corroborer les dires de Linda Taber et Sari Hanafi : on ne peut considérer une situation dans laquelle une société entière peut être placée sous bouclage et voir son économie en pâtir sévèrement comme relevant du post-conflit. De plus, avec l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires, et le non-aboutissement d'une grande majorité des principes des accords d'Oslo, cette situation nous pousse au contraire à constater les failles présentes non seulement dans le processus de paix - telles que discutées auparavant -, mais également dans l'aide internationale allouée aux territoires palestiniens. En effet, cette dernière ne comporte pas de dispositif d'urgence et de soutien à une situation qui, loin d'annoncer la fin d'un conflit, présente les symptômes d'un nouvel ébranlement à venir, que viendra confirmer la seconde *Intifada* quelques années plus tard.

La seconde de nos remarques tient de l'« intégration inégale de l'économie palestinienne à l'économie israélienne, autrement dit [du] processus de prise de contrôle/reconfiguration, dans un rapport de subordination de l'économie palestinienne à sa voisine israélienne »¹⁶³. D'après de nombreux chercheurs, le *Protocole de Paris* aura eu comme principale conséquence de renforcer la dépendance de l'économie palestinienne vis-à-vis de l'économie israélienne, et finalement de mettre à jour - voire d'institutionnaliser - un réel déséquilibre régissant les relations israélo-palestiniennes. « En effet, seules les marchandises circulant entre Israël et les TPO sont exonérées de taxes douanières, et seul Israël a le droit de prélever des taxes. L'AP ne peut mener non plus une politique commerciale indépendante. D'une part, Israël limite les quotas de marchandises pouvant transiter par les frontières jordaniennes et égyptiennes; d'autre part, la plupart des points de passage avec l'Égypte et la Jordanie demeurent sous contrôle israélien et peuvent être fermés de manière unilatérale [...]. Israël continue d'exercer le contrôle sur tous les facteurs de production - la terre, l'eau, le travail et le capital - ainsi que sur les frontières et les périmètres des zones autonomes palestiniennes. Les éléments structurels inhérents à l'occupation et le manque de souveraineté ont ôté au Protocole de Paris toute possibilité de contribuer à la construction de la paix »¹⁶⁴.

Les conséquences du *Protocole de Paris* n'ont rien de surprenant selon Sara Roy, puisqu'elles sont surtout celles d'un processus de *de-development* entamé des décennies plus tôt. Inventé par cette politologue américaine, ce concept correspond au processus « which undermines or weakens the ability of an economy to grow and expand by preventing it from accessing and utilizing critical inputs needed to promote internal growth beyond a specific structural level »¹⁶⁵. Ce phénomène, impliquant nécessairement une économie forte (dominante) et une économie plus faible (subordonnée), s'observe très bien dans le cas palestinien, et il est le résultat d'une combinaison de plusieurs politiques entreprises dès 1967, se déclinant en trois catégories : expropriation (ex. des secteurs clefs de l'économie palestinienne par l'économie israélienne), intégration massive de l'économie palestinienne à l'économie israélienne (ex. en la conditionnant aux opportunités d'emploi en Israël pour les Palestiniens), et désinstitutionnalisation (ex. affaiblissement des institutions palestiniennes découlant logiquement des deux premières politiques)¹⁶⁶. On constate qu'au gré de ces politiques de *de-development*, l'économie palestinienne était déjà extrêmement faible à l'aube des accords d'Oslo et du *Protocole de Paris*, qui à leur tour ne vont qu'aggraver cette situation. Le tout combiné à la pratique exponentielle du bouclage des enclaves palestiniennes par les autorités israéliennes¹⁶⁷, on peut en déduire

¹⁶¹ Ricardo BOCCO et Wassila MANSOURI, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », *op. cit.*, p. 12.

¹⁶² *Ibid.*, p. 13.

¹⁶³ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », *op. cit.*, p. 72.

¹⁶⁴ Ricardo BOCCO et Wassila MANSOURI, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », *op. cit.*, pp. 11-12.

¹⁶⁵ Sara ROY, « The Gaza Strip : A Case of Economic De-Development », in *Journal of Palestine Studies*, 1987, vol. 17, n° 1, p. 56.

¹⁶⁶ Sara ROY, « De-development Revisited : Palestinian Economy and Society Since Oslo », in *Journal of Palestine Studies*, 1999, vol. 28, n° 3, pp. 65-66.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 68.

qu'à l'échec notoire du processus d'Oslo en termes diplomatique et politique s'ajoute un réel drame économique pour les Palestiniens.

Enfin, notre troisième remarque concerne la rapide dépendance de l'ANP vis-à-vis des dons internationaux, découlant naturellement de sa tentative de construction d'institutions solides, dans le contexte d'une économie palestinienne asphyxiée par son aliénation à l'économie israélienne et par la pratique répétitive de bouclages des territoires palestiniens. Entre 1993 et 2005, ces dons représentent près de 7 milliards de dollars, avec une nette augmentation dès le début des années 2000, puisque l'on passe de 500 millions de dollars versés par an à 1 milliard¹⁶⁸. Malgré une diminution momentanée des dons en 2012¹⁶⁹, on note qu'en 2016 les sommes allouées aux territoires palestiniens s'élèvent à 1,146 milliard de dollars¹⁷⁰. Alors qu'à l'instar du processus d'Oslo, l'aide internationale devait être transitoire, on observe une pérennisation et une tendance générale à l'augmentation de celle-ci année après année. En effet, elle devait servir à la construction d'institutions stables pour l'Autorité palestinienne, le temps que celle-ci devienne suffisamment solide et fonctionnelle pour subvenir aux besoins de sa population. Et, si nombreux parmi les donateurs sont ceux qui se méfiaient de la perspective d'un financement permanent et sans fin des coûts administratifs de l'ANP¹⁷¹, c'est pourtant cette exacte dynamique qui se met en place avec la gestion quasiment monopolistique des dons par l'Autorité palestinienne. Cela peut être résumé comme suit :

« L'aide prend rapidement la forme d'un soutien direct au budget de l'AP. En effet, le démantèlement de l'AP n'étant pas souhaitable pour des raisons politiques, les bailleurs de fonds ont, entre 2000 et 2004, injecté dans le budget déficitaire de l'AP près de 1,7 milliard de dollars pour éviter qu'elle ne s'effondre. À peine deux ans après le début de l'*Intifâda* et la contraction de l'économie palestinienne, la Banque mondiale avait estimé que, sans ce soutien direct, les institutions de l'AP se seraient littéralement écroulées, une situation qui aurait remis en cause les efforts financiers des bailleurs de fonds en termes de "*capacity building*". Jusqu'en 2006 en tout cas, la survie de l'AP (contrôlée par le Fatah) a été garantie par les fonds internationaux qui lui ont permis de continuer à fournir des services de base à sa population, mais aussi de payer les salaires de plus de 160000 Palestiniens travaillant dans le secteur public et dont dépend environ 25% de la population. Cette situation illustre bien la dépendance croissante de l'AP à l'égard des fonds extérieurs »¹⁷².

La position d'acteur économique central en Palestine vite acquise par l'Autorité palestinienne n'est donc pas seulement le fait de la dépendance de ses institutions à l'aide internationale, mais également celui de la dépendance d'une grande partie de la population palestinienne à ses emplois. De fait, en raison des bouclages pratiqués de plus en plus fréquemment par l'armée israélienne, ainsi que du durcissement des frontières, les opportunités professionnelles des Palestiniens se sont considérablement réduites en Israël. Pour pallier à un chômage dangereusement croissant dans les territoires occupés, l'ANP a donc pris le rôle de premier employeur¹⁷³, créant plus de 60'000 emplois entre 1993 et 1997¹⁷⁴.

Conséquence de cette dépendance à l'aide internationale, « l'économie palestinienne est ainsi, à l'instar de nombre d'économies de la région, une économie de rente »¹⁷⁵, avec tous les risques de travers qui accompagnent cet état de fait. Parmi ceux-là, nous nous intéressons à la corruption dont est très souvent accusée l'Autorité palestinienne.

¹⁶⁸ Anne LE MORE, « Killing with Kindness : Funding the Demise of a Palestinian State », in *International Affairs*, 10.2005, vol. 81, n° 5, p. 982.

¹⁶⁹ *West Bank and Gaza. Area C and the Future of the Palestinian Economy* [en ligne], Banque Mondiale, 02.12.2013, p. 7, <http://documents.worldbank.org/curated/en/137111468329419171/pdf/AUS29220REPLAC0EVISION0January02014.pdf>.

¹⁷⁰ *Global humanitarian assistance report 2018* [en ligne], Development Initiatives, 2018, p. 21, <http://devinit.org/wp-content/uploads/2018/06/GHA-Report-2018.pdf>.

¹⁷¹ Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », *op. cit.*, p. 80.

¹⁷² Ricardo BOCCO et Wassila MANSOURI, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », *op. cit.*, p. 17.

¹⁷³ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », *op. cit.*, p. 80.

¹⁷⁴ Ricardo BOCCO et Wassila MANSOURI, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », *op. cit.*, p. 13.

¹⁷⁵ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », *op. cit.*, p. 84.

2.2 : Une mauvaise gestion interne de l'économie par l'ANP

« Oslo failed for two main reasons. The first one is that the Israelis didn't want to implement their commitment, and the second one is the corruption of the PA, and the PLO leadership »¹⁷⁶.

Très largement mentionné dans nos interviews, ainsi que dans de nombreux articles scientifiques, le phénomène de la corruption de l'Autorité palestinienne est un autre angle de critique de cette dernière. Cette corruption se déclinant de plusieurs manières, nous allons nous intéresser plus particulièrement au clientélisme politique ainsi qu'à la corruption individuelle.

Tout d'abord, la mise en place de l'Autorité nationale palestinienne s'est rapidement accompagnée d'une clientélisation relativement importante de ses cadres. Bien connu dans la région sous le nom de *wasta*, ce clientélisme correspond simplement à la mise en place, notamment au niveau professionnel et administratif proche de l'Autorité palestinienne, d'un réseau de liens favorisant les proches et les soutiens du régime. Selon Rex Brynen, « appointments to administrative and technical units were driven by political favoritism and nepotism. Some Palestinian officials have engaged in influence peddling, and some agents for external private sector interests have been only too willing to offer commissions or bribes »¹⁷⁷. Très souvent, les postes d'intérêts et à responsabilité ont été confiés aux membres et aux proches du Fatah, composante majeure de l'ANP. Jawad Siyam le résume ainsi : tout poste obtenu dans l'administration de l'Autorité palestinienne « is a family-get position »¹⁷⁸, entendant non seulement la conception nodale de la famille, mais également son acception de communauté politique. Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que de nombreux postes ministériels au sein de l'Autorité palestinienne sont confiés à d'anciens cadres de l'OLP de Tunis revenus de leur exil, les *retournees*¹⁷⁹.

Parallèlement à cela, l'ANP a largement eu recours à l'emploi dans les services publics pour récompenser la loyauté politique de ses collaborateurs et sympathisants, mais également pour contrôler ses opposants, et assurer ainsi une stabilisation du régime malgré les nombreuses critiques et oppositions à son encontre¹⁸⁰. Cette tactique résolument clientéliste de marchande d'opportunités professionnelles à des fins politiques s'ajoute à son rôle d'employeuse majoritaire d'une population s'enfonçant dans un chômage croissant en raison des bouclages répétés des territoires occupés. Naturellement, et à raison, l'inquiétude d'assister à une incontrôlable expansion de l'appareil d'Etat palestinien et à sa bureaucratisation exponentielle s'est fait sentir, notamment chez les donateurs¹⁸¹, sans pour autant que les dons ne cessent, ni que leur gestion ne soit sujette à une réforme.

Si cet aspect politique de la corruption notoire de l'Autorité palestinienne est observable au niveau individuel comme évoqué ci-dessus, il en va de même à l'échelle de groupe. Bien souvent, ce sont les intérêts du Fatah en tant que parti qui ont été favorisés : « not surprisingly, given Arafat's neopatrimonial management style [,] the Office of the President has retained a role in many projects, and aid has been used to advance the political (and sometimes financial) interests of Fatah. Surrounding the president are assistants, advisers, and hangers-on, all of whom claim some authority or *wasta*, and who further cloud economic accountability »¹⁸².

D'ailleurs, ce phénomène de prééminence du Fatah s'observe également à la base même de la gestion de l'aide internationale. En effet, l'organisme chargé de la réception ainsi que de la distribution de l'aide dans les territoires palestiniens, le *Palestinian Economic Council for Development and Reconstruction* (PECDAR), voulu indépendant et transparent par la Banque Mondiale, « ne sera jamais réellement autonome de la direction de l'AP, qui entretient une confusion entre les deux structures avec, dès 1994, la nomination de trois membres du conseil du PECDAR à des postes de ministres. [...] Malgré leurs exigences initiales, les pays donateurs acceptent donc de travailler directement avec l'exécutif de l'AP, qui se place au centre des mécanismes de redistribution des aides »¹⁸³. En un sens, l'aide internationale massive versée aux territoires occupés de Palestine, et la gestion quasi monopolistique que l'on en a consentie au gouvernement de l'Autorité palestinienne, ont favorisé ce phénomène de clientélisme politique.

¹⁷⁶ Interview n° 1, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 6'32-6'47.

¹⁷⁷ Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », *op. cit.*, p. 83.

¹⁷⁸ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'00'10-1'00'13.

¹⁷⁹ Jocelyn GRANGE, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », *op. cit.*, p. 38.

¹⁸⁰ Anne LE MORE, « Killing with Kindness : Funding the Demise of a Palestinian State », *op. cit.*, p. 985.

¹⁸¹ Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », *op. cit.*, p. 84.

¹⁸² *Ibid.*, p. 84.

¹⁸³ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », *op. cit.*, p. 77.

Cette corruption générale est même mentionnée par Julien Salingue comme l'une des deux principales fonctions des dons internationaux, avec la tentative du développement des institutions étatiques de l'ANP¹⁸⁴.

Une fois les cadres proches du régime en possession des postes stratégiques, vient ensuite une corruption purement économique et financière. « Nombre de dirigeants de l'appareil font en outre le choix de développer des structures économiques leur assurant des sources personnelles de revenus. Ce phénomène se manifeste notamment par la création de *holdings* publiques et semi-publiques, ainsi que par l'établissement de sociétés bénéficiant d'un monopole sur les importations de diverses marchandises »¹⁸⁵. L'argent public, dont une majeure partie provient de l'aide internationale, est donc massivement détourné de sa fonction de base. Injecté tantôt dans un salariat et une bureaucratisation issus du clientélisme, tantôt dans les affaires personnelles de nombreux cadres de l'Autorité palestinienne, il n'a que peu servi à développer des institutions politiques stables et à encourager une croissance économique tangible ainsi qu'une réelle amélioration de la vie des Palestiniens. Bien au contraire, ces phénomènes divers de corruption galopante ont plutôt participé, de pair avec un contexte d'occupation nécessairement dysfonctionnel, à exacerber la faiblesse de l'économie palestinienne dès le lendemain d'Oslo¹⁸⁶.

Face à ces nombreux travers dans le fonctionnement de l'ANP et dans le comportement de ses cadres, des enquêtes ont été ouvertes, et dès 1997 un Contrôleur général est mandaté pour rédiger un rapport sur l'utilisation exacte des fonds publics et de l'aide internationale plus généralement. Son rapport est sans appel, la corruption est effectivement criante au sein du nouveau gouvernement palestinien. Suite à cela, et notamment dès la seconde *Intifâda*, on verra naître, au sein de la population locale, les espoirs croissants d'une réforme de l'Autorité palestinienne, avec « la mise en place de nouvelles institutions [qui] pourrait transformer progressivement en un système démocratique de partis un jeu politique qui obéissait jusque-là à des logiques népotiques et clientélistes [...]. Mais ces attentes [sont] rapidement déçues. Yasser Arafat [joue] des rivalités personnelles et [multiplie] les liens d'allégeance pour conforter son pouvoir personnel »¹⁸⁷.

Le manque de volonté politique pour la refonte de l'administration de l'Autorité palestinienne va par ailleurs largement nourrir les débats politiques internes en Palestine, à commencer par l'opposition véhémement du Hamas au régime en place. Cette dernière formation politique se distingue du Fatah et de l'ANP en ce qu'elle ne dépend pas d'aides extérieures pour fonctionner. En effet, « Hamas's dependence on donations from its constituency is the polar opposite of the patronage and rentier politics (and the accompanying corruption) characteristic of Fatah and the PA [...]. One might suggest that this financial support constitutes a kind of democratic "control" or accountability, a way of making sure that Hamas remains closely connected to the people and avoids the gap between leadership and mass base that characterizes most of the other movements »¹⁸⁸. Sans grande surprise, la bipolarisation de la scène politique traditionnelle palestinienne s'est accentuée du fait des accusations de corruption envers l'Autorité palestinienne par le Hamas, dont les cadres ont « remporté de nombreux suffrages en capitalisant sur leur propre virginité aux affaires et aussi sur leur forte présence dans le domaine des œuvres sociales »¹⁸⁹.

Au-delà du Hamas, les partis de gauche, bien que plus faibles et moins visibles depuis Oslo, reprochent également à l'Autorité palestinienne une administration corrompue et clientéliste. Pour Baha, il s'agit même de la seule revendication politique de la gauche palestinienne actuelle : « their only agenda was "let's complain about the corruption of the Palestinian Authority", you know [...], after Oslo. [...] Intentionally forgetting that if you have a system of rule dominated by foreign occupation, that system has to be corrupt by default. Like you don't need to say like "Oh, the PA does not protect palestinian people from Israeli army, therefore, there is some kind of corruption". No, the very existence of a local regime operating under the domination of a foreign power, the very existence of that regime is a form of corruption »¹⁹⁰.

Ce que souligne ici notre troisième interviewé est très intéressant pour notre étude. Non seulement il reproche à la gauche palestinienne de n'avoir pas réellement d'agenda politique en dehors de la critique de l'Autorité palestinienne, mais il signale par ailleurs que celle-ci est fondamentalement vide de sens. Selon lui, le débat ne devrait pas

¹⁸⁴ Julien SALINGUE, « Oslo, 20 ans après : il n'y a jamais eu de processus de paix entre Israël et les Palestiniens » [en ligne], in *À la recherche de la Palestine*, 14.09.2013, partie V par. 1, <http://www.juliensalingue.fr/article-oslo-20-ans-apres-il-n-y-a-jamais-eu-de-processus-de-paix-entre-israel-et-les-palestiniens-120035311.html>.

¹⁸⁵ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », *op. cit.*, p. 78.

¹⁸⁶ Sara ROY, « De-development Revisited : Palestinian Economy and Society Since Oslo », *op. cit.*, p. 78.

¹⁸⁷ Jocelyn GRANGE, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », *op. cit.*, pp. 38-39.

¹⁸⁸ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », *op. cit.*, p. 40.

¹⁸⁹ Dorothee SCHMID, « Palestine : la problématique de l'aide », *op. cit.*, p. 498.

¹⁹⁰ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 12'39-13'34.

être de savoir si l'ANP est corrompue ou non, puisque la corruption se trouve en amont. Le proto-gouvernement palestinien est déterminé par un système de perpétuation de l'occupation qui est lui-même, en soit, une forme de corruption morale. À ce titre, Baha nous parle très finement du rapport entre l'aide internationale découlant d'Oslo et la corruption, et replace ainsi le curseur d'analyse à sa juste place :

« People say like "Palestinian Authority has forms of financial corruption", ok ? But then, why don't you say like one of the outcomes of Oslo is to provide Palestinians with cash, right, that they don't need ? - because Palestinians don't need to be rich under occupation, you know. But like, when you give me some financial resources, to spend in prison, you know like, do you think like I will spend it only on prisoners ? I might like to spend some over myself, you know. You know like, the thing is like, living under occupation is a form of moral corruption as well as financial and economic and political corruption. So like, I don't need you to do something that I don't agree with in order to recognize your behavior to be corrupt. All what I need to do is recognize your existence in a corrupt reality. [...] The PA is an outcome of a corrupt reality by default. [...] Bring Jesus, put him to be on the head of the Palestinian Authority, what Jesus would do is manage Palestinians under occupation. Not leading Palestinians into freedom. You know, when people are oppressed, you don't need to rule them under oppression, because that's the job of their oppressor »¹⁹¹. Il relève en fait l'existence de divisions politiques intra-palestiniennes sur une gestion des territoires dont les dés sont d'ores et déjà jetés par la puissance occupante, à savoir Israël.

Cela rejoint en un sens les dires d'un autre de nos interviewés, selon qui le processus d'Oslo et la naissance de l'Autorité palestinienne « created a big border between the Palestinian political representation and the people. So now, a lot of people are saying "our first enemy is the PA, and our second enemy is Israel". It changed the fight »¹⁹². Ce renversement de la lutte et de la conception de l'ennemi, évoqué ici, est central à notre raisonnement. C'est dire que dès les années 2000, en plus de n'avoir pas réussi à mener le peuple palestinien à des accords de paix finaux avec Israël, ni à développer économiquement la société palestinienne, l'ANP fait preuve d'une gestion problématique des fonds internationaux mis à sa disposition, et se révèle être un réel foyer de corruption. Elle finit par perdre tant sa crédibilité que la confiance d'une grande partie des Palestiniens, qui, fatigués de constater son inefficacité, s'indignent de sa malhonnêteté. « The PA regime was built with international funds at the cost of democracy, transparency, accountability, the rule of law and respect for human rights. Not surprisingly, although it has survived, it has today lost much of its legitimacy and popularity. In addition, the Intifada led to its considerable weakening »¹⁹³.

En 1996 déjà, Rex Brynen s'interrogeait sur le futur d'une Autorité nationale palestinienne suspecte de manque de transparence et d'efficacité sur le terrain, et s'inquiétait de « the general health of Palestinian civil society »¹⁹⁴. À cette question, nos interviews fournissent une réponse partielle. Née d'un processus de paix voué à l'échec, piégée dans les termes de sa création, ainsi que de son maintien politique et financier, entre les aspirations de liberté et de démocratie des Palestiniens et les exigences sécuritaires de l'Etat d'Israël¹⁹⁵, l'Autorité palestinienne n'a en réalité qu'une place ténue à occuper. Le pacte sécuritaire quasiment imposé par la puissance occupante, ainsi que la perfusion d'aide internationale conditionnée par un agenda politique minutieux, tiennent en quelques sortes entre leurs mains le peu de souveraineté auquel peut prétendre le proto-gouvernement palestinien. C'est en ce sens que Baha Hilo illustre Oslo, l'ANP, et tout ce que l'on peut considérer comme un progrès issu du processus de paix : « Think of Oslo as this : Oslo is a source of unlimited numbers of distractions from israeli oppression. Anything that you can talk about, with credibility, about the outcomes of Oslo, give you the impression that Palestinians have a form of independence. [...] Oslo, PA, political process are all distractions from this reality »¹⁹⁶.

C'est également en ce sens qu'Ala, au même titre que tous nos autres interviewés, affirme que lorsque l'on ne peut plus avoir confiance en son gouvernement ni en ses dirigeants, il faut repenser les formes et les sources de mobilisations. « There is always something suspicious behind leadership in the Palestinian community. Always. [...] So, I think, if you want to start something with Palestinians, you have to go like, within the community, with, together. That's the only way »¹⁹⁷. Cette dernière remarque, centrale à notre réflexion, nous amène désormais à évoquer un

¹⁹¹ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'07'30-1'09'13.

¹⁹² Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 6'17-6'32.

¹⁹³ Anne LE MORE, « Killing with Kindness : Funding the Demise of a Palestinian State », *op. cit.*, pp. 986-987.

¹⁹⁴ Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », *op. cit.*, p. 90.

¹⁹⁵ Julien SALINGUE, « Les forces de sécurité palestiniennes : un appareil répressif indigène au service de la puissance coloniale ? », *op. cit.*, p. 47.

¹⁹⁶ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'07'03-1'07'27, 1'11'19-1'11'24.

¹⁹⁷ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'51'26-1'51'53.

phénomène très répandu au sein de la société civile palestinienne contemporaine : la démobilisation politique traditionnelle, et le renouvellement des formes de son engagement politique.

C. D'une première démobilisation politique assumée de la société civile

1/ Un mouvement national palestinien largement divisé

« Certes, limiter l'existence d'un mouvement national palestinien aux seules organisations politiques peut être réducteur. Depuis 1993, certaines dynamiques extérieures aux partis se sont développées : organisations non gouvernementales, mouvements sociaux et syndicaux échappant à l'emprise de l'OLP et de l'ANP »¹⁹⁸.

On peut légitimement s'interroger sur l'état du mouvement national palestinien au lendemain d'Oslo. Ayant dans un premier temps suscité beaucoup d'espoirs au sein de la société palestinienne, quelles marques laisse ce processus de paix manqué sur ce mouvement national, et sur la résistance palestinienne ? Il nous est difficile de trouver une formule plus adaptée pour le qualifier que celle de Nicolas Dot-Pouillard. Celui-ci parle en effet d'une « mosaïque éclatée »¹⁹⁹, et à juste titre, puisque le premier constat que l'on peut avancer est celui d'une réelle division de ce mouvement national, et ce selon diverses lignes.

1.1 : Vers une fragmentation de l'expérience de l'oppression ...

Premièrement, le partage de la Cisjordanie et de Gaza en différentes zones de contrôle, mis en œuvre par Oslo II, ainsi que l'expansion massive des colonies israéliennes en Cisjordanie, ont conduit à l'émiettement des territoires palestiniens. Ainsi, « l'Autorité palestinienne administre des confettis éparpillés sur 40% de la Cisjordanie seulement »²⁰⁰ à l'aube du XXI^e siècle. À la fragmentation du territoire palestinien s'ajoutent deux éléments clefs à notre compréhension de l'évolution du mouvement national palestinien dès les années 2000.

Il s'agit d'abord de la complexification des déplacements entre villages palestiniens, due à ce maillage des territoires ainsi qu'à la mise en place, par les autorités israéliennes, d'obstacles divers aux mouvements des Palestiniens. On parle ici de la multiplication de barrages, de blocs de béton, ou encore de *checkpoints* dont le nombre excède 170 en 2019 dans les territoires palestiniens occupés²⁰¹. On parle également d'une ségrégation routière matérialisée par des « routes réservées aux seuls colons »²⁰², ou encore par d'autres routes dont l'accès est conditionné aux permis délivrés par les Israéliens. Ces permis compliquent la vie quotidienne et les déplacements des Palestiniens non seulement par leur simple existence, mais également par leur grande diversité : il en existe 101 types différents²⁰³. On parle enfin de la construction du Mur de séparation entamée en juin 2002, visant à séparer au maximum Israéliens et Palestiniens, et servant d'argument sécuritaire dans le contexte dramatique de la seconde *Intifâda*. Connu sous le nom de « barrière de sécurité »²⁰⁴ du côté israélien, cet édifice est composé de « 8-metre-high concrete slabs, electronic fences, barbed wire, radar, cameras, deep trenches, observation posts and patrol roads »²⁰⁵, et est accusé de participer à l'annexion de territoires palestiniens par Israël, de séparer les villages palestiniens entre eux, et d'accaparer du côté israélien presque tous les puits d'eau²⁰⁶.

En un sens, il y a derrière ces différentes politiques une volonté non seulement de séparation des deux sociétés, mais également celle d'une destruction de la continuité du territoire palestinien. Il en découle un isolement des communautés palestiniennes entre elles, puisqu'il devient dès lors extrêmement fastidieux de se déplacer d'un village à l'autre²⁰⁷. C'est en fait un réel phénomène de *bantoustanisation* des territoires palestiniens qui s'est progressi-

¹⁹⁸ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 30.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 205.

²⁰⁰ Alain GRESH, « Pourquoi les accords d'Oslo ont-ils échoué ? » [en ligne], *op. cit.*, par. 5.

²⁰¹ List of military checkpoints in the West Bank and Gaza Strip [en ligne], B'TSELEM, 25.09.2019, tableau 1, https://www.btselem.org/freedom_of_movement/checkpoints_and_forbidden_roads.

²⁰² Mehdi BELMECHER-ROZENTAL, « Palestine. Vol au-dessus d'un nid de checkpoints » [en ligne], in *Orient XXI*, 29.05.2019, partie I par. 3, <https://orientxxi.info/magazine/palestine-vol-au-dessus-d-un-nid-de-checkpoints,3124>.

²⁰³ Chaim LEVINSON, « Israel Has 101 Different Types of Permits Governing Palestinian Movement » [en ligne], in *Haaretz*, 23.12.2011, par. 1-2, <https://www.haaretz.com/1.5222134>.

²⁰⁴ Cédric PARIZOT, « Après le mur : les représentations israéliennes de la séparation avec les Palestiniens », in *Cultures & Conflits*, 2009, n° 73, p. 53.

²⁰⁵ Eyal WEIZMAN, *Hollow Land : Israel's architecture of occupation*, Londres | New York, Verso, 2012, p. 161.

²⁰⁶ Sophie BÉLAÏCH, « "Barrière de sécurité" ou "mur d'annexion" ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 04.2009, n° 96, p. 24.

²⁰⁷ CF Annexes. Annexe B. 4 : *Palestine. 50 km, 5 h de route*, 02-03.2018, p. 141.

vement mis en place au gré de l'expansion des infrastructures d'occupation israélienne. Faisant référence aux régions-ghettos dans lesquelles étaient poussées à se replier les populations noires d'Afrique du Sud sous l'apartheid, nommées bantoustans, on peut associer ce terme au contexte palestinien²⁰⁸, le comprenant comme « the territorial , political an economic fragmentation model that the Israeli government has created in the WBGS [West Bank and Gaza Strip] »²⁰⁹. L'architecte israélien Eyal Weizman, quant à lui, décrit la situation dans les territoires occupés comme telle :

« The logic of "separation" (or, to use the more familiar Afrikaans word, "apartheid") between Israelis and Palestinians within the Occupied Territories has been extended, on the larger, national scale, to that of "partition". At times, the politics of separation/partition has been dressed up as a formula for a peaceful settlement, at others as bureaucratic-territorial arrangement of governance, and most recently as a means of unilaterally imposed domination, oppression and fragmentation of the Palestinian people and their land »²¹⁰.

Il est question ensuite de la diversification de l'expérience de l'occupation israélienne au sein même des territoires palestiniens. À ce sujet, Baha Hilo détaille minutieusement le concept de fragmentation de l'oppression, découlant directement du partage des territoires palestiniens voulu à Oslo, et de la rupture progressive de la continuité entre ceux-ci. Nous avons fait le choix de retranscrire sa réflexion telle quelle, tant elle nous a semblé particulièrement percutante et intelligemment construite :

« If you want to know how the State of Israel controls the lives of Palestinians, we had to survive some kind of like, fragmentation of oppression. Like Palestinians who live in Nazareth are not mistreated in the exact same way as Palestinians in Bethlehem, or Jerusalem, or Gaza. So, that's some kind of like another radical stage that Palestinians had to survive through. [...] Fragmentation of oppression, like you know, like when you oppress people in four different ways, you make sure that their struggles are four different struggles. [...]. The State of Israel has been creative in creating different legal systems through which it dominates and oppresses the lives of Palestinian people [...]. [Oslo brought] further fragmentation, yes. Like, up until Oslo, Palestinians were fragmented between like people in exile and people at home, you know. With Oslo, we've been fragmented into people who live in Area A here and people who live area A here. [...] Every palestinian community is somehow separated. Like, for example, what's the difference between Israel's impact on a city like Nablus, on a community like Nablus, and that on Hebron ? In Hebron, Israel destroys the Palestinian life within the city, right. In Nablus, it's destroyed from around the city. Israel locked up Nablus until the year 2009. Palestinians from the rest of the West Bank could not even drive into Nablus up until the year 2009. In Hebron there are up until today, from the year 2000 up until today, certain places in Hebron the State of Israel prevents Palestinians from driving on certain streets within the city. [...] And it's like something that happens up until today. So the political reality Israel imposes in Nablus creates a different kind of understanding of Israel's reality imposed on us, than the one you get in Hebron. [...] So, in Nablus you are free to walk within the city. In Hebron, you are not free to walk within the city. So like, the political fragmentation is a result of the geographic fragmentation and a result of the fragmentation of oppression where the State of Israel does not oppress people in the exact same way »²¹¹.

Ce concept de fragmentation de l'oppression est extrêmement pertinent pour notre étude. En diversifiant les expériences de l'occupation d'une zone géographique, parfois même d'un village à l'autre, le maintien d'une lutte de résistance nationale unie est quasiment impossible. Pouvant être interprétée, en quelque sorte, selon la maxime *Divide et Impera* - diviser pour mieux régner -, cette pluralité des modes d'occupation mène inéluctablement à une division des Palestiniens entre eux. Toujours selon Baha, cela s'observe notamment à travers l'émergence de préjugés concernant les Palestiniens avec lesquels on n'est plus en contact direct, et dont l'expérience d'occupation nous devient étrangère :

« So the shocking thing is not division, the shocking thing is to remain united politically for all those years, you know. But like, you know, all Palestinians are divided. [...] They are oppressed, they are busy surviving oppression. [...] Because also like Palestinians who live under the different forms of Israeli rule, [...] they have preconceptions that are fairly wrong, they have stereotypes that are completely inaccurate about Palestinians in Jerusalem, Gaza and the West Bank. [...] So like, we still also, we are unaware of Israel's like, destruction of the Palestinian society

²⁰⁸ CF Annexes. Annexe C. 2 : *Key elements of the bantustanization of the WBGS*, 2007, p. 145.

²⁰⁹ Alissa SUFYAN, « The economics of an independent Palestine », in Jamil HILAL (dir.), *Where Now for Palestine ? : The demise of the two-state solution*, op. cit., p. 128.

²¹⁰ Eyal WEIZMAN, *Hollow Land : Israel's architecture of occupation*, op. cit., p. 11.

²¹¹ *Interview n° 3*, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 3'46-5'10, 20'40-21'10, 23'14-24'58.

as we survive it. [...] There is no way to confirm stereotypes, right, like, if I want to confirm the stereotype about Palestinians in Gaza, I have to go to Gaza, right »²¹².

Ce faisant, des Palestiniens vivant dans des villages différents, mais pourtant sous la même domination étrangère, voient leurs expériences quotidiennes déconnectées de celles des autres. Dans cette dynamique, il est bien probable que la cohésion du mouvement national s'en trouve ébranlée, progressivement dissoute dans une concurrence²¹³ intra-palestinienne, née de la discontinuité du territoire et de la perte de contact entre les différentes enclaves palestiniennes, consciencieusement orchestrées par les autorités israéliennes. Selon une étude de psychologie sociale récemment publiée, ce système de division, relativement classique dans les pays ayant un passé colonial, fonctionne selon plusieurs points : limitation du contact entre les groupes dominés (rendue possible par le partage des territoires palestiniens susmentionné) ; création d'une forme de hiérarchie au sein de la population (consacrée à deux niveaux : entre Israéliens et Palestiniens par la loi fondamentale adoptée par la Knesset le 19 juillet 2018, rétrogradant la langue arabe à un « statut spécial »²¹⁴, et ne mentionnant par ailleurs ni les populations arabes et non-juives vivant entre Israël et la Palestine, ni même le simple mot de démocratie ; entre Palestiniens eux-mêmes, au moyen d'un système de « classification coloniale »²¹⁵ passant par les permis délivrés selon différents critères, notamment l'origine géographique) ; diminution d'un sentiment collectif de solidarité, de revendications communes, ainsi que de possibilité concrète d'action collective contre l'ordre établi²¹⁶. Cette réflexion, portant sur la solidarité nationale pâtissant logiquement de la fragmentation géographique de l'espace palestinien, est à connecter directement à celle de Nadine Picaudou, qui tient la dégradation de la vie économique des Palestiniens pour responsable « des stratégies de repli sur des formes renouvelées de solidarité familiale qui portent atteinte à l'indépendance de l'individu, limitent la mobilité géographique et renforcent les relations de parenté et de voisinage au détriment des solidarités nationales »²¹⁷.

1.2 : ... menant à la pluralisation et à la désunion des griefs de résistance

Ce repli sur des solidarités plus restreintes est à son tour à relier à une restriction des priorités de chacun à une échelle qui n'est plus systématiquement nationale, elle non plus. Par-là, et nous en avons fait l'expérience au cours de notre enquête de terrain, les maux principaux et les questions urgentes à traiter tendent à varier selon l'origine socio-géographique des Palestiniens qui en parlent. Nous avons demandé à chacun de nos interviewés quels étaient, selon eux, les impacts d'Oslo sur la vie quotidienne des Palestiniens. Selon Jawad Siyam, et Abdallah Hamdn, vivant respectivement à Silwan et à Issawiya (deux quartiers de Jérusalem-Est n'étant pas sous la juridiction de l'ANP, en raison du non-règlement de la question de Jérusalem à Oslo), le processus de paix a rendu les Palestiniens, vivant dans la région de Jérusalem, apatrides et les a privés d'une possible indépendance. Abdallah raconte qu'Oslo « let us without government. Because, the contract of Oslo said "we do not talk about Jerusalem, we talk about Jerusalem at the end". But what is the end, where is the end ? It is without end. Now we are under occupation. Israeli government visits Issawiya daily, daily, daily »²¹⁸.

La population principalement affectée par Oslo, selon eux, est donc celle vivant dans la région de Jérusalem, qui ne possède pas de nationalité à proprement parler encore aujourd'hui, et qui se retrouve livrée sans protection à un gouvernement israélien qui lorgne sur ses terres, en creusant des tunnels et en détruisant/construisant des maisons, comme en témoigne Jawad : « in Silwan, today we are struggling against the tunnels, against the house here and house there. In Sheikh Jarrah it's a different struggle, and so the Israelis succeeded to divide our struggle, in different, in each neighborhood. [...] A Palestinian from East Jerusalem now is divided into two systems : "you are not Palestinian, and you are not Israeli". [...] There are some jobs you want to apply in the West Bank, they tell you the conditions, one of them is to have the Palestinian ID. We don't have it. Here, Israelis don't take you [...]. So the main issue is Jerusalem »²¹⁹.

²¹² Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 25'56-26'21, 1'33'27-1'34'37.

²¹³ Guy ELCHEROTH et John DIXON et al., « It's not just "us" versus "them": Moving beyond binary perspectives on intergroup processes », in *European Review of Social Psychology*, 03.2020, vol. 31, n° 1, p. 40.

²¹⁴ *Israel as the Nation State of the Jewish People* [en ligne], Knesset, 19.07.2018, art. 4 al. B., https://web.archive.org/web/20180719173434/https://knesset.gov.il/spokesman/eng/PR_eng.asp?PRID=13978.

²¹⁵ Abaher EL SAKKA, « La cérémonie de l'humiliation », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, p. 66.

²¹⁶ CF Annexes. Annexe C.1 : *Intergroup attitudes and political solidarity between historically divided communities*, 03.2020, p. 144.

²¹⁷ Nadine PICAUDOU, « D'un soulèvement à l'autre, une société désorientée », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, p. 39.

²¹⁸ Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 3'04-3'31.

²¹⁹ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 18'51-19'07, 20'27-20'59.

En contraste, Jad S., né dans un camp de réfugiés palestiniens en Jordanie, met naturellement l'accent sur une question toute autre non résolue par Oslo : celle des réfugiés. D'après lui, « the Palestinian fight has always been about the refugees. Oslo neglected the refugees. And it became about statehood, and it became about things that only people with power care about, not the people »²²⁰.

Enfin, parmi la majorité de nos autres interviewés vivant en Cisjordanie, les principaux problèmes soulevés sont les colonies israéliennes, la violence de l'occupant, et la fragmentation de la cause palestinienne, à des degrés différents, variant encore une fois selon leur localité. Il y a donc une réelle diversification des griefs composant la lutte nationale des Palestiniens au lendemain d'Oslo, menant en quelque sorte à une forme de division du mouvement national palestinien.

Par ailleurs, cette division est également observable selon des lignes purement politiques. Si ce processus de paix avait déjà scindé les opinions au sein de la société palestinienne lors des négociations, ses conséquences sont tout autant source de désunion. Par souci de synthèse, nous choisissons de ne pas mentionner plus en détails ici les débats qui animent toujours la société palestinienne quant aux lignes de démarcation selon lesquelles doit se dessiner le futur Etat palestinien - à savoir les frontières de 1948 ou celles de 1967 -, et qui ne sont d'ailleurs pas fixes, puisque « les partisans d'un retour à la "Palestine historique" [de 1948] voient parfois les frontières de 1967 comme un premier pas, [là où] ceux qui ont choisi les lignes de 1967 espèrent encore, parfois, recouvrer celles de 1948 »²²¹. Nous précisons simplement au lecteur que les questions de frontières, ainsi que de solution étatique, tenaient encore largement le mouvement national palestinien de nos jours. Ce constat se renforce d'ailleurs avec l'émergence d'autres alternatives dans le débat, à l'instar d'un état démocratique et binational défendu par Jeff Halper, qui considère la solution à deux Etats comme définitivement morte, et qui souhaite transformer l'Etat unique actuellement ségrégationniste en un Etat démocratique²²². Ces questions s'éloignant quelque peu de notre propos, nous allons plutôt nous concentrer sur l'impact de l'effondrement de la scène politique traditionnelle et de la mise en place du gouvernement de l'Autorité palestinienne sur la mobilisation politique des Palestiniens.

2/ Le rejet de la représentation politique traditionnelle

2.1 : Une scène politique à terre : incapable de se réformer, incapable de représenter

Comme évoqué précédemment, l'après Oslo est largement synonyme de divisions et de désunions au sein du champ politique palestinien. Entre une gauche en perte de vitesse et de repères, et une bipolarisation certaine de la vie politique palestinienne, résultant de la lutte entre un Fatah hégémonique mais très largement critiqué, et un Hamas à la marge de manœuvre limitée et aux méthodes controversées, il est difficile d'imaginer une représentation politique adéquate pour les Palestiniens. De fait, sans revenir sur tous les facteurs de l'éclatement de la scène politique traditionnelle, nous pouvons avancer l'idée selon laquelle celle-ci, encore aujourd'hui très affaiblie, a perdu énormément de crédit auprès de la société civile palestinienne. Sur nos dix interviewés, sept nous ont clairement confié penser que les partis politiques palestiniens ne sont plus aptes à représenter le peuple. Ils expliquent ce sentiment, apparemment très répandu, en s'appuyant sur différents constats.

D'après Sahar Abbas, notre septième interviewée, les formations politiques palestiniennes « just represent [...] their own interests. They don't talk about, you know, one message, one voice, one goal as Palestinians, they talk separately, individually »²²³. Il est donc question ici des divisions du champ politique, ainsi que de l'éloignement de celui-ci vis-à-vis des intérêts et des désirs de la population. Cette déconnexion entre le politique et le peuple est également mentionnée par Hamouda Hmoud, un jeune habitant du camp de réfugiés de Shu'fat, qui répond inlassablement lorsqu'on lui demande s'il considère que les Palestiniens sont encore représentés par leurs partis politiques : « no, no no no no no. [...] For me like who can represent the people is the people. Like no-one knows how the civil people live. Like no-one knows how I live, how he lives. [...] No-one can represent us except us. Like, this is for me. [...] If you want to know the people you should like go to the streets, like meet the people »²²⁴.

Naturellement, le contexte d'occupation est aussi fréquemment évoqué par nos interviewés pour justifier cette impossible représentation politique. C'est le cas de Cody O'Rourke, qui, bien que non palestinien, vit en Palestine

²²⁰ Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 5'38-5'53.

²²¹ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 83.

²²² *One Democratic State Campaign : Towards a democratic state in Israel/Palestine - It's time*, Jeff HALPER, 14.01.2019, Conférence à l'Eglise du Rédempteur de Jerusalem.

²²³ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 3'38-3'51

²²⁴ Interview n° 9, Hamouda HMOUD, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 6'17-7'03.

et travaille avec la communauté d'Um al-Khair depuis plus de sept ans : « as the way things are situated now, I mean between the occupation, and like, the laws that are in place, [...] I mean I don't think that [the political parties] are within this political system - it's [hard] to have a party representing the will of the people, you know »²²⁵.

Il mentionne ici l'idée selon laquelle les partis politiques traditionnels n'ont en quelque sorte pas été intégrés au système politique palestinien mis en place à Oslo. Nous pouvons douter de cette affirmation concernant des formations politiques telles que le Fatah, qui, comme nous l'avons d'ores et déjà démontré, ont pu trouver leur place dans ce processus en se positionnant aux côtés de l'Autorité palestinienne et en infiltrant des postes d'importance. En revanche, cette question de l'intégration au système politique palestinien post-Oslo se pose plus sérieusement au sujet des partis qui étaient opposés au processus de paix dès son origine, à savoir les formations relevant de l'Islam politique, et celles se réclamant de la gauche.

À ce titre, Abdallah Hamdn, notre huitième interviewé, considère que les partis de gauche, très actifs dans les années 1970, ne sont plus à même de représenter les Palestiniens de nos jours. « Unfortunately no, they cannot, because [...] Oslo made the Left parties very weak, and not only this. The Oslo destroyed the nice color of Palestinian movement. [...] They allowed only one party to be strong, and the rest ... [...]. It was clear that the Palestinian left will stay away. [...] The Fatah, which is ruling the government and so on, they don't include the Left inside »²²⁶.

Enfin, un autre facteur ayant mené nombre de nos interviewés à remettre en question la capacité des formations politiques traditionnelles à représenter les Palestiniens, tient au fonctionnement et à la structure même de ces partis. À plusieurs reprises au cours de notre enquête de terrain, nous avons pu constater un réel désir de réformes. Ces espoirs de changement visent les formations politiques traditionnelles ainsi que l'Autorité palestinienne dans plusieurs de leurs aspects, allant de leur structure néo-patrimoniale à leur fonctionnement trop peu démocratique. On peut constater cela à deux échelles différentes dans le cas palestinien : celle du fonctionnement interpartis de la vie et de la gouvernance politiques palestiniennes, et celle de la structure même de ces partis politiques spécifiques et de leur relation à la population - soit un niveau macro et un niveau micro.

Concernant le niveau macro tout d'abord, on reproche depuis le début des années 2000 aussi bien à l'OLP qu'au gouvernement de l'ANP une gestion monopolisée par le Fatah, et donc trop peu représentative du large éventail politique palestinien. La mort de Yasser Arafat en 2004 a laissé provisoirement vide le siège de celui que l'on voyait comme le héros de la résistance palestinienne et le faiseur d'Oslo, mais également comme celui qui concentrait dans ses seules mains la gouvernance de toute une nation en devenir. Sa disparition laisse donc, le temps de quelques mois, l'espace pour les divers partis d'imaginer une refonte de la vie politique palestinienne qui leur donnerait plus de pouvoir et de liberté. À ce titre, treize factions politiques palestiniennes se réunissent en mars 2005 au Caire. Il en ressort un consensus sur le besoin de réformer l'OLP afin qu'elle soit représentative de toutes les factions palestiniennes, de renforcer le processus démocratique palestinien en organisant notamment des élections législatives, et plus que jamais d'unir le mouvement national palestinien au moyen du dialogue inter-factions autour de l'OLP que l'on réaffirme comme seule représentante légitime de la cause palestinienne à l'international²²⁷. Cette réforme n'aura néanmoins jamais lieu, puisque moins d'un an plus tard les élections législatives voient se creuser la bipolarisation du champ politique palestinien avec la victoire dans les urnes du Hamas, mais la conquête des postes de direction par le Fatah. Et, malgré la signature du *Documents des prisonniers* par plusieurs dirigeants de partis palestiniens, appelant à continuer le travail d'union politique palestinienne et de dialogue en mai 2006, le projet d'une OLP réformée, plus représentative, et d'un mouvement national uni, pluriel, et solidaire, reste à l'état de chimère²²⁸. Encore à l'heure actuelle, et ce malgré plusieurs tentatives de réformes et de formation d'une unité nationale, la scène politique palestinienne traditionnelle n'a pas su surmonter ses fractures internes, et à l'inverse s'est enfoncée dans une division certaine.

Au niveau micro, ensuite, les critiques faites aux partis politiques palestiniens par la population sont souvent de même nature. On déplore un fonctionnement peu démocratique et donc peu représentatif du peuple, une personification du pouvoir se cristallisant autour de dirigeants déconnectés des réalités du terrain - soit par leur statut de *returnee*, soit par la situation économique très confortable que leur confère leur position hiérarchique -, et même, selon nombre de nos interviewés, une valorisation des intérêts personnels au détriment des intérêts de la population

²²⁵ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Beit Sahour, 27.06.2019, 52'22.

²²⁶ Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 14'56-15'05, 18'20-19'36.

²²⁷ *Cairo Declaration*, 19.03.2005, art. 4, 5, 6.

²²⁸ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., pp. 95-96.

dans son ensemble, associée à un abandon de leur idéologie de base. Jamil Hilal applique cela notamment à la gauche palestinienne, qui nous intéresse dans cette étude : « the left cannot represent the model society that it strives to establish without practicing internal democracy. It also cannot criticize the undemocratic practices of the Palestinian government (whether that governing the West Bank or the Gaza Strip) or of the PLO without reviewing its own internal structure from a perspective of democracy, and accountability, within the limits that protects it from total exposure to the military occupation and adversary forces. [...] The Left would not have any credibility if it declares its support to the cause of Palestinian women and refrains from representing them in its leading institutions. Showing interest in the problems of young people is insufficient if the power in the leftwing political parties remains the monopoly of middle and older members – without underestimating, of course, their valuable experience »²²⁹. Jad, notre cinquième interviewé, utilise par ailleurs ces mêmes arguments pour justifier sa non-affiliation politique :

« I would join a political party if it allows self-expression, and if it's a platform for people's voices. And I don't see this in any political party. It doesn't represent [us]. So why would I join ? The only reason people join is for status and money »²³⁰. Ce qu'il souligne concernant les motivations des Palestiniens conservant un soutien et/ou une affiliation politique rejoint la pratique assez répandue du clientélisme que nous développons précédemment, et dont l'effet sur le mouvement national palestinien s'est révélé assez nocivement décisif.

Il est en effet une autre division du mouvement national palestinien, reliée directement à la mise en place et au fonctionnement du système proto-gouvernemental palestinien dès l'après Oslo. Comme nous avons tendu à le démontrer plus tôt, l'Autorité palestinienne a établi autour d'elle un réseau de soutiens politiques, grâce entre autres à la clientélisation d'une partie de la population palestinienne, ainsi qu'à la corruption de ses cadres. Les conditions de son entrée en fonction et sa marge de manœuvre étaient, d'après Oslo, le maintien dans les territoires palestiniens d'un ordre public allant dans le sens du respect du processus de paix qui devait conduire, à terme, à l'émergence de deux États indépendants côte à côte. « La tâche spécifique qui a été assignée à l'AP dans le cadre du "processus de paix" [relève du] *containment* des revendications palestiniennes [et] la mise sous dépendance économique des zones autonomes palestiniennes est le fruit d'un long processus [dont les] implications sont éminemment politiques puisqu'elles freinent toute velléité d'indépendance réelle »²³¹. Dans la mesure où l'ANP est rapidement devenue le premier employeur de la main-d'œuvre palestinienne dans les territoires, cette stratégie de *containment* s'est aisément illustrée par la salarisation de la population : « les salaires versés aux employés du secteur public occupent, dès le milieu des années 1990, une place équivalente à celle des revenus des travailleurs palestiniens en Israël dans la période antérieure à 1992, dont le nombre a dans le même temps considérablement baissé. L'appareil d'État n'est donc pas seulement un moyen de capter des ressources conséquentes venues de l'étranger, mais il est également un instrument entre les mains de la direction de l'AP pour la "légitimation par le salaire" du "processus de paix". Dès 1996, Rex Brynen évoquait, au sujet des aides internationales, l'idée d'une "paix achetée". Cette thèse a également été développée par nombre d'opposants aux Accords d'Oslo, qui ont vu dans la croissance exponentielle de l'appareil d'État (160000 salariés en 2006, dont la moitié dans les forces de sécurité) un moyen de contenir la remise en cause d'Oslo »²³².

L'emploi massif de la population palestinienne par l'ANP endigue donc l'opposition au processus d'Oslo. Mais de surcroît, au service de la bureaucratisation croissante de l'administration de l'Autorité palestinienne et des partis politiques, il contribue largement à endormir la résistance palestinienne par le biais des salaires versés. D'une certaine manière, et pour poursuivre la réflexion de certains de nos interviewés, Oslo et l'Autorité palestinienne ont surtout servi à maintenir le *statu quo* d'une sempiternelle occupation, bien plus qu'à s'ériger en organe combattant comme beaucoup l'auraient souhaité²³³.

En résumé, à une scène politique éclatée et dans l'incapacité de représenter le peuple, et à un proto-gouvernement palestinien autoritaire et répressif, politiquement non consensuel, et économiquement faible, car sous perfusion d'aides internationales, et de plus gangréné par une corruption flagrante, le mouvement national palestinien n'a su répondre que par sa division, et par la re-modélisation de son répertoire de mobilisation.

²²⁹ Jamil HILAL, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], *op. cit.*, p. 4.

²³⁰ Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 22'38-22'56.

²³¹ Julien SALINGUE, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », *op. cit.*, p. 85.

²³² *Ibid.*, pp. 77-78.

²³³ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 81.

2.2 : La démobilisation politique : une application de la théorie d'Albert Hirschman

À la base, « political parties and movements are instruments of mobilization, organization, and representation that aim at introducing change in the society where they are active according to their goals, visions, and the interests they represent »²³⁴. Aussi, que se passe-t-il lorsque ces formations politiques en question, que l'on peut élargir dans le cas de notre étude à tout un gouvernement, ne représentent plus ni la population, ni ses intérêts, ni ne parviennent encore à mobiliser celle-ci, pas plus que n'amènent le changement escompté ? À ce sujet, l'économiste américain Albert Hirschman amenait en 1970 déjà un modèle de réponse très intéressant pour notre étude :

« The performance of a firm or an organization [- (such as voluntary associations, trade unions, or political parties) that provide services to their members without direct monetary counterpart -] is assumed to be subject to deterioration for unspecified, random causes which are neither so compelling nor so durable as to prevent a return to previous performance levels, provided managers direct their attention and energy to that task. The deterioration in performance is reflected most typically and generally, that is, for both firms and other organizations, in an absolute or comparative deterioration of the quality of the product or service provided. Management then finds out about its failings via two alternative routes :

« (1) Some customers stop buying the firm's products or some members leave the organization : this is the *exit option* [...].

(2) The firm's customers or the organization's members express their dissatisfaction directly to management or to some other authority to which management is subordinate or through general protest addressed to anyone who cares to listen : this is the *voice option* »²³⁵.

Par-là, Hirschman décline les ressources de réaction et de mobilisation d'un individu mécontent de la performance d'une organisation en au moins deux catégories : *exit* et *voice*. Mais il ajoute à ces deux alternatives fortes celle de la *loyauté*, qui elle, est le fait d'acteurs qui font le choix du *statu quo* en restant auprès de l'organisation concernée, dans l'espoir d'une amélioration ou par résignation²³⁶.

Si beaucoup de Palestiniens ont pu trouver leur place dans le nouvel ordre établi au lendemain d'Oslo, notamment via un emploi, il en est un nombre non négligeable qui n'y a pas trouvé son compte. Parmi ceux-ci, nous avons pu observer différentes réactions, auxquelles semble pouvoir s'appliquer la catégorisation d'Hirschman. Après avoir brièvement montré comment ces trois alternatives sont observables dans le cas palestinien, nous nous concentrons majoritairement sur la variable d'*exit*.

Premièrement, on constate une masse silencieuse de Palestiniens que la menace d'une police palestinienne toute-répressive mure dans un silence complice. Cody O'Rourke, notre dernier interviewé, mentionne à ce titre, concernant ce qu'il a expliqué tout au long de l'interview, que les membres de la communauté d'Um al-Khair « would [...] repeat almost [...] what I have said in closed doors, in confidential situations. There is no way in which like that local community would be willing to like develop a public program of political action, because of the additional risk that they would take »²³⁷. L'absence d'action politique ainsi que de manifestation publique d'un mécontentement pourtant présent et partagé, et au final la résignation par peur des représailles, laissent à penser qu'il s'agit ici d'un cas de *loyauté* selon l'acception d'Hirschman.

Ensuite, il est question de la part importante des Palestiniens qui se sont levés tant contre Oslo que contre l'Autorité palestinienne, entre autres au moyen de manifestations. Recevables dans la catégorie de *voice*, leur sort a bien souvent été celui de l'emprisonnement, que ce soit dans des geôles palestiniennes ou israéliennes²³⁸, quand il n'a pas tout bonnement été celui de leur disparition, comme nous l'avons développé plus tôt. Ainsi, et comme tendent à le confirmer les propos de Jawad Siyam, il semble difficile dans le cas palestinien d'avoir recours à cette alternative. « If you are today PFLP activist, you go to jail. This is automatically. [...] The real people who want really to improve things, they cannot improve things, they cannot change things because they could go to jail easily, for 6 months »²³⁹.

²³⁴ Jamil HILAL, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], *op. cit.*, p. 2.

²³⁵ Albert Otto HIRSCHMAN, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, pp. 3-4.

²³⁶ *Ibid.*, pp. 77-78.

²³⁷ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Beit Sahour, 27.06.2019, 13'56-14'15.

²³⁸ Olivier PIRONET, « En Cisjordanie, le spectre de l'Intifada » [en ligne], *op. cit.*, partie I par. 8.

²³⁹ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 53'33-53'57.

On a pu observer cela au travers de lettres ouvertes telles que le *Document des prisonniers de 2006*, qui, comme son nom l'indique cyniquement, a été rédigé par des leaders de l'opposition politique incarcérés dans des prisons israéliennes²⁴⁰. De fait, toutes formes de prise de parole dénonçant le dysfonctionnement des formations politiques palestiniennes ainsi que du gouvernement se soldent par un probable emprisonnement, que ce soit par la police palestinienne (dont la tolérance à l'opposition est faible) ou israélienne (pour laquelle tout engagement politique palestinien est considéré comme un acte terroriste²⁴¹).

Reste alors la dernière alternative du modèle d'Hirschman, qui attire particulièrement notre attention : celle de l'*exit*. Lorsque les manquements de l'organisation concernée sont trop importants, qu'ils deviennent trop insupportables à l'individu pour qu'il lui reste loyal, mais qu'il lui est également impossible de faire entendre sa voix pour que le *statu quo* change, il est alors très probable que cet individu choisisse de faire défection. Sur nos neuf interviewés²⁴², six d'entre eux ont renoncé à leur affiliation politique dans le début des années 2000, à peu près lors du déclenchement voire au lendemain de la seconde *Intifâda*. Quant aux trois derniers, ils n'ont jamais été membres ni sympathisants d'aucun parti politique palestinien, en grande partie pour des raisons précédemment développées dans cette étude (non-représentation, non-démocratie, déconnexion vis-à-vis de la population, ...). Ceux qui ont choisi de partir l'ont fait pour diverses raisons également déjà abordées plus tôt, parmi lesquelles reviennent majoritairement la division et la désunion insensée du champ politique palestinien. Baha résume son expérience de la sorte : « I gave up completely when I saw like how everything is bullshit when it comes to a bullet fracturing the skull of a student. You know, like, we fight over ourselves, while the State of Israel ... Like we are like in a prison fighting each other, and the State of Israel is in the watch towers hunting us, hunting anybody who is not busy fighting, but looking at the watch tower »²⁴³. De la même manière, Jad S. souligne que : « the ones who were really in for justice fight, they abandoned it because they lost hope in the political parties. No, the ones who stayed, they stayed to benefit from that status and from the funding that comes to it »²⁴⁴.

Il apparaît alors que dans l'esprit de bon nombre de Palestiniens, à l'instar de nos interviewés, la mobilisation politique n'a plus sens par la voie traditionnelle, à savoir celle des partis. Qu'il s'agisse d'anciens militants ou d'une nouvelle génération politisée, toute une frange de la population palestinienne, dès la seconde *Intifâda*, « refuse l'ineluctable d'un mouvement national divisé, selon la logique implacable de la bipolarisation entre le Fatah et le Hamas [...] ». Et, pour nombre d'entre eux, simplement indépendants des partis politiques »²⁴⁵. Telle est la conclusion du livre référence de Nicolas Dot-Pouillard, et tel est le ressort de notre réflexion : qu'advient-il de cette partie des Palestiniens qui rejettent la représentation et l'engagement politiques traditionnels ? Comment ont-ils réinventé leur mobilisation politique, et comment s'y est adapté le mouvement national palestinien ? Une théorie largement répandue et, semble-t-il, avérée, retient ici notre attention : les organisations non gouvernementales (ONG) comme espace de reconversion politique.

²⁴⁰ Stéphanie LATTE ABDALLAH, « Toile carcérale, répression et militantismes en Palestine », in Valentina NAPOLITANO et Erminia Chiara CALABRESE (dir.), *Violence et militantisme. Parcours d'engagements au Proche-Orient*, Paris, CNRS Éditions, 2017, p. 9.

²⁴¹ *Ibid.*, p. 2.

²⁴² Nous excluons dans ce décompte notre dernier interviewé, Cody O'Rourke, qui, de nationalité américaine, n'a pas le droit de vote en Palestine malgré le fait qu'il y vive depuis de nombreuses années. Il nous a tout de même mentionné que s'il possédait la citoyenneté palestinienne, il ne s'affilierait à aucune formation politique.

²⁴³ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 52'16-52'43.

²⁴⁴ Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 25'36-25'50.

²⁴⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 209.

II. La machine humanitaire. D'une ONG-isation pandémique et palliative à ses limites intrinsèques

A. D'une relève humanitaire : une ONG-isation en apparence salvatrice

1/ *Des origines de l'ONG-isation de la société palestinienne*

« Les accords d'Oslo de septembre 1993 dessinent un tournant pour l'Organisation de libération de la Palestine : ce n'est pas seulement la reconnaissance d'Israël qui est actée par l'OLP. C'est aussi l'effacement du rêve d'une "révolution palestinienne" qui constituait, depuis les années 1970, le cœur d'une autre révolution espérée : celle du monde arabe. [...] Les années 1980 et 1990 n'éliminent cependant pas tout à fait le concept de "révolution" du langage politique. Mais ce terme est retourné et détourné. Il n'acquiert une connotation positive qu'en étant subsumé sous les paradigmes de la "transition démocratique" ou de la "révolution des droits de l'homme" »²⁴⁶.

Le nouveau paradigme qui s'ouvre dans les années 1990, avec le bouleversement de l'ordre mondial et la dynamique diplomatique engagée notamment dans le cadre d'Oslo, transforme le terrain de la résistance et de l'engagement politiques en Palestine. Il amène en effet une variable nouvelle sur le devant de la scène : l'organisation non gouvernementale. Bien qu'il n'existe pas de définition précise du terme d'ONG, tant celui-ci recouvre des réalités et des conceptions différentes selon le lieu et la période²⁴⁷, il nous faut tenter ici d'apporter un éclairage à notre lecteur quant à ce dont nous allons parler dans le contexte palestinien. Si l'on adopte la vision communément acceptée de l'appartenance présumée des ONG au secteur sans but lucratif, Sarah Ben Néfissa présente cinq critères et restrictions principaux qui caractérisent ces dernières. On parle alors d'organisations formelles et institutionnalisées, politiquement indépendantes, financées par des sources privées, fonctionnant sur la base de tout ou partie de bénévolat, et ne reversant pas de profit à ses membres. Les restrictions, quant à elles, spécifient que ces organisations ne soient ni politiques ni religieuses. Seulement, si cette définition semble s'appliquer aux organisations issues de sociétés « occidentales », elle est sensiblement moins appropriée à d'autres cas :

« Dans les pays arabes et probablement dans d'autres pays en voie de développement, les formes que revêt la prise en charge des problèmes humains, sociaux et économiques sont loin d'être toutes formelles, organisationnelles et institutionnelles... À ce niveau, c'est "l'informel" qui prime, même si cet informel a ses propres règles de fonctionnement qu'il s'agit de découvrir et d'analyser. Le poids multiforme de la présence administrative et étatique sur les associations des pays arabes rend difficile la catégorisation "privé" opposée à "public". Les mêmes propos peuvent être tenus pour le critère de leur "indépendance" et la question de la non-distribution des profits. Enfin, les deux derniers critères sont faciles à déstabiliser : le facteur religieux semble être un élément important de la création associative dans les pays arabes et les problèmes de démocratisation dans ces pays font que les associations et les ONG sont des lieux d'expression politique et citoyenne et des enjeux de luttes entre forces politiques opposées. Cette remise en cause de la définition du secteur sans but lucratif est évidemment "caricaturale" et extrémiste. Elle ne tient pas compte des nuances importantes qui ont été données par les concepteurs de la définition sans compter le fait que, dans tous les pays, et le monde arabe est loin d'être une exception, il existe des différences entre ce que "doit" être le [sans but lucratif] et sa réalité sociale ou sociologique »²⁴⁸.

Il apparaît alors que la définition adéquate dans le cadre de notre recherche soit moins figée, et bien plus dépendante du contexte particulier qui nous intéresse ici, à savoir la société palestinienne. À ce titre, voici une première ébauche de description : « généralement, les Palestiniens désignent comme ONG l'ensemble des institutions n'appartenant pas au secteur public, y compris les syndicats, les associations de bienfaisance, et toute association qui n'appartient pas *stricto sensu* aux institutions de l'ANP »²⁴⁹. Par ailleurs, et dans un but de précision, nous compléterons cette définition avec l'angle d'analyse choisi par Julien Salingue, qui convient parfaitement à notre étude :

²⁴⁶ Nicolas DOT-POUILLARD, « Soulèvements arabes : la « révolution » dans ses crises », *op. cit.*, pp. 83-85.

²⁴⁷ Gérard PERROULAZ, « Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle », in *Annuaire suisse de politique de développement*, 2004, vol. 23, n° 2, pp. 9-10.

²⁴⁸ Sarah BEN NÉFISSA, « Associations et ONG dans le monde arabe : vers la mise en place d'une problématique », in Sarah BEN NÉFISSA et Sari HANAFI (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Éditions, 2002, pp. 11-12.

²⁴⁹ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifada à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », in *Égypte/Monde arabe*, 2003, Deuxième série, n°6, p. 84.

« j'entends donc ici par "ONG" les principales structures issues de la société civile palestinienne qui ont fait le choix de se définir comme des ONG et, pour une grande partie d'entre elles, de se regrouper dans des réseaux d'ONG. La plupart sont issues de la gauche palestinienne (FPLP, FDLP et PPP, l'ex PC), ont une taille et un budget relativement conséquents et sont basées à Ramallah ou à Jérusalem »²⁵⁰.

Par ailleurs, notre étude portant plutôt sur les modes de résistance à l'occupation composant le mouvement national palestinien, il nous paraît important de souligner le fait que cela ne concerne pas la majorité de la population palestinienne. De même, on ne peut penser cette dernière comme forcément actrice d'un système binaire de collaboration ou de résistance à l'occupation²⁵¹. Ainsi, nous souhaitons attirer l'attention sur le concept de « zone grise », qui nous semble pertinent ici, et qui se décrit comme tel : « une large variété d'attitudes qu'il est impossible de classer de façon simpliste et définitive, à fortiori dans la mesure où elles sont largement tributaires des rapports de forces entre Israël et le mouvement national palestinien, et en ce sens sujettes à des variations permanentes. Entre la minorité d'activistes politiques intransigeants et la minorité de collaborateurs discrets, une majorité de Palestiniens évolue ainsi dans un entre-deux, servant - volontairement ou non - de force d'appoint à l'une de ces deux minorités concurrentes, en fonction de l'évolution de multiples facteurs »²⁵².

Cette zone grise est d'autant plus intéressante qu'elle semble être la brèche dans laquelle se sont engouffrées les ONG dès le lendemain d'Oslo. À l'instar de la population palestinienne elle-même, elles ne peuvent être comprises uniquement dans ce cadre opposant résistance à collaboration. Elles sont au contraire partie intégrante de cette complexe organisation sociale composant à différents degrés avec l'occupation conçue comme « fait accompli »²⁵³. « Après des décennies d'occupation militaire, des dynamiques de résistance, de normalisation et de collaboration coexistent au sein de la société palestinienne. Les ONG, qui ont occupé une place notable dans le développement de la résistance populaire, ont opéré un glissement vers la tendance à la "normalisation" de l'occupation, zone grise entre la résistance et la collaboration »²⁵⁴.

Ces organisations non gouvernementales sont déjà présentes dans le paysage palestinien dès le début du XXe siècle, sans pour autant en porter le nom. C'est seulement dans les années 1990 que certaines de ces organisations choisissent de se labéliser ONG pour « se distinguer des structures de l'AP et capter l'attention (et les ressources) des bailleurs de fond étrangers »²⁵⁵, raisons que nous détaillerons plus tard. Par ailleurs, sur nos dix interviewés, neuf nous ont confié que l'on pouvait constater un phénomène d'ONG-isation massive de la société palestinienne depuis les accords d'Oslo. Il semble alors qu'à bien des égards, Oslo ait été un tournant dans l'histoire du mouvement associatif palestinien, comme nous allons le voir dès à présent.

1.1 : Bref aperçu du secteur humanitaire ante-Oslo

Des organisations non gouvernementales palestiniennes, seul le qualificatif date d'Oslo. Le secteur associatif palestinien est en effet bien plus ancien, puisque l'on relève déjà une activité de ce type dès la fin du XIXe siècle, période durant laquelle la Palestine est encore une province de l'Empire ottoman. On parle alors de « sociétés de bienfaisance et de coopératives, souvent basées sur des structures familiales ou claniques [se situant] loin du domaine de la décision politique »²⁵⁶. Alors très peu nombreuses, ces associations voient leur statut légiféré pour la première fois avec la constitution ottomane de 1909, leur interdisant néanmoins toute activité à caractère politique. Pour autant, cela n'a pas empêché les associations de fleurir, puisque l'on en dénombre une quinzaine à l'aube de l'instauration du mandat britannique sur la Palestine²⁵⁷.

Sous ce dernier, le tissu associatif palestinien se développe de manière conséquente, et tend à adopter un caractère plus politique. On parle alors d'organisations ouvrières, de ligues de femmes et/ou d'intellectuels, et d'associations caritatives, toutes développées dans l'optique de la résistance à la colonisation sioniste et à l'occupation britannique.

²⁵⁰ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, Paris, La fabrique éditions, 2015, pp. 91-92.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 12.

²⁵² *Ibid.*, p. 13.

²⁵³ *Ibid.*, p. 24.

²⁵⁴ Julie GODIN, « ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ? », in *Alternatives Sud*, 2017, vol. 24, n° 2, p. 15.

²⁵⁵ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 91.

²⁵⁶ Brigitte CURMI, « Les enjeux de l'après-Oslo. Le mouvement associatif dans les Territoires palestiniens », in Sarah BEN NÉFISSA, et Sari HANAFI (dir.). *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, op. cit., p. 96.

²⁵⁷ *Ibid.*, pp. 96-97.

Cette période, qui durera jusqu'en 1948, est identifiée par Maher Charif comme étant la première des cinq étapes jalonnant l'histoire du tissu associatif palestinien²⁵⁸.

Après une légère baisse d'activité, imposée dès 1945 par l'interdiction des autorités britanniques de toute vie associative en Palestine²⁵⁹, et renforcée par la frustration engendrée par la création de l'Etat d'Israël ainsi que par le contrôle exercé par les autorités jordaniennes et égyptiennes sur la population palestinienne, la guerre des Six Jours (*Naksa*) de 1967 donne un nouveau souffle à ces organisations. C'est à compter de cette date qu'elles deviennent un « élément incontournable du mouvement national palestinien »²⁶⁰. En effet, l'interdiction de la présence de l'OLP dans les territoires palestiniens occupés, et les multiples conséquences désastreuses de l'occupation sur la société palestinienne, vont favoriser l'expansion d'une infrastructure d'organisations non gouvernementales. Cela permet la continuité d'une forme d'existence politique pour le mouvement national palestinien malgré l'exil de l'OLP, qui s'exprime au travers de « structures alternatives, décentralisées, plus ouvertes et démocratiques »²⁶¹, à l'instar de comités d'action volontaires actifs dans divers domaines, tels que l'agriculture et la santé²⁶².

S'ensuit la période de 1982 à 1987 qui voit une croissance importante des organisations issues de la société civile à l'intérieur des territoires, alors que l'OLP se déplace de Beyrouth à Tunis. Cette nouvelle génération d'organisations est marquée par une forme de rivalité avec une OLP méfiante en exil, percevant dans le développement de ces dernières la naissance d'un potentiel contre-pouvoir, mais également par un certain factionnalisme reflétant les luttes d'influence inter-partis²⁶³ d'une scène politique déjà très divisée.

Enfin, Maher Charif identifie la première *Intifâda* comme cinquième étape de l'histoire du secteur associatif palestinien, qui « a été considérée, par l'OLP et ses factions, comme la dernière phase de la lutte nationale pour l'indépendance et la création de l'Etat palestinien. Dès lors, les comités de secours, de femmes travailleuses, d'étudiants et de jeunes sont passés du simple rôle de prestataires d'aides permettant aux gens de résister et tenir bon, à celui d'acteurs engagés dans l'édification d'institutions nationales destinés à remplacer les appareils de l'occupation israélienne »²⁶⁴.

1.2 : 1960-1980 : l'importance croissante du rôle des ONG

Si elles avaient majoritairement un rôle encore assez marginal avant 1967, les ONG intègrent pleinement le mouvement national palestinien avec la création de l'OLP et le durcissement des conditions de vie imposées aux Palestiniens²⁶⁵ dans les années 1960. Massivement issues d'une société civile palestinienne asphyxiée par un contexte d'occupation provoquant entre autres « exploitation économique, répression politique, déstructuration institutionnelle et répression culturelle/idéologique »²⁶⁶, les ONG ont eu, surtout depuis la guerre des Six Jours, un rôle particulièrement important à jouer, d'autant plus que les partis politiques palestiniens sont alors interdits par les autorités israéliennes dans les territoires.

Dès les années 1980, il faut faire une distinction importante entre deux catégories d'organisations de la société civile : les associations caritatives et les ONG de développement. Alors que les premières ont des rôles et une base traditionnellement ancrés dans les communautés locales, et dirigent leur action vers l'aide et le secours d'urgence aux plus démunis²⁶⁷, les secondes « désignent des organisations institutionnalisées, avec des sources de financement extérieures et une zone d'influence plus large, au niveau du gouvernorat, de la région ou sur un plan national. [...] Les ONG de développement visent à offrir des services de base à la population palestinienne mais avec un objectif

²⁵⁸ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », in Anna BOZZO et Pierre-Jean LUIZARD (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, op. cit., p. 343.

²⁵⁹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 25.

²⁶⁰ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 25.

²⁶¹ Caroline ABU-SA'DA, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 07.2007, n° 117-118, p. 230.

²⁶² Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », op. cit., p. 343.

²⁶³ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., pp. 33-34.

²⁶⁴ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », op. cit., p. 344.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 343.

²⁶⁶ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 26.

²⁶⁷ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 60.

de développement de la Palestine à plus ou moins long terme »²⁶⁸. Nous allons nous intéresser dans cette étude plus spécifiquement à ces dernières qui, comme nous le verrons plus tard, font appel à une catégorie de population et à une logique d'action sensiblement différentes de celles des associations caritatives.

Ces organisations de développement fleurissent dès la fin des années 1980, et notamment à l'occasion de la première *Intifâda*. Elles se déploient dans des domaines clefs : dans la santé, la création en 1979 de l'UPMRC (*Union of Palestinian Medical Relief Committees*) s'inscrit dans une résistance sanitaire traduite en acte par la mise en place d'un système de santé parallèle pour les Palestiniens²⁶⁹. Dans l'agriculture, l'établissement des PARC (*Palestinian Agriculture Relief Committees*) en 1983 traduit le retour à la terre (cultiver et valoriser les terres non occupées afin d'empêcher leur annexion), la volonté de réduction de la dépendance aux Israéliens²⁷⁰, ainsi que la reconnexion de la Palestine rurale à la Palestine urbaine. Ces deux organisations sont créées avec l'appui de formations politiques, qui, bien que clandestines, leur offrent un soutien vital, sans lequel le mouvement national verrait son action limitée²⁷¹. En somme, ces organisations ont permis la continuité d'un engagement, parfois politique, en faveur de la survie et de la cohérence de la société palestinienne, là où les autres formes de militantisme se trouvaient plus facilement ciblées et réprimées par les autorités israéliennes. On peut illustrer leur rôle comme suit :

« ni factions politiques ni groupes armés, elles sont des cadres qui permettent à la population de se regrouper autour de questions spécifiques (agriculture, santé, culture, développement économique, assistance aux familles de prisonniers, etc.) et de pallier les dégâts de l'occupation tout en luttant contre la déstructuration institutionnelle. Elles favorisent ainsi les dynamiques d'organisation et de solidarité collective sans être nécessairement considérées comme des structures séditeuses par la puissance occupante. Enfin, elles contribuent par leur action au développement des logiques d'*empowerment*, condition nécessaire à l'existence, en actes, d'un peuple palestinien mobilisé pour ses droits »²⁷².

2/ Les ONG palestiniennes dans la première Intifâda

2.1 : L'Intifâda et la relation complexe à l'OLP

C'est à l'occasion de la première *Intifâda* que l'on peut prendre la pleine mesure de leur rôle central au sein du mouvement national palestinien. Mouvement de révolte populaire spontané ayant éclaté en 1987 à Gaza puis s'étant rapidement étendu au reste des territoires occupés, la première *Intifâda* reste encore de nos jours dans les esprits comme une référence dans l'historiographie de la résistance palestinienne, notamment parce qu'elle a démontré la capacité de persévérance et d'organisation populaire du peuple palestinien. Elle a révélé « a creative model of tilting the balance toward the National Movement through the organization of resistance and steadfastness, i.e. the popular and specialized committees, and through establishing and fostering collective leaderships (predominantly leftwing) to guide the Intifada »²⁷³. Il est fait ici allusion aux Comités populaires, qui sont des structures d'auto-organisation ayant émergé localement dans tous les territoires occupés, et qui gèrent dans chaque village divers aspects de la vie quotidienne des Palestiniens. Par exemple, ils « décident le déclenchement des grèves, fixent les heures d'ouverture et de fermeture des magasins, organisent l'aide aux familles victimes de la répression »²⁷⁴, mais sont aussi à l'origine de la mise en place de systèmes d'entraide (soins, écoles à domicile, ...), comme en témoigne Baha Hilo : « our schools were shut down, our universities were shut down. Like people would go to attend their courses like in some kind of somebody's house, with no teachers and no professors. It's like, you know, with the more restrictions Israel imposed, you have the creative people to deal with these restrictions »²⁷⁵.

Le Commandement national unifié (CNU), structure faîtière dont ces comités sont en quelque sorte le relais, est quant à lui composé de militants des territoires alors affiliés à de nombreuses factions politiques membres de l'OLP. S'il prête allégeance à l'OLP, avec qui il coopère dans un principe de complémentarité, il ne se « considère pas comme une simple émanation de la direction de Tunis ou sa courroie de transmission dans les territoires

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 13.

²⁶⁹ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., pp. 35-41.

²⁷⁰ Caroline ABU-SA'DA, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », op. cit., p. 230.

²⁷¹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 44.

²⁷² Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 30.

²⁷³ Jamil HILAL, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], op. cit., p. 3.

²⁷⁴ Amnon KAPELIOUK, « Les comités populaires palestiniens » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 03.1988, n° 405, par. 6, <https://www.monde-diplomatique.fr/1988/03/KAPELIOUK/40710>.

²⁷⁵ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 2°19'15"-2°19'35".

palestiniens »²⁷⁶, et fait à plusieurs reprises ses propres choix en matière de gestion du soulèvement dans les territoires.

De fait, on assiste dans les premiers mois de l'*Intifāda* à une sorte de déplacement du centre politique palestinien, ôtant à l'OLP le monopole directionnel qu'elle avait jusque-là dans les territoires. Facilité par l'éloignement géographique d'une OLP alors en exil à Tunis, et par la mobilisation d'un réseau de liens internes à l'œuvre dans la société civile palestinienne depuis la *Naksa*, ce processus est une « dépossession de l'initiative politique par l'Intérieur au détriment de l'Extérieur »²⁷⁷ qui profite au CNU, aux comités populaires, et plus généralement à tout acteur civil présent dans les territoires à l'aube du soulèvement. Parmi ces derniers, nous retrouvons sans surprise de nombreuses ONG palestiniennes, non seulement très actives dans des domaines clés de la société palestinienne, mais également indirectement investies dans l'*Intifāda*, et donc dans le mouvement national palestinien alors en ébullition. On observe à cette période que de multiples ONG soutiennent les comités populaires et les initiatives de solidarité et de résistance locales²⁷⁸, parfois même au travers de l'engagement direct de leurs militants dans ces comités populaires comme animateurs²⁷⁹. Plus que par leur implication plus ou moins directe dans les activités de résistance de la première *Intifāda*, les ONG se sont révélées extrêmement utiles au mouvement national palestinien par leur travail de création d'un réseau de structures décentralisées de solidarité et de liens populaires. Cela s'est avéré « particulièrement utile face à la multiplication des arrestations : il ne suffit [alors] pas de "couper la tête" du mouvement, en d'autres termes d'incarcérer ses leaders les plus connus, pour qu'il s'écroule »²⁸⁰. C'est probablement à cette organisation horizontale de la société civile que le soulèvement doit sa force et sa durée.

Sans grande surprise, le fait que les ONG aient contribué à « consolider un tissu social indépendant de toute autorité centralisée »²⁸¹ dans les territoires a été relativement mal perçu par la direction de l'OLP. L'autonomie politique qui semble voir le jour dans les premiers mois de l'*Intifāda* avait déjà fait l'objet de vaines tentatives au sein des territoires occupés dès les années 1970 (via la mise en place du Front national palestinien en 1972 et du Comité d'orientation national en 1978²⁸²). C'est dans l'urgence du contexte de soulèvement que cette bascule temporaire de l'initiative politique de gestion des affaires palestiniennes a pu se réaliser. Dès 1988, cette situation semble inquiéter de plus en plus l'OLP de Tunis. Cela s'observe notamment au travers de ses réactions aux différentes initiatives prises par les comités populaires et la résistance interne. L'exemple du mouvement de grève de paiement des impôts de Beit Sahour de février 1988 est à ce titre très parlant. À la demande de désobéissance civile alors formulée par le CNU²⁸³, c'est sous le slogan suivant que tout un village a cessé de payer ses impôts aux autorités israéliennes, comme le dévoile Baha :

« "No taxation without representation". Like, because, nobody remembers like, Israeli authorities used to finance its military rule over Palestinians from the pockets of Palestinians, you know. Palestinians had to pay taxes [to] the State of Israel so that the State of Israel would rule them, you know. It's like, you enslave somebody on his own expenses. [...] It's just like an advanced kind of form of oppression »²⁸⁴.

On aurait pu attendre de l'OLP un soutien à ce mouvement de grève, voire même une injonction nationale à ce que d'autres villages imitent Beit Sahour. Il n'en fut rien. « Aucune stratégie d'ensemble [...] n'est élaborée. Tunis n'essaie pas de subvenir aux besoins de ces Palestiniens qui perdent beaucoup dans le mouvement de grève des impôts »²⁸⁵, dans la mesure où les autorités israéliennes ont mis le village sous couvre-feu, avec des mesures d'assignation à résidence pendant près de six mois²⁸⁶, en plus des fréquentes descentes de confiscation de biens qu'elles y organisaient. Plus flagrants encore sont les exemples de rapprochement entre l'OLP d'Arafat et certains notables

²⁷⁶ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 61.

²⁷⁷ Jean-François LEGRAIN, « Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables » in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1996, n° 81-82, p. 167.

²⁷⁸ Linda TABARI et Sari HANAFI, « Le rôle des ONG pendant la deuxième Intifada », in *Confluences Méditerranée*, 04.2005, n° 55, pp. 44-46.

²⁷⁹ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 63.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 63.

²⁸¹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 28.

²⁸² Jean-François LEGRAIN, « Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables », op. cit., pp. 163-166.

²⁸³ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 62.

²⁸⁴ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 2°17'25-2°18'06.

²⁸⁵ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 69.

²⁸⁶ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 2°18'49-2°19'08.

et figures politiques qui, à l'intérieur des territoires occupés, se montraient non seulement défavorables aux comités populaires mais également plus enclins à composer avec les Israéliens que ces derniers²⁸⁷.

Il y a donc une certaine inquiétude au sein de la direction de l'OLP de Tunis quant à l'évolution de la situation dans les territoires, qui, sans lui être opposée, semble lui échapper quelque peu, et avec elle son monopole sur la représentation politique palestinienne. Cette inquiétude va probablement pousser le Conseil National Palestinien (CNP) en exil à proclamer, en 1988, l'indépendance de l'Etat de Palestine, et à appeler notamment le peuple palestinien à se rallier sous un même drapeau, dans un même effort de résistance et de défense du territoire²⁸⁸. Bien que formelle, cette déclaration a surtout permis à la direction de l'OLP de revenir au centre du processus politique palestinien. « En traduisant la mobilisation quotidienne dans les territoires occupés en termes de négociation sur la scène politique internationale, l'Extérieur (et du même coup l'*establishment* public de l'Intérieur) recouvrait un rôle de premier plan au détriment de l'Intérieur clandestin. Un subtil équilibre s'établissait alors entre une diplomatie tous azimuts de l'OLP-Tunis, qui se revendiquait de l'urgence à répondre aux revendications de l'Intérieur, et une intensification du soulèvement, qui se voulait manifester son soutien aux démarches de l'Extérieur »²⁸⁹.

Ce regain d'importance dans les affaires palestiniennes est également tourné vers l'international, à travers la volonté d'engager un processus diplomatique. De fait, en plus de cette déclaration, le CNP a dans le même temps accepté la résolution 242 de l'ONU, condition *sine qua none* imposée par Israël à l'engagement de potentielles négociations sur la solution à deux Etats avec les Palestiniens. « Ce faisant, la direction Arafat, qui a depuis longtemps adopté la solution des deux Etats, indique aux États-Unis et à Israël non seulement qu'elle a fait accepter cette solution à la majorité de l'OLP mais aussi qu'elle est un partenaire plus pragmatique et modéré que d'hypothétiques interlocuteurs autonomes de l'intérieur »²⁹⁰ - à savoir, les acteurs de l'*Intifâda* issus de la société civile, dont les ONG. Le lancement de la Conférence de Madrid de 1991 suggère que l'Extérieur a bel et bien repris en main l'initiative politique palestinienne, d'autant plus que le soulèvement commence à faiblir dans les territoires. D'abord, en raison d'un factionnalisme croissant qui « a accentué la politisation du mouvement populaire et y a reflété les profondes divisions du mouvement national [palestinien, les] organisations populaires [qui ont fleuri se] sont progressivement divisées en plusieurs fronts parallèles en compétition. La conséquence est que les programmes d'aide, souvent redondants, n'ont pas toujours bénéficié à la population palestinienne »²⁹¹.

Cet affaiblissement du soulèvement, dû aux divisions politiques qui taraudent le mouvement national, est également imputable à une diversification des modes de résistance, que l'on peut lier d'une certaine manière au factionnalisme. On observe en effet une « militarisation de la lutte palestinienne [et] l'ascension de groupes intégristes qui développent les actions armées et critiquent l'attitude de tous ceux qui privilégient la négociation »²⁹², concept tendant à devenir le maître-mot de la décennie à venir.

Cependant, cette organisation communautaire de la société civile palestinienne, basée sur des réseaux d'entraide et de services largement animés par les ONG, ne disparaît pas pour autant, et même si les cadres de l'OLP tentent de reprendre en main le processus politique palestinien, on est à l'orée des années 1990 dans une situation de confrontation de deux élites. La première « issue du sérail politique, qui revient après les accords d'Oslo s'installer en Palestine [; la seconde] issue du secteur associatif »²⁹³. Ainsi, la dualité de l'initiative politique semble être appelée à se poursuivre au gré du processus de paix, et même au-delà, comme nous le verrons plus tard.

2.2 : 1990s, ou un changement global de la rhétorique d'action

Oslo s'est inscrit dans le sillage d'un changement rhétorique important pour la bonne compréhension de l'évolution du militantisme, de l'engagement politique ainsi que du champ associatif palestiniens. Il est question de l'abandon, dans les discours et les actes, du champ lexical révolutionnaire, au profit d'idées de réforme et de transition démocratique.

²⁸⁷ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., pp. 69-70.

²⁸⁸ *Déclaration d'indépendance de l'État de Palestine*, 15.11.1988, par. 30.

²⁸⁹ Jean-François LEGRAIN, « Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables », op. cit., p. 168.

²⁹⁰ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., pp. 73-74.

²⁹¹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 44.

²⁹² Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 75.

²⁹³ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 137.

cratique, en vogue à la fin du XXe siècle. Comme nous l'avons noté précédemment, le mouvement national palestinien a largement compté parmi ses composantes un militantisme certain, au moins jusqu'à Oslo. Que l'on songe aux *fedayin* des années 1950 à Gaza et en Cisjordanie²⁹⁴, aux parfois tristement célèbres militants du FPLP auteurs de plusieurs détournements d'avions dans les années 1970²⁹⁵, on constate dans l'histoire d'une frange de la résistance palestinienne, notamment au sein de la gauche, la présence d'un militantisme actif, puisant dans un répertoire d'actions relevant parfois de la violence et du champ révolutionnaire. S'inscrivant dans un discours généralisé de lutte contre le colonialisme - que l'on a pu retrouver en Algérie, à Cuba, etc... -, et tant idéologiquement que financièrement soutenu par le bloc soviétique, ce mode de résistance tend à perdre son attrait à la fin du XXe siècle. En effet, on assiste dans les années 1990 à un changement global de rhétorique, qui relègue l'acte révolutionnaire et les coups d'éclats au second plan. « Le concept de "révolution" s'associe à celui de "fanatisme" et de "passions pour l'abstrait" [tandis que] l'idée de "réforme" gagne en légitimité [...]. [Si] les années 1980 et 1990 n'éliminent cependant pas tout à fait le concept de "révolution" du langage [politique, ce] terme est retourné et détourné. Il n'acquiert une connotation positive qu'en étant subsumé sous les paradigmes de la "transition démocratique" ou de la "révolution des droits de l'homme" »²⁹⁶.

En Palestine, on passe alors à une forme de résistance passive à l'oppression et à l'occupation, que l'on qualifie communément de *Sumud*²⁹⁷. Posé ce changement discursif général, il n'est pas surprenant de constater que les modes de mobilisation politique s'en trouvent quelque peu bouleversés. En effet, le cas de la gauche palestinienne, qui nous intéresse particulièrement ici, nous offre à voir un phénomène particulier de reconversion du capital militant²⁹⁸. Sensiblement antérieure à l'*exit* dont nous parlions plus tôt, consistant en la défection de Palestiniens déçus de leurs partis politiques au bénéfice d'un engagement dans les organisations non gouvernementales, cette reconversion est celle d'une masse d'activistes souvent identifiés à gauche ou au sein des mouvements islamistes. Et, comme nous avons pu l'observer dans le cas de la première *Intifâda*, cela s'est notamment traduit par l'éclosion de nombreuses organisations issues de la société civile, les ONG, qui ont traduit pour un temps l'engagement militant d'une gauche encore relativement active.

« Les "révolutionnaires" d'hier, qui aspiraient à prendre le pouvoir politique, se tournent également vers l'humanitaire au tournant des années 1980. L'organisation non gouvernementale remplace le vieux parti léniniste de type centraliste-démocratique. [...] Dans les Territoires palestiniens, d'anciens militants des gauches révolutionnaires du Front populaire ou du Front démocratique se rapatrient également sur des activités associatives, si ce n'est humanitaire [...]. L'abandon des "passions révolutionnaires" [...] ne touche pas seulement les gauches arabes : il affecte également les islamistes. [...] Les années 1990 se caractériseraient peut-être par l'émergence d'une nouvelle intelligentsia "libérale" dans le monde arabe – au sens économique et politique du terme – regroupant tant les héritiers de l'islam politique que ceux de la vaste galaxie des "gauches" arabes [...], éloignée des téléologies révolutionnaires d'autrefois »²⁹⁹.

Les Accords d'Oslo et la mise en place du proto-gouvernement palestinien vont accentuer ce phénomène de reconversion du militantisme. Dans le cadre de la reprise en main de l'initiative politique par les cadres de l'OLP toujours en exil, les mouvances de gauche, largement associées dans l'imaginaire collectif aux ONG actives à l'intérieur des territoires pendant la première *Intifâda*, sont progressivement mises de côté, alors qu'avec le retour de l'élite de Tunis, on assiste à l'intégration des organisations civiles affiliées au Fatah dans l'administration de l'Autorité palestinienne³⁰⁰. Petit à petit, c'est quasiment toute la gauche palestinienne qui est poussée vers le secteur associatif, qu'elle va finir par investir massivement de ses cadres et de ses militants.

« A lot of people that did not want to participate in what the PA is doing ended up becoming active in NGOs, and there was a lot of cash that are spent on Palestinian society to develop, let's say, an NGO sector. [...] If you don't agree with the political agenda of PLO and Yasser Arafat at the time, then you want to be active but not under that political agenda. [...] The civil society and the NGOs, naturally attracted people with leftwing-socialist like way of thoughts. Like, you need to be socially responsible in order to advocate for the rights of disabled people.

²⁹⁴ Akram BELKAÏD, « Fedayin », in *Manière de voir*, 02-03-2018, n° 157, p. 28.

²⁹⁵ Sarah IRVING, *Leila Khaled : Icon of Palestinian Liberation*, Londres, Pluto Press, 2012, pp. 1-2.

²⁹⁶ Nicolas DOT-POUILLARD, « Soulèvements arabes : la « révolution » dans ses crises », *op. cit.*, pp. 83-85.

²⁹⁷ Caroline ABU-SA'DA, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », *op. cit.*, p. 229.

²⁹⁸ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 140.

²⁹⁹ Nicolas DOT-POUILLARD, « Soulèvements arabes : la « révolution » dans ses crises », *op. cit.*, p. 85.

³⁰⁰ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », *op. cit.*, p. 345.

You need to be socially aware or you need to be like a person with some kind of like certain socialist attitudes in order to look after the rights of women, children, like any other group of Palestinians who are vulnerable [...] So anyways, people who do not want to do complaining [like the leftwing parties about the PA corruption] yet still like have a socialist point of view and pattern of thinking : where do they end up ? They end up in the NGO sector. So here we have like, political parties in the Left that lost their membership to the NGOs »³⁰¹.

Ce progressif glissement de la gauche du champ politique traditionnel vers le secteur des ONG va de pair avec un autre phénomène qui anime depuis la première *Intifâda*, mais surtout depuis Oslo, la scène politique palestinienne: une concurrence certaine entre les ONG et l'ANP.

B...qui révèle bien vite ses limites structurelles et conjoncturelles

1/ La concurrence avec l'appareil étatique nouveau-né

« Le concept de "société civile", très en vogue dans les recherches en sciences sociales depuis quelques années, est problématique dans le contexte palestinien. En Palestine, en effet, les associations reprennent certains discours occidentaux face à l'ANP, expliquant que les ONG ont la capacité de répandre les valeurs démocratiques et civiques et de consolider la société civile face à l'Autorité palestinienne. Considérant qu'il n'existe de société civile que dans son rapport à l'État, certains auteurs nient, d'ailleurs, l'existence d'une société civile palestinienne du fait de l'absence d'un État ; d'autres rejettent le concept en tant que concept occidental non applicable à la situation dans le monde arabe en général et en Palestine en particulier. Cela n'empêche pas les ONG palestiniennes d'exister et d'œuvrer pour une société civile face à l'ANP, structure potentiellement pré-étatique [...]. Elles ont notamment contribué, et contribuent encore, à réguler et à organiser la vie sociale palestinienne en l'absence de toute autorité étatique ou pré-étatique »³⁰².

Le tissu associatif palestinien issu de la société civile a ceci de particulier qu'il s'est développé avant même la création de l'État, alors que l'on admet d'ordinaire que les ONG représentent un espace d'expression et d'action autonome vis-à-vis d'une sphère étatique déjà en place. C'est donc dans cette préexistence des organisations non gouvernementales que résident toute la tension et les formes de concurrence observables entre celles-ci et l'ANP depuis sa création³⁰³, comme nous allons le voir dès à présent.

1.1 : Le difficile partage de l'espace politique

« La fin de l'*Intifâda* et la création de l'AP constituent un tournant historique pour les ONG puisqu'elles ont souvent été créées pour répondre aux besoins des populations touchées par la guerre des pierres. Ces organisations ont favorisé le développement d'infrastructures sociales. Un État palestinien est en train de se construire, il forge sa propre relation à la société palestinienne. Dans ce contexte, Yasser Arafat exerce son pouvoir de manière autoritaire et personnalisée, dans un système néopatrimonial. [...] Deux processus sont à l'œuvre dans ce contexte. D'une part, la création d'une autorité centrale, appelée à posséder non seulement les pouvoirs de définir les politiques sociales et économiques, mais aussi les moyens de les appliquer, risquait de créer des tensions avec la scène associative qui avait l'habitude d'agir de manière très autonome et décentralisée. D'autre part, la période de formation de l'État et de normalisation de la vie quotidienne a fourni à ces associations de nouvelles opportunités de travail dans les domaines de la reconstruction nationale et du développement. Celles qui en avaient les moyens ont pu également étendre leurs activités à un niveau national »³⁰⁴.

Malgré leur rôle essentiel au sein de la société palestinienne, confirmé par leur développement et leur engagement aux côtés de la population des territoires pendant la première *Intifâda*, les ONG palestiniennes voient leur espace et leur champ d'action bousculés par le processus de paix d'Oslo, et la mise en place de l'appareil étatique palestinien. Comme nous l'avons vu précédemment, la création de l'Autorité palestinienne ayant eu de nombreux impacts sur la vie politique autant que sur le mouvement national palestiniens, il n'est pas étonnant de constater des bouleversements similaires dans le tissu associatif palestinien, quand bien même celui-ci occupe encore largement le créneau de fournisseur d'aides et de services publics même après Oslo. Le retour de l'OLP exilé et de ses *returnees*

³⁰¹ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 10'14-10'56, 11'41-12'17, 13'56-14'29.

³⁰² Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, pp. 85-86.

³⁰³ *Ibid.*, p. 85.

³⁰⁴ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, *op. cit.*, pp. 29-30.

dans les territoires va de pair avec une marginalisation des acteurs de la société civile qui se sont distingués pendant le soulèvement par la mise en place de réseaux et d'organisations populaires d'entraide et de solidarité³⁰⁵. C'est cette même génération qui est à l'origine du déplacement du monopole de l'initiative politique palestinienne que nous évoquons plus tôt, et qui, si elle n'a jamais été classe dirigeante ni opposée aux cadres de l'OLP, s'est accommodée d'une certaine autonomie dans les années 1980. Il s'agit non seulement pour elle de conserver autant que possible un espace de libre action et une autonomie acquise avant l'avènement du gouvernement palestinien, mais également de composer avec un organe étatique qui, pour la première fois dans l'histoire palestinienne, n'est à première vue pas un ennemi dans la lutte du mouvement national. « Civil society in Palestine was and therefore is still burdened with the dual responsibility of being part of the national struggle for liberation and whilst struggling to position itself in the state building process »³⁰⁶.

À l'inverse, les cadres de l'OLP sur le retour perçoivent plutôt ces organisations issues de la société civile comme une menace potentielle : « the political culture of the returning leadership would not tolerate the pluralism symbolized by civil society. In their view, CSOs were there either to provide services under the control and supervision of the Authority or to serve as a political reserve for the leadership when and if necessary. While the traditional opposition posed no threat to the PNA, NGOs constituted an independent platform and created breathing space for the new elite »³⁰⁷.

Ainsi inquiets, ces cadres désormais employés par l'Autorité palestinienne vont tenter dès sa création de placer les organisations de la société civile sous leur contrôle, et ce de plusieurs manières. Tout d'abord, l'appareil étatique nouveau-né a essayé de bénéficier de l'expérience de terrain et des connaissances de ces ONG, actives depuis parfois plusieurs décennies dans les territoires, tout en les gardant proches du pouvoir. Il faut savoir que dans les premières années suivant l'établissement de l'Autorité palestinienne, le vaste réseau des organisations civiles dans les territoires fournit encore la grande majorité de l'aide et des services à la population. On parle par exemple ici de quelques 50% des soins hospitaliers, 60% des soins de première nécessité, 100% de la prise en charge des personnes handicapées, 30% des services liés à l'éducation, et 100% de ceux liés à l'agriculture³⁰⁸. Ces organisations représentent de fait un solide appui pour l'appareil étatique en formation. On assiste alors à une forme d'intégration partielle de quelques-unes de ces ONG à l'ANP et à ses activités, avec des accords-cadres les liant dans certains secteurs-clefs comme l'Agriculture, la Santé et l'Éducation. Cela permet à l'ANP de garder un œil et une forme de contrôle sur ces secteurs tout en en déléguant la gestion, et c'est, pour certaines ONG n'ayant plus accès aux dons internationaux - dont une immense partie a été redirigée vers l'ANP, comme nous le verrons plus tard -, un moyen de survie et de perpétuation de leurs activités³⁰⁹. Cette forme de coopération va parfois jusqu'à la « cooptation de figures de la société civile au sein des organes gouvernementaux, notamment des dirigeants et des salariés d'ONG »³¹⁰.

D'autres tentatives de mise sous contrôle se manifestent sous une forme plus verticale et autoritaire. Cela s'observe, en premier lieu, au travers de la mise en place par l'OLP, avant même la création de l'Autorité palestinienne, de Hauts conseils censés superviser les services publics, représentant tant la future ANP que les ONG à l'échelle internationale. En d'autres termes, ces structures revendiquent la responsabilité de toutes relations internationales engagées avec le peuple palestinien, notamment en termes financiers. C'est là pour certains une habile manière « d'unifier l'AP et les ONG et de déposséder en grande partie ces dernières d'une représentation spécifique, [...] les ONG [n'ayant] plus de raison d'être en tant qu'institutions autonomes. [...] C'est en réalité une relation conflictuelle qui se dessine, entre un noyau dirigeant de l'AP aux volontés hégémoniques et les ONG, souvent issues de la gauche palestinienne et dirigées par des éléments critiques d'Arafat, voire du processus d'Oslo »³¹¹.

Cette forme de lutte d'influence s'illustre mieux encore avec la question de l'enregistrement des organisations non gouvernementales en Palestine, et de la loi les régissant. Dès 1994, l'idée de devoir enregistrer les ONG auprès de l'Autorité palestinienne émerge, avec pour but de renforcer la relation entre l'Autorité palestinienne et les ONG,

³⁰⁵ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., pp. 77-78.

³⁰⁶ Salah Abdel SHAFI, « Civil Society and Political Elites in Palestine and the Role of International Donors : A Palestinian View », in *EnroMeSCo Secretariat*, 07.2004, n° 33, p. 6.

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 11.

³⁰⁸ Denis J. SULLIVAN, « NGOs in Palestine : Agents of Development and Foundation of Civil Society », in *Journal of Palestine Studies*, 1996, vol. 25, n° 3, p. 94.

³⁰⁹ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifada à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », op. cit., pp. 5-6.

³¹⁰ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 95.

³¹¹ *Ibid.*, p. 97.

mais surtout de donner à l'ANP un droit de regard sur les activités de ces dernières. Cela devait s'accompagner de questionnaires destinés aux membres des ONG, dont les questions, selon nombre d'entre eux, « [dépassent] de très loin le champ de compétences de l'AP et [révèlent une] gestion policière de la société civile palestinienne »³¹², rejoignant notre réflexion antérieure sur les tendances autoritaires du nouvel appareil étatique palestinien. On peut lier ceci au projet de loi de 1995 proposé par l'Autorité palestinienne, visant à imposer à la création de chaque association une autorisation préalable des autorités palestiniennes³¹³. Cette nouvelle pression de l'ANP sur le monde associatif palestinien est évidemment bien mal perçue par de nombreuses organisations, dont un nombre important avait formé, en septembre 1993, le *Palestinian Non-Governmental Organizations Network* (PNGO) :

« PNGO is a coordination body for the NGO sector in Palestine with the purpose of strengthening the Palestinian civil society and contributing to the establishment of the Palestinian state based on the principles of democracy, social justice, rule of law, tolerance, and respect of human rights through networking, building-up the capacity of NGOs, developing information management center and mainstreaming of society concerns into public policies, plans and programs. As a network, PNGO works to influence decision-makers in a manner that ensures that all laws, legislations and policies are directed towards creating a legal environment that is responsive to the development needs of the Palestinian people, and the creation of sustainable human development policies »³¹⁴.

Ce réseau, rassemblant à l'époque d'Oslo près de soixante-dix ONG, s'est largement mobilisé contre ce projet de loi, via un intense lobbying auprès des bailleurs de fonds internationaux et d'ONG internationales³¹⁵, et en proposant un contre-projet à celle-ci. Cette loi sera finalement signée en 2000 par Yasser Arafat, après plusieurs années de discussions entre l'ANP et les ONG. Bien qu'elle fasse quelques concessions aux ONG, elle les place sous le contrôle relativement direct de l'Autorité palestinienne, puisqu'elles dépendent du Ministère de l'Intérieur (dont le ministre est Arafat lui-même entre 1994 et 2002) au lieu de celui du Ministère de la Justice, solution préférée par le Conseil législatif comme par les organisations elles-mêmes³¹⁶. Bien que l'ANP ait théoriquement réussi à mettre les ONG sous sa supervision, elle n'a pas remporté une nette victoire, et de nombreuses ONG refuseront cette mise sous tutelle. L'échec relatif de l'expérience du Ministère des ONG³¹⁷ est une bonne illustration de la difficulté rencontrée par l'Autorité palestinienne à trouver une direction claire à donner aux ONG.

L'arrivée de l'Autorité palestinienne semble alors annoncer une nouvelle répartition des tâches, que l'on pourrait penser comme telle : « aux ONG le développement social, aux partis le développement politique »³¹⁸. Cependant, si nombre d'organisations n'auront d'autre choix que de se plier à ce nouveau crédo, d'autres ne l'entendent pas de cette oreille. Donnée la perte de crédit des partis politiques traditionnels évoquée plus tôt, ainsi que les limites et la relative inefficacité de l'appareil étatique palestinien à fournir des services publics et à contenter sa population, ces dernières ONG en profiteront pour employer leurs « compétences dans le domaine du développement social pour faire avancer [leurs] idées de développement politique »³¹⁹. Constatant les premières désillusions jalonnant l'après Oslo (ex. le massacre d'Hébron, la perpétuation de la colonisation), ainsi que le rôle toujours crucial des ONG dans certains secteurs (ex. le quasi-monopole de *Palestinian Agriculture Relief Committees* sur l'agriculture en Cisjordanie), on assiste au début des années 2000 à une repolitisation palestinienne passant par le biais des ONG.

« Par "politisation du monde associatif", nous faisons référence aux processus par lesquels certaines personnes utilisent le langage ou la forme organisationnelle de l'association pour remettre ouvertement en question la légitimité des acteurs étatiques et/ou des partis politiques et demander un rôle plus grand et si possible formalisé dans l'élaboration des politiques [publiques] »³²⁰.

³¹² *Ibid.*, p. 98.

³¹³ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, p. 6.

³¹⁴ « Mission & Vision » [en ligne], PALESTINIAN NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS NETWORK, par. 3-4, https://www.pngo.net/?page_id=2745&lang=en.

³¹⁵ Denis J. SULLIVAN, « NGOs in Palestine : Agents of Development and Foundation of Civil Society », *op. cit.*, p. 98.

³¹⁶ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, pp. 6-7.

³¹⁷ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, *op. cit.*, pp. 101-102.

³¹⁸ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, *op. cit.*, p. 220.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 220.

³²⁰ Benoît CHALLAND et Caroline ABU-SA'DA, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes », *op. cit.*, pp. 4-5.

Nombre de Palestiniens qui s'étaient écartés des modes de mobilisation traditionnelle en quittant la sphère des partis politiques ont en effet trouvé momentanément dans les ONG une plateforme nouvelle à leur engagement politique. Ces organisations sont souvent le refuge d'une gauche, et plus largement d'une opposition politique à Oslo, qui ne peut plus user des canaux habituels d'expression sans risquer de voir s'abattre sur elle la répression sévère d'un appareil gouvernemental monopolisé par un leadership autoritaire, majoritairement affilié au Fatah. Elles sont donc d'abord, « loin d'être politiques en termes de participation aux institutions formelles de représentation (Parlements, assemblées régionales, syndicats, etc.) ou de formulation de politique (ministères, instances de consultation, etc.), [...] des moyens "d'être en société" »³²¹.

Néanmoins, elles ont parfois été le vecteur de revendications politiques plus assumées. Le début des années 2000, particulièrement au travers de la seconde *Intifâda* que nous évoquerons plus tard, est un moment de flottement dans l'histoire du pouvoir politique palestinien, avec une ANP en perte de crédibilité, et des ONG telles *PARC* prenant de plus en plus d'espace au sein de la société palestinienne en termes de fourniture de services et de mise en place de réseaux de liens. Cette situation de vide et de concurrence entre ces deux types d'acteurs a précisément constitué le terreau d'une brève repolitisation palestinienne :

« Toute la [...] bataille sur le partage du pouvoir, mine de rien, ça a obligé les gens à se positionner un peu. Et donc ça a recréé à une époque du débat. Parce qu'en fait, au moment où - 1994-1995-1996 - tout le monde y croit, jusqu'au massacre d'Hébron [...]. C'est probablement le moment où il y a une dissociation entre les Palestiniens et l'Autorité palestinienne, je pense que c'est à partir de ce moment là où il y a vraiment un truc qui se casse. Il n'y a rien qui avance [...]. Et en fait, à un moment les Palestiniens se retrouvent sans [...] leadership quel qu'il soit. Et effectivement les ONG [...] palestiniennes elles rentrent à fond, et puis c'est le golden age de *PARC* & co. [...] Mais à un moment ils se sont vraiment positionnés [...], il y a eu une bataille entre [les ONG d'un côté et] OLP et puis Fatah [en se disant :] "bon ben vu que voilà vous, il se passe rien, nous on va faire". Et c'est comme ça qu'on se retrouve avec des candidatures de Barghouti aux présidentielles »³²².

Mustafa Barghouti, fondateur et membre de nombreuses ONG en Palestine, dont l'*Union of Palestinian Medical Relief Committees*, annonce la création en 2002 de l'Initiative Nationale Palestinienne (INP). Voulue comme l'expression d'une nouvelle gauche issue du militantisme des ONG, aux allures tiers-mondistes³²³, ce nouveau parti s'est retrouvé en seconde position aux élections présidentielles de 2005 avec près de 20% des suffrages exprimés³²⁴, mais s'est essoufflé avec le temps, et n'est pas plus audible qu'un autre parti de nos jours. L'expérience de son émergence sur la scène politique palestinienne et de la campagne qu'il a réalisée pour ces élections, aura été, selon Caroline Abu Sa'da, l'exemple typique du phénomène de repolitisation des Palestiniens passant par les ONG à cette période. Néanmoins, et comme nous le détaillerons plus loin à la lumière de la seconde *Intifâda*, il semble qu'il s'agissait plus d'un soubresaut que d'une réelle phase de prise de relais sur la scène politique de la part des ONG.

Par ailleurs, un autre élément est ici important pour comprendre la relation conflictuelle de l'AP aux ONG, ainsi que l'évolution de ces dernières entre l'avant et l'après-Oslo : la question des fonds, alors même que l'Autorité palestinienne devient rapidement un acteur économique palestinien majeur.

1.2 : Une compétition acharnée pour l'accès aux fonds

« La force économique de l'AP n'est donc que très relative, dans la mesure où elle dépend de ses rapports avec Israël et les pays donateurs : l'AP entretient un réseau de clientèle, mais elle est elle-même un client d'Israël et des pays occidentaux, dépendant de la perception de la manne financière venue de l'extérieur, et à ce titre en concurrence directe avec les ONG »³²⁵.

Le tissu associatif palestinien représente dans les années 1990 quelques 1'500 organisations de différentes tailles, employant environ 20'000 à 30'000 personnes³²⁶. En gardant à l'esprit que ces chiffres ne prennent pas en compte les ONG internationales, on peut affirmer que ce secteur est relativement important en termes d'emplois. Si l'on

³²¹ *Ibid.*, p. 7.

³²² *Entretien n° 1*, Caroline ABU SA'DA, Genève, 28.05.2020, 23'37-24'49, 27'47-28'07.

³²³ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 194.

³²⁴ Jacques DUBART, « Dossier Palestine : Entre Fatah et Hamas, une gauche qui survit » [en ligne], *op. cit.*, partie IV par. 3.

³²⁵ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, *op. cit.*, p. 117.

³²⁶ Denis J. SULLIVAN, « NGOs in Palestine : Agents of Development and Foundation of Civil Society », *op. cit.*, p. 94.

ajoute à cela les infrastructures, le matériel ainsi que les projets d'aide et de développement lancés sur le terrain, on comprend aisément que les ONG sont d'importants récipiendaires de l'aide internationale.

Ce système d'aide humanitaire est cependant d'emblée limité. Au même titre que l'économie palestinienne est étroitement intégrée à l'économie israélienne dont elle dépend dangereusement, l'aide internationale est également soumise à cette asymétrie économique. De fait, les fonds versés, ainsi que toutes formes d'aides en direction des Palestiniens, transitent nécessairement par Israël, ce qui lui donne *de facto* un droit de regard, et donc une forme de pouvoir sur ceux-ci. C'est dans le même temps, à en croire Baha, une importante source de bénéfices pour cet État:

« There are so many people around the world who are desperate to provide support to the Palestinian people, that the easiest way to provide support for oppressed and destroyed people is [...] usually cash. [...] There are few studies about the financial impact of palestinian NGOs on the Israeli sector, you know, on the Israeli economic sector. And it's phenomenal, like, so much of the money that is spent in the State of Israel, by UNRWA for example. [...] It's like, think about it : you want to send a bag of rice to a Palestinian family in Gaza, right. That bag of rice comes from somewhere, is stored in Israel, transported by israeli vehicles, stored on israeli grounds outside of Gaza. Like all of this is finances, right. [...] To provide a Palestinian with a bag of rice, you have to pay so much money for the Israelis to allow that, like, practical or logistic expenses, you know. To allow that bag of rice to happen here, you know. So, for the State of Israel, there are benefits of like humanitarian aid for the Palestinians and the State of Israel itself, which created the humanitarian crisis to begin »³²⁷.

Avant le processus de paix d'Oslo et la naissance de l'ANP, les ONG palestiniennes étaient les bénéficiaires de la majorité de l'aide financière versée aux territoires. Si l'on compte dès 1948 quelques donateurs internationaux comme l'organe onusien de l'UNRWA³²⁸, certains consulats et autres soutiens stratégiques (ex. l'aide soviétique aux ONG marquées à gauche), cette aide provient principalement d'acteurs régionaux (États arabes et Ligue arabe, OLP, diaspora, ...) jusqu'en 1987. Elle se compte alors en centaines de millions de dollars, et malgré les visées politico-stratégiques que l'on peut légitimement soupçonner derrière chaque don, il semble que « ces donateurs sont souvent peu regardants quant à l'utilisation des fonds, [laissant] une autonomie considérable aux associations et comités [bénéficiaires]. L'objectif affiché par ces financeurs demeure celui du combat contre l'occupation »³²⁹. Cet état de fait tend néanmoins à changer dès la fin des années 1980, qui voit l'entrée en scène d'un nombre exponentiel de bailleurs de fonds occidentaux, que l'on retrouve bien souvent dans le camp pro-Oslo quelques années plus tard. L'idée n'est plus alors de financer le combat pour la libération nationale, mais bien un processus de paix à venir, porteur d'espoir³³⁰.

Ce processus de paix s'inscrit dans la période succédant à l'effondrement du bloc soviétique - soutien inconditionnel des partis politiques et des ONG ancrées à gauche -, et à la guerre du Golfe qui a plongé l'OLP dans une sérieuse crise financière (notamment en raison du soutien apporté par Yasser Arafat à Saddam Hussein), la contraignant elle aussi à réduire les aides qu'elle versait à certaines organisations dans les territoires. De fait, « cette situation moribonde et les débuts du "processus de paix" [ont] conduit nombre d'ONG palestiniennes à se tourner vers d'autres bailleurs de fonds, qu'il s'agisse des ONG internationales ou des pays parrains du "processus de paix" »³³¹. Dans une décennie 1990 caractérisée par un changement global de rhétorique prônant le développement économique et politique, ces nouveaux donateurs - majoritairement occidentaux - se distinguent par une certaine mise sous condition de l'aide qu'ils accordent, comme nous le verrons plus tard. Toujours est-il que les ONG palestiniennes ont dû, à cette période déjà délicate pour elles, s'adapter aux exigences de ces nouveaux bailleurs de fonds, parmi lesquelles une certaine dépolitisation de leurs activités, pour espérer survivre.

Cependant, l'arrivée de l'Autorité palestinienne a bouleversé cette réorganisation de l'acheminement de l'aide internationale. En effet, « just as many had learned this new set of skills, the PNA emerged and attracted significant international pledges of aid. Many donor states reasoned that the Ministries of Health, Education, Social Affairs, and Agriculture would now assume the services provided by NGOs. International funds for Palestinian NGOs

³²⁷ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'11'33-1'13'27.

³²⁸ Benoît CHALLAND, « The Evolution of Western Aid for Palestinian Civil Society: Bypassing Local Knowledge and Resources », in *Middle Eastern Studies*, 05.2008, vol. 44, n° 3, p. 407.

³²⁹ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 122.

³³⁰ *Ibid.*, p. 123.

³³¹ *Ibid.*, p. 118.

dropped precipitously »³³². On considère alors que les ONG étaient très utiles du temps où il n'y avait pas d'appareil étatique pour fournir aux populations locales les biens et services de première nécessité, mais que les accords d'Oslo et l'Autorité palestinienne nouvelle-née vont changer la donne. Inévitablement, dès 1996 une grande partie de l'aide internationale aux ONG se voit donc arrêtée et redirigée vers les institutions de l'ANP, ou du moins menacée de l'être sous peu³³³. En 1996, ces dons ne consistent plus qu'entre 60 et 90 millions de dollars - contre 170 à 240 millions au début de la même décennie³³⁴ -, alors que l'Autorité palestinienne en reçoit 500 millions.

Mais étant donné le contexte dans lequel fut créé le proto-gouvernement palestinien, il n'était pas appelé à améliorer considérablement les conditions de vie de sa population. La situation générale d'occupation, la corrélation étroite de l'économie palestinienne à l'économie israélienne avec ses conséquences naturelles, et finalement le peu d'autonomie et de marge de manœuvre que l'on a bien voulu lui concéder, n'ont pas permis à l'ANP de mettre en place des institutions suffisamment stables, solides et fonctionnelles pour répondre pleinement aux besoins des Palestiniens, ne serait-ce qu'en termes d'accès à l'eau. Les ONG, à ce titre, ont donc conservé un rôle très important, notamment du fait de leur ancrage plus ancien sur le terrain.

« For years, the Palestinian struggle in the West Bank and Gaza Strip took the form not only of popular resistance against the occupation but also of collective efforts to deliver, often free of charge, an array of relief and developmental services not provided by the Israeli government. Even today, a year and a half after the establishment of the Palestinian Authority (PA), Palestinian nongovernmental organizations (PNGOs) still account for the majority of services in the West Bank and Gaza Strip. Providing health care, education and training, agriculture extension, housing assistance, human rights and legal aid, charity/welfare, technical assistance, and so on, they are run by church groups, Islamic charitable organizations, voluntary associations, women's committees, political groups, and independents. Their diversity embodies a strong element of political pluralism and constitutes an important component of emerging civil society »³³⁵.

Peu à peu, et particulièrement dès la seconde *Intifâda*³³⁶, certains donateurs ont fait le choix de se tourner à nouveau vers le secteur des ONG de développement, ce qui a permis un certain rééquilibrage des sommes mises à disposition entre l'AP et les ONG. Néanmoins, la concurrence de ces deux acteurs majeurs pour l'accès aux fonds internationaux a perduré, complexifiant plus encore leurs relations, et desservant nettement le mouvement national. Depuis Oslo, l'ANP et les ONG s'échangent fréquemment des accusations de mésusage des fonds, comme en témoigne la campagne lancée en 1999 par l'Autorité palestinienne³³⁷, ou les discours critiques pour corruption qu'opposent régulièrement les ONG à l'appareil étatique palestinien³³⁸.

Suivant la même logique qui a poussé l'Autorité palestinienne à tenter d'encadrer politiquement les ONG (loi sur les ONG, création d'un ministère des ONG, ...), cette dernière a également eu des velléités de contrôle des sommes perçues par ces ONG. Si ces fonds étaient bien moins conséquents que ceux versés à l'ANP - on parle d'un rapport de 8 à 10 en 1998³³⁹ -, ils échappaient à la surveillance de cette dernière³⁴⁰, qui cherchera à obtenir ce droit de regard via sa loi de 1995 concernant la régulation et le statut des ONG. Bien qu'elle n'ait finalement pas été adoptée, et qu'un compromis ait été trouvé entre les acteurs associatifs et l'Autorité palestinienne, on note cette volonté persistante de l'appareil d'État à placer les ONG sous contrôle. « Given the cost-efficiency flexibility, and innovation shown by much of the NGO sector - as well as its broader contribution to a pluralistic Palestinian society - its weakening is a source of concern »³⁴¹, mais semble justement plus que nécessaire à l'ANP. Cette concurrence pour l'accès aux fonds est donc intimement liée à la lutte d'influence, de légitimité et de représentation

³³² Nathan J. BROWN, *Palestinian Politics after the Oslo Accords. Resuming Arab Palestine*, Berkeley, University of California Press, 2003, p. 152.

³³³ Denis J. SULLIVAN, « NGOs in Palestine : Agents of Development and Foundation of Civil Society », *op. cit.*, p. 94.

³³⁴ Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », *op. cit.*, p. 85.

³³⁵ Denis J. SULLIVAN, « NGOs in Palestine : Agents of Development and Foundation of Civil Society », *op. cit.*, p. 93.

³³⁶ Benoît CHALLAND, « Civil Society, Autonomy and Donors: International Aid to Palestinian NGOs », in *European University Institute RSCAS Working Papers*, 2006, n° 20, p. 10.

³³⁷ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, *op. cit.*, p. 117.

³³⁸ Caroline ABU-SA'DA, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », *op. cit.*, p. 228.

³³⁹ Jamil Hilal, Rema HAMMAMI et Salim TAMARI, « Civil Society in Palestine "Case Studies" », in *European University Institute RSCAS Working Papers*, 2001, n° 36, p. 15.

³⁴⁰ Nathan J. BROWN, *Palestinian Politics after the Oslo Accords. Resuming Arab Palestine*, *op. cit.*, p. 152.

³⁴¹ Rex BRYNEN, « Buying Peace ? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », *op. cit.*, p. 85.

politique palestinienne opposant ces deux acteurs de la société palestinienne depuis la création de l'ANP et le retour des cadres de l'OLP dans les territoires.

« C'est par nécessité que l'AP a dû travailler avec les ONG et les intégrer au processus de construction étatique. Il s'agissait aussi pour le noyau dirigeant de l'AP de tenter de mettre sous surveillance, sinon sous tutelle, des éléments parfois peu dociles du mouvement de libération nationale. Mais l'incapacité de la direction palestinienne à accepter un réel partage des responsabilités et/ou à laisser une certaine autonomie à des structures qui préexistaient aux Accords d'Oslo l'a empêchée de parvenir à ses fins. L'AP n'a pas pu, ou n'a pas su, imposer son autorité à l'ensemble des ONG des territoires palestiniens. Toutefois, celles-ci n'ont pas été un adversaire réellement menaçant, puisqu'elles ont accepté de faire des compromis, que ce soit sur les finances ou sur la législation des associations »³⁴².

2/ La loi des bailleurs de fonds

« Sur le long terme, les ONG sont responsables envers leurs donateurs, pas envers les gens parmi lesquels elles travaillent. Elles sont ce que les botanistes appelleraient un indicateur d'espèce. Plus la dévastation causée par le néolibéralisme est importante, plus elles prolifèrent. Rien n'illustre cela de manière plus poignante que les États-Unis s'apprêtant à envahir un pays et préparant simultanément les ONG à s'y rendre pour nettoyer les dégâts »³⁴³.

L'un des problèmes majeurs de l'aide internationale est que bien souvent, elle n'est pas, directement du moins, concédée à sens unique, et que les projets qu'elle permet ne viennent pas seuls. Ils s'accompagnent, comme nous allons le voir désormais, d'insidieuses transformations politiques, idéologiques, sociales...

2.1 : La rhétorique du développement et la réorientation vers le post-conflit

« Je proposerais donc de définir le "développement" [...] comme l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs.

En un sens, le développement n'est pas quelque chose dont il faudrait chercher la réalité (ou l'absence) chez les populations concernées, contrairement à l'acception usuelle. Tout au contraire, il y a du développement du seul fait qu'il y a des acteurs et des institutions qui se donnent le développement comme objet ou comme but et y consacrent du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle. C'est la présence d'une "configuration développementaliste" qui définit l'existence même du développement.

On appellera "configuration développementaliste" cet univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables »³⁴⁴.

Cette définition du développement est cruciale pour notre étude, car dès les années 1990, cette notion prend une place centrale dans les discours de la communauté internationale et des bailleurs de fonds à propos de la Palestine. La période ouverte par le processus de paix engendre une amplification de l'aide dans les territoires palestiniens, avec pour objectif majeur leur développement en accord avec Oslo. On dénombre près de 130 organisations étrangères donatrices en Palestine au cours des années 1990³⁴⁵. Que l'on évoque les fonds alloués à la mise en place d'une Autorité palestinienne solide et fonctionnelle, ou ceux toujours destinés au secteur associatif, cet objectif reste le même : celui d'une consolidation du processus de paix. Cette nouvelle conception prend racine dans la logique néolibérale sous-tendue par le Protocole de Paris, qui vise à faire passer la paix par une coopération économique accrue et l'instauration d'une zone de libre-échange dans la région.

« C'est dans ce contexte que s'est progressivement imposée l'idéologie développementaliste. Elle se traduit notamment par une conception de l'aide très répandue chez les bailleurs de fonds internationaux selon laquelle les États ou sociétés récipiendaires ont un "retard" économique, social, institutionnel à rattraper. Dans ce cadre, nombre de

³⁴² Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 103.

³⁴³ Arundhati ROY, « Les périls du tout-humanitaire » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 10.2004, n° 607, par. 7, <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/10/ROY/11569>.

³⁴⁴ Jean-Pierre Olivier DE SARDAN, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala Éditions, 1995, pp. 13-14.

³⁴⁵ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », op. cit., p. 348.

donateurs entendent s'appuyer sur les ONG pour mettre en place des projets de développement locaux. Les réseaux et l'implantation des ONG dans les villes, villages et quartiers leur confèrent en effet un rôle particulier dans la concrétisation de tels projets »³⁴⁶.

Les ONG représentent en effet, de par leur ancrage géographique et social largement développé dans les territoires occupés depuis la première *Intifâda*, une porte d'entrée privilégiée pour tous les donateurs souhaitant apporter leur pierre à l'édifice d'Oslo. Seulement, on observe bien rapidement que « dans le cas palestinien, cette idéologie développementaliste se singularise par un refus de penser l'occupation comme l'une des causes essentielles de l'arriération économique et institutionnelle »³⁴⁷.

Ce changement de la perception de la situation en Palestine est progressivement devenu la logique sous-tendant l'aide internationale inondant les territoires post-Oslo. On peut en comprendre la nature comme suit : « la "période d'interim" qui suivit immédiatement Oslo et devait durer jusqu'aux négociations sur le statut final ne fut pas reconnue par nombre de donateurs et d'organisations internationales comme le *début* d'un processus de décolonisation ; la situation dans les Territoires palestiniens était déjà analysée comme relevant plutôt du "postconflit" que du conflit. Cette évaluation eut un impact énorme sur l'aide fournie par les donateurs quant à la conception et à la méthode : d'abord, on passait du *cycle* conflictuel à la *linéarité* postconflictuelle ; ensuite, les organismes d'assistance et les organisations internationales se présentaient en tant que médiateurs "neutres", c'est-à-dire structurellement ignorants des racines du conflit et de sa nature coloniale »³⁴⁸.

Une fois Oslo passé, il est donc question de considérer la situation dans les territoires occupés comme relevant du post-conflit, nécessitant alors - en théorie - une action centrée sur le développement uniquement³⁴⁹. Ce changement s'opère dans un contexte où, comme nous l'avons évoqué plus tôt, les fonds à destination du secteur associatif tendent d'abord à s'amenuiser avec la création de l'ANP et la redirection de l'aide à ses institutions en construction. Ainsi, une grande partie des ONG dans les territoires n'ont eu d'autre choix pour survivre que de se plier aux exigences des nouveaux bailleurs de fonds, quand d'innombrables autres se sont créées au même moment, profitant de la brèche financière qui s'est ouverte avec Oslo. Cette nouvelle dépendance aux bailleurs de fonds extérieurs est flagrante lorsque l'on observe les chiffres : si, en 1999, 46,8% des ONG palestiniennes dépendaient des fonds externes lorsque 28,8% d'entre elles vivaient de leur propre génération de revenus, et 10,8% de l'aide locale, la balance s'inverse au cours des années 2000. On compte alors en 2008 78,3% des ONG palestiniennes dépendantes de l'aide extérieure, contre seulement 12,4% générant leurs revenus, et 5,3% vivant de dons locaux³⁵⁰.

Les accords d'Oslo sont donc d'abord le facteur d'une double évolution de la partie du secteur associatif qui en a joué le jeu. « Quantitative, puisque beaucoup d'ONG se sont créées par "opportunisme", la manne financière étant beaucoup plus importante en provenance des pays européens. Qualitative, dans la mesure où étaient prises en compte les nouvelles conditions politiques issues des Accords d'Oslo »³⁵¹, devenus catalyseurs des soutiens financiers et matériels provenant de la communauté internationale. Pour Baha Hilo ces fonds étrangers ont en effet rapidement représenté un attrait incomparable par rapport aux fonds locaux et régionaux pour les organisations :

« NGOs and leftwing activists who are in NGOs, they neglected local resources, because it's limited compared to foreign resources. [...] It's not that they prefer foreign resources. When you have like governments around the world who are willing to help you, like the EU can give you about a million dollars, what kind of Palestinian person can give you a million dollars ? You know. It's much easier to go to the EU »³⁵².

Mais ces accords, et la dépendance des acteurs associatifs et de l'ANP aux fonds étrangers qui en découle, portent aussi un risque bien connu dans les cas d'ONG-isation d'une société. De fait, dans un contexte où la composition des dons change de nature, plaçant au premier plan les aides gouvernementales occidentales, il semble logique que les ONG, auparavant largement soutenues par des organisations de solidarité³⁵³, soient susceptibles de changer.

³⁴⁶ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., pp. 105-106.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 106.

³⁴⁸ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », op. cit., pp. 254-255.

³⁴⁹ Linda TABARI et Sari HANAFI, « Le rôle des ONG pendant la deuxième Intifada », op. cit., p. 47.

³⁵⁰ Alaa TARTIR et Joseph DE VOIR, *Tracking external donor funding to Palestinian non governmental organizations in the West Bank and Gaza strip 1999-2008*, Jerusalem | Ramallah, Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), 2009, p. 32.

³⁵¹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., pp. 31-32.

³⁵² Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 35'55-36'33.

³⁵³ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », op. cit., pp. 348-349.

C'est à dire qu'en devenant progressivement économiquement dépendantes de ces nouveaux donateurs, dont le rôle n'est ni anodin, ni apolitique, ces organisations s'exposent à en devenir politiquement dépendantes également. Si l'on considère que les donateurs « are not just institutions that make funding available to implementing organisations, but they are also the vehicles of certain conceptions of development and of aid that vary across time »³⁵⁴, il apparaît que cette conception post-conflit s'est insinuée dans les territoires via les ONG, qui ont dû l'intégrer à leur agenda d'activités pour conserver l'aide des bailleurs. Cette dépendance n'est pas sans rappeler celle déjà évoquée de l'Autorité palestinienne vis-à-vis des dons internationaux depuis sa mise en place.

« C'est dans un contexte de "construction étatique" en situation coloniale, et de dépendance structurelle de l'AP et des ONG palestiniennes à l'égard de l'aide internationale que le pouvoir symbolique et financier des bailleurs de fonds s'est consolidé. La perception ["post-conflit"] qu'ont ces derniers de la réalité sociale – c'est-à-dire la réification de la signature des accords d'Oslo en 1993 comme rupture historique à partir de laquelle l'antagonisme entre Palestiniens et Israéliens cède la place au partenariat dans le processus de paix – s'impose ainsi aux bénéficiaires locaux de l'aide au nom de l'objectif de "promotion de la paix et du [développement]". En ce sens, le discours dominant des bailleurs internationaux occulte la réalité coloniale en Palestine et prend appui sur une "réalité [virtuelle]", selon laquelle l'établissement de l'AP constituerait un aboutissement de la souveraineté palestinienne »³⁵⁵.

Il semble donc que les espoirs placés dans Oslo et dans l'Autorité palestinienne naissante aient été le moteur de l'ONG-isation de la société palestinienne, et que la potentialité de leur réussite ait suffi à façonner la réorientation de toute l'aide internationale. Il en résulte que cette aide versée est « fondée sur l'hypothèse d'un conflit en train de se terminer, alors même que le conflit a repris [quelques années plus tard avec la seconde *Intifāda*]. Les chantiers de développement ne comportent pas le moindre dispositif d'urgence en cas d'aggravation de la crise »³⁵⁶. Comme nous le verrons plus tard, cette nouvelle conception de la situation des territoires à laquelle l'aide internationale et les organisations sont conditionnées va avoir un impact très négatif tant sur le secteur des ONG que sur le mouvement national palestinien, qui se trouvera de nouveau bouleversé dès l'éclatement de la seconde *Intifāda*.

Sans rentrer dans les détails de l'instrumentalisation de la société civile par la domination croissante des bailleurs de fonds via l'intermédiaire des organisations internationales et non gouvernementales - qu'expliquent très bien nombre de chercheurs de nos jours³⁵⁷ -, il est important pour nous d'évoquer ce phénomène, ainsi que certains de ses impacts sur le secteur associatif et le mouvement national palestiniens. On évoquera ici l'émergence d'une nouvelle élite au sein du secteur associatif, sa professionnalisation, et sa progressive dépolitisation.

2.2 : Vers l'élitisation et la professionnalisation du secteur associatif

« La répartition entre ONGP semble se faire de la manière suivante : il y a plus d'organisations de charité, *charitables societies*, à Gaza et plus d'ONG tournées vers le culturel ou le développement durable en Cisjordanie. Cela peut s'expliquer par l'existence d'un réseau dense de solidarité, en partie entretenu par des organisations liées aux mouvements islamistes. Certains dirigeants d'ONGP, en Cisjordanie, expliquent cette différence par le fait que les habitants de la Cisjordanie sont plus éduqués que ceux de Gaza, ce qui expliquerait que le phénomène associatif s'est plus développé ici que [là-bas.] La religion n'est donc pas considérée comme facteur de clivage entre la Cisjordanie et Gaza, il s'agit plutôt d'une question de classes sociales. Une classe moyenne très éduquée présente dans les zones urbaines de Cisjordanie est ainsi à l'origine de ce développement considérable du phénomène associatif. [...] Le mécanisme d'allocation des fonds a, de plus, favorisé une élite urbaine anglophone (la plupart des programmes de formation et d'éducation sont publiés dans cette langue), issue de l'enseignement privé ».³⁵⁸

Le secteur associatif palestinien est, déjà quelque temps avant Oslo, extrêmement diversifié dans sa composition, et présent dans tous les domaines de la vie civile palestinienne. « The scope and size of this sector attests to the historical importance of NGOs as a response to occupation and statelessness »³⁵⁹. Si nous ne souhaitons pas ici étudier chacune des variantes associatives du vaste secteur des ONG palestiniennes, nous allons néanmoins nous

³⁵⁴ Benoît CHALLAND, « Civil Society, Autonomy and Donors: International Aid to Palestinian NGOs », *op. cit.*, p. 4.

³⁵⁵ Sbeih SBEIH, « Les projets collectifs de développement en Palestine : Diffusion de la vulgate néolibérale et normalisation de la domination », in *Civil Society Review*, 09.2018, n°3, pp. 2-3.

³⁵⁶ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », *op. cit.*, p. 255.

³⁵⁷ Sbeih SBEIH, « Les projets collectifs de développement en Palestine : Diffusion de la vulgate néolibérale et normalisation de la domination », *op. cit.*, p. 1.

³⁵⁸ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifāda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, pp. 4-5.

³⁵⁹ Rema HAMMAMI, « NGOs : the professionalization of politics », in *Race & Class*, 1995, vol. 37, n° 2, p. 53.

concentrer sur deux catégories que nous avons évoquées plus tôt. Il s'agit de distinguer les associations caritatives des ONG de développement, dont les différences sont observables à de nombreux niveaux, et ne vont cesser de s'accroître avec le processus de paix.

À l'origine, les associations caritatives sont la composante majeure du tissu associatif palestinien. Basées sur une vieille élite conservatrice, elles représentent, à l'aube de la création de l'État d'Israël et jusqu'en 1987, l'ordre établi des notables régnant sur la politique palestinienne³⁶⁰. Elles sont reconnaissables à une structure et à un fonctionnement traditionnels dépendant de leurs bénévoles, à un champ d'activité restreint à l'aide d'urgence, souvent orienté vers les plus démunis, et sont assez proches de l'Autorité palestinienne³⁶¹. Parmi elles, les plus socialement ancrées et les plus actives en termes d'aide à la population sont celles qui sont liées aux mouvances religieuses, voire islamistes, comme le Hamas, qui s'est illustré dès sa création par son impressionnant capital caritatif. Agissant le plus souvent en suivant le *Zakat*, que l'on interprète comme l'aumône, l'un des piliers de l'Islam, « their dedication to the needs of the poor and the marginalized, often in sharp contrast to self-serving and disinterested state and religious establishments, significantly contributes to their political appeal »³⁶².

C'est précisément sur la base de toutes ces caractéristiques façonnant cet associatif « traditionnel »³⁶³ que l'on peut lui opposer les ONG de développement. Ayant émergé plus tard dans la société palestinienne, celles-ci viennent, dès 1987, mais surtout après Oslo, se confronter aux associations caritatives à plusieurs niveaux. Tout d'abord, dans les années 1980 - époque de leur expansion majeure -, elles regroupent une nouvelle élite décrite comme suit :

« The new elite, which rose to prominence in the 1980s, came from a different social class as its notable counterpart. The new elite was not a landowning class and its members were more likely to be from villages, refugee camps and small towns than from urban centers. Because it came from a lower social class, the new elite was much more extensive than the old one. In large measure because it came from a different social class, the new elite promulgated an ideology different from that of the old elite »³⁶⁴.

On parle alors de Palestiniens qui se distinguent par leur engagement dans les comités populaires de la première *Intifâda*, bien souvent ancrés à gauche, ayant soif de changements sociaux, et qui, pour une partie d'entre eux, y reconvertissent leur capital militant. Dans les années 1990, c'est toute une part de l'opposition politique au processus d'Oslo et donc à l'OLP d'Arafat qui investit un tissu des ONG alors en pleine transformation, répondant à un appel tout autre, qu'Oslo et la communauté internationale ont érigé en objectif suprême : le développement. Petit à petit, et comme nous le verrons ci-après, les exigences des bailleurs de fonds vis-à-vis des ONG transforment le paysage associatif, ainsi que les personnes qui le composent. On trouve de plus en plus d'intellectuels et de personnes issues d'une classe moyenne éduquée, et leurs leaders sont « plus jeunes, en majorité plus diplômés et maîtrisant au moins une langue étrangère. Beaucoup d'entre eux ont étudié à l'étranger. [Cela suppose] que les fondateurs disposent d'un minimum de niveau scolaire et d'atouts socio-économiques qui leur permettent de disposer de réseaux au sein de l'administration et de la [société] »³⁶⁵.

Ce phénomène a été confirmé à maintes reprises au cours de notre enquête de terrain. Pour Cody O'Rourke, on retrouve en effet dès le lendemain d'Oslo une certaine population dans les ONG : « There's a very specific class of people that can work with inside of the NGO industry. These are generally people who are gonna be like highly skilled, meaning that they were able to go to school - a lot of Palestinians are not afford that opportunity -. You know the people that can speak two or three languages - not everyone's been able to like afford the amount of time to be able to do that, right »³⁶⁶.

³⁶⁰ *Ibid.*, p. 53.

³⁶¹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., pp. 60-62.

³⁶² *Islamic Social Welfare Activism In The Occupied Palestinian Territories: A Legitimate Target?*, International Crisis Group, 02.04.2003, p. 3.

³⁶³ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 60.

³⁶⁴ Glenn E. ROBINSON, *Building a Palestinian State : the Incomplete Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1997, p. 12.

³⁶⁵ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 62.

³⁶⁶ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 27'35-27'54.

Il y a en quelque sorte une élitisation du personnel des ONG qui se dessine à mesure que celles-ci s'enlisent dans leur rapport de clientèle et de dépendance aux bailleurs de fonds. D'ailleurs, les plus enracinées aujourd'hui - et au final, celles qui perdurent le mieux - sont celles qui sont parvenues à adopter le langage des bailleurs de fonds, et à cultiver cette relation à la communauté de l'aide internationale. Cela se traduit par la concentration des activités de ces ONG dans le développement de questions en vogue dans les sociétés occidentales telles que la bonne gouvernance, la démocratie, l'égalité des genres, l'environnement, ou la société civile, dont l'exemple est à ce titre révélateur.

« Programmes and projects concerning the promotion of civil society, as implemented through the interaction between western donors and local NGOs, tend to have a differentiated and hence exclusionary impact upon the civil societies receiving countries, especially in the Arab-Muslim worlds. [...] In a catchphrase, only these civil society organizations having the means to sell themselves under the accepted label of "NGOs" will be successful in their interaction with international donors and their quest to receive funding for their activities »³⁶⁷.

Les ONG de développement donc, largement encouragées par le système d'aide et l'idéologie post-conflit développementaliste amené par Oslo, ont naturellement de bien meilleures relations aux donateurs que les associations caritatives. Ces dernières n'ont en effet pas su s'adapter aux besoins d'une société palestinienne en bouleversement, ni à la logique nouvelle de la loi des bailleurs de fonds, avec qui elles entretiennent d'ailleurs de piètres - voire inexistantes - relations³⁶⁸. On observe alors un déséquilibre entre des associations caritatives en quelque sorte exclues, et des ONG de développement privilégiées au *prorata* de leur habileté à manier le discours des bailleurs et à se conformer à leurs attentes.

Cette fragmentation des composantes du secteur associatif palestinien s'observe également au niveau des qualifications de leurs membres, qui change aussi avec Oslo et l'entrée en scène des bailleurs de fonds. Si la plupart des associations caritatives fonctionnent grâce au bénévolat et avec peu de personnel qualifié, il en va tout autrement pour les ONG de développement, qui sont le théâtre d'un phénomène global de professionnalisation depuis les années 1990. Dans le sillage d'Oslo, et dans la continuité de la transformation des comités populaires en ONG, celles-ci « entrent dans un processus de professionnalisation et se transforment progressivement en grandes institutions à caractère bureaucratique. Ces ONG sont de plus en plus dirigées par des équipes formées de cadres spécialisés et bien rémunérés [et se voient imposées] des structures administratives et financières plus complexes »³⁶⁹. Tendance caractéristique des bailleurs de fonds et des organisations qui en dépendent, cette professionnalisation est à replacer dans le paysage plus large de la réorientation précédemment mentionnée de la conception de la situation en Palestine vers le post-conflit, et le développement

« La professionnalisation "légitime" apparaît comme synonyme de l'ajustement des ONG aux normes des bailleurs et d'adoption de la nouvelle perception rationnelle et universalisée de la réalité palestinienne. Leur logique prépondérante est celle de la gestion et du professionnalisme associés à la "modernité", contrairement à la logique militante supposée "irrationnelle", dévalorisée et renvoyée au traditionalisme et au passé. [...] Derrière le discours de la professionnalisation, les militants sont marginalisés, et au nom du développement, les ONG élargissent leur champ d'activité en renforçant leur relation avec les bailleurs de fonds tout en reconfigurant l'action politique et militante »³⁷⁰.

Ne pouvant faire preuve d'exhaustivité, nous choisissons ici de nous concentrer sur deux des éléments-clefs de ce processus de professionnalisation afin de mieux l'appréhender : la bureaucratisation du secteur associatif, et la salarisation du militantisme. Tout d'abord, la bureaucratisation croissante encouragée par les donateurs complexifie l'action des ONG, et amenuise dramatiquement leur efficacité sur le terrain.

« Certain shift happened, and, in NGOs' world, like sometime you start on, you know, you fix a problem, and generally that's the beginning. You recognize a problem, and you want to solve that. So, what you are told is like "hey, in order to solve this problem the more efficiently, you have to build a bureaucracy, right, you have to have an office, you have to have staff, you have to have secretary, you have to have bills, you have to have..." . And all

³⁶⁷ Benoît CHALLAND, *The Power To Promote and To Exclude: External Support for Palestinian Civil Society*, Florence, European University Institute, 15.07.2005, p. 330.

³⁶⁸ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, *op. cit.*, p. 60.

³⁶⁹ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », *op. cit.*, p. 344.

³⁷⁰ Sbeih SBEIH, « Reconfiguration du politique par la professionnalisation associative. Le cas de deux associations palestiniennes », *op. cit.*, pp. 298-299.

this is running costs, right. So you start wanting to build this institution in order to solve the problem, and then, without you know, you are busy maintaining the institution that you built. And then, whenever you can, whenever there are extra resources, you spend the all resources on the problem. [...] We shifted from the kind of like socialist class [...] that existed before 1993, where when you recognize a problem, you collect resources and you work on solving it. Now, with the NGO-ization, what happens is that you recognize a problem, you go away, build an institution in order to solve that problem. So, by the time you're done building that institution the problem disappears. But, well, you have an NGO, you have an establishment, you have a bureaucracy, and you talk about that problem [...] Bureaucracy is always a problem. Bureaucracy does not solve problems, it reproduces them. And [...] this is the kind of circle, that like, the Palestinian Intelligentsia, the Palestinian like let's say intellectual elite [...] is stuck in [...]. They are stuck in a circle where they are in an NGO [which] is reproducing itself, maintaining itself »³⁷¹.

À plusieurs reprises au cours de notre interview, Baha présente l'ONG-isation de la société et de la résistance palestinienne comme une sorte de piège, dans lequel plusieurs de ses amis sont tombés. Plus largement, tous nos interviewés ont confirmé compter parmi leur entourage un nombre conséquent de Palestiniens ayant succombé à l'option d'*exit* que furent les ONG vis-à-vis des partis politiques dans les années d'Oslo. L'opportunité professionnelle et salariale représentée par les ONG est en partie responsable de ce que l'on entend ici comme piège, et constitue un autre élément capital de la professionnalisation de celles-ci.

« The difference is, when you are working for grassroots project, or like for social and public project, you are more like selfless, [...] you are more depending on the popular involvement of people. It's more from within, your conditions and rules are bind to those who are benefitting from the services of these movements. [...] NGOs, it kind of make this as a lifetime job, you don't have to be involved in anything else because you get paid for what you are doing through funders [...]. The NGO, [...] all this society, [...] was formed in a way that [...] you don't have to be selfless anymore, you don't have to work on different things, you can improve yourself for like 8 hours a day, to do what you are actually wanting to do. [...] In a way NGOs, like, is a body for employment, it's more like a job. Like most of people who work for NGOs, they apply to have a job, they don't apply to work on the target of the NGO. [...] Ask any, like, graduate from [...] Palestinian universities, and they're all looking for a job in an NGO, without really caring about what they do »³⁷².

Peu à peu, l'activité militante se voit donc dépossédée de son volet militant du fait de sa salarisation. Cette situation rappelle ce que l'on a observé à l'instauration de l'Autorité palestinienne, lorsque de nombreux Palestiniens ont trouvé dans les organes sécuritaires et administratifs de l'appareil d'État une situation professionnelle stable, leur permettant un train de vie confortable. Néanmoins, cela était conditionné à leur soutien au régime et conséquemment à l'abandon de toute forme de lutte pour la libération nationale. Le cas de l'ONG-isation de la société palestinienne semble se plier au même schéma de conditionnement, cette fois-ci mené par la loi des bailleurs de fonds. La majorité des Palestiniens que nous avons interviewés nous ont d'ailleurs confirmé que l'engagement dans les ONG n'était la plupart du temps pas motivé par la réelle efficacité de leur travail sur le terrain, mais plutôt par l'argent. Lorsque l'on interroge Baha quant aux motivations de ses amis ayant choisi de rejoindre une ONG post-*Oslo*, qu'elle soit palestinienne ou internationale, celui-ci répond :

« You would be shocked. People who are in those places, like people I know, whether they work for PA or work for NGOs, they know that the biggest impact, or the main felt impact of their work is on their bank account. They do that job because that's the only way for themselves to secure income, you know. But like, [...] when I used to work [in NGOs], I used to work in an environment where like people are somehow defeated. [...] [This is an] activism that believes that Palestine opens at 8 in the morning, closes at 3:30, israeli occupation has a week end, which are two days a week [...], ... everything that never existed in a struggle against oppression. [...] Money is income, and income is stability [...], and stability is what you need to continue to be actor [...] We no longer have like, social activists that will afford social activism, you know. [...] Like for you to protest you need to afford going to the protest, and those who can afford going, they afford going to the offices, not in the streets, you know »³⁷³.

On retrouve quelque part cette question de classes qui tараude le mouvement national palestinien dans ses formes de mobilisations post-*Oslo*. Il semble en effet que l'élite tant intellectuelle qu'économique appelée par le secteur

³⁷¹ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 36'41-38'11, 1'04'37-1'05'14.

³⁷² Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 51'52-53'16, 1'01'05-1'01'41.

³⁷³ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 48'47-49'24, 1'21'19-1'22'29.

des ONG, et formée et encouragée par celui-ci, trouve sa place dans une machine humanitaire bien huilée, formalisée et confortable. À ce titre, Baha identifie dans l'ONG-isation de la société palestinienne un nouvel outil de contrôle dont profite largement la puissance occupante : « if you want to succeed as an oppressor, you neutralize the intellectuals. [...] Who are the palestinian intellectuals ? They are not on the streets, you know. Oslo managed to create a very comfortable AC-ed office for them »³⁷⁴. La professionnalisation du secteur associatif palestinien via les ONG de développement peut finalement être résumée comme telle : « NGOs are among the few workplaces perceived to operate according to professionalism. They have thus become desirable workplaces for a new generation of middle class professionals who view NGO employment as a career path to more lucrative salaries and prestigious jobs in international organizations. Speaking English, dressing well and maintaining a nice office are all part of this new culture »³⁷⁵.

De cette salarisation et de cette formalisation des ONG en tant que plateformes d'opportunités professionnelles découle par ailleurs une forme de déplacement de l'engagement militant de certains Palestiniens. Pour Issa Amro, dans un contexte où l'argent disponible est sous le contrôle des bailleurs de fonds, « instead of fighting for the [Palestinian] cause, you fight to get your salary and you fight to keep your source of income »³⁷⁶. Il semble alors que le phénomène d'ONG-isation ayant mené à l'élitisation d'une partie du secteur associatif, et à la salarisation de ses acteurs, ait également poussé à une dépolitisation générale du tissu associatif palestinien dès la fin des années 1990, comme nous allons le voir dès à présent.

2.3 : Vers une dépolitisation du secteur associatif palestinien

« Pour être sûres que leur financement n'est pas mis en péril et que les gouvernements des pays dans lesquels elles travaillent vont leur permettre de fonctionner, les ONG doivent présenter leur travail d'une manière superficielle plus ou moins détachée du contexte politique ou historique, en tout cas d'un contexte historique ou politique dérangeant »³⁷⁷.

Très fréquent dans les situations d'ONG-isation des mouvements de masse, le cas de dépolitisation de ces derniers semble s'appliquer à la Palestine des ONG au lendemain d'Oslo. Le secteur associatif a ceci de particulier qu'il peut être justement considéré comme l'inverse d'un processus de dépolitisation. « Les ONG et les associations du monde arabe jouent de plus en plus le rôle d'acteurs politiques alternatifs se substituant aux modes d'expression politiques classiques. La crise qui affecte les partis politiques de ces pays et les contraintes qui pèsent sur l'exercice politique "normal" font que les associations et les ONG sont devenues des espaces privilégiés d'accès à l'espace public et politique. [...] Du fait des liens étroits que ces dernières entretiennent avec les pouvoirs publics sur le plan national et local, elles constituent des espaces de construction et de notabilités sociales et politiques et d'accès à l'espace public administratif et politique »³⁷⁸. Cela semble s'être vérifié dans le cas palestinien avec la brève repolitisation du secteur associatif au début des années 2000. Dans un contexte où l'Autorité palestinienne n'occupait pas son créneau, certaines ONG ont en effet avancé des revendications politiques de plus en plus poussées, allant, comme vu précédemment, jusqu'à la candidature de Mustafa Barghouti aux présidentielles de 2005. Ce phénomène faisait suite à une première phase de dépolitisation de la société palestinienne au travers de son secteur associatif :

« Le concept de repolitisation présuppose bien entendu un retour à de telles pratiques après un processus de dépolitisation, ce dernier étant explicable en termes de professionnalisation, de détachement d'une institution préalablement politisée (un parti politique, un syndicat, etc.) ou de requêtes par les bailleurs de fonds à la recherche d'un savoir technocratique ou de non-ingérence dans un champ national [tiers.] Le cas palestinien illustre parfaitement ces trois moments, si l'on pense que le monde associatif y était essentiellement politique entre 1967 et le début des années 1990 dans la mesure où il luttait ouvertement, en tant qu'extension des partis politiques, contre l'occupation israélienne, puis devint dépolitisé durant Oslo à cause des requêtes des bailleurs de fonds. Beaucoup parlent de repolitisation durant ces dix dernières années »³⁷⁹.

³⁷⁴ *Ibid.*, 1'22'31-1'22'48.

³⁷⁵ Rema HAMMAMI, « Palestinian NGOs Since Oslo: From NGO Politics to Social Movements? », in *Middle East Report*, 2000, n° 214, p. 27.

³⁷⁶ *Interview n° 1*, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 17'09-17'17.

³⁷⁷ Arundhati ROY, « Les périls du tout-humanitaire » [en ligne], *op. cit.*, par. 8.

³⁷⁸ Sarah BEN NÉFISSA, « Associations et ONG dans le monde arabe : vers la mise en place d'une problématique », *op. cit.*, p. 19.

³⁷⁹ Benoît CHALLAND et Caroline ABU-SA'DA, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes », *op. cit.*, pp. 4-5.

À la lumière de nos lectures et interviews, il nous semble que la phase de dépolitisation n'est pas terminée, même si l'on a pu assister à un bref phénomène de repolitisation du monde associatif palestinien au début des années 2000. Il apparaît plutôt que le secteur associatif ait continué de s'enfoncer dans une dépolitisation orchestrée par son lien étroit aux bailleurs de fonds, ainsi que dans une déconnexion vis-à-vis de la base populaire dont il était à l'origine issu. Cette dépolitisation n'est pas seulement liée à la professionnalisation du secteur associatif, mais également au changement de rhétorique sacralisant le développement et omettant la situation conflictuelle. « Le développement [occultant] le projet révolutionnaire de [libération, la] professionnalisation est ainsi associée à ce processus de remplacement et de légitimation de la nouvelle cause. Le développement lui sert de critère normatif et le droit international s'impose comme le nouveau cadre référentiel de l'action politique. Celle-ci, réduite au plaidoyer, est destinée à la "communauté internationale". Elle prend le pas sur l'ancienne stratégie palestinienne d'affrontement direct avec l'occupant. C'est ainsi que les acteurs de la "Palestine des bailleurs de fonds" considèrent comme inadéquat au "développement pour la paix" tout recours à la spécialisation qui maintiendrait une politisation au sens révolutionnaire. L'aide au développement constitue symboliquement et matériellement un gage de reconnaissance internationale de la bonne conduite du bénéficiaire : celui-ci est conforme à ce nouveau système de valeurs. Les "technocrates" y deviennent les hommes politiques par excellence »³⁸⁰.

En effet, il faut garder à l'esprit que les bailleurs de fonds, dont dépendent une grande majorité des ONG palestiniennes dès les années 1990, soutiennent largement le processus de paix d'Oslo, et allouent en conséquence leur aide financière dans l'optique de la réussite et de la consolidation de celui-ci. De même que l'Autorité palestinienne a vu cette même aide conditionnée à sa capacité à maintenir l'ordre dans les territoires, entre autres via une coopération sécuritaire accrue avec les autorités israéliennes, ces ONG ont rapidement dû adapter leur discours et leur champ d'action aux attentes des bailleurs. À ce titre, Ala Hilo raconte son expérience du monde des ONG, notamment celles financées par l'USAID (*United States Agency for International Development*) :

« Like, for example, working for USAID is very clear : "if you want to work for us" - like I worked for a USAID project, I'm not saying I'm not - "if you want to work for us, you have to sign the ATC". What's the ATC ? It's Anti-Terrorism [Certification]. [...] If you read through, it basically accuses all the work of resistance that is done, like between Palestinian political parties, or Palestinian, like, any kind of resistance. Like using violence against occupation is a terrorist attack, you know. You're not allowed to work with a school for example that has the name of a martyr. [...] Your beneficiaries are not allowed to be related to people who are working against occupation. It's so limited, it's basically like yeah, "you want to have a job with us and be paid by the end of the month ? You have to stop being Palestinian. You're not under occupation" [...]. And [...] when you work with United Nations for example, the whole idea [is] about like being apolitical. Like raising a Palestinian flag in an UNRWA school as a teacher would kick you out. Teaching the students about daily life with the occupation or bringing up something political to teach out of the curriculum would put you out under questioning. You have to be apolitical, you can't go to a demonstration if you're working with the United Nations. And the United Nations are actually the second employer, after the PA. [...] If you want to have your NGO here, first of all, you have to admit that you're apolitical. You can't belong to a political party »³⁸¹. Cet exemple est très représentatif de la manière dont le secteur associatif palestinien s'est dépolitisé de l'intérieur dès le lendemain d'Oslo, et de comment il s'est progressivement aligné sur la position des bailleurs de fonds quant à la situation dans les territoires.

D'autres chercheurs, à l'instar d'Alaa Tartir, avancent la théorie selon laquelle ce phénomène de dépolitisation tient directement au caractère néo-libéral sous-tendu par la logique d'Oslo et des bailleurs de fonds : « neoliberalism depoliticizes the situation in Palestine in a way that obscures the settler colonialism that has been and continues to happen (as well as the resistance to it), allowing it to continue, in a way, as if it is not really there because it has been depoliticized. This is the neoliberal logic—that politics doesn't matter, that this is not a political issue (or at least politics follows [economics]). [We] understand this depoliticization as a kind of erasure that takes a contested social, political, or economic issue and renders it invisible and inaccessible to debate. There is no need to debate these institutions and agendas because ["common sense"] says it is not up for debate because it is not really "there" »³⁸².

³⁸⁰ Sbeih SBEIH, « Reconfiguration du politique par la professionnalisation associative. Le cas de deux associations palestiniennes », *op. cit.*, pp. 298-299.

³⁸¹ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'01'43-1'04'21.

³⁸² Alaa TARTIR et Timothy SEIDEL, « The Rule of Power in Palestine: Settler Colonialism, Neoliberal Governance, and Resistance », in Alaa TARTIR et Timothy SEIDEL, *Palestine and Rule of Power. Local Dissent vs. International Governance*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, p. 6.

La vision post-conflit des territoires, induite par le système post-Oslo, a progressivement éladé les réelles causes de la piètre situation économique et politique dans laquelle les Palestiniens vivent, et a insidieusement vidé de son sens politique l'engagement dans les associations. Nous pouvons ainsi relier l'expérience d'Ala Hilo aux termes d'Alaa Tartir. En refusant aux Palestiniens travaillant dans les ONG une affiliation politique quelle qu'elle soit, ainsi que la simple mention du terme d'occupation israélienne, le leadership de ces organisations non gouvernementales, suivant les directives des bailleurs, déplace progressivement le focus. Et, s'il y a dans ce phénomène une forme d'éloignement des ONG vis-à-vis du registre du politique, on observe également, par la professionnalisation accrue de celles-ci, une prise de distance vis-à-vis des formations politiques, dont elles étaient pour la plupart issues dans les années 1970-1980 (ex. PARC et UPMRC). Le tissu associatif a alors perdu sa référence idéologique, et, dans son expansion, a contribué à fragiliser les acteurs politiques traditionnels, déjà très affaiblis dans les années 1990-2000 par leurs divisions et leur perte de crédibilité auprès de la population palestinienne. La concurrence de légitimité et de représentativité dans laquelle sont plongés le champ politique traditionnel palestinien, l'Autorité palestinienne et les ONG, ne va qu'aggraver cet état de fait, et, conséquemment, fragmenter plus encore un mouvement national palestinien empêtré dans une sérieuse crise, qui selon certains est à l'origine de la dépolitisation exponentielle du secteur associatif ³⁸³.

Cet éloignement de leur base originelle, et l'encouragement à occulter les racines politiques du cadre dans lequel elles opèrent, ont poussé ces ONG à se couper d'un autre pan essentiel de la société palestinienne : la masse populaire. À travers l'élitisation du personnel des ONG déjà évoquée, permise par une professionnalisation accrue et une salarisation importante, le monde humanitaire palestinien a perdu son lien fort à la population. « Ces cadres des ONG ont, en quelque sorte, créé une classe sociale, une classe moyenne plus proche de la communauté internationale que n'importe quel groupe social en Palestine. C'est une classe à part, qui s'est [créée] une sorte de réalité différente des autres groupes sociaux dans la mesure où son rapport au temps, à l'espace et à la mobilité est autre. Ses représentants ont généralement les moyens de circuler à la fois dans le territoire palestinien et à l'étranger, possédant cartes d'identité de Jérusalem ou passeports étrangers. Leur avenir est envisageable de manière plus sereine vu leurs conditions de vie, ce qui implique qu'ils peuvent avoir une vision de long terme dans un pays où il est plutôt difficile de le faire. Évidemment, tout cela accentue terriblement la séparation qui existe entre cette classe sociale et le reste de la population »³⁸⁴.

En effet, si les associations étaient très connectées au terrain et aux besoins réels des Palestiniens lors de la première *Intifâda*, le processus de transformation par lequel elles sont passées au gré de la Palestine d'Oslo les a lentement mais sûrement coupées de ces repères. Caroline Abu Sa'da, lors de l'entretien qu'elle nous a accordé, dresse d'ailleurs un portrait assez clair de ce phénomène, en comparant deux hommes qu'elle a rencontrés en Palestine, l'un issu d'un petit comité populaire, et l'autre directeur de PARC :

« Fouad c'est un mec qui est quand même, enfin, il a le feu sacré [...], littéralement il brûle, [...] enfin il est hyper engagé [...], il est tout maigre comme ça, tout fin, [...] - et c'était assez rigolo de le voir lui et de voir le directeur de PARC, qui à la fin, [...] se baladait dans une espèce de limousine machin, avec [...] le cigare - [...] le mec palestinien de 55 ans dans toute sa splendeur, c'est à dire avec 30 kilos en trop [...]. Et donc les deux, c'était assez, physiquement il y avait même un truc intéressant à [voir]...[Il s'agit donc d'une déconnexion entre le leadership de ces ONG et le terrain], complètement. [...] Parce qu'en fait le but, et c'est ça qui est horrible, mais qui est aussi valide et revalide et re-revalide par la communauté internationale [...], c'est ça. C'est qu'arrivé à un moment il y a une espèce d'ascension sociale qui fait que "ah bah toi tu parles bien anglais, t'as l'air sympa, t'es plutôt de gauche, tu voiles pas ta femme, ou enfin si tu la voiles tu nous la montres pas trop donc quand même c'est plutôt cool, et puis tu nous fais pas des sketches parce qu'on va là, nager à Tel Aviv" [...]. Et puis [...] hop il n'y a plus de politisation [...]. Et du coup, je pense qu'il y a vraiment une histoire de cooptation aussi, par la communauté internationale »³⁸⁵.

Jawad Siyam, lui, donne un autre exemple illustrant cette déconnexion vis-à-vis de la population, cette fois-ci en termes de fractures sociales et géographiques provoquées par l'occupation, et perpétuées dans les cibles des ONG de développement : « In the cities, when you see an office in the city with the budget of million of dollars, and they tell you what they do, it's cultural activities and so on. But who do they reach ? Again, they reach the middle class. [...] Palestinian society is a very conservative society, sometimes you cannot get the girls out of the village. So you reach the middle class, those people who can send their girls out, to the activities. And those people don't have

³⁸³ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », *op. cit.*, p. 341, 349-351.

³⁸⁴ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, *op. cit.*, p. 198.

³⁸⁵ Entretien n° 1, Caroline ABU SA'DA, Genève, 28.05.2020, 25'37-27'16.

problem to, I mean they are open, much more than the conservative society. I'll tell you an example. When there is a trip exchange with youth, they choose the, those children [who] speak good English, and [who] can travel easily. [Who] are those children ? [...] All of them come from the middle class. So you [the NGOs] don't go to the refugee camps, you don't go to the neglected villages. And this is a very problematic thing that, when we speak about organizations based in the cities, if you bring them to the villages they cannot work. [...] There are methods you cannot work [with]. There are very tough places you cannot work [in] »³⁸⁶.

Par ailleurs, plus qu'une simple déconnexion vis-à-vis de leur base populaire, ces ONG tendent dès la fin des années 1990 à adopter une vision relativement paternaliste du reste de la population palestinienne. Arundhati Roy évoque dans les cas d'ONG-isation de mouvements de masse le risque que « les ONG altèrent la conscience publique. Elles transforment les gens en victimes dépendantes et émoussent les angles de la résistance politique »³⁸⁷. Cette réflexion particulièrement pertinente nous semble être tout à fait applicable au cas palestinien : au fur et à mesure de leur dépolitisation et de leur éloignement de la population, les ONG palestiniennes ont petit à petit changé leur rôle vis-à-vis de cette dernière. « Elles se sont professionnalisées et sont passées d'un statut d'institutions permettant aux gens de gérer leur réalité (celle de l'occupation) par le biais d'actions collectives au statut de fournisseurs formels de services pour une masse indifférenciée »³⁸⁸. On peut aller plus loin en avançant le fait que ces ONG, et la nouvelle classe les composant, « tend to treat the "grassroots" in a patronizing and condescending manner, perceiving them as social groups in need of instruction, rather than as constituencies from which they take their direction and legitimacy »³⁸⁹. Ce statut de fournisseur de services déconnecté des réalités du terrain est d'ailleurs très souvent décrié au sein de la société palestinienne. Baha confie la fin de son expérience à l'UNRWA comme intimement liée à la manière dont progressivement les ONG ont commencé à percevoir la population palestinienne :

« Then I went on trying to serve through UNRWA, and I did that for a year but bureaucracy spat me out, like in the sense that I ran away, you know. Because it's, in these circles you find like how humanitarian aid turns desperate people into beggars. And beggars are [...] not respected [...]. You have this kind of bureaucratic problem that demonizes a despair person. [...] He stops being a person, you know. So in here, you say [that this person is] a beneficiary. So he's no longer a person. And then, when a person is no longer a person, you treat him as any way but a person. I ran away from that kind of culture or environment »³⁹⁰.

Donc, en plus de dépolitiser le secteur associatif, et par extension, une large partie de la population, l'ONG-isation de la société palestinienne a creusé les divisions au sein de cette dernière, notamment en termes de classe. À une représentation politique faible et dépassée par Oslo, à une Autorité nationale sans autorité autre que la répression qu'elle exerce sur sa propre population, et à un archipel d'ONG dépolitisant toute forme de lutte à mesure qu'il s'insinue dans chaque secteur de la vie palestinienne, on oppose au début des années 2000 un mouvement national plus que jamais en crise.

C. D'une nouvelle ère de démobilisation de la société civile

1/ *De la mise en lumière de l'échec de l'ONG-isation comme nouvelle phase du mouvement national palestinien*

1.1 : *Le maintien d'un statu quo d'occupation*

« Comme l'indique un des responsables du ministère des Affaires étrangères : "Les ONG font partie du jeu social, politique et développementaliste. Cela est dû aussi aux donateurs qui ont toujours une enveloppe pour les ONG, ce qui assure que même si ces ONG n'ont plus d'objet, elles continueront d'exister. À cause de la semi-destruction des institutions étatiques, le rôle des ONG devrait se poursuivre. [...] »³⁹¹

Au cours de notre enquête de terrain, nous nous sommes progressivement rendus à l'évidence : quelle efficacité peut avoir l'action d'une organisation contre une situation d'occupation, lorsque celle-ci est précisément le terreau dans lequel ladite organisation est née ? Si les ONG sont appelées à se développer dans des contextes de crise où l'assistance humanitaire - et autres - ne peut être fournie par l'État, qu'en est-il de leur maintien dans le temps ?

³⁸⁶ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'09'32-1'11'22.

³⁸⁷ Arundhati ROY, « Les périls du tout-humanitaire » [en ligne], *op. cit.*, par. 6.

³⁸⁸ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, p. 7.

³⁸⁹ Rema HAMMAMI, « Palestinian NGOs Since Oslo: From NGO Politics to Social Movements? », *op. cit.*, p. 27.

³⁹⁰ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'29'49-1'31'00.

³⁹¹ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, *op. cit.*, p. 198.

Dans la mesure où l'essence de leur existence et de leur prolifération, ainsi que la raison de leur pérennité, résident dans le fait qu'il y ait une situation de crise, n'ont-elles pas intérêt à ce que telle situation de crise se perpétue ? Comme le rapporte Baha Hilo : « there are many cynical Palestinians who say like, NGOs will collapse the second day israeli oppression ends. And there is truth in that way, like actually the objective of any socially responsible initiative or platform is to seek to exist. Because you are there to solve a problem. Your presence, you know, means that the problem is not solved. So your presence is evidence of failure »³⁹².

Notre propos n'est pas d'affirmer que les ONG participeraient volontairement et consciemment à perpétuer la situation d'oppression israélienne dans les territoires palestiniens. Cependant nous remarquons qu'en se pliant aux exigences développementalistes et orientées vers le post-conflit des bailleurs de fonds et de la communauté internationale, ces organisations non gouvernementales ont participé à maintenir la population palestinienne dans un état de vie minimal. C'est ce que tend également à confirmer le rapport de *Christian Aid*, une ONG britannique présente depuis les années 1950 dans les territoires occupés. « The almost complete destruction of the Palestinian economy, particularly the stranglehold on trade and commerce, means that financial remittances from Palestinians overseas and international aid are now keeping Palestinians afloat in the West Bank and Gaza Strip – with European taxpayers paying for the humanitarian cost of the occupation. Palestinians are poor not for reasons of natural disaster. They are poor because they are living under occupation. More international aid would make a small difference to living standards, whereas ending the stranglehold of closures and restrictions would have a much greater economic impact »³⁹³.

Au final, il semble que les ONG aient progressivement pris le rôle de remède palliatif à l'occupation plutôt que celui de structure dénonçant celle-ci et participant activement à la résistance nationale. Selon Ala Hilo, pour être plus précis, « they are resisting the occupation by trying to find funding to sustain the life of the [Palestinians]. And that's like the biggest issue here. We are trying to sustain our life under occupation, not to resist the occupation »³⁹⁴.

De nos jours, nombreuses sont les voix à s'élever contre le système d'aide internationale régissant les ONG en Palestine. La principale critique concerne la dépolitisation dramatique du secteur associatif à laquelle pousse cette aide en occultant les réelles causes de la situation dans laquelle ces ONG sont précisément nécessaires. « The Israeli colonization of Palestine is not a humanitarian crisis that evokes a sense of compassion and pity in aid actors. The destruction of Gaza is not a natural disaster but a man-made one, and poverty in Palestine is politically constructed. Therefore, the aid ineffectiveness is not due to technical failures or to the failure of transforming the emotions of the well-intended aid workers into actions. Feeling "sorry" for the Palestinians but being unable and in most cases unwilling to challenge the power dynamics and to confront the damaging status quo of the aid industry and military occupation adds another layer to the cursed aid model, as the politics of emotions can be used as remedy for the feeling of guilt »³⁹⁵.

En termes de chiffres, et d'après un rapport établi par la Banque Mondiale en 2003, « si les bouclages avaient cessé et que les exportations avaient été facilitées, le PNB aurait augmenté de 21% en 2003 et la pauvreté aurait été réduite de 15 % à la fin 2004, tandis que doubler les financements des donateurs à 1,6 milliards d'euros en 2003-2004 aurait seulement réduit la pauvreté de 7 % »³⁹⁶. Comme en témoigne par ailleurs Jad S., notre cinquième interviewé, le secteur humanitaire et sa large expansion au lendemain d'Oslo n'ont finalement pas amélioré le quotidien des Palestiniens. « USAID claim to be improving Palestinian life, right. Trump came, he cut the funding. 1'800 people lost their jobs. When they lost that direct fund, did they go back to an improved life ? No. They went back to a shitty life. So there was no actual improvement in their life. There was a little bit of funding given to keep the wheel turning. But as soon as that funding is cut ... So they didn't teach us how to fish, they were just giving us fish. And when the fish is gone, we're hungry again. [NGOs] don't tackle the real issues, the real problems. [...] If you really want to solve the problem, talk about the real issues that are creating the problem. Now, it's like giving morphine to a wounded person, not curing the wound. That's what NGOs end up doing »³⁹⁷.

³⁹² Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'05'15-1'05'48.

³⁹³ *Facts on the ground: The end of the two-state solution ?*, Christian Aid, 2004, p. 49.

³⁹⁴ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'04'39-1'04'54.

³⁹⁵ Alaa TARTIR, « International Aid to Palestinians: A Cursed Gift », in Beáta PARAGI, « Contemporary gifts: Solidarity, compassion, equality, sacrifice, and reciprocity from an NGO perspective », in *Current Anthropology*, 2017, vol. 58, n° 3, p. 334.

³⁹⁶ Caroline ABU-SA'DA, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », *op. cit.*, p. 232.

³⁹⁷ Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 26'46-28'01.

Par ailleurs, si elles avaient suscité beaucoup d'espoir, notamment comme potentielle plateforme alternative d'une possible expression politique plus libre et pluraliste, les ONG déçoivent également par leur incapacité à fournir une ligne commune d'action contrant tant les abus et les pratiques néo-patrimoniales d'une ANP autoritaire, que l'éternelle expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie. Elles peinent à élargir leur action à une échelle nationale, en raison des limites posées par l'occupation, et d'une fragilité qu'elles conservent du fait de leur manque de lien avec les formations politiques traditionnelles, dont la majorité sont de toutes façons trop faibles et impopulaires pour les soutenir³⁹⁸. Finalement, les ONG sont bien souvent la cible de critiques portant sur leur structure et leur fonctionnement, ainsi que sur leur dépendance aux bailleurs de fonds, dont on suppose fréquemment à raison qu'ils les manipulent. Ainsi, une étude conduite en 2011 auprès d'une quarantaine d'ONG palestiniennes en Cisjordanie, sur leur gouvernance, a effectivement démontré que si la responsabilité envers les donateurs est leur principal objectif actuel, elles devraient se consacrer en premier lieu au public palestinien et aux objectifs nationaux. Sur quarante cadres d'ONG interviewés, huit seulement s'accordent à dire que la gouvernance actuelle des ONG palestiniennes est transparente et que tout un chacun peut avoir accès à leurs informations, alors que les autres répondent vouloir plus de transparence³⁹⁹. Par ailleurs, Maher Charif rapporte les résultats d'un sondage d'opinion mené en 2006 par la Coalition pour l'intégrité et le questionnement (Aman), qui sont sans équivoque : 57% des Palestiniens considèrent alors que les ONG sont corrompues, et 70% se plaignent de leur manque de transparence⁴⁰⁰.

Si les critiques à l'égard du monde des ONG dans les territoires occupés ont toujours été audibles depuis le processus d'Oslo et le changement de logique qui le sous-tend, un événement va marquer un nouveau tournant dans leur rôle ainsi que dans la perception qu'en auront les Palestiniens : la seconde *Intifâda*.

1.2 : L'*Intifâda Al-Aqsa* lève le voile : état des lieux d'un mouvement national déstructuré

« Il est clair que l'*Intifâda* a fait voler en éclats le vernis d'Oslo et dissipé l'euphorie des donateurs ; leur conception d'un développement linéaire de la Palestine et leur volonté d'ignorer les évolutions actuelles tout comme les pratiques israéliennes, qui font précisément barrage à un quelconque développement et à une éventuelle indépendance de la Palestine, se sont heurtées à la réalité : 65 % de croissance des colonies et des mécanismes israéliens de contrôle en expansion constante durant la période d'interim »⁴⁰¹.

Brièvement évoquée plus tôt dans notre étude, la seconde *Intifâda* - ou *Intifâda Al-Aqsa* - éclate en septembre 2000 après qu'Ariel Sharon eut pénétré l'enceinte de l'esplanade des mosquées à Jérusalem, haut lieu saint de l'Islam. D'une rare violence, elle débute avec des manifestations à Jérusalem, en Cisjordanie et à Gaza, très peu encadrées par la police palestinienne, et systématiquement réprimées par les soldats israéliens par des tirs à balles recouvertes de caoutchouc, voire à balles réelles⁴⁰². À peine quelques mois après le début du soulèvement, l'*Intifâda* s'enfonce dans une violence accrue, avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs. Dès mars 2001, le Hamas lance une série tristement célèbre d'attentats-suicides contre des civils israéliens, et aura recours à cette méthode pendant les deux années suivantes⁴⁰³. Les attentats-suicides ne seront d'ailleurs pas seulement l'apanage du Hamas, mais seront également utilisés tant par des militants du MJIP que du FPLP, voire même à plusieurs reprises du Fatah⁴⁰⁴.

En réponse à la militarisation du soulèvement palestinien, et au contexte sécuritaire tendu, l'armée israélienne se re-déploie rapidement dans de nombreuses grandes villes de Cisjordanie au cours de l'« Opération Rempart », visant à anéantir les bases du terrorisme palestinien. Des incursions israéliennes à Naplouse, Bethléem, Ramallah, et Jénine, on retiendra l'exemple de cette dernière pour son incroyable degré de violence, et pour son envergure sans précédent⁴⁰⁵, particulièrement dans le camp de réfugiés, assiégé du 3 au 19 avril 2002 par l'armée israélienne, et théâtre d'un véritable carnage. Perçu comme un bastion majeur de la résistance palestinienne et des attentats-suicides, le camp a été investi par près d'un millier de soldats équipés de tanks et de bulldozers, qui ont rasé une

³⁹⁸ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, op. cit., p. 216.

³⁹⁹ Majida AWASHREH et Raed AWASHRA, « Accountability; A lingering dilemma for Palestinian non-governmental organizations (NGOs) », in *International NGO Journal*, 11.2012, vol. 7, n° 4, p. 67.

⁴⁰⁰ Maher CHARIF, « Les ONG palestiniennes et le politique », op. cit., p. 345.

⁴⁰¹ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », op. cit., p. 255.

⁴⁰² Henry LAURENS, *La Question de Palestine. 1982-2001 : La paix impossible*, op. cit., pp. 779-780.

⁴⁰³ Helga BAUMGARTEN, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », op. cit., pp. 41-43.

⁴⁰⁴ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., pp. 120-124.

⁴⁰⁵ *Israel, the Occupied West Bank and Gaza Strip, and the Palestinian Authority Territories: Jenin: IDF Military Operations, Human Rights Watch* 05.2002, p. 3.

bonne partie des habitations⁴⁰⁶, et massacré quelques 52 Palestiniens, sans compter ceux écrasés sous les décombres de leur propre maison⁴⁰⁷.

Un autre élément de la réponse israélienne aux attentats-suicides menés par les différentes factions palestiniennes est le Mur de séparation. Déjà présent dans les esprits du leadership israélien depuis les années 1990, l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon en février 2001 et le soulèvement palestinien ainsi que les débordements de violences semblent constituer les meilleures conditions pour que ce mur soit érigé. Majoritairement construit au-delà de la ligne verte - frontière d'armistice de 1949 - en Cisjordanie, il permet non seulement aux israéliens de se couper des communautés palestiniennes pour leur « sécurité », mais leur donne accès à près de 10% des territoires palestiniens⁴⁰⁸, et provoque une grave fragmentation géographique des territoires palestiniens. Selon l'ONG *B'Tselem*, « Israel broke up contiguous Palestinian urban and rural blocs and severed inter-community ties that had been forged and cemented over the course of many generations; it imposed an arbitrary reconfiguration of space based on settlement boundaries and for the convenience of Israeli security forces »⁴⁰⁹. Plus dramatiques encore seront les conséquences socio-économiques de la construction de ce mur sur la société palestinienne, en plus des bouclages répétés des enclaves palestiniennes. « Tous les indicateurs, dont le taux de chômage, montrent que l'indigence dans les Territoires s'est considérablement accrue : en 2004, 47% des Palestiniens vivent en dessous du seuil de [pauvreté] »⁴¹⁰.

Face à cette dégradation économique et politique en Palestine, couplée aux destructions et aux violences induites par le soulèvement et sa répression, il nous semble intéressant d'étudier quelle place ont occupé la société civile, l'Autorité nationale, et les ONG palestiniennes. Tout d'abord, si le soulèvement de la première *Intifâda* se caractérise par une impressionnante mobilisation populaire en Palestine, il en va bien autrement de la seconde. Dans un article de 2001, Rema Hammami et Salim Tamari explorent les raisons qui ont fait de la seconde *Intifâda* un soulèvement si différent de celui de 1987, et les aspects de ces différences. Sans toutes les détailler, intéressons-nous à l'absence de mobilisation de la société civile lors de la seconde *Intifâda*. « Here we have a massive uprising supported by millions of viewers across the Arab world, galvanized into the street by some twenty satellite stations, but with a limited participation by the Palestinian street itself. We have an absent civil society »⁴¹¹. Cela est dû à plusieurs facteurs : la lourde et systématique répression armée israélienne justifiée par l'existence d'une armée palestinienne, la localisation des affrontements aux abords des *checkpoints* - et donc plus facilement gérables puisqu'en dehors des centres urbains -, l'absence d'une gestion unifiée qui viendrait de l'ANP, etc ...⁴¹². À en croire Ala Hilo, cela serait à lier directement à l'instauration de ce gouvernement palestinien :

« When the PA came in, as people we actually stopped resisting, stopped doing resistance, stopped planning it. In the times of the first Intifada, I have seen like people refusing orders of PLO on the ground because they don't fit to this direction. After Oslo, after the PA came, people didn't want to be involved in politics, as everything was peaceful, [it was] just the solution now. The job of resistance is the Palestinian Authority job, and we just like hear from all the mouths "let's find a job, let's build a house, let's make money, let's get married, let's buy a car, ...". We moved on while the situation was going in a different way, you know. Like we gave all this job of resistance and resisting the occupation to the PA. And for a period of time, we would do what they order us to do. So, it's time for demonstrations ? We would go to demonstrations. It's time to calm down ? We'd stop and we'd calm down. It's time for negotiations ? We'd do negotiations »⁴¹³.

Ce qu'il souligne ici est très important. Il semble en effet qu'avec l'établissement de l'appareil étatique, et la prolifération des ONG au sein de la société palestinienne, les masses populaires aient perdu la fibre mobilisatrice et résistante qui les avait pourtant fait se rassembler en comités et se soulever lors de la première *Intifâda*. On peut

⁴⁰⁶ Linda TABAR, « The "Urban Redesign" of Jenin Refugee Camp: Humanitarian Intervention and Rational Violence », in *Journal of Palestine Studies*, 2012, vol. 41, n° 2, p. 44.

⁴⁰⁷ Rema HAMMAMI, « Interregnum : Palestine after Operation Defensive Shield », in *Middle East Report*, 2002, n° 223, p. 20.

⁴⁰⁸ Arturo MARZANO, « Une nouvelle frontière entre Israël et la Palestine ? », in *Cités*, 2007, n° 31, pp. 36-37.

⁴⁰⁹ *The Separation Barrier* [en ligne], B'TSELEM, 11.11.2017, par. 2, https://www.btselem.org/separation_barrier.

⁴¹⁰ Caroline ABU SA'DA, « Urgence et développement: L'action des ONG pendant la seconde intifâda », in *Études rurales*, 2005, n° 173-174, p. 236.

⁴¹¹ Rema HAMMAMI et Salim TAMARI, « The Second Uprising: End or New Beginning? », in *Journal of Palestine Studies*, 2001, vol. 30, n° 2, p. 6.

⁴¹² *Ibid.*, pp. 12-13, 17.

⁴¹³ *Interview n° 4*, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 42'35-43'53.

interpréter cela comme une forme de dé-responsabilisation collective, à laquelle Baha Hilo ajoute la violence démesurée du contexte : « in the first Intifada, the majority of the society was in the street[, in] the second Intifada, the majority of the society was indoors, you know. We turned into like, funeral attendees »⁴¹⁴.

Hammami et Tamari confirment par ailleurs ces dires : « save for massive candlelight marches and funeral processions within the cities, the population at large has been left with virtually no active role in the uprising. This is clearly not by choice, but as a consequence of the fact that the kinds of political structures that made grass-roots organizing the main thrust of the first intifada, at least in the early years, no longer exist. Popular and neighborhood committees as well as mass organizations (and most of the political movements that sustained them) began to collapse at the end of the first intifada under the cumulative weight of Israeli anti-insurgency methods. Their recovery was preempted by the Gulf War and, even more profoundly, by Oslo and the state formation process it set in [motion.] The demobilization of the population and their deepening alienation from political action (until the current uprising) has been one of the most salient outcomes of PA rule »⁴¹⁵.

Ce que développent ici les auteurs nous amène à nous intéresser au rôle de l'Autorité palestinienne pendant la seconde *Intifâda*. Celle-ci brille sans grande surprise par son absence. Soucieuse de ne pas trop froisser l'opinion internationale pour ne pas risquer de perdre ses financements, elle ne s'implique pas dans les heurts directs avec l'armée israélienne. En somme, elle ne prendra jamais la direction du soulèvement, privant ce dernier d'une union et d'une cohérence venue d'en haut. Face à l'asymétrie des forces en présence et à la répression de l'armée israélienne d'un côté, et à la cruelle absence d'un leadership national uni de l'autre, la popularité et la crédibilité de l'Autorité palestinienne nouvelle-née sont rapidement mises à mal. « Outre le sentiment généralisé que l'Autorité palestinienne était incompétente et corrompue (une opinion partagée en 2000 par 83% de la population), l'approbation du recours à la violence contre Israël passa de 20% durant les premières années d'autonomie à 52% en juillet 2000, c'est-à-dire avant le fiasco de Camp David ; un an plus tard, à l'apogée du soulèvement, on atteignait le chiffre record de 86% [...]. Pendant ce temps, la cote de popularité d'Arafat et du Fatah diminuait régulièrement, descendant jusqu'à respectivement 33% et 21% en 2001. La juxtaposition de ces chiffres illustre le rapport intime entre lutte sociale et lutte politique lorsqu'éclate l'*Intifâda* d'al-Aqsâ, et elle atteste une détermination à rompre avec le passé et à recourir à une action directe pour réagir aux manquements d'Israël, du processus de paix et de l'Autorité palestinienne elle-même. Certes il n'était ici pas question de guerre civile, mais le message était clair : l'objectif de l'*Intifâda* était d'obtenir ce qui n'avait pu l'être en plusieurs années d'autonomie, à savoir un gouvernement intègre et efficace, affranchi du népotisme et à l'écoute des besoins de la population marginalisée des villages et des camps »⁴¹⁶.

En plus de son absence à la tête du soulèvement, il faut préciser que l'Autorité palestinienne a été la cible de nombreuses attaques israéliennes. Visant systématiquement à détruire ses institutions, celles-ci ont contribué à affaiblir un proto-gouvernement dysfonctionnel, à effacer peu à peu le semblant d'autonomie acquise depuis Oslo, et à réinvestir la Cisjordanie de la présence armée israélienne⁴¹⁷. Cet affaiblissement ainsi que son désengagement du rôle de leader dans l'*Intifâda* auront achevé d'écorner l'image d'une autorité nationale qui avait pourtant soulevé de larges espoirs une décennie plus tôt, et de confirmer les désillusions.

Plus intéressante pour notre étude est enfin la place qu'ont occupée - ou non - les organisations non gouvernementales en Cisjordanie pendant le soulèvement. Étant données l'inaction et la déliquescence de l'Autorité palestinienne, on pourrait penser que les ONG ont eu un créneau primordial à occuper. Tout d'abord, il est important de préciser ici que dans le contexte de la seconde *Intifâda*, la marge de manœuvre des ONG était très restreinte. « Ce que l'ANP n'a pas réussi à faire, c'est-à-dire limiter la marge d'action des ONGP, les autorités israéliennes y arrivent relativement facilement, et pour cause. La fermeture plus ou moins totale des Territoires palestiniens, l'impossibilité de circuler de Gaza en Cisjordanie et le couvre-feu imposé régulièrement aux différentes villes palestiniennes empêche toute réunion entre ONGP ou entre membres d'une même ONGP. De plus, les gens admettent que, pendant l'*Intifâda*, il est absolument impossible de poursuivre une activité syndicale, dans la mesure

⁴¹⁴ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 2'27'54-2'28'08.

⁴¹⁵ Rema HAMMAMI et Salim TAMARI, « The Second Uprising: End or New Beginning? », *op. cit.*, p. 17.

⁴¹⁶ Roger HEACOCK, « Saisir l'initiative, retrouver sa voix : L'intifâda d'al-Aqsâ ou la révolte des marginalisés », in *Études rurales*, 2005, n° 173-174, p. 57.

⁴¹⁷ Graham USHER, « Impasse stratégique pour la résistance palestinienne » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 09.2003, n° 594, par. 3, <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/09/USHER/10543>.

où il est difficile de se dresser contre l'Autorité en période de guerre, ce qui pose de sérieux problèmes aux associations s'occupant des droits de l'homme »⁴¹⁸.

Par ailleurs, comme mentionné plus tôt, les ONG en Palestine sont entrées dans un processus de professionnalisation au lendemain d'Oslo, se pliant ainsi à la logique et aux exigences des bailleurs de fonds dont elles dépendent rapidement en majorité. Les conséquences de cette professionnalisation ont notamment été une élitisation d'une partie de la société palestinienne, parallèlement à une déconnexion progressive du terrain et donc de la population. Sans grande surprise, cette transformation des ONG en Palestine, ajoutée à la réorientation de leur perception du conflit et à la concentration de leurs activités dans des programmes de développement et de bonne gouvernance uniquement, les ont rendues bien incapables de mobiliser les masses populaires pendant la seconde *Intifâda*⁴¹⁹. Ainsi, certains programmes en vogue dans le domaine humanitaire palestinien post-*Oslo*, tels que les *gender studies* - bien que leur importance soit cruciale - ne sont pas reconnus d'utilité première par la population en situation de crise : « en temps d'*Intifâda*, la population palestinienne, qui cherche principalement à se nourrir et à se mouvoir, a du mal à en percevoir l'intérêt »⁴²⁰.

Les ONG n'étaient absolument pas préparées, que ce soit dans leur structure, leur fonctionnement, ou même les ressources dont elles disposaient, à faire face à la situation de crise révélée par ce soulèvement. Très vite, nombre d'entre elles ont dû revoir leurs activités et abandonner les programmes de développement initiés au lendemain d'Oslo pour se consacrer à l'aide humanitaire d'urgence. Devant la gravité de la situation, ces ONG tentent d'attirer l'attention des bailleurs de fonds et des donateurs sur celle-ci ainsi que sur ses causes réelles. « Un rapide survol des tentatives d'innovation stratégique met [...] en évidence les tensions entre ONG palestiniennes et organismes internationaux d'assistance, tout comme les limites de leur "partenariat". Ainsi, au lendemain de l'invasion et de la réoccupation de la Cisjordanie par les forces israéliennes en avril 2002, les donateurs et l'assistance se sont focalisés sur les destructions massives et les dommages infligés aux infrastructures ; les ONG palestiniennes, conscientes des souffrances subies par les populations, [pressent] les donateurs de reconnaître les conséquences humanitaires provoquées par l'invasion israélienne ; mais elles [attendent] d'eux également la reconnaissance des graves violations des droits de l'homme par Israël et [souhaitent] que [soient] reconnues les responsabilités morales et juridiques, définies par la quatrième convention de Genève, incombant à la puissance occupante. Un cas parmi d'autres : une organisation humanitaire internationale [a produit] tout de suite après la réoccupation un rapport sur la malnutrition dans les Territoires ; mais le document, pour exposer le sérieux problème auquel était confrontée la population, n'en [identifie] pas les causes. De même, USAID, UNRWA (United Nations Relief and Works Agency) et les organismes internationaux d'assistance [ont fourni] de la nourriture sans pour autant traiter des causes de la malnutrition : l'occupation, les bouclages et le couvre-feu »⁴²¹.

Par ailleurs, si les ONG palestiniennes entrent tardivement et timidement dans la mobilisation populaire, en appelant parfois à manifester, elles précisent systématiquement qu'elles sont apolitiques et neutres dans leur action. En refusant « de participer aux activités "nationales" à l'ordre du jour parce [qu'elles] ne souhaitent pas s'engager dans des actions "politisées" »⁴²², les ONG palestiniennes entretiennent une confusion dramatique entre le politique et le national, les plaçant directement en contradiction avec la lutte pour la libération nationale, et donc avec le mouvement national palestinien dans son ensemble. Elles ont en quelque sorte une position d'équilibriste, fournissant l'aide d'urgence humanitaire nécessaire à soulager la population palestinienne en temps de crise, mais restant finalement relativement en retrait du soulèvement, ne « [développant] pas de formes de synergie avec les forces politiques (partis politiques, Comité de coordination des organisations nationales et islamiques, syndicats) ou avec la population »⁴²³. De plus, au-delà de ne pas participer activement au soulèvement, plusieurs ONG ont parfois publiquement réprouvé le recours à l'action violente palestinienne et aux attentats-suicides, sans pour autant proposer d'alternative ni d'agenda d'action commune. Ce fut le cas d'une pétition signée en juin 2002 par de nombreux intellectuels et leaders d'ONG. Selon les dires du philosophe Azmi Bishara, Palestinien citoyen de l'État d'Israël, ce genre de comportement a été destructeur pour la popularité et la crédibilité de ces organisations :

⁴¹⁸ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, pp. 8-9.

⁴¹⁹ Rema HAMMAMI et Salim TAMARI, « The Second Uprising: End or New Beginning? », *op. cit.*, pp. 17-18.

⁴²⁰ Caroline ABU-SA'DA, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », *op. cit.*, p. 9.

⁴²¹ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », *op. cit.*, pp. 256-257.

⁴²² *Ibid.*, p. 253.

⁴²³ *Ibid.*, p. 252.

« En temps de crise intense sur le plan national, on ne pouvait s'en tenir à la critique : il appartenait aux militants, aux intellectuels et aux forces politiques de promouvoir des alternatives. En critiquant la résistance armée sans pour autant fournir d'analyse stratégique de l'occupation sur laquelle fonder une alternative viable, les militants et intellectuels des ONG s'exposaient à la contre-attaque et à la délégitimation. Contrairement à la première *Intifâda*, lors de laquelle militants, intellectuels et leaders étaient immergés dans le combat national et imbriqués dans le mouvement de masse [là ces] acteurs n'étaient que les *spectateurs* de l'*Intifâda*, incapables d'*articuler* un lien entre leurs propres aspirations à la liberté et à l'indépendance de la Palestine, les objectifs de démocratie et de justice sociale promus par leurs organisations, et le cadre plus général des stratégies nationales de l'*Intifâda* »⁴²⁴.

Le soulèvement s'essouffle avec la construction du Mur de séparation ralentissant les possibilités et le rythme des attentats-suicides et des opérations des différentes factions palestiniennes, par ailleurs épuisées par la répression israélienne. Si l'année 2003 ne marque pas la fin totale de la seconde *Intifâda*, Nicolas Dot-Pouillard identifiant dans la guerre des roquettes une troisième phase de celle-ci, elle annonce tout de même un ralentissement. Parallèlement à cela, cette même année voit la publication par le quartet diplomatique formé par l'ONU, l'UE, la Russie et les États-Unis de la *Feuille de route pour la paix*. Émis le 30 avril 2003, ce texte vise à établir une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien en reprenant les objectifs d'Oslo - notamment la réalisation de la solution à deux États, en suivant trois phases : la fin de la seconde *Intifâda* et plus généralement des interactions violentes entre Israéliens et Palestiniens, la mise en place et la consolidation d'institutions étatiques palestiniennes, et l'adoption d'un accord sur le statut permanent et la fin du conflit⁴²⁵. Il ne sera pas suivi d'effet, et l'*Intifâda* se poursuivra encore quelques années, bien que déclinant. La mort de Yasser Arafat - qui était depuis 2001 assigné à résidence dans son quartier général de Ramallah assiégé par l'armée israélienne - survient en 2004, et change quelque peu la donne : porté au pouvoir dès janvier 2005, Mahmoud Abbas est résolument opposé à l'utilisation de la violence dans la résistance palestinienne⁴²⁶. Ainsi, s'il n'y a actuellement pas de consensus quant à la fin exacte de ce soulèvement, on identifie communément la rencontre de Charm el-Cheikh du 8 janvier 2005, réaffirmant l'adhésion des deux camps à la *Feuille de route pour la paix*⁴²⁷ du quartet, ainsi que le retrait des troupes israéliennes de Gaza en août 2005, comme un terme potentiel de la seconde *Intifâda*. On gardera cependant à l'esprit que selon certains auteurs, le soulèvement ne se serait pas réellement terminé, mais que les modes d'actions et de recours à la violence ont simplement changé de visage à plusieurs reprises depuis 2000⁴²⁸.

Qu'en est-il alors des conséquences de cette *Intifâda* ? Reprenons un instant notre grille d'analyse basée sur les trois pans de la société palestinienne que sont la société civile, l'Autorité palestinienne et les ONG. Concernant la première catégorie, en 2005 on peut lire que « maintenant que le soulèvement palestinien en est à sa cinquième année, il y a chez les Palestiniens un sentiment palpable de crise. Non seulement le siège des villes palestiniennes par les Israéliens, leurs incursions militaires répétées et la réoccupation par eux de la Cisjordanie ont prélevé un lourd tribut humanitaire, social et économique, mais un sentiment confus commence à monter, les gens se demandant ce que le soulèvement en soi a apporté. On s'interroge en privé sur la capacité de l'*Intifâda* à réaliser les aspirations politiques des Palestiniens, en particulier compte tenu des tactiques et des stratégies très divergentes adoptées par les différents courants ainsi que des difficultés à harmoniser les dynamiques de la société civile et à les canaliser vers un même objectif »⁴²⁹. Cette lecture est renforcée par Caroline Abu Sa'da, selon qui « absolument rien [n'a] été gagné pendant la deuxième *Intifâda* par les Palestiniens. Mais rien de rien. Donc le Mur [y] allait gaillardement, [...], Gaza était complètement fermée, ... »⁴³⁰.

Il en va de même pour l'Autorité palestinienne, qui a subi de gros dégâts matériels et symboliques du fait de la destruction systématique de ses institutions par l'armée israélienne, et par la perte presque définitive de confiance des Palestiniens en elle. Ce qu'il advient d'elle est connu, et a déjà été évoqué dans cette étude : un proto-gouvernement s'enfonçant dans l'autoritarisme répressif et la corruption, dont la formation et l'indépendance n'ont jamais été achevées, et dont le processus démocratique ne berne plus personne - « voilà donc 14 ans que nous attendons des élections qui ne viennent pas »⁴³¹. Les factions politiques traditionnelles (hormis le Fatah et le Hamas), quant

⁴²⁴ *Ibid.*, p. 254.

⁴²⁵ *A Performance-Based Roadmap to a Permanent Two-State Solution to the Israeli-Palestinian Conflict*, 30.04.2003, pp. 1, 2, 5-6.

⁴²⁶ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 126.

⁴²⁷ *Le sommet de Charm el-Cheikh donne un nouvel élan au processus de paix entre Israël et les Palestiniens, déclare Kieran Prendergast* [en ligne], ONU, 22.02.2005, partie I par. 2, <https://www.un.org/press/fr/2005/CS8318.doc.htm>.

⁴²⁸ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, pp. 126-134.

⁴²⁹ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », *op. cit.*, p. 251.

⁴³⁰ *Entretien n° 1*, Caroline ABU SA'DA, Genève, 28.05.2020, 11'18-11'29.

⁴³¹ *Ibid.*, 10'51-10'55.

à elles bien affaiblies dès avant le soulèvement, n'auront pas su mobiliser les masses populaires⁴³² et profiter de cette *Intifâda* pour réoccuper leur créneau, comme en témoigne l'exemple de la gauche⁴³³.

Enfin, concernant les ONG, plusieurs choses sont à retenir. « L'*Intifâda* a mis en relief le conflit d'intérêts qui marque la relation entre donateurs, organismes internationaux et ONG palestiniennes. Les premiers ont opté pour une assistance qui laisse systématiquement de côté les racines de la crise (et fait durer leur propre présence sur le terrain) »⁴³⁴. Les problématiques de dépendance aux bailleurs de fonds et de réorientation de la perception de la situation conflictuelle se révèlent clairement à l'occasion de ce soulèvement, et les différents acteurs présents sur le terrain en prennent toute la mesure. Nous avons constaté ce dernier phénomène auprès de la majorité de nos interviewés, qui nous disent avoir compris au plus tard lors de cette seconde *Intifâda* que les organisations non gouvernementales en Palestine travaillaient au final plus pour les donateurs étrangers que pour la population locale. Comme on peut le résumer : « lesquels Palestiniens ont tiré les leçons d'Oslo. Ils sont plus circonspects dans leur appréciation de l'aide internationale. Ils ont compris que les stratégies du bailleur de fonds peuvent fréquemment subordonner les projets et options locales à leur ordre du jour pratique et politique, donc orienter les perspectives sur le terrain »⁴³⁵.

De surcroît, la situation de grave crise humanitaire engendrée par le soulèvement et sa répression en Palestine ont poussé nombre de ces ONG impréparées, à reconvertir leurs activités de développement en action d'urgence et d'aide humanitaire, et à utiliser l'aide internationale à cet effet. Cette tendance semble donc aller de pair avec la réduction des ressources et des efforts mis au service du développement des territoires. Comme nous l'avons vu, ce phénomène ne peut que maintenir les Palestiniens à un niveau de vie minimal, mais ne peut être une vision de long-terme bénéfique à la société palestinienne. À ce titre, des acteurs comme *Christian Aid*⁴³⁶ critiquent largement ces programmes d'urgence, qui ont fini par se pérenniser alors qu'ils étaient prévus pour une situation de crise, et qui dégagent finalement Israël de ses « responsabilités de puissance occupante »⁴³⁷.

La seconde *Intifâda* semble alors avoir effectivement levé le voile sur l'ONG-isation développée dans le sillage d'Oslo, ainsi que sur ses limites. Les ONG n'ont en effet pas su se poser en contre-modèle sociétal face à une Autorité palestinienne monopolistique mais défaillante, ni ne se sont adaptées aux besoins réels de la population palestinienne, dont elles ont fini par se couper⁴³⁸. À l'instar de l'ANP, elles ont perdu la confiance populaire et leur légitimité d'action, d'autant plus que dix ans après ce soulèvement, on observe qu'elles sont invariablement restées ancrées dans la même dynamique : la dépendance à des bailleurs de fonds qui poursuivent encore l'objectif illusoire de l'aide en faveur de la paix voulue à Oslo⁴³⁹. Ainsi, si l'ONG-isation de la société palestinienne peut être perçue comme une phase de réorganisation du mouvement national palestinien au lendemain du processus de paix, il semble que celle-ci soit arrivée à ses limites, et que ce mouvement national traverse une nouvelle crise.

On est alors en présence d'une société palestinienne toujours largement divisée politiquement, à laquelle l'arrivée des ONG de développement et leurs conséquences ont apporté de nouvelles lignes de fragmentations économiques et sociales. Structurellement incapables de faire face aux dommages causés par la répression de la seconde *Intifâda*, elles sont impuissantes face à l'important morcellement géographique qui s'ensuit en Cisjordanie, et qui creuse encore plus les lignes de fractures existant au sein du mouvement national palestinien. Avec la réoccupation israélienne de nombreux territoires en Cisjordanie, la colonisation progresse de plus belle, apportant avec elle son lot d'infrastructures brisant la contiguïté de ceux-ci, et ainsi toute possibilité d'union concrète en action de résistance commune, ou d'union simplement symbolique.

Dans cette optique désillusoire de fragmentation croissante de la société palestinienne à tous les niveaux (géographique, social, politique, expérience de l'occupation, ...), quel avenir donner au mouvement national palestinien ?

⁴³² Rema HAMMAMI et Salim TAMARI, « The Second Uprising: End or New Beginning? », *op. cit.*, p. 18.

⁴³³ Jacques DUBART, « Dossier Palestine : Entre Fatah et Hamas, une gauche qui survit » [en ligne], *op. cit.*, Introduction.

⁴³⁴ Linda TABER et Sari HANAFI, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », *op. cit.*, p. 257.

⁴³⁵ *Ibid.*, pp. 255-256.

⁴³⁶ *Facts on the ground: The end of the two-state solution ?*, Christian Aid, *op. cit.*, p. 49.

⁴³⁷ Caroline ABU-SA'DA, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », *op. cit.*, p. 233.

⁴³⁸ Caroline ABU-SA'DA, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, *op. cit.*, p. 216.

⁴³⁹ Alaa TARTIR et Jeremy WILDEMAN, « Unwilling to Change, Determined to Fail: Donor Aid in Occupied Palestine in the aftermath of the Arab Uprisings », in *Mediterranean Politics*, 20.11.2014, vol. 19, n° 3, p. 431.

« Les Palestiniens ne souffrent pas d'une absence de représentation politique. Ambassades de Palestine, Autorité nationale palestinienne, comités populaires, municipalités, ONG, Organisation de libération de la Palestine, partis aux idéologies diverses et groupes armés : des Territoires de Cisjordanie et de Gaza à la diaspora du Liban et de Syrie, les structures, formelles ou informelles, institutionnelles ou clandestines, se sont multipliées depuis les années 1990. Le mouvement national palestinien fait face à une question récurrente : qui est le représentant légitime des Palestiniens, et qui peut parler en leur nom ? [...] En somme, le peuple palestinien est surreprésenté, plutôt que non représenté. La crise de représentation n'est pas le fait d'un vide, mais d'un trop-plein »⁴⁴⁰.

Il est en effet une profusion d'acteurs occupant le champ politique en Palestine aujourd'hui. Si nous ne nous sommes pas attardés à étudier en détail chacun d'entre eux, nous savons néanmoins ce qu'il en est concernant l'Autorité palestinienne, les formations politiques traditionnelles, et les organisations non gouvernementales. Au-delà de leur structure et de leur origine différente, toutes trois diffèrent en ce qu'elles n'occupent pas la même place ni la même fonction sur la scène politique palestinienne. En revanche, elles ont en commun d'avoir successivement suscité les espoirs, et porté un temps le mouvement national palestinien. Les divisions internes et les défaillances propres à chacune de ces structures ont également toutes mené à la déstabilisation du mouvement national palestinien à travers la désillusion générale de la société civile palestinienne, et la démobilisation politique populaire.

Dans le cas de l'ANP et des partis politiques, ce constat et notre analyse nous ont poussé à appliquer la théorie d'Albert Hirschman, selon laquelle en cas d'insatisfaction vis-à-vis de la performance d'une organisation ou d'une firme, un acteur aura dans la plupart des cas recours à deux alternatives : *exit* ou *voice*, à savoir quitter cette structure, ou verbaliser ce mécontentement⁴⁴¹. Concernant les organisations non gouvernementales, le survol de leur présence, de leur action et de leur évolution en Palestine nous amène à nous interroger quant au possible recours à cette théorie. En effet, la seconde *Intifâda* a permis de révéler à la société palestinienne à quel point le secteur humanitaire, particulièrement développé dans l'ère post-Oslo, s'est déstructuré vis-à-vis de ce qu'il était pendant la première *Intifâda*, et s'est déconnecté de la réalité du terrain. Au final, les ONG palestiniennes, dans la logique de leur dépendance aux bailleurs de fonds étrangers, rendent des comptes à la communauté de l'aide internationale bien plus qu'à la population palestinienne pour laquelle elles sont censées œuvrer. Et, occultant toute la dimension conflictuelle de leur perception des territoires occupés, elles finissent non seulement par dépolitiser la situation en question, ainsi que la population qu'elles emploient, mais également par décharger l'Etat d'Israël de ses responsabilités. Il n'est alors pas étonnant d'entendre dans cette même société palestinienne des voix s'élever contre cette « république des ONG »⁴⁴², travaillant essentiellement à son propre maintien, et de voir des femmes et des hommes faire le choix d'une autre voie, usant ainsi à nouveau de l'option d'*exit*.

Notre travail de terrain a conforté cette observation, bien qu'elle soit encore un phénomène balbutiant. Près de la moitié de nos interviewés ont en effet travaillé dans/en contact avec des ONG, ou des organisations internationales (ex. USAID, UNRWA), suite à leur désaffiliation politique, et ce pendant plusieurs années, parfois même quelques temps après la seconde *Intifâda*. Tous en sont revenus dans le courant des années 2000, pour les uns exaspérés par la bureaucratie excessive caractérisant ces organisations, pour les autres désabusés vis-à-vis de la primauté de l'agenda politique des bailleurs de fonds sur les réels besoins de la population. D'une certaine manière, on peut dire de ceux-ci qu'ils ont choisi cette option d'*exit*, quittant par déception leurs responsabilités dans les ONG et coupant leurs liens avec ce monde. De surcroît, tous nos interviewés, qu'ils aient été anciens membres d'ONG ou qu'ils n'aient pas souhaité passer par cette voie alternative, ont senti le besoin de se réapproprier leur militantisme et leur mode de résistance, dans une optique d'indépendance financière et politique aussi importante que possible, et à une échelle plus humaine et locale.

2.2 : Vers la localisation du mouvement national palestinien

« En un sens les ONG ne sont pas seulement ou nécessairement sociologiquement pertinentes en elles-mêmes, mais aussi, voire surtout, comme "porte d'entrée" vers d'autres processus sociaux à divers égards plus importants. [...] [On] doit concevoir que l'analyse des ONG soit un mode d'accès - parmi d'autres, mais autant que d'autres - au changement social, aux pouvoirs locaux, à la "gouvernance" (bonne ou mauvaise...) nationale ou internationale,

⁴⁴⁰ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., pp. 85-88.

⁴⁴¹ Albert Otto HIRSCHMAN, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, op. cit., p. 4.

⁴⁴² Alaa TARTIR, « International Aid to Palestinians: A Cursed Gift », op. cit., pp. 334-335.

aux faits de développement, aux flux d'aide extérieure, aux interfaces culturelles ou sociales, aux innovations, aux transformations des représentations et des pratiques... »⁴⁴³.

D'une certaine manière, cette réflexion est applicable au contexte palestinien contemporain, et en particulier au portrait que nous sommes en train d'en dresser. En effet, après avoir étudié plusieurs aspects du monde des organisations non gouvernementales en Palestine, présenté un temps comme une alternative au militantisme et à l'engagement politique traditionnels, il ne nous semble pas être un aboutissement en soi ni la fin d'un mouvement national palestinien pourtant en crise. Bien au contraire, on observe quelque temps après la seconde *Intifâda* l'éclosion d'associations populaires diverses de par leur forme, leur champ d'action, et leur fonctionnement. Un point commun les unit pourtant : elles rejettent le label d'ONG, tout comme la logique que celui-ci sous-tend. Ces organisations ont de particulier qu'elles sont très ancrées dans un contexte local, concentrant souvent leur rayon d'action à un village ou une petite région. Il semblerait alors que l'on soit à l'aube d'une nouvelle phase du mouvement national palestinien, dont il faudrait, à notre sens, revoir l'appellation.

Donné l'état général de fragmentation de la société palestinienne orchestré par le processus d'Oslo et ses conséquences, il n'est pas étonnant de constater le déclin potentiel de la composante 'nationale' du mouvement national palestinien. En effet, la dynamique d'occupation israélienne, ouvertement en cours depuis Oslo, tend à accentuer les lignes de division de la société palestinienne, que ce soit en fragmentant géographiquement le territoire, en différenciant les modes d'occupation d'un lieu à l'autre, ou simplement en maintenant les territoires palestiniens sous dépendance économique. Déjà en crise depuis la fin des années 1980, le mouvement national palestinien s'est donc vu opposer depuis deux décennies un obstacle majeur à sa perpétuation : la destruction systématique de toute possibilité d'union nationale, que ce soit en acte ou en pensée. Cette impossibilité structurelle de trouver une homogénéité dans la résistance à l'occupation est toujours d'une actualité brûlante, sachant qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, le plan d'annexion israélienne des colonies de la vallée du Jourdain - à savoir de près d'un tiers de la Cisjordanie - est sur le point d'être mis en œuvre. Morcelant plus encore un territoire déjà fracturé par une occupation croissante⁴⁴⁴, ce plan soumettrait en effet « même les tunnels et les ponts qui relieront les diverses enclaves censées assurer la "continuité du territoire palestinien" [...] sous supervision israélienne »⁴⁴⁵.

Face à cette situation générale, et à cette dernière proposition pour le moins critiquable de l'administration américaine, l'unité nationale palestinienne n'a guère plus à offrir qu'une mémoire collective cristallisant les couleurs du drapeau, la mythique branche d'olivier, et la Palestine d'antan narrée par les anciens, ancrée dans les consciences. Pas plus de résistance que d'unités politiques à l'horizon, malgré les faibles protestations de Mahmoud Abbas⁴⁴⁶, pas de possibilité d'organiser la lutte nationale, pas même d'expérience unique de l'oppression sur laquelle bâtir des revendications communes et homogènes. Cependant, malgré le sombre tableau que l'on en dresse, et l'apparente impossibilité du mouvement national palestinien de rester 'national' et homogène, il n'en est pas pour autant mort. À l'instar de la population palestinienne elle-même qui s'est adaptée à différentes strates d'occupation, le mouvement national palestinien semble depuis quelques années renaître par fragments localisés. On ne parlera dès lors plus de mouvement national palestinien, mais de mouvements locaux palestiniens, renaissant à travers les associations populaires localisées susmentionnées.

Comme nous allons le voir désormais, ces organisations semblent être un nouvel espace de mobilisation palestinienne, qui, bien qu'encore marginal et balbutiant, porte en lui le potentiel d'une repolitisation. Après plus d'une décennie de déstructuration et de déclin liés aux impacts d'Oslo, la mobilisation politique palestinienne pourrait-elle, au travers de ces nouvelles structures, trouver un souffle nouveau ? « What we observe in Palestine is a neoliberal logic, agenda, and order with depoliticizing effects, and varieties of resistance and local dissent with repoliticizing effects »⁴⁴⁷.

⁴⁴³ Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « Ce que pourrait être un programme de recherche sur les ONG », in Jean-Paul DELER (dir.) [et al.], *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Karthala Éditions, 1998, p. 27.

⁴⁴⁴ CF Annexes. Annexe B. 5 : *Entériner l'occupation*, 03.2020, p. 142.

⁴⁴⁵ Alain GRESH, « Israël-Palestine, un plan de guerre » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 03.2020, n° 792, partie II par. 4, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/GRESH/61539>.

⁴⁴⁶ *Ibid.*, partie II par. 14.

⁴⁴⁷ Alaa TARTIR et Timothy SEIDEL, « The Rule of Power in Palestine: Settler Colonialism, Neoliberal Governance, and Resistance », *op. cit.*, pp. 6-8.

III. De l'émergence d'un engagement politique alternatif : les mouvances civiles

« C'est dans les périodes de crise grave avec ébranlement des structures étatiques ou un grave déficit de légitimité que le phénomène associatif s'épanouit le plus »⁴⁴⁸.

Cette réflexion semble prendre tout son sens dans le contexte palestinien contemporain. Comme nous l'avons montré jusqu'à présent, l'appareil étatique mis en place au lendemain d'Oslo présente rapidement de nombreuses défaillances structurelles et fonctionnelles. Sachant son existence conditionnée à sa coopération avec l'État d'Israël, l'ANP s'est trouvée piégée, sans autre alternative pour assurer sa survie que de verser dans certains travers tels que la corruption et l'autoritarisme, quitte à se retourner contre la population palestinienne elle-même. Cette tendance s'est amplifiée avec les années, lui causant beaucoup de tort en termes de popularité et de légitimité, et aboutissant à son affaiblissement progressif du fait de sa perte de soutien populaire. Sa dépendance à l'aide internationale est quant à elle un autre facteur de son déclin. Celle-ci aura mené l'Autorité palestinienne à se plier aux exigences des donateurs, c'est à dire à éradiquer toute forme de résistance aux accords d'Oslo, et donc ainsi à entraîner la société palestinienne dans un processus de dépolitisation de sa réalité.

Étant donné le contexte général d'échec, tant des accords d'Oslo que de la mise en place d'un gouvernement palestinien capable de donner un leadership et une direction claire et homogène au mouvement national palestinien, le tissu associatif s'est énormément développé en Palestine, tout d'abord au travers des organisations non gouvernementales. Au-delà de sa croissance, ce secteur a largement muté dans les années ayant succédé à Oslo. Et si l'on avait pu considérer les ONG comme une nouvelle phase du mouvement national palestinien, porteuse de réponses aux problématiques de l'occupation et de l'appareil étatique faillant à ses tâches, ces espoirs sont à reconsidérer dès la seconde *Intifâda*. Reproduisant le schéma d'une ANP dépendante des fonds internationaux, les ONG finissent elles aussi par se dépolitiser, et entraîner une fragmentation au sein de la société palestinienne par la formation et la reproduction d'une élite occidentalisée, acquise à une vision post-confliktuelle de la situation dans les territoires, et confortée dans le bénéfice de certains privilèges auxquels elle aura dû sacrifier toute forme de résistance politique à l'occupation. Ce qui paraît être un nouvel échec du renouvellement du mouvement national palestinien ainsi que des modes de résistance traditionnelle trouve sa confirmation dans l'échec total de la seconde *Intifâda*, au cours de laquelle non seulement rien n'est acquis du côté palestinien, mais où l'on constate la dérive des institutions étatiques et des ONG.

À partir de 2005, le mouvement national palestinien n'a d'autre solution que de muter, afin de survivre à l'occupation, et à l'échec des modes de résistance traditionnels comme de l'appareil étatique et des ONG. Il apparaît alors, comme cité ci-dessus, que face à la fragmentation de l'oppression et du territoire, cette mutation se traduit par l'éclosion d'une multitude de petites associations localisées et aux modalités d'action extrêmement diverses, dont l'éparpillement géographique et rhétorique n'empêche pas pour autant une forme de cohésion et de cohérence.

A. La diversité de l'expression bourgeonnante d'une société civile bouillonnante

1/ *Le développement et la résilience de communautés localisées*

1.1 : *Empowerment et éducation*

L'une des rhétoriques d'action souvent rencontrée dans notre étude consiste en l'*empowerment*, notamment des femmes et des enfants. Précisons ici que l'emploi du terme d'*empowerment* est le fait de nos interviewés, et que, bien conscients du flou sémantique et des limites l'entourant, nous commencerons par essayer d'en proposer une définition. Popularisé dans les années 1970 par des groupes d'activistes et de féministes de pays dits « du Sud », il fait à l'origine référence à : « des principes, [tels] que la capacité des individus et des collectivités à agir pour assurer leur bien-être ou leur droit de participer aux décisions les concernant, qui guident la recherche et l'intervention sociale auprès des populations marginalisées et pauvres. [...] [C'est] un processus de transformation multidimensionnel, *bottom-up*, qui permet [à ces populations] de prendre conscience, individuellement et collectivement, des

⁴⁴⁸ Sarah BEN NÉFISSA, « Associations et ONG dans le monde arabe : vers la mise en place d'une problématique », *op. cit.*, p. 23.

rapports de domination qui les marginalisent, et construit leurs capacités à transformer radicalement les structures économiques, politiques et sociales inégalitaires »⁴⁴⁹.

La notion d'*empowerment* a fait l'objet de nombreux élargissements, remaniements et mésusages sous-tendus par la prééminence du système néo-libéral à l'échelle globale, et largement mis en œuvre par la prolifération des ONG de développement telles que celles discutées précédemment. On parle, par exemple, de nouvelles conceptions dépolitisées et individualistes de ce terme⁴⁵⁰, aujourd'hui très critiquées par certaines communautés militantes, féministes et intellectuelles, et contrées par de « nouvelles initiatives d'*empowerment* [variées], avec plus ou moins de succès, dans des contextes culturels spécifiques, [qui] sont toutes initiées collectivement depuis la base, participent à la prise de conscience critique par les individus de leur condition et visent la transformation des rapports de pouvoir inégaux. Elles renouent ainsi avec la conception d'origine de l'*empowerment* et en rejettent la version individualiste, dépolitisée, verticale et instrumentale, imposée aujourd'hui par les organisations internationales de développement »⁴⁵¹.

Cette re-conception de l'*empowerment* est précisément celle que nous avons pu observer au travers de certaines associations que nous avons approchées. On est effectivement en présence de populations marginalisées par leur réalité quotidienne de vie sous occupation, sans réelle représentation politique autre que celle d'un organe étatique répressif dont la souveraineté est incomplète. Les membres de ces associations sont dans une démarche de rejet de leur représentants politiques traditionnels ainsi que des organisations non gouvernementales de développement dont la présence et l'action ont poussé à la dépolitisation de leur situation de vie, et s'orientent vers des actions collectives et diversifiées issues de la base. Parmi les associations que nous avons contactées, cinq travaillent à l'*empowerment* d'une communauté locale, et ont été décrites de la sorte. Leurs activités, comme nous allons le voir dès à présent, tiennent de la préservation de la jeunesse, de l'éducation et de la formation professionnelle, ainsi que de la permaculture et du recyclage/surcyclage des déchets.

Des espaces exempts de violence pour les enfants

Des neuf associations auxquelles nous nous sommes intéressés, quatre ont mis en avant l'importance de prodiguer aux jeunes un espace sécurisé, vierge de toute forme de violence et de marques de l'occupation. À travers des activités culturelles, des cours dans différentes matières, du soutien à des projets créatifs, ou encore des camps de vacances, il est surtout question de leur offrir une enfance.

La plus ancienne des associations rencontrée est le *Palestinian Child Center*, ou PPC (مركز الطفل الفلسطيني), du camp de réfugiés de Shu'fat. Situé à Jérusalem-Est, ce camp a été créé en 1965 par l'UNRWA pour donner refuge à plusieurs centaines de Palestiniens alors contraints de fuir la vieille ville. Si les recensements officiels de l'UNRWA attestent que 12'500 personnes vivent actuellement dans le camp, il est bien plus probable que le nombre réel d'habitants atteigne le double. Cette organisation internationale, au même titre que notre interviewé vivant à Shu'fat, font état de conditions de vie évidemment rudes, avec des revenus très bas, un fort taux de chômage, d'abandon scolaire et de criminalité, et très peu d'infrastructures publiques éducatives et sanitaires, conditions que n'a logiquement pas améliorées l'érection du Mur de séparation, qui a coupé le camp de Jérusalem-Est⁴⁵². C'est donc en raison de ces difficultés et de leurs potentiels impacts sur les enfants du camp que certains activistes et travailleurs sociaux se sont mobilisés dès 2000 et ont créé le PCC :

« We aim to improve, develop and reduce the psychological pressure and social conditions for a better future free of violence and [partition.] We provide a safe, comfortable and healthy space and psychological support to the camp residents so that they can express themselves freely and creatively. [...] It aims at empowering children culturally and engaging them in sports activities as well as improving their interaction and participation within the community »⁴⁵³.

L'un des enfants dont ce centre a pris soin est précisément notre interviewé, Hamouda Hmoud, aujourd'hui âgé de vingt-trois ans. C'est après des années passées à jouer, apprendre, et faire de la musique avec les volontaires et

⁴⁴⁹ Anne-Emmanuèle CALVÈS, « « Empowerment » : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », in *Revue Tiers Monde*, 10-12.2009, vol. 4, n°200, pp. 736, 746-747.

⁴⁵⁰ *Ibid.*, pp. 743-747.

⁴⁵¹ *Ibid.*, p. 747.

⁴⁵² *Profile : Shu'fat camp. Jerusalem governorate* [en ligne], UNRWA, 03.2015, p. 1, http://www.unrwa.org/sites/default/files/shu-fat_refugee_camp.pdf.

⁴⁵³ *About us* [en ligne], PALESTINIAN CHILD CENTER, par. 2-3, <https://english.palchc.org/about-us/>.

les travailleurs formant le *Palestinian Child Center* qu'il a décidé de venir en aide à la jeunesse de sa communauté, à son tour. Il raconte :

« I [grew] up here for a while, I was used to go to the center and do some activities, I mean like, child center has been always the only safe space you can go to. Without any danger, let's say. So I've just been here until I was like 14 or something, I remember I just was doing music and I've been away for a while and then I came back 4-5 years ago, and I did my project here, hip hop. And since that day I'm here, in this organization. At the beginning my goal wasn't to help the kids or like to change their mind or anything like this, I just wanted to make small rappers. And this was my goal. And after a while I see that they copy me, like they react the same way I react, they behave the same way. So I was like thinking "ok, this is, I can make a change here". So, and then I started [focussing] more on changing the way they behave, [and their perception, their] perspective. [...] I really want the kids to do this and they start doing it, like, for example, few years ago like one of the kids was like talking about what he hears, and what he sees in the social media or on *Facebook*, he [was] just like talking about stabbing and all these stuffs, and then I just like talked with him, I said like "chill a little bit", and I walked with him a little bit and he sees the life from a different perspective, now like he's seeing from different eyes, like from an artist's eyes. And now he sees the good stuffs that happen. [...] Basically, Child Center is the, as I said the, the only safe space in the refugee camp, for children. [...] Most of the children come here to do the multiple activities that we have. [...] We do like multiple activities, like music, dabke dance, football, life skills, arts, and there is the other floor that is doing the education thing [for] anyone who has a problem with education, they just go there and they enter the school and they can make all these stuffs »⁴⁵⁴.

Hamouda ne se réclame d'aucune formation politique traditionnelle, il ne les connaît d'ailleurs que très peu, et considère au contraire avoir trouvé quelque chose d'important à faire pour sa communauté au sein du centre qui l'a fait grandir. À l'opposé d'un militantisme traditionnel, c'est au travers de la musique hip hop, de ses projets personnels, et de la transmission de ce talent qu'il tente, à son échelle, d'améliorer la vie des jeunes du camp de Shu'fat. L'idée est de donner aux enfants et aux jeunes du camp, en premier lieu, un espace sécurisé et sécurisant, où ils peuvent développer leur potentiel créatif, s'épanouir. C'est en quelque sorte un aménagement au sein de la vie de camp de leur jeunesse. Mais ce centre est également un lieu de formation, et, selon lui, un vecteur de participation à la Palestine du futur, puisqu'il voit en tous les jeunes qui passent par le centre une prochaine génération qu'il s'agit de former. Ainsi, il perçoit dans le *Palestinian Child Center* un autre but :

« It's, make a better future for the children. I mean like, the next generation that's gonna be leading this camp, like leading this organization or leading even the Palestinian people, this generation [is] the children. So, if we work with them and we just make them know what they feel, what they should do, what are their rights, [...] in the future they gonna fight for their rights. And this is one of the main goal that we have »⁴⁵⁵.

Pour y parvenir, certains projets entrepris par le centre mêlent activités culturelles et éducation politique, historique, juridique. Au cours de notre entretien, il nous a offert un CD échantillon d'un projet de hip hop monté avec les jeunes du centre, mais également avec ceux d'autres organisations, dont le *Madaa Creative Center*, que nous évoquerons plus tard. Ce projet répond au nom de *Sawa Sawa*, et se définit comme « network of Palestinian NGOs and CBO, [which] aims at overcoming the growing social fragmentation between different areas of the Palestinian society, by organizing joint activities in the fields of culture, arts and sports »⁴⁵⁶. Plusieurs jeunes et artistes de ce réseau, incluant le *Palestinian Child Center* de Shu'fat, ont composé et produit ce *sampler* dont les chansons ont toutes trait à la situation historico-politique des Palestiniens. La chanson centrale, écrite par tous les membres du projet, l'illustre bien :

« When the law is better,
when we move away from racism.
We want a homeland, where there's national
unity, transparency, nationalism.
We state it clearly,
We want to live in peace and get a taste of freedom.
[...]

⁴⁵⁴ Interview n° 9, Hamouda HMOUD, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 14'59-18'39, 19'42-20'01.

⁴⁵⁵ *Ibid.*, 24'51-25'45.

⁴⁵⁶ *Informations* [en ligne], SAWA SAWA سوا سوا, https://www.facebook.com/pg/sawasawa2015/about/?ref=page_internal.

Let everybody hear, what I'm gonna say.
Our aim is one, your right is mine.
Our culture is one and our homeland is one.
Either we all live, or we die one by one.
Me and you, me and her together, Silwan, Madaa, Balata, Yafa, Shu'fat, Tifl, Ghirass, Bethlehem »⁴⁵⁷.

Il y a donc bien une notion d'*empowerment* des jeunes de ce centre, notamment à travers ce projet mais également au travers d'autres. Au sein d'un espace aménagé dans le camp, ils sont amenés à développer leurs divers talents artistiques et créatifs, mais également à être formés quant à leur histoire, leur identité et leurs droits, afin d'être préparés au mieux à prendre la relève. Par ailleurs, les projets entrepris par le *Palestinian Child Center*, tels que *Sawa Sawa*, témoignent également d'une tentative de contrer la fragmentation territoriale et politique, et donc de remettre en cause le *statu quo* actuel, bien que cela reste très localisé.

D'autres organisations misent également sur la protection des enfants vis-à-vis de leur environnement violent en leur aménageant un espace sécurisé, mais, contrairement au *Palestinian Child Center*, cherchent à les préserver de toute forme d'éducation politique. C'est à Silwan, au sud-est de Jérusalem, que deux associations que nous avons rencontrées œuvrent en ce sens. Tout d'abord, *Silwanic (Wadi Hihveh Information Center)*, dont la fonction première est d'être un centre d'information et de documentation sur les violations des droits humains et de la vie à Silwan, offre ainsi un espace sécurisant et dépolitisé aux enfants. C'est après des années d'affiliation décevante au FPLP et d'opposition au processus d'Oslo que Jawad Siyam fonde ce centre en 2009, dont le projet est intrinsèquement lié à la situation géographique et politique de Silwan. Partie intégrante de Jérusalem-Est dans les termes d'Oslo, ce quartier majoritairement palestinien est extrêmement convoité par les colons israéliens, et notamment par les plus fervents religieux. En effet, des fouilles archéologiques tendent à montrer que Silwan repose sur les ruines enfouies de la Cité de David, site originel de la vieille ville de Jérusalem, dont l'importance symbolique pour les Juifs est très forte. Par conséquent, les pressions israéliennes sur ce quartier vont croissantes, surtout depuis le début des années 2000, où de nombreuses associations juives israéliennes soutiennent de potentiels colons dans des entreprises d'expulsion et de démolition de maisons palestiniennes dans des quartiers tels que Silwan, et de reconstruction de nouveaux bâtiments afin de créer une majorité juive dans ces zones. Tel est le cas d'*Ateret Cohanim* et d'*Elad*, qui usent de ces pratiques à Silwan afin de développer un parc archéologique dédié à l'excavation de tunnels et de pans entiers de la Cité de David, parfois même sans aucun permis israélien⁴⁵⁸. Ainsi, dans l'optique de reconnecter les habitants palestiniens de Silwan à leur village, et d'organiser une forme de résistance à la brutalité de la colonisation juive israélienne, Jawad a imaginé un lieu d'échange, de solidarité et de production d'informations sur leur quotidien à diffuser aux niveaux local et international⁴⁵⁹. Concernant plus particulièrement les enfants, il constate rapidement que :

« They have no space, no safe space, nothing. And the Israelis are also arresting a lot of children, because they have been throwing stones, . And because our society is very young, [...] 50% they are under the age of 18 years old, [we] should work with them. [...] So my idea was to make a safe space for the children. From that point, we started with making, organizing summer camps for the children. And from this point, we were growing up, in a way that we [work with] [...] more children. And it was a very successful model. [...] Silwan is very big, if we speak about historical Silwan, [it's] 55'000 inhabitants. We have today five branches, and we're serving like 3'000 children today. [...] We do not do any political work inside. We don't say to the children anything about occupation [...]. And we don't speak about this at all, the children should discover by themselves. So we want the children to get, try to get back [...] their childhood, [...], as much as we can [...], to feel that they are children, they are not adults. Especially boys, they feel themselves men, in 13-14, and this is not healthy, and to be honest it's not the role of children to throw stones. The children should have education, and so on. [That's why] we want [them] to have safe space and to learn things. So therefore we have today famous rappers, we have also dancers, we have singers, we have 34 activities per week. And, and our goal is not to make children famous, [...] but you know, at the end of the day, if they want to be famous they can, they're welcome »⁴⁶⁰.

⁴⁵⁷ SAWA SAWA, « Sawa Sawa Theme », in *Sawa Sawa Sampler* [CD], 2018, p. 12.

⁴⁵⁸ *House demolitions in Silwan, East Jerusalem* [en ligne], BTSELEM, 12.11.2008, par. 6, https://www.btselem.org/jerusalem/20081112_house_demolitions_in_silwan.

⁴⁵⁹ *About Silwan* [en ligne], SILWANIC.NET, <http://www.silwanic.net/index.php/aboutsilwan>.

⁴⁶⁰ *Interview n° 6*, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'23'47-1'24'59, 1'26'20- 1'27'35.

C'est entre autres, à travers la préservation de la jeunesse, vis-à-vis de la violence quotidienne véhiculée par une réalité d'occupation, que Jawad a choisi d'orienter son capital militant et de venir en aide à sa communauté. L'espace qu'il a créé est un espace de développement artistique et créatif, de jeu, et même de vacances. On pourrait alors penser que cette association travaille d'une certaine manière à la dépolitisation de sa communauté, en omettant volontairement d'enseigner aux enfants les tenants et aboutissants du conflit et de l'occupation israélienne. Cependant, ce type d'activités va de pair avec un travail conséquent d'information sur le quotidien de la communauté, mais aussi avec tout un travail d'*empowerment* réalisé avec les femmes de Silwan, dans le sillage d'une autre association dont *Silwanic* est issue à l'origine : le *Madaa Creative Center*. Jawad Siyam a évoqué au cours de notre interview le lien entre *Silwanic* et *Madaa Creative Center*, toutes deux situées dans le même bâtiment, et nous a présenté une membre-clef de cette dernière association, Sahar Abbas, que nous avons pu interviewer.

Seule femme que nous avons eu l'occasion d'interroger, Sahar, âgée de quarante-trois ans, est membre de *Madaa Creative Center* depuis 2009. Cette association a vu le jour en 2005, et a été créée en réponse à la difficile réalité de vie imposée aux habitants de Silwan telle que décrite plus haut, dans l'optique d'établir « a center that would study the town's needs, rearrange certain situations, and do activities that would promote facilities and aspects of social, cultural, and educational life as well as health and tourism »⁴⁶¹. Les champs d'activités couverts par ce centre sont très larges, mais deux de ses focus principaux sont les enfants et les femmes. En collaboration avec *Silwanic*, le *Madaa Creative Center* a pour objectif de prodiguer aux jeunes et aux enfants du village un espace apolitique et sécurisant, tout en les aidant à développer leur potentiel créatif. Il s'agit alors de cours de danse *dabke*, de théâtre, de dessin, de football, de langues, ou encore de musique⁴⁶². L'un des projets soutenus par *Madaa* et *Silwanic* avec les enfants est le groupe de rap Dandara, composé d'une douzaine de jeunes de Silwan. Ces derniers ont écrit une dizaine de chansons en collaboration avec une idole du rap palestinien, Tamer Nafar, membre du très célèbre groupe de hip hop DAM qui chante à propos de la violence et de la pauvreté, ainsi que pour la paix et la coexistence entre les sociétés israélienne et palestinienne⁴⁶³. Fait intéressant, bien que les deux centres évoqués ne travaillent pas à éduquer politiquement les enfants quant à la réalité dans laquelle ils vivent, toutes les chansons de Dandara ont une toile de fond relativement politisée, comme en témoignent les paroles de cette chanson :

« You took the documents of our houses, now you want the ones where our poems [are written] ?
 Why are you stretching your hand [to grab] the Arab poems ?
 Why you want to throw away the national poetries ?
 What will you leave us with ... the romantic poems ?
 [...]
 Do you want love ? Ok, a couple fell in love
 They got married, roses and flowers
 They want to live in happiness, but there is no house, you took their land
 So I grab my pen, I write with my pen
 No love, no romance without a homeland »⁴⁶⁴.

Ainsi, à l'instar du projet musical *Sawa Sawa* présenté à Shu'fat, la musique permet aux jeunes de Silwan de développer non seulement leur potentiel créatif et artistique, mais sans doute également d'exprimer leurs opinions, leurs angoisses et leurs rêves vis-à-vis d'une situation sur laquelle ils n'ont pas le contrôle.

Si l'on peut à plusieurs niveaux considérer que ces associations travaillent à une forme d'*empowerment* de leur communauté respective en ciblant la jeunesse, c'est aussi le cas au travers d'un travail concentré sur les femmes, dont le *Madaa Creative Center* est également un exemple très parlant.

Des espaces de développement professionnel, créatif et personnel pour les femmes

L'une des priorités de ce centre réside en effet dans le travail réalisé avec les femmes de la communauté de Silwan. Sahar en parle via son propre parcours au sein de l'association : « I started giving English lessons, for the children, and then I started working with women groups [...]. You know, when we started in 2009, it wasn't easy to convince women to come to this place. Because as it started by activists, by men, they thought it's political place, something

⁴⁶¹ *The idea of establishing the center* [en ligne], MADAA SILWAN CREATIVE CENTER, par. 3, <http://madaasilwan.org/en/1/1/122/>.

⁴⁶² *Madaa and Child* [en ligne], MADAA SILWAN CREATIVE CENTER, <http://madaasilwan.org/en/1/10/>.

⁴⁶³ Jackie SALLOUM, *Slingshot Hip Hop* [en ligne], 2008, part. 1/6, https://www.youtube.com/watch?v=Lw2AJ0NMTCY&list=PLa1-vLrslkqk9AyuYladt_z4-jlfcoS-.

⁴⁶⁴ DANDARA دنندرة من سلوان, « Writing my own book », in *Dandara دنندرة من سلوان* [CD], 2014, p. 3.

like that. So we started [convincing] women to come, to have lunch, cook and have coffee and go. Next Tuesday we were 7-8, and now we have around 200 women who join our different activities. With women we're working on three levels : vocational, psycho-social as well as awareness. [...] Women in our area [are] suffering from isolation, from a lot of issues, political, traditional, social, there [are] a lot of things. Women are being, you know, controlled or dominated by a lot of things. So, I found it's not just only about [...] coming here and cooking [...], after talking with those women, you can find a lot of strength inside those women. A lot of strength, a lot of potential, but they need some kind of help, they need small opportunities, they need a push so they can show this strength. [...] Now we have really a group of women who are leaders, initiators, and definitely you can say leaders. Leaders, leaders, leaders. [...] I'm the bureau director, [and] the thing I'm proud of is being women voice leader »⁴⁶⁵.

Pour Sahar, les femmes sont en effet un élément crucial de la société palestinienne, qu'il est impensable de ne pas encourager à se développer et à s'épanouir. Ce qu'elle relève cependant de la difficulté à réunir ces femmes au début du projet est par ailleurs intéressant. Dans une société encore relativement « conservatrice », dans laquelle la séparation genrée entre espace public et espace privé reste prégnante, il aura fallu à ces nouvelles associations redoubler de créativité pour bousculer les habitudes. C'est notamment pour cela que les premières activités proposées ont été des séances de cuisine entre femmes, à cela près que les livres de recettes fournis par le centre sont qualifiés de « political cooking book »⁴⁶⁶ par Jawad. De fait, c'est à travers un vecteur traditionnel que des associations comme le *Madaa Creative Center* et *Silwanic* sont progressivement parvenues à atteindre les femmes de la communauté, et à les rassembler autour d'activités de plus en plus diverses. Aujourd'hui, cela passe par des réunions hebdomadaires organisées par le centre dans l'optique de débattre sur la place de ces femmes en société, et sur les conséquences de la situation politique sur leur quotidien, aussi bien que par des séances de soutien psycho-social et des cours prodigués dans des domaines diversifiés tels que la broderie traditionnelle, la cuisine, l'informatique, le sport, ou encore les langues⁴⁶⁷. Sahar Abbas explique d'ailleurs à quel point l'enseignement des langues, et notamment de l'hébreu, est un outil d'*empowerment* indéniable pour ces femmes :

« But you know, Palestinian women, what makes them different, they are forced to be strong. A woman living in this kind of struggle and situation, she needs to be strong woman so she can survive, so she can, you know, keep on track with her family. Because if she looses on it, you know, a mother, you talk about a whole family, and then the whole community. [...] This is why we do believe it's always really important to work with those women, to try to empower, open their minds, [...], you know, there is a lot of talented women, give them the opportunity, be aware about the different subjects (legal, focussing a lot on the legal issue). We have women who consider themselves half-lawyers, they know about everything almost. You know, Hebrew, Jawad mentioned Hebrew [as he disagrees with the necessity of learning and speaking it]. Hebrew here is, you know, those women also rediscover that. They are the one who are following their children to the police interrogation, [...] who will follow the lawyers, who will go to the court sessions [...]. And those women here [don't know] Hebrew, are forced to sign documents in Hebrew, so it's important for them, to know what they are signing, what is being discussed [...]. Yeah, this is a need [to teach them Hebrew]. To go to hospitals, officials, offices, something, you need to use Hebrew »⁴⁶⁸.

Une autre association, *One Hand for Issawiya*, œuvre également à l'*empowerment* des femmes à Issawiya. Située à Jérusalem-Est, cette enclave palestinienne est relativement pauvre et très densément peuplée. Elle a la particularité d'être dans un environnement totalement israélien, encerclée de routes dont l'accès lui est interdit par des blocs de béton, à l'instar de celle menant à l'Université Hébraïque. C'est, selon l'ONG *B'Tselem*, le quartier palestinien de Jérusalem-Est qui a subi la plus importante expropriation de terre, passant de 10'000 *dunam* en 1945 à moins de 1'000 de nos jours⁴⁶⁹. Cible d'une campagne israélienne de punition collective et de harcèlements policiers quotidiens depuis plus d'un an, Issawiya est souvent le théâtre de violences, et représente encore un bastion de résistance frontale à l'occupation⁴⁷⁰. Dans ce contexte, certaines initiatives associatives ont vu le jour, afin de soulager la population en apportant des services divers, comme l'éducation. Ainsi, Abdallah Hamdn, la soixantaine, est directeur depuis 2018 de *One Hand for Issawiya*, qui s'inscrit pleinement dans cette logique. Dédiée à l'éducation des

⁴⁶⁵ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 5'55-9'14.

⁴⁶⁶ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'25'48-1'25'50.

⁴⁶⁷ *Women Alliance in Silwan named "Arobab" meaning 'Arabism' - The Women Group* [en ligne], MADAA SILWAN CREATIVE CENTER, par 3, <http://madaasilwan.org/en/1/9/132/>.

⁴⁶⁸ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 14'05-16'05.

⁴⁶⁹ *This is Jerusalem: Violence and Dispossession in al-'Esawiya* [en ligne], B'TSELEM, 05.2020, partie II par. 1, https://www.btsalem.org/publications/summaries/202005_this_is_jerusalem_violence_and_dispossession_in_al_esawiyah.

⁴⁷⁰ Hanadi QAWASMI, « Issawiya, la ville palestinienne qui résiste aux sanctions collectives d'Israël » [en ligne], in *Middle East Eye*, 12.08.2019, partie I par. 2, <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/issawiya-la-ville-palestinienne-qui-re-siste-aux-sanctions-collectives-disrael>.

jeunes, à l'*empowerment* des femmes, ainsi qu'à l'amélioration générale du quotidien des habitants d'Issawiya, cette association est née en 2014, et tient un rôle important dans la communauté, sur lequel Abdallah insiste fermement:

« The important thing we do here, we give empowerment for women. We have many many groups of women in One Hand. Now, we have daily, [...] 6 days a week, we give four groups of women [empowerment keys] [...]. Make up, and hairs [lessons]. [...] Weekly, we work with four groups of women, to make them, to give them empowerment. So after that, [they can] go to work, [...] to reach their income. This is very important. Empowerment for women is very very important. Not only for [...] economic [reasons], also for education. To give education is more important than [anything else]. [...] [We also give education to children of the community]. Yes, yes, yes. She [*pointing at a girl in the room*] gives the education. She works with more than 100 kids weekly »⁴⁷¹.

En permettant aux femmes de la communauté, via leur formation dans certains domaines, d'avoir la possibilité de travailler et donc de percevoir leur propre salaire, Abdallah œuvre indéniablement à leur autonomisation. Tout comme Sahar dans le cas du *Madaa Creative Center*, il s'inscrit dans une optique de renforcement de sa communauté en ciblant ses activités autour de l'éducation et de l'*empowerment* tant des enfants que des femmes, qu'ils perçoivent comme des éléments indispensables à la résistance palestinienne.

Par ailleurs, et comme nous allons le voir dès à présent, dans de nombreux cas l'*empowerment* de toute ou partie d'une communauté est directement mis au service de projets de solidarité locale, visant à améliorer la vie quotidienne malgré les limites imposées par l'occupation.

1.2 : Solidarité locale

Ayant vécu quelques temps à Beit Sahour, cette étude nous a naturellement amenés à y effectuer une partie de notre enquête de terrain. Célèbre au cours de la première *Intifâda* pour son initiative déjà évoquée de résistance pacifique via le refus de payer les impôts, Beit Sahour est une petite ville située en zone A, à l'est de Bethléem, c'est à dire sous la gestion de l'Autorité palestinienne. C'est là que vit Ala Hilo, qui a fondé en janvier 2013 l'association *ReSign* dans l'optique de développer la pratique du recyclage et du surcyclage dans sa région. L'idée à la base de son engagement associatif est de récupérer tous les déchets et objets non-utilisés qui l'entourent, et de leur donner une seconde vie en les transformant en d'autres objets. C'est après avoir quitté son dernier travail dans une ONG qu'il se retrouve à devoir choisir quoi faire de sa vie :

« In that period I was thinking about like starting some kind of business. And because I had time, it was like a hobby recycling things and up-cycling things [...]. And because I did stuffs, I started to sell, and I had like the first exhibitions, [that] pushed me in order to continue with *ReSign*. [...] The reflexion of the stuff I do on people's faces, and like, the result was really impressive. And like how much [...], a thing can actually make people think differently about something. When you say that a bottle became a cup, and people see it and touch it and see the possibility, they believe in it. Although for, like the majority of people trash is nothing, or waste is nothing. [...] The main aim of *ReSign* is to change the way we look at things, that's the first principle I took. [...] I founded *ReSign* as a place I really belong to because you can shape the way you look at things. You can actually control your own perception, and like your own perspective, about things and people. [...] Our senses control about how we feel towards things and how we think about things, and kind of form our general opinion. So trash exists, and the idea of existence of trash is a human-made thing. Because naturally there is nothing called trash. [...] Nature doesn't consider anything trash. I don't think nature considers our plastic waste as trash, you know. Nature will find a way to deal with this. But there is nothing called trash, in nature. So it was possible for my understanding to make something out of what people throw away, you know, and to make something that actually people can, will actually pay money to get, and make effort to reach, and want to learn, and want to understand. [...] I [wanted] like different perspective about like our daily life, to become like less dependent on [consumption, because] mainly what's bringing the world to such a situation is consumption itself »⁴⁷².

Ala transforme depuis plusieurs années tous types d'objets et de matériaux en accessoires et mobiliers. Il est question ici de réaliser des sièges de salon à base de pneus, de faire de quelques palettes une table de salle à manger, des étagères ou de grandes jardinières, ou encore de réincarner une bouteille de verre en vaisselle⁴⁷³. S'il y a bien évidemment une forte dimension environnementale et économique au sein de sa démarche, renforcée par son

⁴⁷¹ Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 27°52-29°57.

⁴⁷² Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1°22'27-1°23'54, 1°24'51-1°26'42, 1°29'03-1°29'20.

⁴⁷³ Products [en ligne], RESIGN FOR RECYCLING DESIGN, <https://resignpal.wixsite.com/resign/products>.

engagement dans de nombreux projets parallèles de développement de la permaculture en Palestine, il y a également une réelle volonté d'améliorer le quotidien de ses pairs, notamment en leur transmettant ses techniques et son savoir sur le sujet. Ala propose en effet de nombreuses formations sur les méthodes de recyclage et de transformation de toutes sortes d'objets⁴⁷⁴, qu'il réalise dans la région autour de Beït Sahour. Il raconte à ce sujet l'une des expériences de formation les plus marquantes qu'il ait vécu :

« So like from the beginning of *ReSign*, from 2013 I think I gave trainings for almost 2000-3000 people [...]. One of the best trainings I gave was to a group of women in Al Walaja, and it's amazing because the difference that I saw, like I lived the change between the beginning of the training where they had no idea about up-cycling and how to translate it, to today where they are running their own studio now »⁴⁷⁵.

Deux éléments sont ici à retenir des formations qu'Ala donne autour de lui. Le premier est que, comme le suggère la dernière citation, son travail participe à l'*empowerment* des femmes de différentes communautés, qui elles-mêmes finissent par créer leurs propres produits, mais qui, surtout, transmettent à leur tour ce savoir acquis. Cela passe inéluctablement, selon lui, par une action par le bas, auprès de la masse populaire :

« This is where you can make a difference, like, the difference I have seen [happening in the lives of this group of women] [...] is incredible. [...] Now they pass by the street and they see some kind of piece of wood that they can use and they take it with them, you know. Now they have different thing to be busy with, instead of just being busy with the house and cleaning the house and cooking for the house [...]. They have something different in their life where they do organize events or they look for events or they look for something to make a difference in some other people's life. [...] Most of my trainings were given to women, because it's different like, here when you're talking about giving women like power tools, it's much more a power for women, than for men. It's much easier. And the idea is that actually women are trainers by nature. [...] When you train a man, you train one man. When you train a women, you train a family. [...] When I train women, the whole family does up-cycling at home. When I train men, no one does up-cycling at home »⁴⁷⁶.

Deuxièmement, par la transmission de ses techniques, il permet à de nombreuses communautés d'être plus autonomes en termes de gestion des déchets et d'acquisition de mobilier, qui plus est dans une région où la population n'a pas forcément les moyens d'acheter neuf. Mais plus intéressant encore est la dimension politique qu'il trouve à son action, non seulement dans son rapport au contrôle israélien du marché et de l'économie palestinienne, mais également dans la simple symbolique de *ReSign* :

« In general I kind of pay less for the occupation than any other thing, or any other one. [...] When you talk about buying something from the market, you are anyway, as a Palestinian, you'll pay for the Israelis. Like, you pay electricity and water for the Israelis, we have to. And phone, and mobile, [...] any kind of product you're talking about, even if it's like purely Palestinian. Let's say like, [...] some Palestinian or Bedouin from the West Bank dairy product, you're talking about like at least 3% [that] would go to the occupation because the [...] food that we get for our [...] cattle comes through Israeli importers, or Israel takes taxes on it. [...] [So] when I for example get like [...] to cut a bottle like to make a cup, so I don't go buy a cup, that had to pay taxes to the Israelis. I make my own cup, by only paying for Israelis what I use as water and electricity, which is less than 1%. [...] This is totally a political choice. First of all, it's called *ReSign*. So I had to quit NGOs, I had to quit like my career, and the second thing is [...] stuff that I work with quit being like tyros and become chairs, quit being bottles and become cups, quit being clothes and become bags. [And] basically my point is to reduce my own consumption [and] reduce my dependency on consumption. So it's totally political »⁴⁷⁷.

À travers son activité, et la transmission de son discours ainsi que de ses techniques, Ala participe donc, dans une forme de solidarité, à la résilience de sa communauté et de celles environnantes. En donnant la possibilité à ces hommes et à ces femmes de transformer des matériaux et déchets du quotidien en objets utiles, il leur permet en quelque sorte de se réapproprier leur quotidien, et de reprendre un tant soit peu de contrôle sur des choix quotidiens comme celui de la consommation.

⁴⁷⁴ *Services* [en ligne], RESIGN FOR RECYCLING DESIGN, par. 1, <https://resignpal.wixsite.com/resign/current-projects>.

⁴⁷⁵ *Interview n° 4*, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'27'20-1'27'56.

⁴⁷⁶ *Interview n° 4*, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'56'17-1'58'53.

⁴⁷⁷ *Ibid.*, 1'40'49-1'43'20.

Un autre exemple de solidarité locale passant par ces nouvelles associations localisées dont nous parlons est *Youth Against Settlements* (YAS), basée à Hébron. Créée en 2007 par Issa Amro, cette association mène diverses activités sous l'étendard de la résistance non-violente et populaire à l'occupation israélienne, particulièrement dure dans la région d'Hébron. YAS « seeks to end the building and expansion of illegal Israeli settlements through non-violent popular struggle and civil resistance. [...] [It is a] 100% non-violent, mass Palestinian uprising of civil disobedience that pressures the Israeli government to dismantle the settlements and end the Occupation »⁴⁷⁸. L'un de ses volets d'action, décrit par Izzat Karaki, membre du comité, consiste à soutenir la population palestinienne vivant à Hébron et aux alentours, dans le simple fait de vivre et d'être présente dans une zone particulièrement menacée par l'expansion de la colonisation :

« The main goal for us as group is like to give kind of support and to help people, [...] to remain in their houses, because unfortunately here the people, like, they feel they are alone, no anybody support them or anybody stand with them. So they need someone like to connect them to other people. [...] We are dealing with a lot of people or a lot of groups, in different places. Like we are dealing with Nabi Saleh, we are dealing with people in [refugee camps], we are dealing with South Hebron hills, so all over »⁴⁷⁹.

Issa Amro, qui a fondé YAS dans l'optique de reconnecter les Palestiniens entre eux autour de l'action bénévole et solidaire en résistance à l'occupation, énumère plus en détails une partie des champs d'activité de cette association : « We do, you know, working voluntarily with the families that need, we do tours, we do documentation, [...] using video-cameras, we do activities for the women - we just opened our women center in Salaymeh with other partners, this center which used to be a military center. We try to protect the palestinian land, the palestinian identity. We do community activities, we do a lot of humanitarian aid, olive harvests campaigns, [...] we do a lot of legal cases »⁴⁸⁰.

À travers la diversité des thématiques abordées et des actions menées par *Youth Against Settlements*, dont nous n'avons pour le moment évoqué qu'une partie, nous observons que ce groupe de militants s'inscrit pleinement dans une dynamique de solidarité locale et populaire face à l'oppression. D'une autre manière que celle employée par Ala au sein de son association *ReSign*, les membres de YAS tentent d'apporter à leur communauté et à celles environnantes des outils d'amélioration de leur quotidien, et surtout du soutien face aux menaces d'expulsion et/ou d'agressions israéliennes, qui sont coutumes dans cette région de Cisjordanie⁴⁸¹. L'exemple, mentionné par Issa de l'aide aux agriculteurs palestiniens à la récolte d'olives au mois d'octobre, nous est particulièrement parlant dans la mesure où nous y avons participé à quelques reprises, dans d'autres régions et en lien avec d'autres associations. C'est en effet une activité assez classique au sein du monde associatif local palestinien, qui permet non seulement d'aider des familles à achever une tâche se révélant fastidieuse par essence et compliquée par les restrictions israéliennes (interdiction de passage, confiscation des terres, destruction partielle ou totale des arbres, ...), mais également de connecter qui le souhaite - natif ou international - à l'histoire de la Palestine, via la tradition des olives et d'éventuels récits construits autour. Cela participe donc, au-delà d'une solidarité entre communautés palestiniennes, à une transmission tant locale qu'internationale de l'information quant au quotidien vécu par celles-ci. Cette question de l'information, comme nous allons le voir désormais, est érigée comme outil et devoir par de très nombreuses de ces nouvelles associations.

2/ Une résistance politisée par son contournement du politique traditionnel

2.1 : Le devoir d'information

Quiconque s'est déjà rendu tant en Israël que dans les territoires occupés de Palestine peut sentir le poids et l'importance cruciale de l'information. Qui la possède, la manière dont elle est diffusée, qui la reçoit, sont des questions qui n'ont que plus de pertinence dans un contexte comme celui du conflit dont nous parlons. À l'instar de projets

⁴⁷⁸ *About. Your organization* [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, par. 1-3, <http://www.yashebron.org/about>.

⁴⁷⁹ *Interview n° 2*, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 41'30-42'12.

⁴⁸⁰ *Interview n° 1*, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 20'17-20'59.

⁴⁸¹ *Daily life under occupation: Palestinians in Hebron's al-Harika neighborhood suffer incessant attacks by settlers and soldiers* [en ligne], B'TSELEM, 28.11.2019, par. 1, 2, 5, https://www.btselem.org/video/20191128_al_harika_hebron_incessant_soldiers_and_settlers_attacks#full.

tels que *The Israel Project's 2009. Global Language Dictionary*, nombreux sont les exemples de propagande et de désinformation⁴⁸² relatives à l'une ou l'autre des parties en présence, quand il ne s'agit pas simplement de mésinformation. C'est donc dans l'optique d'une réappropriation du récit et d'une volonté de large diffusion de l'information que plusieurs associations ont éclos partout en Palestine.

L'une d'elle, fondée à Beit Sahour par Baha Hilo, le frère d'Ala, répond au nom de *To Be There*. La démarche qui précède sa création correspond pleinement à cette idée d'information, voire de ré-information, quant à ce que vivent les Palestiniens des territoires occupés, mais également quant à la manière dont fonctionnent et s'articulent les mécanismes de l'occupation israélienne. C'est, selon Baha, en comprenant intellectuellement ces processus que l'on est le plus à même de répandre l'information les concernant, et de leur résister :

« The point of it is education on Palestine, the overall objective is to feed the Palestine solidarity movement around the world with people who know how to explain how Israel oppression operates. Because if you look at the Palestine solidarity movement around the world, it's people motivated by the feeling of injustice, you know. If you base your advocacy on emotional senses only, you will not be able to like explain to people like how, right, how does the State of Israel operate, how does the State of Israel maintain its forms of apartheid, how does the State of Israel continue to reproduce violence. [...] So, what we do instead of like telling people "oh, it's injustice and heartbreaking", we tell people "well, it's injustice, and this is how this operates". So next time you confront it home, as a member of Palestine solidarity movement, you know how to explain it, with no emotions whatsoever, you know. If a Palestinian is born here, he is subject to oppression, if he is a Jewish individual, he is subject to privilege, right. So, to fit into that growing movement with people who are capable of explaining, you know with all the patience that is needed and stuff like that [...], you need to have people coming here [...] who want to] learn about the reality. So what we do actually ? We help people to be here with all their senses, right. Emotional senses, intellectual senses, physical senses, and so on and so on. Like helping you understand what does it mean to be among us, you know. And that usually like requires exposing as many aspects of our reality as possible to people. We do that through mainly like ten days visit, that require, that include besides sightseeings, lectures, explanations in depth, also like an aspect of work, where, sometimes like to put your brain to rest you need to use your hands. So we help families with planting trees, harvesting olive trees, rebuilding some destroyed structures, cleaning like water systems destroyed by the State of Israel, and so on and so on. But like whatever kind of like physical work that we can, that, physical work that can be useful for a destroyed family, or a family that's surviving Israel »⁴⁸³.

À travers différents programmes, allant des visites politiques de différents espaces des territoires occupés, à l'organisation de récoltes d'olives et de plantations d'oliviers⁴⁸⁴, en passant par toutes sortes d'autres activités mises au service de communautés locales dans la région de Bethléem, *To Be There* se base sur la démarche selon laquelle « the combination of learning, witnessing and working alongside families will guarantee you the best introduction to Palestine [one] can hope for. To Be There's mission is the development and delivery of programmes which educate, inform and raise awareness, contributing to the realization of peace, justice, equality, freedom and democracy; building a society where law prevails in the interest of all its citizens living and previously living in historic Palestine including its refugees expelled from their homes in 1948 »⁴⁸⁵.

Cette association s'inscrit donc largement dans cette typologie d'associations militant essentiellement par le recours à l'information et par sa large diffusion. Baha perçoit ce registre d'activité comme crucial, mais également comme étant le seul dans lequel il peut être réellement efficace dans sa résistance à l'occupation, à défaut d'avoir le pouvoir d'y mettre fin. « The only side that can actually stop and abolish the israeli military rule is israeli ministry of Defense. So as a Palestinian, when you say like "I'm set up to end the occupation", it's like, but you don't have the means of ending it, you know. [However] you are set up to raise awareness about military occupation »⁴⁸⁶.

To Be There est loin d'être la seule association dont le cœur de l'action est l'information et la sensibilisation des locaux autant que des internationaux. Ce volet d'activités est en réalité celui que l'on observe le plus fréquemment dans le 'nouveau' monde associatif palestinien, comme l'illustre le fait que toutes les associations évoquées jusqu'à présent y ont recours. Ainsi, *Silwanic*, qui porte cette volonté d'informer jusque dans son autre nom, *Wadi Hilweh*

⁴⁸² Alain GRESH, « Propagande et désinformation à l'israélienne (I) » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 13.01.2010, par. 1, <https://blog.mondediplo.net/2010-01-13-Propagande-et-desinformation-a-l-israelienne-I>.

⁴⁸³ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'45'29-1'49'12.

⁴⁸⁴ *Programs* [en ligne], TO BE THERE, <https://tobe-there.com/en/programs>.

⁴⁸⁵ *About Us* [en ligne], TO BE THERE, partie III par.2, partie IV, <https://tobe-there.com/about/>.

⁴⁸⁶ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'06'27-1'06'48.

Information Center, se veut, avant d'être un espace pour les enfants, un centre d'information. Qu'il s'agisse de récolte d'information, comme lorsque Jawad mesurait « the separation wall by myself, like counting how many meters [the wall was daily stretching out, as] I did never trust Israeli media and so on »⁴⁸⁷, ou de la production de documentation à destination tant des Palestiniens que des internationaux, comme en témoigne leur livret d'informations historiques et politiques sur le passé et le présent de Silwan⁴⁸⁸, les membres de *Silwanic* sont en effet très actifs dans ce champ d'activités.

Par ailleurs, de nombreuses autres associations diffusent de l'information, au même titre que Baha le fait à travers *To Be There*. Ainsi, *Youth Against Settlements* est également très active, puisqu'elle reçoit dans ses bâtiments de nombreuses personnes, notamment internationales, désireuses d'en apprendre plus sur la situation en cours à Hébron. Le contact avec l'extérieur représente souvent pour ces associations une possibilité d'exporter leur expérience de la Palestine et de rendre audible un autre discours que celui véhiculé par les médias, ou par l'histoire classique. Pour Issa Amro, le travail de YAS ne ferait aucun sens si les informations que ses membres relaient n'atteignaient pas l'étranger via les internationaux : « It's part of our struggle, to do advocacy, to do awareness, to do networking. This is part of our global campaigning against occupation and apartheid in Palestine »⁴⁸⁹.

Du fait de son travail acharné de visibilisation, notamment auprès des internationaux, *Youth Against Settlements* a par ailleurs obtenu une représentation en tant qu'ONG - bien qu'elle n'ait pas ce statut en Palestine - auprès du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (CDH). C'est la raison pour laquelle lors de la session de septembre 2015 du CDH, Issa Amro a été convié à parler en tant que représentant de YAS de la situation en Palestine. Il a, à cette occasion, pu évoquer ses craintes quant à une situation difficilement vivable à Hébron et dans les territoires occupés de manière générale, et, ce faisant, transmettre cette information à une large audience⁴⁹⁰.

Le recours à la récolte, à la production, et à la diffusion de l'information est donc un aspect crucial que l'on retrouve dans le discours des trois quarts des associations que nous avons interviewées, bien que nous ne les ayons pas toutes évoquées ici. Dans de nombreux cas, l'utilisation de cet outil amène ces organisations à développer des formes plus ou moins directes de résistance à l'occupation.

2.2 : Actes de résistance à l'occupation

Le dernier volet d'activités qu'il nous a semblé pertinent de traiter ici, touche à des campagnes diverses de résistance à l'occupation, développées par ces nouvelles associations localisées. Elles ont toutes pour caractéristique d'être non-violentes, et puisent dans des registres très variés.

Tout d'abord, évoquons le cas de *Youth Against Settlements*, dont certains actes de résistance sont de nos jours perpétrés à l'international, notamment la campagne *Open Shuhada Street*. Celle-ci fait suite à la fermeture, datant de l'attaque de la mosquée d'Ibrahim à Hébron en février 1994, de la rue Shuhada, principale artère commerciale de la ville. Tous les magasins palestiniens ont été contraints de fermer à cette date, et malgré une brève période de réouverture à la circulation des Palestiniens au début des années 2000, la seconde *Intifāda* a été le prétexte d'une re-fermeture totale de la rue. Ainsi, depuis 2010, YAS organise tous les ans au mois de février une grande manifestation sous l'étendard *Open Shuhada Street*, qui rassemble d'année en année de plus en plus de personnes à Hébron, mais également à l'étranger, où l'association appelle à la mobilisation et à la diffusion du mouvement. Sur son site web, *Youth Against Settlements* rend disponible le matériel utile à l'organisation de la manifestation, en explique la démarche, et enjoint toute personne intéressée à prendre le relais de cet événement dans sa ville⁴⁹¹. À Hébron, « the campaign consists of a week of events culminating in a march that attempts to go down Shuhada Street »⁴⁹², à laquelle chaque année les soldats israéliens répondent rapidement par la violence⁴⁹³. Selon Izzat Karaki, outre la

⁴⁸⁷ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'23'00-1'23'11.

⁴⁸⁸ *Wadi Hilweh Information Center - Silwan. The Story Behind The Tourist Site* [en ligne], SILWANIC.NET, pp. 3-22, <http://sys.silwanic.net/uploads/silwanic.pdf>.

⁴⁸⁹ Interview n° 1, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 18'45-18'57.

⁴⁹⁰ Item:7 General Debate (Cont'd) - 30th Meeting, 30th Regular Session Human Rights Council [en ligne], UN WEB TV, 28.09.2015, 00:03:05-00:05:04, <http://webtv.un.org/meetings-events/watch/item7-general-debate-contd-30th-meeting-30th-regular-session-human-rights-council/4515051456001#player>.

⁴⁹¹ *Open Shuhada Street 2018 Campaign* [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, parties II-III, http://www.yashebron.org/open_shuhada_street.

⁴⁹² *Ibid.*, partie I par. 2, http://www.yashebron.org/open_shuhada_street.

⁴⁹³ « Shuhada Street protest ends in clashes with Israeli army » [en ligne], in *Al Jazeera*, 21.02.2014, par. 2-3, <https://www.aljazeera.com/programmes/thestream/2014/02/23497-200326032159633.html>.

répression croissante d'une année à l'autre, cet événement ne rassemble plus seulement des activistes d'Hébron, mais également des Palestiniens de communautés alentours - à condition que ceux-ci puissent se déplacer et entrer à Hébron :

« Usually like, we coordinate something together, you know like, sometime we do something public, like, for everyone, so everyone would be here or will be there. For example like when we have *Shubada Street Campaign*, [...] usually we do it in February, so no one will do anything on that day, everyone would come to here. And also when we have something in Nabi Saleh, or in Ramallah, everyone would go too »⁴⁹⁴.

Si cette forme de résistance est probablement la plus aboutie de l'association, *Youth Against Settlements* est également à l'origine d'autres campagnes, comme en témoigne celle menée via des pétitions en soutien à la famille Tamimi de Nabi Saleh dont plusieurs membres, incluant la jeune Ahd, ont été arrêtés en 2017⁴⁹⁵. De manière générale, l'association organise régulièrement des manifestations dans la ville d'Hébron, et considère plus largement qu'éduquer les personnes qu'elle reçoit quant à la réalité quotidienne des Palestiniens dans cette région constitue en soi un acte de résistance. On en revient à l'importance de l'information discutée plus tôt, utilisée pour nourrir le mouvement international de solidarité avec la Palestine.

Une autre association que nous avons interviewée s'est également développée autour de la résistance d'un village constamment menacé par l'expansion des colonies environnantes et par les démolitions répétées. Basée dans la communauté d'Um al-Khair, *Good Shepherd Collective* (GSC) a été fondée en 2018 dans le but de lui apporter soutien et résilience. Um al-Khair, situé à l'extrême sud de la Cisjordanie, était à l'origine une terre acquise par une famille de Palestiniens expulsés de leur village en 1948. Elle est progressivement devenue une petite communauté, graduellement menacée par l'occupation israélienne rampante des territoires de la région du sud d'Hébron. En 1981, la colonie de Carmel est fondée juste au-dessus d'Um al-Khair, et ne cesse depuis de s'étendre, au détriment de la communauté palestinienne. Le problème principal des habitants palestiniens est que du fait de la partition de la Cisjordanie décidée à Oslo, Um al-Khair se trouve en zone C, soit sous le contrôle total israélien, duquel dépendent toutes les décisions, notamment en termes de construction. Par conséquent, les habitants de ce petit village sont uniquement tolérés sur ce territoire : n'ayant aucun droit de construction sur celui-ci, ils font également face à d'incessantes campagnes israéliennes de destruction de leurs habitations et de leurs infrastructures (four à pain, lavoir, ...)⁴⁹⁶. C'est donc dans l'optique de rester dans leur village et de résister aux menaces des colons et de l'armée israélienne que des membres de la communauté ont créé le GSC, dont Cody O'Rourke, notre dernier interviewé, est rapidement devenu membre actif. Américain de nationalité, Cody est venu pour la première fois en Palestine en 2005, et a été instantanément touché par ce qu'il y a vu. Il est depuis 2007 très impliqué dans le village d'Um al-Khair, et s'est installé dans le pays à la suite de la naissance de son fils en 2012. Pour lui, il était inimaginable de faire machine arrière après avoir vécu quelque temps sur le terrain : « I knew that what I saw, like I can't turn my back off. [...] For me, it was just like this consciousness, like I can't see this and not like, participate in it. And so, yeah, so I just continued to like, develop my skills set in various ways [...]. You know like, to become [...] someone who can participate in these conversations like in effective ways »⁴⁹⁷.

Nous sommes entrés en contact avec *Good Shepherd Collective*, pour la première fois, au cours d'une journée passée à Um al-Khair, où nous avons participé à plusieurs de leurs activités. Celles-ci se déclinent de différentes manières, tant sur le terrain que sur le plan de l'information et du plaidoyer. Parmi les activités de terrain d'abord, nous retenons : l'aide à la reconstruction des infrastructures détruites par l'armée et les colons israéliens⁴⁹⁸, la réalisation d'objets d'art à partir de matériaux de récupération comme réappropriation par ces populations de leur quotidien⁴⁹⁹, et la mise en place de ruches à miel⁵⁰⁰ et d'une serre à légumes pour assurer un approvisionnement en nourriture

⁴⁹⁴ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 42'15-42'38.

⁴⁹⁵ *Free the Tamimi Women* [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, par. 1-3, <http://www.yashebron.org/free-tamimi-women>.

⁴⁹⁶ *About. Umm al-Khair* [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, partie I par. 1-2, partie III par. 1, <https://goodshepherdcollective.org/um-al-khair/>.

⁴⁹⁷ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 17'32-18'15.

⁴⁹⁸ *Rebuild 2020* [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, partie I par. 1, <https://goodshepherdcollective.org/home-rebuilding-2020/>.

⁴⁹⁹ *Eid's Art Workshop* [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, partie I par. 3, <https://goodshepherdcollective.org/eidsartworkshop/>.

⁵⁰⁰ *The Beehive Project* [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, partie I par. 1, partie II par. 1, <https://goodshepherdcollective.org/the-beehive-project-2/>.

mais surtout un revenu aux familles de la communauté⁵⁰¹. Voués au soulagement du quotidien des populations locales de la région du sud d'Hébron, mais également d'ailleurs en Cisjordanie, ces programmes sont ouverts aux Palestiniens comme aux internationaux, qui, au-delà de leur aide manuelle et potentiellement financière, sont une cible à informer sur les réalités du terrain. *Good Shepherd Collective* propose d'ailleurs des initiations à toute une déclinaison d'activités auprès de communautés palestiniennes afin de générer des revenus et de permettre à qui le souhaite d'en apprendre plus sur elles, et d'expérimenter une parcelle de leur quotidien. Cela passe par la bergerie, les visites/campements dans le désert, la rencontre avec des personnalités bédouines telles qu'un juge, ou encore les ateliers de fabrique de pain ou de textiles⁵⁰².

À côté de ces multiples actions de terrain, GSC mène également une campagne de plaidoyer qui s'articule depuis quelques années essentiellement autour de la dénonciation de *Regavim*, une ONG israélienne, militant pour l'expansion des colonies en Cisjordanie, qu'elle considère comme partie intégrante des terres nationales de l'Etat d'Israël⁵⁰³. Pour Cody O'Rourke, c'est un combat crucial et réalisable en termes d'échelle :

« What we're trying to focus on right now is that there's a settler organization called *Regavim*. And *Regavim* works across like, you know, both sides of the Green line. You know Palestinian villages in the West Bank, through the Jordan Valley, through the Neguev, people in Galilea, and in the Golan heights. And all what this organization does is like submit petitions for Palestinian homes demolished [...]. And so like, you know this campaign is structured in a way in which it like targets the funding of *Regavim* in the United States. So like, we're really sober in the way in which, even if we're successful, like we definitely understand that like *Regavim* will continue to exist [...]. The main focus is to like, of course like win this campaign. The intent of it is to develop a model of resistance that makes sense, right. Like the targets that like you decide to like change, it has to make sense [...]. How do you pick a target that's relevant ? [...] Someone like, you can actually potentially win in advocacy initiative and campaign. So, in our estimate, *Regavim* kind of fits. [...] So, you know for us like, we've been going across, all across the West Bank, [...] we've been to the majority of the communities in Area C which are impacted by home demolitions, who've walked their way up through the Jordan Valley, all the way up to like Jenin, you know like, back to the West, like, in the villages like Nabi Saleh [...]. And so now, we started to position ourselves to go across and work with other communities that have been affected by *Regavim*, like in the Neguev, and those bedouins communities »⁵⁰⁴.

Cette association allie donc plusieurs formes de résistance à l'oppression vécue quotidiennement par les Palestiniens de différentes communautés en Cisjordanie, particulièrement en zone C. Qu'il s'agisse d'actes concrets sur le terrain, de l'aide infrastructurelle et économique à la population, ou de missions de plaidoyer telles que celle mise en place contre *Regavim*, GSC semble être une voie de militantisme et de résistance à l'occupation israélienne non négligeable à Um al-Khair et aux alentours. Si cette résistance se veut elle aussi non violente, cela passe nécessairement, selon Cody, par un apprentissage et un partage de l'information, auxquels les membres de *Good Shepherd Collective* participent volontiers dans les villages où ils sont actifs. Au plus près de la base populaire, ils essaient simplement de :

« Develop like this grassroots movement, right. And like, I hate to break onto people but like, just because you're Palestinian that doesn't mean that you're inherently skilled and like in non violent resistance and like changing social structures. [...] We're dealing with people that all they know is like their land is being gobbled up, their homes are being fucking destroyed, you know. [...] We're trying to explain like, we've been going to these villages, and a lot of people, even though like they understand there's been like this increase of home demolitions, they don't necessarily know like everything that's behind it. They don't even know like the law that passed like 2 month ago that like now Palestinians only have 96 hours to like appeal to have their homes destroyed. They're not like, connected to like high speed internet where they can do their own research, right.[...] Like 20 different communities all across the West Bank explained this problem, like we've got people who signed up [for our campaign and who] shared their testimonies. But I think [...] that part of the work is important because it will be like that grassroots' call to take action in this campaign »⁵⁰⁵.

⁵⁰¹ *The Green House Project* [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, partie I par. 3, partie II par. 1, <https://goodshepherdcollective.org/the-greenhouse-project/>.

⁵⁰² *Workshops* [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, partie III, <https://visit.goodshepherdcollective.org/>.

⁵⁰³ *About Regavim* [en ligne], REGAVIM, par. 1, <https://www.regavim.org/about-regavim/>.

⁵⁰⁴ *Interview n° 10*, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 30'54-35'23.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, 37'38-38'57.

Plus généralement, presque toutes les associations que nous avons rencontrées nous fournissent des exemples et des formes de résistance différentes de l'une à l'autre. Par exemple, Ala Hilo, au travers de *ReSign*, a en quelque sorte mis en place une forme de boycott du marché israélien à l'intérieur des territoires, en réalisant lui-même ce dont il a besoin à partir de déchets. Ce projet est éminemment porteur d'une résistance et d'un certain message politique allant clairement à l'encontre de la situation d'occupation que vivent quotidiennement des millions de Palestiniens. Nous pouvons également évoquer les nombreuses associations de Palestine qui, à l'instar de *To Be There*, encouragent des familles entières à rester sur leur terre, notamment en les aidant à conserver leurs champs d'oliviers et autres, via un tourisme participatif et éducatif. Enfin, la moitié de nos interviewés sont impliqués dans des associations qui produisent et diffusent de la documentation sur la réalité de l'occupation qu'ils vivent. Étant donnée l'importance de l'information dans un cadre conflictuel, qui plus est asymétrique dans le cas qui nous concerne, maintenir une trace écrite, visuelle ou orale de ce que vit une population sous occupation résonne comme un acte de profonde résistance à l'ordre que l'on tente de lui établir par la force. Au final, et comme l'illustre très bien Sahar Abbas du *Madaa Creative Center*, « the hidden message behind Madaa [is] not political [...]. But actually everything we do is to strengthen the resilience of our community, so, just only, they can exist in Silwan. [And] existence is the resistance, we do believe »⁵⁰⁶.

À partir de là, nous considérons volontiers que tous les Palestiniens que nous avons rencontrés, et plus généralement toutes les associations auxquelles ils appartiennent, sont partie intégrante de la résistance palestinienne à l'occupation, et constituent donc une continuité du mouvement national palestinien, malgré les champs d'activités très divers dans lesquels ils s'inscrivent. L'on peut d'ailleurs supposer que ces divergences d'action sont à lier au contexte géopolitique de fragmentation interne de la société palestinienne. Nous évoquions plus tôt la possible réorientation du mouvement national vers des mouvements localisés palestiniens dans les cinq à dix dernières années, du fait de l'éclatement des espaces de vie, des expériences de l'oppression, et des possibilités de mise en lien des différentes communautés palestiniennes. Il apparaît à ce titre que ces associations localisées en soient la traduction concrète sur le terrain. De fait, leur champ d'action diverge d'une zone à l'autre, et il semble que l'on puisse en esquisser une première catégorisation. Si l'on se base sur la territorialisation de la Palestine décidée à Oslo, nous avons quatre associations basées dans la région de Jérusalem, deux en zone A (sous contrôle de l'ANP), une en zone C (sous contrôle israélien), et une à Hébron, qui, bien que géographiquement située en zone A, est régie par son propre protocole la divisant en une zone H1 (sous contrôle de l'ANP), et une zone H2 (sous contrôle de l'armée israélienne) dans laquelle se trouve notre association. Cette répartition géographique donnée, il est alors intéressant de se concentrer quelque peu sur les activités, les cibles et les modes d'action de ces associations.

Tout d'abord, le cas de celles de la région de Jérusalem est assez parlant. Aussi bien *Silwanic* que le *Madaa Creative Center*, le *Palestinian Child Center* et *One Hand for Issaniya* travaillent à procurer aux jeunes de leur communauté un espace sécurisé, dans lequel ils peuvent s'amuser et s'épanouir, loin de la violence perpétuelle de leur quotidien. Toutes ces associations ont également un volet d'action dédié à l'*empowerment* des femmes, et à l'aide générale de leur communauté, que ce soit en termes juridiques, éducatifs, etc. Ces champs d'activités représentent la majeure, si ce n'est l'entière partie de leur action auprès la communauté dans laquelle elles sont respectivement ancrées. Il nous semble alors que, bien que ces différentes activités aient toute leur importance et leur pertinence dans notre étude pour des raisons que nous évoquerons plus tard, elles ne constituent néanmoins pas une dynamique contestataire directe vis-à-vis de l'occupation israélienne et du quotidien qu'elle induit. Bien évidemment, tous nos interviewés de ces associations sont profondément touchés par leur sort, et se positionnent résolument contre cette situation. Cependant, nous sommes interpellés par le fait que ces activités sont uniquement tournées vers le soulagement et l'amélioration de la vie de ces communautés, et qu'elles ne visent jamais directement ni les mécanismes ni les institutions de contrôle israélien. À l'instar de toute une constellation d'ONG que Julien Salingue situait dans la « zone grise » évoquée plus tôt dans notre étude, correspondant au fait d'être ni collaborateur ni opposant direct à l'occupation, il apparaît que ces associations sont en quelque sorte dans une dynamique qui se rapproche de la normalisation. Ce concept « n'implique pas de coopération directe avec l'occupant, mais des projets et actions qui considèrent l'occupation comme un fait accompli avec lequel il convient désormais de composer »⁵⁰⁷. Sans dire que cette définition soit complètement compatible avec les associations dont nous parlons, qui ont tout de même des velléités de résistance et de contestation via les projets musicaux portés par les jeunes, et la documentation de l'occupation majoritairement effectuée par *Silwanic*, le cœur des activités de celles-ci s'articule autour d'une forme de gestion de la vie sous domination de l'État d'Israël. On aménage des espaces et des activités de soulagement et d'amélioration de la vie sous occupation, en lieu et place d'adopter des actions frontalement opposées à celle-ci. Il

⁵⁰⁶ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 16'19-16'36.

⁵⁰⁷ Julien SALINGUE, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, op. cit., p. 24.

est probable que ceci soit à relier à la situation particulière dans laquelle se trouvent les communautés de Palestiniens vivant à Jérusalem et aux alentours. Ces populations ne rentrent pas dans la juridiction de l'ANP selon le découpage réalisé par Oslo, et sont donc totalement à la merci de la puissance occupante, sans représentation politique. Cependant, elles ne possèdent pas la citoyenneté de l'État d'Israël, et leur statut de résident est relativement fragile. En effet, « les résidents permanents ont la permission d'habiter, de travailler et de recevoir des prestations en Israël, mais ce statut découle de leur présence, et peut être retiré si on s'établit hors d'Israël. Il n'est pas automatiquement transmissible à ses enfants ou au conjoint non-résident et peut être annulé à la discrétion du Ministère de l'Intérieur »⁵⁰⁸, ce qui arrive relativement souvent et pour des motifs très divers. Étant données les prestations dont ils peuvent bénéficier de par leur statut de résident permanent, et la fragilité de ce dernier, on peut alors imaginer la raison pour laquelle ces associations sont dans une logique d'aménagement de leur quotidien au sein de ce contexte plutôt que dans une confrontation directe. Suivant cette piste de réflexion, intéressons-nous alors aux associations rencontrées en Cisjordanie.

En zone A, tout d'abord, nous avons rencontré *ReSign* et *To Be There*, à Beit Sahour. Ces deux associations, telles que présentées plus tôt, œuvrent essentiellement à la transmission de connaissances - qu'elles soient pratiques dans le cas de la première, ou historiques dans le cas de la seconde - et aux actes d'une résistance que l'on dira contournée. Ala comme Baha participent en effet à des formes nouvelles de résistance non violente empruntant des voies variées, allant du développement d'un système de boycott interne des produits israéliens à l'*empowerment* de communautés locales dans divers domaines, en passant par la propagation trans-nationale de l'information quant à l'histoire de la Palestine. Ces volets d'activités, doublés des discours tenus par les deux hommes, traduisent très clairement une forme de militantisme et de résistance à l'occupation à l'échelle locale. Nous ne sommes plus « seulement » face à un aménagement de vie quotidienne dans un contexte d'occupation, comme les associations de la région de Jérusalem, mais nous ne sommes pas pour autant en présence d'actions directes de remise en cause du système dénoncé dans leur discours. Il y a là ce que nous avons souvent ressenti comme étant un contournement de l'action politique directe, assez compréhensible dans une zone de Cisjordanie contrôlée par l'ANP. En effet, dans le contexte d'une Autorité palestinienne ayant déjà largement fait ses preuves en termes de répression de toute dissidence politique, ce contournement de l'action et de l'opposition politique frontales devient en fait une nécessité. En n'utilisant pas l'expression traditionnelle de l'opposition, et en faisant passer un message politique par des canaux non conventionnels tels que les activités de tourisme, d'agriculture, ou encore de recyclage, Ala et Baha s'assurent en quelque sorte de rester loin des foudres de l'ANP, auprès de laquelle, comme nous le verrons plus tard, leurs structures respectives ne sont d'ailleurs pas enregistrées. Cela ne veut pas pour autant dire que leurs activités ont un impact politique et politisant moindre que celui d'associations engagées dans des formes plus directes de résistance, comme l'exprime très bien Jad : « when you empower someone, politically, naturally he is empowered. Even if you don't directly do it, you know. When I empower you, your voice gets louder. [...] It's an indirect way [to be politically active] »⁵⁰⁹. Il y a donc un premier stade de différenciation des modes de résistance entre les associations présentes dans la région de Jérusalem, et celles situées en zone A en Cisjordanie.

Intéressons-nous désormais à la zone C. *Youth Against Settlements* est basée à Hébron, qui est géographiquement en zone A, mais a été placée en 1997 sous le coup d'un régime particulier. Le *Protocole d'Hébron* divise en effet la ville entre H1, sous contrôle palestinien, et H2, sous contrôle israélien, où se trouve le quartier de Tel Rumeida, fief de YAS. Dans les faits, cette zone est régie de manière relativement similaire à la zone C de Cisjordanie, c'est pourquoi nous étudierons *Youth Against Settlements* conjointement avec *Good Shepherd Collective*, seule association parmi celles que nous avons approchées à être ancrée en zone C. Ces deux organisations ont en commun d'avoir été présentées plus tôt dans cette étude sous le prisme de la solidarité locale, mais surtout des actes de résistance relativement directs. Elles tendent à agir dans des dynamiques plus frontale vis-à-vis de l'occupation : manifestations telles que l'*Open Shuhada Street Campaign* de YAS, campagnes de dénonciation d'organisations soutenant l'expansion des colonies au détriment de villages palestiniens comme celle menée par GSC contre *Regavim*, éternelle reconstruction des infrastructures détruites par les colons, ou simple ténacité dans le fait de rester sur place malgré les nombreuses menaces d'expulsion, d'expropriation de biens et d'agression. Le message politique qu'elles portent est mis en acte de manière plus traditionnelle, ne faisant par-là pas l'objet de détournement. Cette observation est très certainement à interpréter selon le prisme de deux zones dans lesquelles les Palestiniens sont constamment menacés à divers degrés, et où l'organe politique et sécuritaire censé les représenter n'a aucune souveraineté. De ce fait, il semble logique que les associations luttant contre l'occupation dans ces régions adoptent une posture militante plus directe et confrontationnelle.

⁵⁰⁸ « Israël : Des habitants palestiniens de Jérusalem déchus de leur statut de résident » [en ligne], in *Human Rights Watch*, 08.08.2017, par. 7, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/08/08/israel-des-habitants-palestiniens-de-jerusalem-dechus-de-leur-statut-de-resident>.

⁵⁰⁹ *Interview n° 5*, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 55'17-55'30.

Cette réflexion sur les variations des modes de résistance sur fond de territorialisation rejoint le travail qu'effectue Dana El Kurd sur les modalités de polarisation et de mobilisation dans les territoires palestiniens. Pour cette auteure, on observe actuellement en Cisjordanie un sérieux déclin de la mobilisation politique, comparativement aux années 1980 de la première *Intifâda*, qui avaient vu la société civile s'organiser en une mobilisation politique générale exceptionnelle. Se basant sur le morcellement des territoires en différentes zones de contrôle décidé dans le cadre d'Oslo, et sur les niveaux variables de mobilisation qu'elle y observe, elle avance l'idée selon laquelle ce phénomène de démobilisation est largement à lier à la présence de l'Autorité palestinienne et aux conséquences de son mode de gouvernance :

« Political mobilization has declined systematically in places where the indigenous regime, the PA, has more direct control. Counterintuitively, although all three areas of the West Bank face Israeli repression, political mobilization today is actually more prevalent in areas under direct Israeli occupation. This finding suggests that the PA does in fact play a role in the decline of political mobilization and engagement »⁵¹⁰. Cela s'explique notamment par le fait que le régime de l'Autorité palestinienne s'est construit et fonctionne sur la base de réseaux de clientélisme, qui ont inévitablement fragmenté la population entre ceux qui en ont bénéficié, et ceux qui l'ont refusé. On parle alors d'un phénomène de polarisation populaire, dont ont découlé de nombreuses frustrations et désillusions vis-à-vis de l'ANP, particulièrement visibles depuis la seconde *Intifâda*. « The regime has since shifted to focusing on its coercitive capacity and has increasingly relied on repression to control political mobilization across the Palestinian territories. This repression strategy has polarized and fragmented political groups to an even greater degree. Overall, the PA's authoritarian strategies have led to declining political mobilization across the territories »⁵¹¹.

À son échelle et au travers d'un mode de gouvernance alliant népotisme et répression croissante, l'Autorité palestinienne a d'une certaine manière reproduit le schéma qu'Israël a appliqué à la Palestine toute entière pour asseoir une occupation pérenne : diviser, pour mieux régner. En polarisant la société palestinienne, elle affaiblit drastiquement la cohésion sociale, et par là toute possibilité d'opposition organisée à son régime autoritaire et monopolistique. El Kurd tend à montrer que cette polarisation annihile ce que l'on pourrait originellement supposer de la mobilisation en Cisjordanie. En effet, on s'attendrait en zone A, comprenant la majorité de la population palestinienne et les grands centres urbains, à un fort niveau de mobilisation, tandis qu'en zone C, habitée par 10 à 15% des Palestiniens isolés des institutions de l'ANP qui n'y a aucune prérogative, on augurerait un faible niveau de mobilisation commune. Cependant, il semble que ce soit l'inverse qui se produise :

« The regime does not have an effect uniformly. The PA only has access to certain segments of the West Bank, meaning any possible divisive effect of the regime does not affect the entire population. [...] Area A, directly under control of the regime, will feature inhibited levels of mobilization despite a larger population and capacity for mobilization. [...] Area C, void of PA control, will feature greater levels of mobilization than is "naturally occurring". [...] Simply put, if the PA has an effect, the areas where we would expect less mobilization as a result of lower population levels and less organizational capacity (Area B and C) will feature higher levels of mobilization despite these characteristics. [...] This comes as a result of the PA's effect specifically, which has generated polarization and affected collective action within Palestinian society under its direct control »⁵¹².

On peut ainsi interpréter les différences que nous avons constatées de champs d'actions et de modes de résistance adoptés par les associations localisées. Sans parler de mobilisation/démobilisation au sein de ces associations, puisque toutes sont finalement l'expression d'une forme de mobilisation, les répertoires d'action choisis et les manières de contester indirectement ou frontalement l'occupation semblent suivre la même logique. Une fois de plus, la fragmentation des territoires palestiniens et des mécanismes d'occupation imposés par l'État d'Israël aux différentes communautés palestiniennes a bel et bien un effet sur le tissu associatif palestinien, le mouvement national de résistance, ainsi que leurs modes et rhétoriques d'action. Au final, on se retrouve effectivement en face d'un secteur associatif et d'un mouvement national qui tendent à se localiser et à s'adapter aux spécificités induites par les processus d'oppression propres à chaque lieu.

Cependant, si ces associations diffèrent par leurs modes d'actions, leur discours ainsi que la dynamique dans laquelle elles s'inscrivent, elles partagent plusieurs caractéristiques aussi bien structurelles que conjoncturelles, qui font d'elles une phase réellement nouvelle du secteur associatif palestinien.

⁵¹⁰ Dana EL KURD, *Polarized and Demobilized. Legacies of Authoritarianism in Palestine*, Londres, Hurst & Company, 2019, p. 92.

⁵¹¹ *Ibid.*, pp. 92-93.

⁵¹² *Ibid.*, pp. 94-95.

B. Les caractéristiques du nouveau tissu des associations localisées

« You mentioned that there is a new phase for grassroots organizations that basically emerge now, but I'd arguably say [this :] the grassroots initiatives were the norm, they were the base rather than the exception. So it is about reclaiming their relevance now, and after, you know, decades of being totally marginalized. So this is why we see the mushrooming of these grassroots initiatives as opposed to the macro-top-down approaches. [Because] they are relevant and because the other ones, [the traditional political parties and the NGO sector] failed »⁵¹³.

Lors de notre entretien avec Alaa Tartir, celui-ci a en effet attiré notre attention sur l'importance historique de la masse populaire palestinienne et des structures d'auto-organisation qui en émanent, comme nous avons déjà pu l'observer avec l'exemple des comités populaires lors de la première *Intifâda*. À l'époque, très liées aux formations politiques traditionnelles, parmi lesquelles les partis de gauche tenaient un rôle primordial, ces initiatives populaires ont en effet été mises à l'écart dans le sillage du processus d'Oslo, que l'on considère comme un prisme d'analyse primordial de ce contexte :

« Many of them were linked to political parties, and these political parties got marginalized, so by extension, these grassroots [initiatives] got marginalized. But also other grassroots organizations were co-opted, you know, by the PA, by its structures, that they couldn't function as before. And, as you said, some of them, some of the community leaders transformed into NGO leaders, so they have better financial benefits, [that sidelined them], you know, marginalized them from the duties. And, other got tired, right, [so they] left the scene. But it's important to keep in mind the overall structure that led to this you know, it is the Oslo process, and the peace process, the state-building project of the Palestinian Authority that rendered these [grassroots initiatives] ideas to be irrelevant let's say, or not functional because you know, this is not how you build a state according to the policy-makers »⁵¹⁴.

Cependant, avec l'échec avéré de ce processus de paix et du modèle qu'il proposait, il semblerait bien que l'heure soit au retour à ces initiatives populaires, désormais incarnées par les associations que nous venons de présenter. De fait, si elles ne sont pas un phénomène nouveau dans la société palestinienne, elles possèdent tout de même des caractéristiques qui leur sont propres, nous poussant à les distinguer de celles que l'on a pu observer dans le cadre de la première *Intifâda*, et à les considérer comme réinvention de la sphère de l'action associative populaire et localisée.

1/ La recherche d'une foncière indépendance

1.1 : Une volonté d'indépendance financière

Comme nous avons eu l'occasion de le voir en détail, la question du rapport à l'aide financière dans le contexte palestinien du secteur associatif, et en particulier des ONG, a montré d'importantes failles. Versés, pour la majorité, par des bailleurs de fonds occidentaux dans l'ère post-*Oslo*, ces fonds et leur maintien se sont en effet accompagnés d'une forme de conditionnement politique et idéologique. Il s'agissait d'orienter l'action humanitaire et associative palestinienne et internationale vers le soutien au processus d'Oslo, encourageant le développement des territoires palestiniens selon une logique néolibérale foncièrement dépolitisante. « The Oslo Accords international aid comprises a major tool that has been used and abused by multiple local and foreign authorities and actors at stake. [...] Western donors have used their power to radically refashion Palestinian institutions and the economy while building a state based on neoliberal Western values. However, this approach was flawed from the onset because it adopted an ahistorical and decontextualized neoliberal approach to Palestinian development that specifically ignored Israel's aggressive behavior as a settler colonial entity. So rather than nurture economic growth and peace, donors have ended up feeding into a process of de-development, dispossession and violence »⁵¹⁵.

Cette dynamique de financement a inévitablement induit un remaniement des activités des associations et organisations non gouvernementales sur le terrain, les poussant à ignorer les questions politiques nécessitant leur présence, et à se concentrer uniquement sur certaines thématiques sociétales selon une optique développementaliste. Mises au jour lors de la seconde *Intifâda*, les lacunes évidentes d'un tel mode d'action dans ce contexte ont poussé de nombreux Palestiniens à se désolidariser du monde des ONG palestiniennes et internationales, et à chercher des modalités d'engagement financièrement indépendantes. C'est précisément dans cette optique que se trouvent

⁵¹³ *Entretien n°2*, Alaa TARTIR, Genève (Skype), 14.07.2020, 05'42-06'21.

⁵¹⁴ *Ibid.*, 10'41-11'50.

⁵¹⁵ Alaa TARTIR et Timothy SEIDEL, « The Rule of Power in Palestine: Settler Colonialism, Neoliberal Governance, and Resistance », *op. cit.*, p. 12.

la grande majorité de nos interviewés. Plus des deux tiers des associations que nous avons approchées sont soit complètement autonomes des dons via la génération de leurs propres revenus ou la mobilisation des ressources de la communauté, soit extrêmement sélectives quant aux dons qu'elles perçoivent. Dans les deux cas, ceci représente une rupture avec le secteur non gouvernemental post-Oslo, mais tend à rappeler le mode de fonctionnement des comités populaires et des structures d'auto-organisation ayant fleuri partout en Palestine lors de la première *Intifâda*.

Les trois associations de notre échantillon qui ne perçoivent aucun fond ont chacune une démarche et une relation bien spécifique à leurs ressources financières, mais ont en commun de refuser aujourd'hui toutes formes de dons. Ala Hilo, premièrement, a eu recours une seule et unique fois aux dons, via une campagne de *crowdfunding* visant à lancer le projet qui allait être amené à devenir *ReSign* : « I don't [get any fund by now]. Like the beginning of *ReSign* was a *crowdfunding*. The first fund I got, it was a *crowdfunding* that I went through into, in the end of 2013, and I got it in 2014. I managed to get 6000 dollars through the *crowdfunding*, and it was [actually an] advice from some friends who wanted to support the project and loved it »⁵¹⁶. Il s'est donc appuyé sur des dons de connaissances personnelles et d'amateurs de ses objets afin de créer son association et d'en faire son activité principale. De nos jours, Ala vit de la vente de ses créations à base de recyclage et de surcyclage, des formations qu'il donne aux communautés alentours, ainsi que d'autres projets personnels. Il n'a jamais mentionné chercher un quelconque soutien financier externe, et tient à conserver l'indépendance de son activité telle qu'elle fonctionne jusqu'à présent.

C'est précisément cette question d'indépendance qui est au cœur du choix d'Abdallah Hamdn dans sa gestion de *One Hand for Issawiya*. Cette association située à l'est de Jérusalem se base justement sur le refus catégorique de tout don, ne s'articulant qu'autour des ressources présentes dans la communauté et mises à disposition par ses membres, bien que ce ne soit pas toujours de grosses sommes :

« Here, [in] *One Hand*, we have no income. We pay from our pocket. All, all of us. All of us. No, we [do] not take one shekel, one dollar from PA. We don't take any, any money from Israeli centers or municipality. Never, never. Or from outside. Not from America, not from Europe. [...] It is very hard. Not easy, it is not easy. We live without income. But what you see here, I paid something, my friends paid something. [...] We refuse to take money. We refuse. [...] Because we don't like to take money [...], we don't believe that we need. [...] [That way] I'm independent myself, I take from my pocket, from [my friends'] pocket, etc. But if I take money from Israeli and from Jerusalem municipality or something, I must pay the price. Political price. Who gives you money sometimes oppresses you. I prefer to be, to feel free »⁵¹⁷.

Dans cet exemple extrême d'indépendance financière, absolument tout est financé par les membres de l'association, de l'encre pour l'imprimante à la mise en place de cours d'anglais pour les femmes. Même si cela rend le fonctionnement de la structure plus complexe, et demande beaucoup d'efforts individuels, c'est un choix personnel et politique que chaque membre a fait. C'est dans la même optique, mais d'une manière différente que Baha Hilo, fondateur de *To Be There*, explique ne pas toucher non plus de dons :

« We do not receive funds from nobody [...]. This is the thing, like if you want to have something different, you need to operate differently. [...] Our income for example is simply generated from our beneficiaries who are the people who join our tours. [...] We calculate the expenses that we spend on a person, or need to be spent on a person, to cover their three meals, to cover their comfortable accommodation, water, guiding, blablabla, and then we add 20% of those expenses and that 20% is the surplus that we keep, you know. [...] [It's a kind of wage] and it's actually more liberating than having to work 40 hours a week. My life is designed in a way that I don't need much. So that's a personal decision you know »⁵¹⁸.

Il a en effet adapté sa vie aux revenus que peut générer une association dont le fonctionnement lui convient. On est donc en présence de personnes qui ont intégré les limites inhérentes à l'aide financière externe, surtout lorsqu'elle provient de bailleurs de fonds ou d'institutions politiques, et qui refusent de reproduire ce schéma à l'échelle de leur projet associatif.

D'autres parmi nos interviewés conservent une certaine relation avec des donateurs, selon des conditions très strictes cependant. L'idée derrière leur approche étant d'éviter toute forme de dépendance et de pression politique, ils sont très regardants quant à l'argent qu'ils acceptent. C'est tout d'abord le cas de *Silwanic*, que Jawad Siyam a

⁵¹⁶ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'39'34-1'40'03.

⁵¹⁷ Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 9'02-9'59, 36'35-38'00.

⁵¹⁸ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'49'41-1'50'47.

précisément fondé dans cette optique d'indépendance financière. À l'origine engagé auprès du *Madaa Creative Center*, Jawad est rapidement entré en désaccord avec quelques aspects du fonctionnement de ce dernier, dont la question des fonds et de la relation avec les bailleurs et les ONG internationales. « You can see the difference between my method and Sahar's method. Sahar is more, I mean Sahar and Majid [- another member -] they are much more open to cooperation with international NGOs. [...] I don't. Therefore, I'm not in *Madaa* [anymore] »⁵¹⁹.

En quête d'un modèle associatif qui correspondrait mieux à ses valeurs, passant par une relation réfléchie et consentie à des financements sans forme de conditionnement, Jawad a donc créé *Silwanic*. Il accepte donc certains dons, mais uniquement ceux qui correspondent à sa conception des choses : « We have almost no fund, very little, because, again, Western world need, when they want to support you, they have conditions. You cannot use some languages, you cannot use 'occupation', you cannot use 'murder', you cannot use this, this, this, this, ... So we did not agree. So, most of our work it's like from our community, and also volunteers. [...] We don't take any Israeli money, we don't take any normalization money, we don't take money with conditions. [...] I try to keep it as much as possible far away from the specific funds. Like USAID [...], like EU. So I try to get funds from Left organizations, Left funds. Not very big funds, small funds, but [at least we have] freedom »⁵²⁰. *Silwanic* n'accepte donc pas de relations financières avec les bailleurs de fonds internationaux et les ONG internationales par choix politique, guidé par une volonté de liberté d'expression et d'action.

Dans une démarche sensiblement différente, Cody O'Rourke explique la manière dont *Good Shepherd Collective* articule sa relation aux donateurs. L'accent est alors mis sur le désir de ne pas dépendre d'autres formes de dons que ceux versés par des individus, vis-à-vis desquels il ne peut y avoir de forme de conditionnement politique. Selon Cody, c'est un réel défi pour ces nouvelles structures associatives localisées, mais cela en vaut la peine :

« We're trying at the *Good Shepherd Collective* to build our model of fundraising on like, individual donations. [...] What I can say is just like, you know we have enough to like cover the expenses of like what we have going on right now. I mean, is it a lot ? No. Does like anybody like get paid ? No. But like, yeah I mean we're bringing up like a couple of thousand dollars a month, you know to run the [association], and to like develop and work on like this political campaign that we're trying to develop. [...] The vast majority of like our money comes from individual donations. And of course, you know the reason why that is just that like, you know then you're not bound to like any funder. Like, we're not getting such big chance of money that, that we're scared to lose it. Do you see what I'm saying ? And, so, and like I think sometimes like people don't realize like those are hard decisions to make. Like I just got a meeting like, three days ago, that, you know, as a result of like all this *AirBnb* stuff. So then like the *AirBnb* people they're like "oh, let's travel, like make this thing like better, right, so like, we'll invest, we'll invest in Palestinian communities". And so, like, some of those [*Airbnb*] people who know people that we work with [at GSC], you know, they were suggesting giving like 30'000 dollars to the community of Um al-Khair to hold like this art festival. Because Eid, one of the guys [of Um al-Khair], is kind of like a famous artist. And we had like one guy in the community bringing this up and said "look like, are you serious about doing this work ?". Like there is no way that we can accept this money. And so that's it. And you see how poor the community of Um al-Khair is. 30'000 fucking dollars »⁵²¹.

Les trois dernières associations restantes - à savoir *Madaa Creative Center*, *Youth Against Settlements*, et *Palestinian Child Center* - perçoivent des dons et ne mentionnent pas spécifiquement conditionner la réception de ceux-ci. Cependant, dans le cas de YAS, il semble que ces fonds représentent une somme infime, et qu'il s'agisse souvent de dons de matériels utiles au fonctionnement de l'association et à ses projets. Cela permet à Izzat de soutenir que : « we are a really independent group, and we don't get order from anyone, and we are not funded by anyone. So how we are dealing with that ? [Because] we are activists, we are volunteers, so we don't need a lot of money. [...] Usually money is not a big deal. Usually like we get something else, like materials, or tools, cameras, [...] from locals and from the global. [...] And usually, like, as activists, we pay from our money, like to the group »⁵²².

De plus, les personnes affiliées à ces trois associations ont mentionné le fait que les dons perçus sont majoritairement, et depuis peu, issus de donateurs privés locaux, bien qu'ils continuent à recevoir également certains fonds internationaux. Ce phénomène est souligné par Hamouda Hmoud du *Palestinian Child Center*, évoquant le fait que

⁵¹⁹ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 12'10-12'33.

⁵²⁰ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'31'38-1'32'40, 1'38'18-1'38'55.

⁵²¹ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 28'51-29'32, 41'46-43'06.

⁵²² Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 50'24-51'51.

si les dons étatiques provenant d'Italie ou d'Italie ont toujours été constants, ceux versés par des individus ou des structures locales tendent à augmenter depuis quelque temps : « from the local organizations, lately yes. Some kind of helping from the local organizations, because like, before [there wasn't] a lot of money in [these] organizations. Now, there is like some, and they try to help the [grassroots initiatives] try to make [them] stronger. [...] The local organizations, they try to become stronger, to not let any control coming from outside to inside »⁵²³.

Il y a donc au sein de toutes les associations que nous avons approchées une démarche de recherche d'indépendance financière. Poussée à différents degrés selon les structures et leur idéologie, le désir d'une plus grande liberté d'expression et d'action transparaît dans le discours de tous nos interviewés. Cela passe par une rupture avec un modèle de mise sous perfusion d'aides internationales, qui, tant dans le cas de l'ANP que dans celui du secteur des ONG, a prouvé ses nombreuses limites. Par ailleurs, cette indépendance financière est indissociable d'une volonté assumée de rompre avec toutes formes d'affiliations politiques, comme nous allons le voir désormais.

1.2 : Non-affiliation politique et relation à la gauche

Au-delà d'une émancipation financière prise vis-à-vis des donateurs traditionnels et du système des bailleurs de fonds, les associations localisées dont nous parlons sont en effet dans une dynamique de rupture vis-à-vis de la scène et de la représentation politiques traditionnelles. Là où les comités et les structures populaires des années 1980 étaient fortement liées à des partis politiques, ces nouvelles associations revendiquent au contraire n'avoir aucun lien avec les formations politiques. Par-là, nous entendons qu'elles ont été pensées, créées, et qu'elles fonctionnent depuis lors sans appui matériel, financier ou idéologique de quelque parti politique palestinien que ce soit. Sur les neuf associations localisées approchées, sept ont répondu n'avoir absolument aucun lien avec un parti. Izzat Karaki, lui, explique être épisodiquement en lien avec des partisans de certaines formations. Il mentionne le fait que YAS dialogue avec des membres du FPLP, du Hamas, du Fatah et de *Fida*, mais précise bien qu'il s'agit d'individus et non de partis en tant que tels. L'idée derrière cela est de convaincre ces personnes du bien-fondé de l'existence et du travail de *Youth Against Settlements*⁵²⁴, mais ne tient en aucun cas de la recherche de soutien de ces partis politiques.

On pourrait alors rétorquer que les sensibilités et affiliations politiques personnelles de chaque membre sont nécessairement porteuses d'une influence dans l'affiliation politique de chacune de ces associations. Cependant, il semble au contraire que le renouveau du secteur associatif que nous étudions ici se caractérise non seulement par un réel pluralisme au niveau des affiliations politiques des Palestiniens le composant, mais également par une volonté de n'apposer aucune étiquette partisane sur les associations en question. Nous avons pu observer ceci de manière limpide lorsque nous avons tenté de questionner nos interviewés quant à l'affiliation politique de leur association, nous amenant à réfléchir sur leur relation à la gauche politique et à la pertinence du clivage généraliste existant entre gauche et droite. Tel que nous l'avons brièvement abordé dans les premières pages de cette étude, le concept de gauche politique est à interpréter avec prudence. En effet, étant fonctions tant de l'époque que de l'espace géographique, la gauche, tout comme la droite qu'on lui oppose traditionnellement, n'ont pas une valeur sémantique fixe en tant que telles. De plus, cette classification politique ayant été développée en Europe, il faut garder à l'esprit que son applicabilité à d'autres contextes géographique, historique, politique et culturel reste toute relative, bien qu'intéressante pour ébaucher une réflexion telle que celle que nous souhaitons amener ici.

De nombreux auteurs se sont attachés à étudier la région du Moyen-Orient sous le prisme de la gauche, tels que Nicolas Dot-Pouillard. Il distingue quatre écoles de pensée principales relevant de la gauche arabe : le communisme d'inspiration moscovite (représenté par le Parti du Peuple Palestinien en Palestine), la gauche radicale héritière du nationalisme arabe (FPLP en Palestine), la social-démocratie (plus ou moins Fatah en Palestine), et le trotskysme arabe (qui n'a vraisemblablement plus de représentation en Palestine)⁵²⁵. C'est donc une gauche plurielle qui compose le champ politique arabe et plus particulièrement palestinien, et donc conséquemment une gauche très divisée. Dans le contexte palestinien, ces divisions se sont accentuées avec le processus d'Oslo, menant à une réelle fragmentation des formations politiques traditionnelles, à un affaiblissement considérable de la gauche, et à un phénomène de large démobilisation populaire. S'ils sont légèrement plus audibles et plus visibles lors du déclenchement

⁵²³ Interview n° 9, Hamouda HMOUD, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 20'38-22'02.

⁵²⁴ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 48'46-49'46.

⁵²⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, « Les gauches arabes, orphelines de révolution » [en ligne], in *Moyen-Orient*, 2016, pp. 1-3, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01272224>.

du soulèvement syrien en 2011, que ce soit en soutien traditionnel au *Ba'th* ou au contraire aux côtés d'une population contestant les dérives autoritaires du régime de Bachar Al-Assad, les partis de gauche palestiniens n'ont pas pour autant récupéré leur panache ni leur soutien populaire d'antan⁵²⁶.

En parallèle, la gauche palestinienne a trouvé un temps un refuge dans le secteur des organisations non gouvernementales. En effectuant une reconversion de leur capital militant dans ces structures, de nombreux anciens membres de partis tels que le FPLP ou le FDLP ont trouvé dans les ONG un espace de possibles en termes d'expression et d'actions, rendus quasi inexistants par une ANP autoritaire, majoritairement composée d'un Fatah monopolistique. Cependant, à l'issue de notre deuxième partie, il semble évident que le tissu des ONG n'a pas été une alternative concluante pour la gauche palestinienne. Pour les raisons que nous avons liées à Oslo, à savoir une trop grande dépendance aux fonds internationaux menant inéluctablement à une élitisation du personnel humanitaire et à une dépolitisation de la société palestinienne, ce secteur s'est progressivement déconnecté de la population et de ses besoins concrets. Si nombre d'ex-militants de gauche se sont accommodés de la situation financière confortable et du statut que leur a apporté leur position dans ces ONG, d'autres ont cherché à s'en défaire et à trouver de nouveaux modes d'expression et de mise en application de leurs valeurs.

En dépit du fait qu'une grande partie de leurs membres soient issus de la gauche politique, et si ces associations localisées se situent toutes plus proches de la gauche que de la droite, elles en refusent pour autant l'étiquette. Des neuf associations auxquelles nous nous sommes intéressés, six sont placées plutôt à gauche de l'échiquier politique par leurs membres, bien que cela ne soit pas une évidence selon eux. Par exemple, Baha Hilo situe avec prudence l'affiliation idéologique de son association à gauche, au regard de ses activités et de ses objectifs : « [my] objective is the well-being of society and the objective is education, and the objective is raising awareness, I think this is what leftwing people try to surely do. I would consider [*To Be There*] to be like out, to the left of the status quo in a way, or to the Left of the reality »⁵²⁷.

En ce qui concerne Issa et Izzat, tous deux membres de *Youth Against Settlements*, ils sont très réticents à apposer une étiquette sur leur association, même s'ils la reconnaissent assez proche de la gauche politique. Pour Izzat, cela tient à leur manière de concevoir l'occupation et leur lutte dans ce contexte : « it's very hard like to say [we're] leftist. But you know, the way [...] we are thinking, like you can say we are Left »⁵²⁸. Issa, lui, fait plutôt montre d'une volonté de préserver le pluralisme composant l'association, et se refuse à la labelliser de gauche, tout en reconnaissant qu'elle est plus proche de ce bord politique que d'un autre : « we don't consider ourselves as leftists. [...] Because we are from different ideologies, different political backgrounds. [...] We have people who have never been in any party, we have activists who've been in the Left or the Right. [...] But we are closer to the Left »⁵²⁹.

Cette prudente inclinaison à situer ces associations plutôt dans le spectre de la gauche politique, sans par ailleurs chercher à la nommer ni à se lier à une de ses formations, est sensiblement la même dans les six cas évoqués ci-dessus. Cependant, nous percevons dans la retenue exprimée par nos interviewés un désir profond de garantir une forme de pluralisme au sein de leurs associations, afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, proches du terrain et des différences qui le composent, et bien entendu, politiquement indépendantes.

Deux autres de nos interviewés ont par ailleurs mis en lumière des éléments qui nous semblent importants à évoquer, relativement à ce que l'on entend par gauche politique. Selon Ala Hilo, tout d'abord, le raisonnement en termes de clivage droite-gauche ne fait que peu de sens. Ayant énormément évolué avec le temps, ces concepts manquent surtout de pertinence pour aborder un contexte tel que celui de la Palestine occupée. Par-là, il ne cherche pas à donner à *ReSign* une affiliation politique quelconque : « I don't know if it's Left or Right, I don't know, I'm sure it's Palestinian. [...] Nowadays, looking at the world, what's called now like leftwing in any country, and comparing that with the 1970s', [it's] much more closer to the rightwing. [...] So, this doesn't make a difference in my understanding. If you are inside the system, if you're Left or Right, you're inside the system. You're still inside the system »⁵³⁰.

⁵²⁶ *Ibid.*, pp. 4-5.

⁵²⁷ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'52'46-1'53'10.

⁵²⁸ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 52'04-52'12.

⁵²⁹ Interview n° 1, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 22'30-22'53.

⁵³⁰ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'43'36-1'44'23.

Ce faisant, il accentue simplement son rôle et celui de son association auprès de la population palestinienne. Il considère faire intrinsèquement partie du mouvement populaire palestinien, qui comprend diversités et divergences, mais qui avance dans la même direction malgré celles-ci. « I think I'm going back to be a part of the popular movement, a part of the Palestinian people. It doesn't matter for me which party you are in, what matters for me is what you are aiming for. It doesn't mean anything to me what religion you believe in, what ideas you have, the main aim for my understanding is to resist, [...] to have our rights as human beings. [...] If you consider the aim, forget about the path. All the paths [...] lead to it. And my aim is to be independent, to have freedom of movement, to have freedom of rights, freedom of speech »⁵³¹.

À l'instar des autres interviews mentionnées, on retrouve dans les dires d'Ala le pluralisme du mouvement national palestinien, et l'importance d'accepter cette diversité. À travers cela, il semble y avoir une réelle volonté de transcender les clivages partisans traversant la société palestinienne, afin de servir la cause commune de la lutte pour la liberté et la justice. On peut alors légitimement s'interroger sur ces nouvelles associations localisées, fondamentalement pluralistes, quant au potentiel qu'elles portent en termes de recomposition de ce mouvement national palestinien jusque-là si profondément éclaté. En effet, elles semblent être de nouvelles plateformes offrant la possibilité d'une action populaire conjointe en dehors des divisions politiques traditionnelles animant la société palestinienne. Si ces associations sont plutôt majoritairement à gauche de l'échiquier politique, elles n'en sont pas moins inclusives et politiquement indépendantes, ce qui en fait leur atout pour de nombreux Palestiniens qui ne se retrouvaient plus dans les formes bridées, édulcorées ou corrompues du militantisme permis dans le tissu politique traditionnel ou dans le secteur des ONG.

Cody O'Rourke, quant à lui, pose les limites de ce que l'on peut considérer comme une association de gauche dans une société telle que celle des territoires occupés. Prenant l'exemple de *Good Shepherd Collective*, dans laquelle il est très actif, il explique que bien que l'idéologie et les actions en soient assez clairement engagées à gauche, il y a de nombreux autres points inhérents au fonctionnement et aux mœurs de la communauté qui font qu'il est difficile de se labelliser comme tel : « you have to think about what it means to be like [...] leftwing, you know. And, I think it's like, really hard, because while we're fighting against like, the systems of injustice that are here, [...] you'd not consider that community in itself as a liberal community. There's a lot of misogyny, there's a lot of masculinity that's like not helpful, right. You know, yeah, I mean, there's lot of like internal stuffs, that need to be like perpetually addressed, like over and over and over again. [...] So to be quite honest with you, like, it would really be hard even to like, label ourselves [as a leftwing initiative]. [...] You can be against the occupation, against colonialism, but really like not be helpful in a lot of other things »⁵³². Sa réflexion est très intéressante, dans la mesure où elle nous amène à nuancer la place de ces associations localisées au sein de la gauche historique, notamment au regard de questions telles que le genre et l'égalité des sexes, qui, dans ce cas précis, et comme nous le détaillerons plus tard, ne sont pas érigées en priorité par leurs membres.

Il semble alors que si ces associations témoignent malgré elles d'un certain renouveau de la gauche palestinienne, elles sont plus encore l'expression d'un désir de réinvention de l'expression, de la représentation et de l'action politiques en général. Il se manifeste à travers une tendance à rejeter tout autant les formations politiques que les clivages partisans traditionnels, et à adopter au contraire une approche pluraliste et inclusive. Cette tendance trouve un écho dans les mouvements contestataires et de jeunesse ayant éclaté dans la région dès 2011, comme nous allons le voir désormais.

2/ L'inscription dans les contextes régional et national

2.1 : Printemps arabes et soulèvement de la jeunesse

« Over the past year, as Arab peoples in surrounding countries erupted in protest against dictators, security regimes, and failed social and economic policies, the Palestinian people living in their occupied homeland have remained quiescent. Neither have mass protests targeted the Palestinian "regime's" policies or negotiating performance, nor has resistance to Israeli occupation escalated or taken more effective forms »⁵³³. La société palestinienne est en effet restée relativement en retrait des soulèvements populaires ayant marqué la région au début de la décennie

⁵³¹ *Ibid.*, 1'44'41-1'45'55.

⁵³² Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 44'10-45'21.

⁵³³ Raja KHALIDI, « After the Arab Spring in Palestine: Contesting the Neoliberal Narrative of Palestinian National Liberation » [en ligne], in *Jadaliyya*, 23.03.2012, partie I, par. 1, <https://www.jadaliyya.com/Details/25448>.

2010. Malgré quelques manifestations de soutien aux populations actives dans ces révolutions, en Tunisie notamment⁵³⁴, la rue palestinienne ne s'est pas enflammée. À entendre nos interviewés nous parler de leur expérience du quotidien, ce ne sont pourtant pas les griefs qui manquaient. Sans rentrer dans les détails de cet épisode qui n'est pas l'objet central de notre réflexion, il semble que le contexte politico-économique palestinien y soit pour beaucoup. Un grand nombre de Palestiniens se sont en effet accommodés du *statu quo* en place depuis Oslo, à savoir du régime de l'Autorité palestinienne « that consists of a rich menu of neoliberal social values and economic policies, security-first and the rule of law »⁵³⁵, et y ont trouvé une stabilité qui, si elle n'est pas parfaite, apparaît suffisamment précieuse pour ne pas être remise en cause. Du moins, pas avant d'avoir atteint en priorité une émancipation nationale vis-à-vis de la puissance occupante israélienne. Par conséquent, et dans l'attente de l'accomplissement de cet objectif national, perçu comme précondition à toute amélioration des conditions sociales et économiques de vie dans les territoires occupés, cette masse palestinienne s'est révélée bien silencieuse lors du déclenchement des Printemps arabes.

Cela ne veut cependant pas dire que les mouvements protestataires environnants n'ont pas influencé la société palestinienne. On observe en effet, dès les prémices des soulèvements alentours, l'apparition et le développement d'une multitude d'associations et de groupes, dont la particularité tient tout d'abord à la jeunesse de ses membres: « [there is a] youth movement that emerged in like let's say around 2011 and in the aftermath of the Arab Uprisings. [...] So [it was] of course grassroots organizations, [that were] more like youth-driven, [and were] more targeting Palestinian internal like political domain, let's say »⁵³⁶.

Nous avons en effet constaté au sein des locaux des associations que nous avons approchées une forte présence de la jeunesse palestinienne. De nombreux membres actifs de ces initiatives populaires sont âgés d'une vingtaine d'années, et regorgent d'idées et d'envies pour les associations dans lesquelles ils sont impliqués, et plus généralement pour l'avenir de leur communauté, voire de leur pays. Près de 40 % des jeunes palestiniens de 15 à 29 ans font partie d'associations et d'initiatives populaires telles celles que nous avons étudiées, et ce nombre semble en constante augmentation⁵³⁷. Cette jeunesse est celle qui a grandi dans la désillusion d'Oslo, et dans la consécration de l'échec de la classe politique traditionnelle à réellement représenter le peuple palestinien :

« They are inspired by and learning from the unfolding revolutionary turmoil among their own young Arab “brethren,” unencumbered by the legacy of PLO factionalism and generally resistant to appeals to national unity under the “Leader” and the ruling party. They could not care less about the supposed gains of twenty years of polite Oslo politics and are singularly unimpressed by their elders’ claim to have kept the flame of national liberation alive »⁵³⁸.

De fait, c'est une jeunesse désabusée et en manque de repère qui grossit les rangs de ces associations localisées représentant finalement « une solution en matière d'engagement collectif [...] [face à] l'absence de perspectives et l'impossibilité de jouer un rôle décisionnel dans la société. Beaucoup de ces jeunes, se sentant laissés pour compte, rejettent tous les partis en bloc et se replient sur eux-mêmes, avec le risque que certains se tournent vers l'action [violente, comme ce] fut le cas, notamment, lors du soulèvement de 2015-2016, qui a vu se multiplier les attaques isolées, souvent avec un simple couteau, contre les soldats israéliens et les colons dans les territoires occupés. Ces attaques ont été essentiellement le fait de jeunes de moins de 25 ans, indépendants des partis et sans [revendication.] Elles ont entraîné une répression féroce, avec 174 Palestiniens tués entre octobre 2015 et février 2016 »⁵³⁹.

En remettant en cause l'actuel exercice du politique en Palestine d'une ANP autoritaire, mais également le fonctionnement hiérarchique et néo-patrimonial des formations politiques traditionnelles, l'engagement de ces jeunes dans ces mouvements populaires et ces groupes de jeunesse s'intègre pleinement dans le sillage des mouvements contestataires ayant émergé au Moyen-Orient dans les années 2010, sans pour autant emprunter le chemin de la

⁵³⁴ Abaher EL SAKKA, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », in *Confluences Méditerranée*, 2013, vol. 3, n° 86, p. 174.

⁵³⁵ Raja KHALIDI, « After the Arab Spring in Palestine: Contesting the Neoliberal Narrative of Palestinian National Liberation » [en ligne], *op. cit.*, partie II, par. 6.

⁵³⁶ *Entretien n°2*, Alaa TARTIR, Genève (Skype), 14.07.2020, 29'11-29'35.

⁵³⁷ Akram BELKAÏD et Olivier PIRONET, « La jeunesse palestinienne ne s'avoue pas vaincue » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 02.2018, n° 767, partie IV, par. 2, <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/02/BELKAID/58401>.

⁵³⁸ Raja KHALIDI, « After the Arab Spring in Palestine: Contesting the Neoliberal Narrative of Palestinian National Liberation » [en ligne], *op. cit.*, partie II, par. 3.

⁵³⁹ Akram BELKAÏD et Olivier PIRONET, « La jeunesse palestinienne ne s'avoue pas vaincue » [en ligne], *op. cit.*, partie IV, par. 3.

rue. Pour autant, les revendications et les outils au cœur de ces initiatives sont assez similaires à ce que l'on a pu observer en Tunisie ou en Egypte. Premièrement, en ce qui concerne les revendications, les révolutions ayant composé les Printemps arabes sont le fait d'opinions publiques contestataires qui « refusent souvent l'existence d'un leader charismatique et tentent d'élaborer des modes inédits de représentation. Les acteurs stigmatisent d'ailleurs les leviers classiques (syndicats, partis) de la mobilisation sociale, critiquant la hiérarchie entre militants, la verticalité du pouvoir et l'accaparement de son exercice par une clique [...]. [Ils sont animés par le] rejet d'un ordre politique sans pour autant être portés par une idéologie, un grand récit millénariste ou une utopie politique alternative claire et consensuelle. Les références à de grandes valeurs comme la démocratie, la justice, la dignité et la liberté sont centrales [...]. Les acteurs en appellent surtout à une autre manière de fabriquer le et la politique. Les réflexions sur de nouveaux modes d'assemblées et de prise de décision sont au cœur des différents mouvements. En creux, c'est la bureaucratisation et l'étatisation de la société qu'ils critiquent de manière unanime. Ils réclament le respect de la diversité et des "petites entreprises et initiatives" de la vie sociale et économique, le respect aussi du local, et rejettent les grands projets politiques autoritaires et uniformisant »⁵⁴⁰.

Cette description semble s'appliquer tout autant aux associations localisées que nous avons rencontrées qui, comme nous l'avons vu, sont le fait de Palestiniens rejetant eux aussi le fonctionnement traditionnel et hiérarchisé d'un champ politique trop peu démocratique et pluraliste. Ils sont également à la recherche de nouveaux modes d'expression et d'action, souvent à plus petite échelle, et eux aussi dans une perspective non-violente⁵⁴¹, les distinguant des modes d'action observés pendant la seconde *Intifâda*⁵⁴².

Concernant les outils ensuite, tout comme ce fut le cas dans les sociétés qui ont été secouées par les soulèvements des années 2010, les nouveaux médias et les réseaux sociaux jouent un rôle très important pour les associations localisées et la société civile palestinienne. Dans le cas des Printemps arabes, « les diffusions d'images et d'idées avec Internet, les réseaux sociaux et les télévisions transnationales permettent l'élaboration d'un imaginaire social critique qui fissure le discours officiel de toute part. Ces nouveaux modes d'échanges construisent alors un espace public virtuel au-delà de la sphère nationale, permettant de contester et délégitimer l'ordre politique en place tout en ouvrant un nouvel horizon utopique. Ces événements sont l'expression de changements d'échelle provoquant une métamorphose du politique. La rapidité et l'intensité de la circulation des idées, des images et des personnes transfigurent les espaces publics et remodelent les imaginaires politiques nationaux »⁵⁴³.

Ce phénomène est très bien illustré par le fait que de toutes les associations que nous avons interviewées, seule *One Hand for Issawiya* ne possède pas de site internet ni de page sur les réseaux sociaux. Les autres sont très présentes sur le web, ce qui, dans le contexte de territoires fragmentés rendant les échanges et les déplacements physiques compliqués, leur permet d'être en contact avec le plus grand nombre, tant à l'échelle locale, que nationale et internationale. Ce faisant, elles surpassent les limites concrètes posées par l'occupation, et parviennent à visibiliser leur travail et à faire entendre leur voix, même si cela comporte des risques, comme en a témoigné l'expérience d'Issa Amro. À cette occasion, l'Autorité palestinienne a intenté un procès contre ce dernier pour une publication sur les réseaux sociaux dénonçant le manque de liberté d'expression⁵⁴⁴, et statuant ainsi une nouvelle forme de résistance : celle aux abus et défaillances de l'ANP, différente de celle traditionnellement opposée à l'occupation. En effet, comme le suggérait Alaa Tartir, ces associations ont pour caractéristique - et point commun avec les mouvements de révolution des pays voisins - de remettre en cause l'ordre politique interne, tout autant que l'occupation israélienne. Dans la mesure où le mouvement national palestinien était jusqu'alors tourné contre la puissance occupante uniquement, il apparaît que cet élément spécifique marque une rupture dans l'histoire et l'évolution du mouvement national palestinien.

2.2 : Le rejet de l'Autorité nationale palestinienne

« La véritable rupture est ailleurs. En effet, si bien sûr cet activisme actuel est opposé au fait colonial comme toujours, il s'oppose aussi aux pouvoirs en place en Palestine. Le désaccord porte sur les questions politiques

⁵⁴⁰ Pénélope LARZILLIÈRE, Boris PETRIC et Michel WIEVIORKA, « Révolutions, contestations, indignations », in *Socio*, 2013, n° 2, pp. 10-11.

⁵⁴¹ *Ibid.*, p. 10.

⁵⁴² Abaher EL SAKKA, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *op. cit.*, p. 182.

⁵⁴³ Pénélope LARZILLIÈRE, Boris PETRIC et Michel WIEVIORKA, « Révolutions, contestations, indignations », *op. cit.*, p.10.

⁵⁴⁴ Akram BELKAÏD et Olivier PIRONET, « La jeunesse palestinienne ne s'avoue pas vaincue » [en ligne], *op. cit.*, partie II par. 3.

internes (corruption, politique sociale, autoritarisme) mais également sur la manière qu'ont les deux pouvoirs à Gaza et en Cisjordanie de mener le combat national »⁵⁴⁵. Le terme de rupture utilisé ici est très percutant, car il met en lumière l'inédit dont sont porteuses ces nouvelles initiatives localisées. En plus de leur recherche d'indépendance financière et politique, celles-ci cherchent à se défaire de toutes formes de liens et d'échanges avec l'ANP, qui est alternativement perçue comme une menace ou une entrave à leur autonomie. Cela s'observe tant au niveau de la question de l'enregistrement de ces associations que de celle de leurs liens avec l'Autorité palestinienne.

Concernant tout d'abord la question de l'enregistrement des associations auprès des autorités palestiniennes, sur les neuf approchées, cinq l'ont refusé, et ne souhaitent pas régulariser leur situation selon les normes de l'ANP. Pour Izzat Karaki, il en va de l'indépendance de *Youth Against Settlements* : « I think it's very important like to say that. We are not an organization, we are a group, and, we are not registered [...]. We are a really independent group, and we don't get order from anyone »⁵⁴⁶. De la même manière, Cody O'Rourke préfère garder *Good Shepherd Collective* aussi loin que possible de l'ANP et de ses procédures administratives d'enregistrement. Ainsi, lorsque la question de l'enregistrement a été abordée, il a fermement répondu : « no no no no no. [...] Well we're trying to keep all of that [away] because once you start like integrating like all of that stuffs like, [PA], [...] you end up losing a lot of your autonomy »⁵⁴⁷.

D'une certaine manière, il est intéressant de constater que les cinq associations en question sont précisément celles qui sont situées en Cisjordanie, que ce soit en zone A, C, ou à Hébron. À l'inverse, les quatre autres enregistrées auprès des autorités sont celles qui sont basées dans la région de Jérusalem, et qui, comme le témoignent tous leurs membres, l'ont été plus par obligation que par choix. Jawad Siyam explique à ce titre l'impossibilité pour les structures associatives de cette zone de fonctionner en dehors du cadre administratif, tant palestinien qu'israélien. *Silwanic* est donc enregistrée auprès de « the PA and the Israelis also, both of them. As I told you, in Hebron you can, in the West Bank, you don't have to register, but here you cannot. Because here, they come very often, and they came also very often [to] ask for registration. [...] In Jerusalem for example, you cannot say "I don't want to register", [because here, if] you don't register, you will not be able to make any, any activities. Yeah but, at the, at the same time, if you want to do activities, how you will get the money ? [...] How you want to support certain movements, if they want to make summer camp, how you gonna pay them ? [...] This is another question, [but yeah you have to register] in order to have an account number »⁵⁴⁸.

Pour les mêmes raisons, dont l'accès à un compte bancaire afin de percevoir les dons, *Madaa Creative Center*, *Palestinian Child Center* et *One Hand for Issawiya*, sont également enregistrées auprès des autorités israéliennes et palestiniennes. La spécificité de ce double enregistrement tient des accords d'Oslo, qui, selon Abdallah Hamdn, ne permettent pas aux associations palestiniennes de Jérusalem d'être directement affiliées à l'ANP, sans passer par les autorités israéliennes⁵⁴⁹. Tous nos interviewés de la région de Jérusalem ont mentionné une forme d'obligation d'enregistrer leur association auprès des autorités, sous peine de devoir suspendre leurs activités et dissoudre leur initiative, sans parler des menaces d'arrestations qui pèsent et/ou ont déjà pesé sur nombre d'entre eux. Il n'y a donc pas de volonté en tant que telle de se lier administrativement à l'ANP et d'obtenir d'elle une reconnaissance quelconque, mais bien plus une forme de compromis permettant à ces structures localisées de continuer à exister. Cette expérience de soumission - ou non - à l'enregistrement, et donc au pouvoir de l'ANP, peut être rapprochée de celle d'initiatives issues de la société civile syrienne, que Laura Ruiz de Elvira ne considère pas pour autant comme une adhésion au régime. Si le contexte politique palestinien est à bien des égards différent de la Syrie, il n'en est pas pour autant dépourvu d'un autoritarisme certain, nous permettant, dans sa relation avec les acteurs de la société civile palestinienne, ce parallèle :

« Les acteurs sociaux, loin d'être totalement inféodés au pouvoir, réussissent à s'aménager des marges de manœuvre plus ou moins larges. Ils poursuivent leurs propres agendas (parfois en opposition avec ceux des gouvernants), savent s'adapter à des configurations changeantes, se réapproprient des politiques et des discours élaborés par le haut et, enfin, nourrissent des processus complexes qu'aucun acteur (y compris les dirigeants) ne maîtrise complètement et où les rapports de force ne sont pas toujours univoques et dictés d'avance. Le prix à payer pour

⁵⁴⁵ Abaher EL SAKKA, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *op. cit.*, p. 182.

⁵⁴⁶ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 50'02-50'28.

⁵⁴⁷ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 40'52-41'38.

⁵⁴⁸ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'18'03-1'19'36, 1'34'35-1'34'57.

⁵⁴⁹ Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 47'29-47'40.

acquérir une autonomie relative est celui de rester subordonnés. La soumission est loin toutefois de signifier acceptation et adhésion sincères à l'idéologie du régime »⁵⁵⁰.

Par ailleurs, si la question de l'enregistrement auprès des autorités palestiniennes est porteuse de cette recherche d'autonomie vis-à-vis du pouvoir, les différents degrés de sa mise en application sont très révélateurs de la complexité du rapport de ces associations à l'ANP selon leur localisation. On retrouve ici les symptômes de la fragmentation du territoire palestinien, qui se répercute directement sur la marge de manœuvre laissée à l'action civile et associative. En effet, les associations sont tributaires du morcellement des différentes zones de Palestine et des variations du système d'occupation qui leur est imposé, permettant une relation à l'enregistrement auprès des autorités palestiniennes plus flexible en Cisjordanie que dans la région de Jérusalem. Considérant ce renouveau du secteur associatif palestinien comme une forme de recours à la stratégie d'*exit* théorisée par Albert Hirschman - comme énoncé plus tôt -, il semblerait que l'on soit dans le cas palestinien face à toute une déclinaison de degrés de cette stratégie. Cela nous amène à nouveau à effectuer un parallèle avec l'étude que réalise Laura Ruiz de Elvira du secteur associatif syrien :

« La stratégie de défection correspond selon Guy Bajoit à une "réaction de fuite : l'individu sort du système d'interaction, rompt la relation sociale, cesse de coopérer, se soustrait à l'autorité, au pouvoir qu'il exerce ou qu'il [subit]". Au sein du secteur caritatif syrien cette stratégie peut être adoptée à différents degrés. Certaines associations optent tout simplement pour donner un faible degré de visibilité à leurs activités et agissent discrètement, à petite échelle, sans coopérer avec d'autres organismes ou institutions privés ou étatiques. Ce sont des structures qui se situent en marge des interactions et des activités du jeu associatif institutionnalisé et qui ne cherchent pas vraiment à y participer. Dans ces cas, il s'agit d'une défection relative ou partielle dans la mesure où il n'y a pas de véritable sortie du cadre établi mais plutôt un manque de participation et de coopération en son sein. D'autres associations par contre, ayant choisi rationnellement de ne pas s'enregistrer auprès du MAST, poussent plus loin leur stratégie d'*exit*. Ce sont pour la plupart des structures [...] qui choisissent [...] de rester dans ladite informalité, acceptant ainsi de pas avoir le droit d'avoir de siège et de ne pas pouvoir ouvrir un compte en banque ou recevoir légalement des financements étrangers »⁵⁵¹.

Dans le cas qui nous intéresse, nous sommes également face à certaines associations qui ont fait le choix de s'extraire de la régularisation en refusant de s'enregistrer auprès de l'ANP, telles *Youth Against Settlements*, *To Be There*, *ReSign*, ou encore *Good Shepherd Collective*, acceptant de fait les limitations qui en découlent. D'autres, en revanche, à savoir celles qui sont basées dans la région de Jérusalem, sont plutôt dans une forme d'*exit* partiel, dans la mesure où elles sont enregistrées auprès de l'ANP, sans pour autant participer à ses institutions, ni entretenir une forme de relation avec elle, comme nous allons le voir désormais.

Concernant la relation plus directe à l'ANP, ce que nous avons observé est sans équivoque : aucune des neuf associations localisées n'a de lien quelconque avec elle. De la même manière que la majorité de ces associations a fait le choix - ou l'aurait fait si le contexte leur avait permis - de ne pas s'enregistrer auprès de l'ANP, elles souhaitent toutes tenir cette dernière à distance de leurs activités et de leur agenda. On retrouve dans le discours de nos interviewés une recherche d'indépendance, d'autonomie, et de nette séparation entre ce que fait le proto-gouvernement palestinien et ce qu'eux réalisent sur le terrain. S'il y a donc soumission dans certains cas à l'Autorité palestinienne par le biais de l'enregistrement, il n'y a pas pour autant recherche de liens, de soutien, ou de collaboration avec elle. Pour Hamouda, du *Palestinian Child Center*, les rares contacts qu'il sait son association avoir avec l'ANP se limitent à la procédure d'enregistrement. Il ne constate aucune autre forme de dialogue ou d'échange avec elle : « No, they just like care about [...] who should go there and who should pay that money for them to register. It's just like, I don't even know where is the office, in Ramallah, so... »⁵⁵².

Baha quant à lui mentionne avoir été une seule fois en contact avec l'ANP, qui a essayé de le pousser à régulariser *To Be There* et à obtenir un permis, ce qu'il a décliné : « In the beginning of that work, the PA called me for interrogation, and that's when I was told like "you need to have a license". I was like "if you find somebody who would give me a license for being expert on Israel's control over Palestine, then, send me there", you know. [...] Like also, it's about "oh Baha you don't pay taxes?" and it's like "yeah all my efforts [are] in Area C, and authority in Area C is the Israeli authority and I'm not going to pay taxes for Israeli authorities ; second thing is that all the beneficiaries of my work from the guides that I use to the hotels, to the bus companies, taxi drivers, all those

⁵⁵⁰ Laura RUIZ DE ELVIRA, *Vers la fin du contrat social en Syrie. Associations de bienfaisance et redéploiement de l'État (2000-2011)*, Paris, IISMM | Karthala, 2019, p. 19.

⁵⁵¹ *Ibid.*, p. 167.

⁵⁵² Interview n° 9, Hamouda HMOUD, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 23'19-23'33.

people pay taxes. So, like, I work in, according to the law, as much as I can, but like don't ask me to do something that is useless or irrelevant". [...] [I've only had] manageable troubles, like you know, when someone is trying to stop you from working, you just tell him like "hey", you know. Like I don't interact with them. I'm just like "if you want me to pay taxes, liberate Area C and I'll probably pay taxes" »⁵⁵³.

On voit donc à travers cet exemple la volonté de Baha de ne pas se laisser accaparer ni dominer par l'ANP, et de maintenir la gestion de son association en accord avec ses propres valeurs. Par ailleurs, d'autres associations telles que *ReSign* ne sont même pas connues de l'ANP. Pour Ala c'est, au-delà d'une prise de distance vis-à-vis d'un système et d'un gouvernement qu'il ne soutient pas, surtout une question pratique. En effet, si son association venait à être connue de l'administration palestinienne, il aurait à payer des impôts, tout comme son frère, ce qu'il n'a pas les moyens de faire pour le moment en raison du peu de revenus que son activité lui prodigue⁵⁵⁴.

Il y a donc différents cas de figures dans la non-relation de ces associations localisées à l'ANP. On retrouve néanmoins dans la majorité de nos interviews une réelle volonté de rupture avec la représentation politique traditionnelle, mais également avec le tissu associatif traditionnel, qui, lui, était plutôt dans une logique de lien et de dépendance au pouvoir. Maintenant que nous avons observé la relation de ces associations au pouvoir, étudions leur place dans la société.

C. La place des associations localisées dans la société et le mouvement national palestiniens

1/ Mouvement national palestinien

1.1 : Le rapport à une lutte historique

« Le nationalisme anticolonial des Palestiniens n'a pas disparu. Mais depuis les accords d'Oslo, c'est un nationalisme en fragments, abîmé »⁵⁵⁵.

Comme nous l'avons vu jusqu'à présent, le tissu associatif palestinien tel qu'il s'est renouvelé est extrêmement diversifié. D'une région à l'autre, les structures mises en place, les priorités d'action identifiées ainsi que les modalités d'action et de fonctionnement varient considérablement. Nettement imputable à la déconnexion des territoires entre eux et à la fragmentation des expériences palestiniennes quotidiennes de l'occupation, cette diversité nous pousse à concevoir le mouvement national palestinien contemporain plutôt comme des mouvements localisés, incarnés par ces nouvelles associations. Nonobstant, un élément central les lie : le rapport à une lutte historique palestinienne, et donc à un certain nationalisme. « Le mouvement national palestinien a perdu de vue son long terme. Il gère la catastrophe. Et pourtant, ce constat pessimiste peut être relativisé. La crise du mouvement national n'est pas forcément une crise du nationalisme, et n'a pas annihilé une "conscience nationale moderne" [...] palestinienne patiemment constituée. Si le mouvement national n'est pas mort, en dépit de ses défaites accumulées, c'est que le nationalisme reste vivace »⁵⁵⁶.

Tous nos interviewés - excepté Jad, dont l'association ne rentre *a posteriori* pas dans nos critères d'étude - intègrent en effet pleinement leur association et leur engagement dans la lutte historique palestinienne contre l'occupation. De leur discours, trois aspects saillants de ce rapport à cette lutte ressortent. Le premier tient directement des activités et des buts menés par ces associations. À travers l'agenda d'action de celles-ci, la plupart de nos interviewés considèrent contribuer à la résistance et au mouvement national palestiniens. C'est notamment le cas d'Abdallah Hamdn, qui voit dans l'éducation des jeunes d'Issawiya sur laquelle se focalise *One Hand for Issawiya* un outil indispensable à la résilience de sa communauté :

« We fight with education, yeah, with education. [...] Information, to give education. It's an important thing. Ok, this is our way for fight. [...] So as to reach to the peace. With education we reach, yeah, this is our philosophy. Maybe there is another way to fight, [...] but here, our way is education. [...] We feel that, especially here in Issawiya, the level of education is very weak. If you make research today, from the first day of the school you take one hundred students [in] the class grade 1, ok ? After 12 years, [how many of] the 100 persons reach the high education ? Maybe one person. This is bad result. Now, we're in this case. [...] Our [graduated] from universities,

⁵⁵³ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'51'14-1'53'29.

⁵⁵⁴ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'38'43-1'39'19.

⁵⁵⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 18.

⁵⁵⁶ *Ibid.*, p. 27.

it is not more than 1% [of the students]. This is very weak, this means that we need to rise the graduation from the universities. This is very important »⁵⁵⁷.

Bien que nous ne soyons pas en mesure de corroborer ces chiffres à l'aide d'une étude statistique, l'idée générale est celle d'un faible taux de scolarisation, auquel *One Hand for Issawiya* tente de répondre. En faisant, à de nombreuses reprises, référence à la notion de 'lutte', Abdallah érige donc l'éducation au rang d'arme, et intègre ainsi pleinement son association à une résistance historique. De la même manière, Sahar Abbas lie complètement les activités du *Madaa Creative Center* à une lutte palestinienne. Comme nous en avons déjà évoqué l'idée, en se concentrant sur le travail fait avec les femmes, cette association voit son impact élargi à toute la communauté. Sahar perçoit dans l'*empowerment* des femmes une condition à l'amélioration générale du quotidien des Palestiniens :

« Actually, I think yeah. It's really important. You know, [...] by empowering women, you're empowering a family, that leads to empower a whole community. So I think it's really important, yeah »⁵⁵⁸.

Le cas d'Ala Hilo est également très révélateur du rapport que peut entretenir une association à la lutte historique palestinienne. Dans le cadre de son activité, comme nous l'avons déjà présenté plus tôt, Ala tend à atteindre l'auto-suffisance matérielle. De fait, il n'achète presque plus aucun produit israélien ou taxé par les Israéliens.⁵⁵⁹ Il a donc, au travers de son association, mis en place une forme de boycott à l'interne de tout ce qui touche de près ou de loin à une puissance occupante qu'il refuse. Selon lui, cette forme de résistance qu'est le boycott est un acte individuel et collectif à la portée de tous, et il cite à ce titre l'exemple de BDS (*Boycott, Divestment and Sanctions*) :

« BDS came grassroots. Like, boycotting Israeli products and boycotting the Israelis came from within. From social responsibility, and personal responsibility, and local responsibility »⁵⁶⁰. Par ailleurs, si cet aspect de *ReSign* la rattache complètement à une résistance palestinienne générale, il n'est pas le seul selon Ala. Lorsqu'on lui demande s'il se sent lié à une lutte historique, il répond simplement : « sure, I'm living here. I'm living here and I learnt that whenever we had one aim, [...] the path doesn't matter »⁵⁶¹.

Le simple fait de rester dans les territoires occupés signifie en effet, pour de très nombreux Palestiniens, le plus ferme des actes de résistance. Celui-ci constitue le deuxième aspect du rapport de ces associations localisées à une lutte palestinienne historique. Ala n'est en effet pas le seul à l'avoir mentionné. Ainsi, au *Palestinian Child Center*, Hamouda Hmoud prend très à cœur le fait de rester sur place et d'y exister, tout simplement :

« I mean like we are here and no-one can cancel our [...] [identity], no-one can cancel this. Like we are here, we are like real people, we are not some aliens coming from outside. Like who's right, who's wrong, fuck this, we just got sick from this. We are human. Give us our rights, and this is what we want, like we want to live life with dignity, and just nothing else. Like, we don't ask for much, we ask for some respect »⁵⁶².

C'est également le cas de Cody, qui considère non seulement *Good Shepherd Collective*, mais également toute la communauté d'Um al-Khair, comme liées à une lutte historique dans la mesure où leur quotidien et leurs activités sont basés sur la résistance par la présence et l'existence⁵⁶³. Jawad, quant à lui, pousse plus loin encore cette démarche de la lutte par la présence. Comme nous l'avons brièvement expliqué, Silwan, connue également sous le nom de Wadi Hilweh, se trouve supposément à l'endroit des ruines de la Cité de David. Elle fait donc l'objet de fortes pressions israéliennes, parmi lesquelles Jawad mentionne le changement progressif par les Israéliens du nom de « Wadi Hilweh » pour « Cité de David ». C'est donc une manière de réaffirmer l'identité de cette localité que d'avoir donné son nom d'origine à l'association *Silwanic - Wadi Hilweh Information Center*, en plus de reconnecter les habitants à celle-ci. C'est également dans ce sens-là que Jawad considère que *Silwanic* fait pleinement partie d'une lutte historique palestinienne :

« Look, if there was no occupation, I wouldn't have to do this work [...]. So, this is, it's our existence here, and I think yes it's important to give the feeling to the people that you are belonging to this part of the land. [...] And

⁵⁵⁷ Interview n° 8, Abdallah HAMDAN, Issawiya, 26.06.2019, 38'19-41'02.

⁵⁵⁸ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 17'11-17'24.

⁵⁵⁹ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'40'49-1'43'20.

⁵⁶⁰ *Ibid.*, 1'46'33-1'46'51.

⁵⁶¹ *Ibid.*, 1'46'01-1'46'17.

⁵⁶² Interview n° 9, Hamouda HMOUD, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 26'11-26'41.

⁵⁶³ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 43'34-43'41.

we call it *Wadi Hilweh Information Center*, why ? Because Israelis changed the neighborhood name from 'Wadi Hilweh' to 'City of David'. So this is also why we kept 'Wadi Hilweh' name, so they could not [erase our identity]. So Wadi Hilweh is existing because we gave the name to [the association]. So, when we started the organization, 'the City of David' [name] was much stronger than 'Wadi Hilweh'. Even some young people started to say 'the City of David'. But since we called [the association] 'Wadi Hilweh', everyone say 'Wadi Hilweh' »⁵⁶⁴.

Plus généralement, tous nos interviewés ont évoqué la prégnance du rapport à la résistance à l'occupation via le simple fait de continuer à vivre sur place, malgré les difficultés induites par celle-ci. D'une certaine manière, existence et lutte en Palestine semblent indissociables, du fait du contexte constamment oppressif dans lequel s'inscrit l'expérience quotidienne des Palestiniens. On peut alors lier ceci à la réflexion inverse selon laquelle « lutter, c'est encore exister »⁵⁶⁵. Dans cette situation, le maintien d'une présence et d'une existence quotidienne s'apparente indubitablement à une forme de résistance, qui à son tour renforce le sentiment d'appartenance au lieu et d'existence en celui-ci.

Enfin, le troisième aspect du rapport de ces associations à la lutte historique est à trouver dans la connexion qu'effectuent certaines d'entre elles à un patrimoine culturel, historique, et/ou politique palestinien. Le cas du nom de *Silwanic - Wadi Hilweh Information Center* évoqué quelques lignes plus haut rentre dans cette logique. En réaffirmant le nom palestinien d'origine du quartier, cette association réactive le patrimoine historique du lieu, et renforce en quelque sorte la conscience de l'appartenance à celui-ci de ses habitants. Dans la vision d'Issa Amro, *Youth Against Settlements* lie ses membres et les communautés qui bénéficient de son travail à une mémoire collective historico-politique se ramenant à la première *Intifâda* : « We are working at a grassroots level. Historically in the First Intifada, we Palestinians were engaged in similar groups and similar organizations »⁵⁶⁶.

Perçue dans la conscience collective comme un événement charnière ayant véhiculé un modèle d'auto-organisation, de résistance, et de résilience populaires, la première *Intifâda* représente une véritable référence que mobilise Issa. En se rattachant, dans l'imaginaire, aux comités et aux organisations populaires ayant permis au soulèvement palestinien de durer près de sept ans, YAS réactive une certaine forme de patrimoine historico-politique connu et salué par une grande majorité de Palestiniens, et s'inscrit pleinement dans le sillage de la lutte palestinienne.

Concernant un patrimoine plutôt culturel, nous en trouvons une manifestation assez claire au sein de *To Be There*. Lorsqu'interrogé quant à son lien à la lutte historique palestinienne, Baha mentionne la notion d'hospitalité, au cœur de sa relation aux personnes qui se joignent à ses visites : « Palestinians from very long time [...] have been welcoming people, have been open people who help out foreigners and outsiders to come in and understand the culture. So I'm not inventing the wheel. One of the thing that people experience in Palestine is hospitality, and let's say, part of my effort can be easily felt under hospitality, you know. Like wanting you to be part of this, I want you to be in this community, you know. So it's not something that I invented, it's something that, like, comes naturally in this culture »⁵⁶⁷.

Si l'on ajoute à cela l'essence des activités de *To Be There*, qui consistent entre autres en des visites politiques et culturelles guidées en Palestine, ou encore à la participation à l'entretien et au maintien de champs d'oliviers - qui, au-delà d'être une source de revenus pour de nombreuses familles, sont un symbole culturel très fort en Palestine -, on peut concevoir le travail de Baha comme relevant en partie de la contribution à la survie et à la diffusion du patrimoine culturel palestinien. C'est au travers de ce biais qu'il choisit de permettre aux personnes participant à ses visites d'expérimenter une partie de son quotidien, afin qu'elles réalisent pleinement ce dont il est question, et qu'elles repartent enclines à une solidarité envers la Palestine. C'est notamment dans cette optique de partage et de diffusion de la culture palestinienne qu'il relie son travail à une lutte historique.

Par conséquent, bien que ce soit pour des raisons et par des modalités différentes, toutes ces associations localisées considèrent faire totalement partie de cette lutte palestinienne historique. Elles contribuent toutes à leur manière, et selon la latitude qui leur est laissée, au mouvement national palestinien, voire plus précisément à son renouveau en tant que mouvements localisés palestiniens.

⁵⁶⁴ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'40'00-1'41'03.

⁵⁶⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, op. cit., p. 207.

⁵⁶⁶ Interview n° 1, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 23'28-23'38.

⁵⁶⁷ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'54'11-1'55'01.

1.2 : Des espaces de repolitisation et de réappropriation

« Cette participation aux événements structure la vie sociale de toute une génération de jeunes. Dans “un esprit de corps” (*asabiyya*), leur participation au collectif qui permet aux individus de revendiquer leurs [appartenances leur] a permis de recouvrer une identité et une valorisation de soi. Elle a généré également une confiance dans la force du combat souvent mise à mal par les conditionnements coloniaux. Qui plus est, cette participation des jeunes militants à la résistance politique leur donne une représentation héroïque de leur expérience. Ainsi, la grève, le boycott des produits israéliens et la désobéissance civile ou encore les autres actions de lutte sont perçus comme des actions fondatrices et formatrices »⁵⁶⁸.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la société palestinienne est passée par plusieurs vagues de dépolitisation et démobilisation populaires. Qu'il s'agisse de la prise de distance vis-à-vis d'un champ politique traditionnel affaibli et divisé au lendemain d'Oslo, ou de la perte de confiance en un secteur humanitaire redevable aux exigences des bailleurs de fonds, on a effectivement pu constater ces deux phénomènes. Cependant, à la lumière de ce que l'on a pu observer lors de notre étude de terrain, il semble que le renouveau des associations localisées présente un réel potentiel de repolitisation, notamment pour une jeunesse palestinienne désabusée et en manque de repères. Contournant les modes traditionnels d'expression et d'action politique afin de ne pas risquer de s'attirer les foudres d'autorités palestiniennes et israéliennes toutes répressives, ces associations sont néanmoins des plateformes permettant une réappropriation du politique, à un niveau local et plus connecté aux réalités du terrain.

Cela s'observe tout d'abord à travers les activités menées par ces associations. Aussi diverses soient-elles, le fait qu'elles soient réalisées et maintenues dans un contexte de constante oppression leur confère d'entrée une dimension politique que l'on ne saurait ignorer. Si l'on prend l'exemple des associations qui ont un volet d'activités éducatives, on peut les interpréter dans le sens d'une contribution à la repolitisation de la société palestinienne. On pense alors entre autres à *One Hand for Issawiya*, à *To Be There*, à *Good Shepherd Collective* ou encore au *Palestinian Child Center* de Shu'fat. À ce titre, ce dernier exemple est très représentatif. Cette association prodigue en effet aux jeunes une éducation historique et politique quant à leur identité et au quotidien qu'ils vivent. Notamment via le projet Sawa Sawa que nous évoquions plus tôt, ces jeunes ont en outre la possibilité de mettre leur histoire et leurs ressentis en musique.

Dans l'ouvrage *Palestine and Rule of Power : Local Dissent Vs. International Governance*, « Melanie [Meinzer] examines other dimensions in the Palestinian aid industry to illustrate how popular education can be used to counteract the depoliticizing and demobilizing tendencies of the donor liberal development paradigm. While some argue that the dependence of Palestinian nongovernmental organizations (NGOs) on donor funds diminishes their ability to challenge the Israeli occupation, Meinzer explains in her chapter how aid recipients can resist depoliticization by collaborating with “solidarity” donors on popular education programs. In particular, Palestinian educational NGOs and membership-based organizations in the West Bank work in the informal spaces around the donor-funded official Palestinian curriculum to reinsert Palestinian historical narratives into education. In other words, this chapter demonstrates how these actors' shared visions of education and development as long-term, grassroots processes of sociopolitical change challenge the depoliticizing and demobilizing tendencies of the donor-driven development paradigm »⁵⁶⁹. Cette tendance semble pouvoir pleinement s'appliquer au cas des associations localisées que nous étudions ici. En participant à l'effort d'éducation historique et politique de la population, et en extrayant celle-ci de la logique dépolitisante de dépendance à des bailleurs de fonds, elles opèrent une réappropriation populaire de la narration de sa propre histoire.

Le cas particulier des associations se concentrant sur l'éducation n'est pas pour autant le seul à porter ce potentiel repolitisant. De manière générale, toutes ces associations représentent des plateformes de repolitisation, ne serait-ce que par leur simple existence dans un contexte d'occupation : « but all of these are political acts by existence, and all of these are acts of resistance as well. Because they function within multi-layered levels of repression, you know, so that's, that's also important to keep in mind that the space is so [securized] that, you know, doing basic things is really difficult »⁵⁷⁰.

Izzat Karaki, de *Youth Against Settlements*, illustre d'ailleurs très bien cette dialectique existant entre l'essence politique de toute action associative en Palestine, et les dangers que cela comporte : « look, for us, as YAS, we are not

⁵⁶⁸ Abaher EL SAKKA, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *op. cit.*, p. 174.

⁵⁶⁹ Alaa TARTIR et Timothy SEIDEL, « The Rule of Power in Palestine: Settler Colonialism, Neoliberal Governance, and Resistance », *op. cit.*, pp. 12-13.

⁵⁷⁰ Entretien n°2, Alaa TARTIR, Genève (Skype), 14.07.2020, 13'22-13'52.

a political group [in itself], and we, let's say like, I see about myself, I'm a human rights defender. But, you cannot like, you cannot [separate it], because if you are [fighting for] human rights, it means you are [politicized]. So you cannot [separate] it. But you [have to] find another way to [...] [act] as a human rights defender [...], to protect yourself [...]. If you are Palestinian, it means you are [politicized]. Or you are dealing with political. But, there are ways like to protect yourself »⁵⁷¹.

Cette manière de contourner l'action politique traditionnelle, afin d'éviter toute menace de répression venant de l'ANP ou des autorités israéliennes, est monnaie courante dans les associations que nous avons rencontrées. Si *Good Shepherd Collective* et YAS comportent bien un volet d'action plus directement politique que les autres, via leurs campagnes et manifestations respectives, toutes ces associations sont généralement très prudentes quant à leurs modalités d'action, et font passer leur message au travers d'activités indirectement politisées.

Ce renouveau associatif traduit par ailleurs une forme de réappropriation populaire et locale du politique en Palestine. Il est notamment le fait de cette nouvelle génération d'activistes ayant fondé et composant ces associations localisées, ainsi que de la jeunesse palestinienne plus généralement. « Ces militants veulent faire de la politique "autrement" [...]. Au discours de [leurs] dirigeants sur le "développement de l'économie", la "construction étatique" et la "paix", ils opposent un modèle de résistance — contre Israël, mais aussi sur le plan économique, politique, éducatif et culturel — au nom d'un objectif suprême, la libération de toute la Palestine. C'est la raison pour laquelle ils sont à la fois dans le viseur des autorités israéliennes et dans celui des services de sécurité de l'Autorité, comme tous ceux qui remettent en question l'ordre établi »⁵⁷².

Il y a dans cette réappropriation du discours politique traditionnel une dimension d'échelle non seulement nationale - le micro tend à repenser et réinventer ce que le macro n'apporte pas - mais également une autre plus internationale, qui invite à questionner le rapport à la solidarité et à l'aide internationale telles qu'elles ont été pensées jusqu'ici. D'après Karim Kattan, un activiste et écrivain de Bethléem engagé dans une association localisée similaire à celles étudiées ici, « [le] temps des ONG qui viennent passer trois mois chez nous et qui repartent avec le sentiment du devoir accompli est révolu. Les étrangers — notamment les Français — ne doivent plus venir "s'occuper" de nous, mais travailler avec nous. Et apprendre de nous comme nous apprenons [d'eux] »⁵⁷³.

Cette position rejoint le débat plus global sur la relocalisation de l'action et de l'aide humanitaire soulevé notamment en 2016 lors du premier *World Humanitarian Summit* (WHS), à l'initiative de l'ex-Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon⁵⁷⁴. Ce sommet a en effet vu l'engagement de tous les participants (9'000 personnes, incluant des chefs d'Etats, des représentants d'ONG, d'académies, et d'associations issues de la société civile⁵⁷⁵) au *Grand Bargain*, un accord repensant la structure et le fonctionnement de l'aide humanitaire internationale actuelle. En réponse au fossé grandissant entre besoin d'aide et d'assistance humanitaires et fonds disponibles, la relocalisation des fonds apporte une réponse partielle. Cela implique entre autres de décentraliser l'aide afin qu'elle soit plus adaptée à chaque contexte et crise spécifiques, qu'elle passe par le moins d'intermédiaires possible (c'est à dire en réduisant le rôle des bailleurs de fonds et des agences intermédiaires et en fournissant une aide la plus directe possible aux populations concernées), ou encore qu'elle encourage bien plus la participation d'acteurs locaux et nationaux dans la gestion de chaque problématique⁵⁷⁶. En résumé, ce débat tend à repenser l'aide et la solidarité internationales sous un angle replaçant les populations nécessitantes au centre des considérations. Il pousse également à en éradiquer les logiques de profits et d'intérêts politico-économiques qui les sous-tendaient jusqu'alors, comme nous l'avons vu dans le cas de la Palestine.

« What people want is an international assistance system that integrates the resources and experiences of outsiders with the assets and capacities of insiders to develop contextually appropriate strategies for pursuing positive

⁵⁷¹ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 22'16-22'58, 53'15-53'22.

⁵⁷² Akram BELKAÏD et Olivier PIRONET, « La jeunesse palestinienne ne s'avoue pas vaincue » [en ligne], *op. cit.*, partie IV par. 1.

⁵⁷³ *Ibid.*, partie IV par. 2.

⁵⁷⁴ Clár NÍ CHONGHAILE, « Ban Ki-moon: 'Close the gap between the world that is and the world that should be' » [en ligne], in *The Guardian*, 09.02.2016, par. 1-5, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/feb/09/ban-ki-moon-world-un-humanitarian-summit-conflict-leadership>.

⁵⁷⁵ *About: World Humanitarian Summit* [en ligne], AGENDA FOR HUMANITY, 2016, partie I par. 1, <https://agendaforhumanity.org/summit>.

⁵⁷⁶ Koenraad VAN BRABANT et Smruti PATEL, « Understanding the localisation debate » [en ligne], in *Global Mentoring Initiative*, 10.07.2017, pp. 2-3, <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/GMI-UNDERSTANDING-THE-LOCALISATION-DEBATE.pdf>.

change. The idea of international assistance needs to be redefined away from a system for delivering things and reinvented to support collaborative planning. Real help (as opposed to delivery of resources) would involve mutual insider/outsider analysis of the context, generation of options, and shared decisions about the best strategy for pursuing the desired changes »⁵⁷⁷.

Si l'on en revient aux associations localisées dont il est question dans notre étude, il s'agirait alors de se fier à leur expérience du terrain et du quotidien en Palestine dans les priorités à établir, dans les fonds à verser, et dans la gestion de ceux-ci. Dans la mesure où très peu de ces associations sont bénéficiaires de fonds internationaux, comme évoqué précédemment, on peut supposer que les objectifs de relocalisation de l'aide décrits ci-dessus ne sont pas encore atteints dans les faits. Nos interviewés sont pleinement acquis à l'idée de relocaliser non seulement l'aide, mais l'action également. Ainsi, s'inscrivant dans une volonté d'initiatives développées collectivement et propres à des contextes spécifiques, Sahar Abbas explique au sujet du *Madaa Creative Center* un élément absolument crucial :

« Our activities [are] being designed according to the needs of our community. We're not bringing something because it fits in Switzerland [...]. So what is the need of our community, youth, children as well as women? We will see. And this is why we also talk [...] a lot, and this is maybe one of the reasons why we have this variety of activities between work, educational, cultural, vocational, psycho-social, legal, as well as creation. And we try to focus a lot on the educational side, because this is the thing that is missing. Children need to be children, children need to have fun, to run, to dance, and women also »⁵⁷⁸.

Remettant au cœur des projets de l'association les besoins de la communauté locale, le *Madaa Creative Center*, au même titre que toutes les associations que nous avons interviewées opèrent une scission vis-à-vis des ONG de développement dont nous parlions plus tôt, pour la plupart concentrées sur des agendas de développement édictés par des bailleurs bien souvent loin du terrain et de ses réalités. De la même manière, *One Hand for Issawiya* aligne son action selon les besoins formulés localement par la communauté d'Issawiya :

« We [have created] a questionnaire so as to know what Issawiya needs. We ask about Issawiya's needs, and we work about its needs. As [for] education, we [have made] a questionnaire to know what [was] the problem, and what [were] the needs »⁵⁷⁹.

De cette réappropriation du politique découle une question que nous avons fréquemment posée à nos interviewés : celle d'une potentielle transition vers un nouveau leadership palestinien à travers ces associations localisées, qui se positionneraient alors comme alternatives aux formations politiques traditionnelles et comme futur de la mobilisation politique palestinienne.

1.3 : Le potentiel d'une transition vers un nouveau leadership

« Like change always comes from popular movements, on like social level, on kind of grassroots level. Even if it once happened through within the political parties, it has to happen from the bottom. Change never happens from the top. The top is the top, all the time it's the top, why would they want to change anything ? »⁵⁸⁰.

Utilisant la terminologie du politique « par le bas », entre autres rencontrée chez des auteurs tels que Jean-François Bayart⁵⁸¹, Ala amène à travers cette réflexion plusieurs points importants relatifs au fonctionnement du paysage politique palestinien, et aux possibilités de changement. Il s'agit premièrement du rôle potentiel que peuvent, ou du moins pourraient, jouer les associations localisées en tant que plateformes de transition vers une nouvelle forme d'exercice du politique. Comme nous l'avons vu, elles représentent d'ores et déjà, à bien des égards, de nouveaux canaux d'expression et d'action politiques. Parmi nos dix interviewés, six ont mentionné percevoir en ces nouvelles initiatives, issues de la société civile, une forme d'alternative au champ politique palestinien, et, comme nous le verrons plus tard, tous considèrent que leur action est bien plus efficace en termes d'impact et de conséquences si

⁵⁷⁷ Dayna BROWN et Isabella JEAN et Mary B. ANDERSON, *Time to listen. Hearing People on the Receiving End of International Aid*, Cambridge, CDA Collaborative Learning Projects, 2012, p. 137.

⁵⁷⁸ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 9'28-10'15.

⁵⁷⁹ Interview n° 8, Abdallah HAMDAN, Issawiya, 26.06.2019, 30'54-31'16.

⁵⁸⁰ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'55'46-1'56'11.

⁵⁸¹ Jean-François BAYART, « Le politique par le bas en situation autoritaire », *op. cit.*, pp. 143-144.

elle est menée à travers une association de ce type plutôt qu'à travers un parti politique ou une ONG de développement.

Cependant, lorsque vient la question de savoir s'ils constatent une transition de la scène politique des formations traditionnelles vers ces associations localisées, la réponse générale est plus prudente. Dans la mesure où ces associations n'ont pas la vocation, le rôle, ni même l'assise sociétale suffisante pour avoir un poids sur la scène politique traditionnelle palestinienne, il est pour l'instant difficile de prévoir quel rôle elles auront véritablement dans la politique palestinienne des années à venir. Elles semblent, pour l'instant, être majoritairement envisagées comme plateformes offrant une alternative parallèle à l'engagement politique traditionnel, sans pour autant le remplacer. Malgré tout, bien qu'ils ne conçoivent pas ce renouveau associatif comme étant - actuellement - l'élément transitoire de la scène politique palestinienne, ils constatent néanmoins unanimement qu'il est symptomatique de quelque chose de balbutiant. Plus optimiste que tous les autres, Jad perçoit dans cette éclosion croissante des mouvances localisées issues de la société civile le début d'un réel changement d'époque :

« There is an invisible cultural awareness that's growing, it doesn't have a logo, symbol or name, it's a consciousness, it's a cloud. [...] It has a tough fight but it has a future [...]. So we need a tough generation to do it [...]. I don't know if it will be my generation or the next generation, but definitely. I see this among Palestinians and Israelis, I mean, we want to enjoy life. Both of us, you know. At least 90% now of the people have been born into this fight, they did not create the fight. We are a result we are not the cause. And we're trying to get out of it »⁵⁸².

Pour nos autres interviewés, la modération exprimée quant au rôle politique attribué à ces associations localisées est à lier à plusieurs limites, inhérentes à la société palestinienne actuelle. Selon Ala Hilo, ces associations localisées sont surtout une manière d'aménager le quotidien et de survivre pour de nombreux Palestiniens affectés par une certaine fatigue sociale allant « de pair avec de nouveaux modes de résilience et de résistance »⁵⁸³. Il ne pense donc pas que l'on puisse parler de transition consciente et volontaire, mais il n'exclut pas que ce soit un phénomène réalisé d'ici quelques années :

« Not that yet, we're not doing the transition. I don't think we're doing the transition. I think the Palestinian street is done trying to find ways. [...] I don't know how this will result in 5-6 years, but now you have no power as Palestinians, you don't have any power. Like now we're totally loosed, totally done with the situation, like most people are just done with the situation. Most people do not want to keep going on with the situation, but they have no other alternative [...]. I think there is somewhere where we are going. It's just, no one knows what it is yet. [...] You can make an assumption or you can make an analysis for the situation that is happening, and like come up with theories about it. But, what you look at now is basically people who are trying to live a normal life [...]. People are trying [...] to go on with [their] daily life and [their] plans. [...] It's a phase we have to pass through until we come up to realize [...] that the situation cannot stay the same as it is »⁵⁸⁴.

Similairement, Baha Hilo envisage ce renouveau associatif et son engagement personnel comme seule alternative possible et plausible à la soumission à une occupation et une oppression constantes. Il s'agit d'un choix et d'une responsabilité individuelle, qui n'est pour le moment pas érigé en tant que phénomène social généralisé, d'où l'impossibilité de parler de transition dans le champ politique à son sens :

« What I consider my work to be is not a form of transition. I realized like, you know, what is it that one individual can do about while witnessing the destruction of his society ? You know. A person who does not have political means, one individual that has no power, no political means, no influence, the only thing that he has is his strong belief in equality and justice and fulfillment of people's rights and abolition of racism. [...] It's not like I had the option of doing this work or not doing it. I had no option. So like, for me I work with what I have, which is a brain and two hands. [...] What the State of Israel wants is to destroy our spirit, you know, this is one of the thing that the Minister of [...] Defense said in Israel is like "we need to destroy the spirit of the Palestinian population" and it's like, alright destroying my spirit means destroying my belief in justice, right, in equality, in freedom. So it's my, it's my choice as an individual to submit to that or refuse to submit to that. Now what I'm hoping is that the working effort that I do will be recognized as a good example to follow, right. Because if you want to live some change, be the first to live that kind of change. And, I see the example of being followed in small pockets here and there. Like, what used to be one person 6 years ago, I can tell you like it's probably 8 or 9 people now. [...] [These

⁵⁸² Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 44'54-46'11.

⁵⁸³ Hamit BOZARSLAN, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2011, p. 5.

⁵⁸⁴ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'52'27-1'55'07.

grassroots initiatives can be] recognized as a possible opportunity and people are taking that possible opportunity. [...] Like transition has to be fulfillment at a social level, and that's something different »⁵⁸⁵.

D'autres, à l'instar de Cody O'Rourke, perçoivent au contraire en ce renouveau associatif le potentiel de transition de la scène politique palestinienne, mais voient certains obstacles à la pleine réalisation de celle-ci au sein même de la société palestinienne. « Not only is an alternative, but, yeah, it's just like a [mandatory way] in which like we have to work to like, change the things. [...] [But] I don't think we've reached the transitional phase here. [...] One of the reasons why I don't think we're into that transitional phase yet is because we haven't been able to like sort out these models of like de-colonialism. That's also like [...] these very problematic like identity politics, right. [...] I guess like maybe we are like transitioning in some ways, but like, I definitely don't think that like we're close to this crossroads, you know. Because we still have so many people that are like talking about these stuffs, in terms of being pro-Israel/pro-Palestine, you know. [...] Being like pro-Palestinian is something really different from like working for justice, right. Because I think like, as you're digging into like, you can be pro-Palestinian but perpetually like award all sorts of violence that's happening in here, you know »⁵⁸⁶. Pour Cody O'Rourke, l'obstacle principal à cette transition est donc celui de la perception générale - émotionnelle et clivante - de la situation, qui anime encore en majorité la société palestinienne.

Pourtant, d'autres éléments plus propres à la structure et au fonctionnement actuels de la scène politique palestinienne peuvent également expliquer ce frein à une potentielle transition vers les associations localisées comme acteurs politiques d'importance. Alaa Tartir, que nous avons eu l'opportunité de rencontrer, identifie clairement certains de ces éléments, qu'il perçoit comme seule barrière à l'intégration pourtant indispensable de ces associations localisées au champ politique palestinien. On parle ici d'un manque général de soutien politique donné aux initiatives populaires, empêchant ces dernières d'accéder à plus de visibilité, mais également à plus de pouvoir d'action. Il est par ailleurs question de l'absence de volonté à renouveler une classe politique perçue comme archaïque et figée, phénomène que l'on observe dans de nombreux autres pays de la région, comme l'illustre le cas très contemporain du Liban⁵⁸⁷ :

« What is needed for these grassroots organizations is to create leadership, that this leadership, you know, leads the way. It's not only [about supporting] the resilience of the people of these communities, but also [about being] upgraded to the upper level, to the next level. To create leaders that [...] go to the political circles. And that is what is missing, it's really like, this kind of growing from the grassroots to become more at the national level, to become the future leaders. And this is like the difficult question to ask : how leadership imagines [this] in [...] current Palestine [...], with [the] dominance of all the other traditional conventional leaders. It's not only about one of them, but there are many of them, you know. [...] The way to do it is that you need the institutional framework to support that. In order to bring all these micro-initiatives to the macro level. And traditionally, the PLO institutions did this job. You had the institution of support of the PLO [...] that you know like worked really as an umbrella. I mean I'm not trying to romanticize the PLO, it has all its sets of problems, but these nontraditional bodies and initiatives they need to be sustained. And that is the key. And in order to have them sustained, you need to have like a clear institutional mechanism, an institutional structure that keep them going. So it's about really the endurance of these things. And that is [...] why these nontraditional ways are, are important, because the traditional ones have failed and they keep failing, but also they are inherently unable to deliver the Palestinian people, because they are disconnected from them, and because they marginalized the people from the very core of the political system, you know. So this is why there is a need for shifts towards these non conventional ways that put the new generation, and the youth in the driver seat. Because the current traditional, conventional will not put the youth in the driver seat. And this is why there is really no point in trying to convince a political party leader who's been in his place for forty years to move on, you know. This is why we need to go to these ways »⁵⁸⁸.

Alaa Tartir considère donc pleinement ces initiatives populaires localisées comme une alternative viable aux formations politiques traditionnelles, tout en constatant les limites qui les empêchent pour l'instant d'opérer cette transition de la scène politique palestinienne. L'importance grandissante de ces associations localisées ainsi que de leur potentiel rôle politique est d'ailleurs de plus en plus évoquée, tant au sein de la population elle-même que dans les milieux académiques. En mars 2020, Michael Mason, directeur du Centre sur le Moyen-Orient de la *London*

⁵⁸⁵ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'58'14-2'00'51.

⁵⁸⁶ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 45'55-46'06, 47'54-47'57, 50'21-52'08.

⁵⁸⁷ « Le Liban, entre révolution et effondrement » [en ligne], in *France Culture*, 16.03.2020, par. 1, <https://www.franceculture.fr/conferences/le-liban-entre-revolution-et-effondrement>.

⁵⁸⁸ Entretien n°2, Alaa TARTIR, Genève (Skype), 14.07.2020, 20'36-22'45, 24'52-25'51.

School of Economics, évoquait lors d'une conférence tenue dans le cadre du Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH) de Genève le rôle crucial de la nouvelle génération engagée dans l'activisme populaire et localisé - à savoir dans l'action *bottom-up* - pour faire pression sur les autorités palestiniennes et israéliennes quant à des questions environnementales⁵⁸⁹.

Ainsi, bien qu'il soit encore tôt pour prédire le poids que prendront ces associations localisées sur la scène politique palestinienne, il semble évident qu'elles représentent un renouveau du mouvement national palestinien, potentiellement comme relais des modes d'engagement et d'expression politiques qui ont échoué jusque-là. Intéressons-nous désormais à la manière dont ces initiatives populaires s'inscrivent dans leur société contemporaine.

2/ Société palestinienne

2.1 : Résultats et visibilité

Pour mieux comprendre ce phénomène de renouveau du secteur associatif palestinien, il nous paraît important d'étudier sa visibilité et ses impacts concrets dans la société palestinienne. À l'issue des interviews que nous avons menées, il semble qu'il y ait une dialectique intéressante entre ces deux critères d'analyse, que Baha Hilo explique de la sorte :

« Let me put it this way. The representation of those [grassroots] organizations online make them seem visible. But your online representation and your social representation are not the same. So, I can give you [the example of] like an organization that probably four people [...] work [for], and has like what, a hundred thousand followers online, but in the end of the day, that is not a representation of transition. That's just like, you can say "that's a success of four people", you know. Political parties definitely have more affiliation than any one [grassroots initiative] you can think about. Up until now, with all of the weaknesses political parties have. Now, the impact of political parties combined will not even [equalize] the impact of one [of these grassroots association] »⁵⁹⁰.

Baha opère la distinction entre visibilité virtuelle et visibilité sociale réelle. Selon lui, celle-ci s'applique complètement aux cas de notre étude. Il semble en effet que les associations localisées paraissent plus visibles sur le web qu'elles ne le sont réellement sur le terrain, alors que les partis politiques traditionnels jouissent d'une bien meilleure visibilité sociale réelle. Si nous ne souhaitons pas en détailler exhaustivement les raisons, évoquons-en certains facteurs. Tout d'abord, le renouveau associatif dans lequel ces initiatives s'inscrivent est récent, leur conférant logiquement un rayonnement et une visibilité moindres, à plus forte raison comparées à des formations politiques traditionnelles qui, bien que faibles et désunies depuis des décennies maintenant, ont un ancrage social plus ancien, et plus développé. Cela nous amène à un autre facteur expliquant le fossé existant entre visibilité virtuelle et visibilité sociale : dans un contexte contemporain de fragmentation des territoires, il serait irréaliste d'attendre de ces initiatives populaires qu'elles effectuent leurs activités de terrain à une large échelle géographique, pour ne pas dire nationale. Là où les partis politiques évoqués par Baha sont pour la plupart nés dans une Palestine des années 1960, certes harcelée mais encore territorialement relativement homogène, les associations localisées faisant l'objet de notre étude ont vu le jour au plus tôt dans les dix à quinze dernières années. C'est à dire qu'elles s'inscrivent dans le contexte d'une occupation qui a largement progressé depuis les années 1960 et qui se montre très agressive, aboutissant, comme nous l'avons vu jusqu'ici, à une fragmentation dramatique des territoires palestiniens⁵⁹¹, et donc des expériences quotidiennes de l'oppression. Toutes les infrastructures accompagnant ce morcellement géographique de la Palestine - *checkpoints*, barrages, routes séparées ou interdites, Mur de séparation, ... - rendent évidemment la tâche d'action à large échelle singulièrement complexe, dans la mesure où se déplacer pour se rencontrer et échanger tend à relever lentement mais sûrement de l'utopie. Étant donnée cette situation, ces associations localisées n'ont pu développer un ancrage social aussi étendu et approfondi que les formations politiques traditionnelles, et ont dû trouver d'autres moyens de conférer à leurs activités une forme de rayonnement et de visibilité. Ainsi, à défaut de pouvoir physiquement franchir les différents *checkpoints* et frontières, afin d'étendre leurs activités dans un rayon géographique plus large, elles se concentrent sur la circulation virtuelle de leurs activités, de leurs idées et de leurs voix. Cette meilleure visibilité virtuelle que réelle traduit une énième forme d'adaptation à la fragmentation territoriale que vivent les Palestiniens, et s'explique également par un troisième facteur : celui de l'accès et de la connaissance des outils informatiques. En effet, c'est notamment à travers les réseaux sociaux, qu'elles maîtrisent parfaitement, que ces associations communiquent le plus quant à leurs idées et activités. C'est bien évidemment une question d'époque, puisque ces outils n'existaient pas lorsque les partis politiques se

⁵⁸⁹ *En Palestine, l'injustice est aussi environnementale*, Michael MASON, 14.03.2020, Conférence en ligne du FIFDH de Genève.

⁵⁹⁰ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 2'01'24-2'02'19.

⁵⁹¹ CF Annexes. Annexe B.6 : *De l'occupation au morcellement*, 02-03.2018, p. 143.

sont formés. C'est aussi une question générationnelle, dans la mesure où une grande partie des membres de ces nouvelles associations sont des jeunes, au fait des nouvelles technologies, habitués des réseaux sociaux et de la communication sur le web. C'est enfin une question sociale, dans le sens où cela requiert une possibilité matérielle d'accès à ces outils et à ces connaissances, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Ces trois éléments, bien que ne composant pas une liste exhaustive, nous permettent de comprendre cette distinction entre visibilité virtuelle et visibilité sociale réelle qu'opère Baha Hilo, et qui différencie assez fortement les associations localisées des formations politiques. Cependant, et toujours selon notre interviewé, il est une autre distinction cruciale à faire : celle existant entre la visibilité et l'efficacité d'une action via ses conséquences sur le terrain. Comme il l'évoque, et comme nous allons le voir avec les témoignages de tous nos interviewés sans exception, si les partis politiques traditionnels ont une bien meilleure visibilité sociale réelle, ce sont les initiatives populaires qui l'emportent haut la main en termes d'efficacité d'action et d'impact sur le terrain. Nos interviewés observent ce phénomène à deux niveaux. Premièrement, il s'agit de l'aspect concret du nombre de personnes bénéficiant des activités et services rendus par ces associations. Ramené à l'échelle de chaque communauté dans lesquelles ces dernières œuvrent, ce nombre donne un bon aperçu de leur étendue d'action réelle.

Ala Hilo, par exemple, a basé *ReSign* et vend ses créations dans la communauté de Beit Sahour, comptant 14'500 habitants⁵⁹², mais donne essentiellement ses formations de recyclage et de surcyclage dans quelques communautés environnantes, telles que le camp de réfugiés d'al-Walaja, doté de 2'400 âmes⁵⁹³. Il estime avoir formé entre 2'000 et 3'000 personnes depuis le lancement de son association en 2013⁵⁹⁴, ce que l'on peut considérer comme un nombre relativement conséquent. Jawad Siyam, quant à lui, opère essentiellement à Silwan, dont la population avoisine les 55'000 habitants. Il estime que « we have today five branches, and we have like, we're serving like 3'000 children today, and about 400 women »⁵⁹⁵. Sur une base régulière, c'est également un nombre relativement important de bénéficiaires des activités et services fournis par *Silwanic*. Hamouda Hmoud, enfin, estime que le *Palestinian Child Center* accueille quotidiennement environ une centaine d'enfants de Shu'fat⁵⁹⁶. Ces chiffres sont d'une importance relative, à plus forte raison lorsque l'on les compare avec ceux fournis par des ONG ou des organisations internationales quant à leur propre action sur le terrain, comme en témoigne le cas de l'UNRWA dont les écoles à Shu'fat bénéficient à 1'500 élèves⁵⁹⁷. Cependant, ils témoignent tout de même d'un ancrage réel de ces associations populaires dans leur communauté localisée, et d'une réception positive auprès de la population palestinienne.

Deuxièmement, l'action des associations directement tournée vers les récipiendaires, sans aucune bureaucratie, offre une efficacité supérieure à celle des formations politiques traditionnelles ou même des ONG. On retrouve cet aspect de connexion au peuple, passant par le refus d'intermédiaires ainsi que de dépendance à quelque structure que ce soit, chez tous nos interviewés, sans exception. Cela permet, à leur sens, une bien meilleure efficacité d'action, mais garantit également une certaine éthique. Ainsi, pour Issa Amro, en étant engagé dans une association localisée telle que *Youth Against Settlements*, « I influence the goal directly, without bureaucracy. [...] And this way, we do direct grassroots work. Direct action and grassroots work, which they should do if they don't have real bureaucracy in the parties »⁵⁹⁸.

Baha Hilo tient sensiblement le même discours, appuyant l'idée que cette initiative localisée qu'est *To Be There* lui permet de travailler directement pour ses bénéficiaires, sans agir en fonction d'un agenda politique extérieur ou de ses intérêts personnels. Il pense que de cette manière, son action est bien plus efficace qu'elle ne le serait au sein d'une structure telle qu'un parti politique ou une ONG : « Yeah. Because I'm not accused of doing a political agenda based on a political party's interests. The beneficiary of my work is not a political party, the beneficiary of my work is the individual that joins it. [For example], when it comes to farmers, wherever we work, the beneficiaries of my work are those farmers »⁵⁹⁹. Ce rejet du fonctionnement au sein ou à la manière d'un parti est courant chez

⁵⁹² *About Us. Beit Sahour - Then and Now* [en ligne], BEIT SAHOUR MUNICIPALITY, 2020, par. 5, <https://beitsahour.ps/about-us/>.

⁵⁹³ *Mini profile : Al Walaja. Bethlehem governorate* [en ligne], UNRWA, 2013, partie I par. 1, [http://www.unrwa.org/user_files/image/articles/2013/The International Court of Justice AlWalaja mini profile.pdf](http://www.unrwa.org/user_files/image/articles/2013/The%20International%20Court%20of%20Justice%20AlWalaja%20mini%20profile.pdf).

⁵⁹⁴ *Interview n° 4*, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'27'18-1'27'30.

⁵⁹⁵ *Interview n° 6*, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'24'51-1'25'08.

⁵⁹⁶ *Interview n° 9*, Hamouda HMOUD, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 22'09-22'15.

⁵⁹⁷ *Profile : Shu'fat camp. Jerusalem governorate* [en ligne], UNRWA, *op. cit.*, p. 1.

⁵⁹⁸ *Interview n° 1*, Issa AMRO, Hébron, 12.06.2019, 26'19-26'34.

⁵⁹⁹ *Interview n° 3*, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'56'17-1'56'42.

nos interviewés, pour des questions de sur-bureaucratization menant à une inefficacité notoire et à une profonde déconnexion vis-à-vis des besoins populaires.

Par ailleurs, on retrouve de manière assez similaire l'expression d'un même rejet du modèle des ONG telles qu'elles fonctionnent en Palestine, surtout depuis Oslo. De fait, Ala Hilo décrit ce que serait son travail et les retombées de celui-ci si *ReSign* était une ONG : « now imagine like if this project was an NGO, you know, if this project was registered as an NGO, my work as the founder of *ReSign* would be behind a laptop, making justifications and making reports for funders who gave *ReSign* so much money in order to train many, like, as many people as possible, you know. The amount here cares more, and I would need 3-4 employees just to write reports, [...] and justify all the steps that we do. That will consume so much of the budget that I would get for training. Like, let's say if I want to train like 12 communities, all over the West Bank. Each community like, has like about 20 beneficiaries or 30 beneficiaries, right? To make the project now, all I need is access to these communities, and yeah, I will do the training and then I come back to my work here. [...] If I want to do that project as an NGO, I would need 60% more money, so I can actually pay employees who would do all the financial and the process report. [...] [As a grassroots association] I avoid waste of resources, I avoid being conditional, I avoid wasting my time behind a laptop, and I invest my time in trying to find other ways for up-cycling and recycling. [...] And basically my work would be under my own decision of what I want to do, [and as such I'm not bind] to different levels of justifications »⁶⁰⁰.

À l'instar de ce qu'exprimait Baha vis-à-vis des formations politiques traditionnelles, dont il refuse de reproduire le mode de fonctionnement et les défaillances, Ala formule donc les mêmes critiques à l'encontre du fonctionnement d'une ONG dépendante de fonds étrangers. À travers la description qu'il effectue de *ReSign* si elle était une ONG, Ala illustre bien ce que de nombreux Palestiniens ont cherché à faire en quittant le secteur humanitaire et en fondant leur structure associative localisée. Il est question de réellement tenter d'avoir un impact concret sur le terrain, en allouant aux activités la totalité des fonds plutôt qu'en cherchant à maintenir la bureaucratie de l'association d'abord, et en se passant autant d'intermédiaires que de donateurs, afin d'être au plus près des communautés bénéficiaires et de leurs besoins.

Il apparaît donc, selon nos interviewés, que malgré une visibilité réelle moins importante que celle des partis politiques, les associations localisées jouissent tout de même d'un rôle important au sein de la société palestinienne, au travers des services qu'elles rendent mais également via l'efficacité de leur action, qui, pour le coup, fait relativement défaut aux premiers. De fait, ces associations sont généralement assez bien reçues et perçues au sein de la population palestinienne, ce qui leur confère un ancrage social prometteur. En effet, la majorité de nos interviewés, qui nous ont fait part de ce qu'ils ressentaient de la perception populaire de leur association, ont employé des termes relativement positifs, tels que la confiance et la connexion. Jawad Siyam, par exemple, le dit très succinctement : « people trust us, much more than they trust any political party or big NGOs »⁶⁰¹. Cette thématique de la confiance populaire en ces structures associatives localisées est également mentionnée par Abdallah Hamdn, qui est persuadé que la communauté d'Issawiya répondrait immédiatement à l'appel si *One Hand for Issawiya* venait à avoir besoin d'aide :

« Most of the population in Issawiya they trust *One Hand* [...]. And they like, they could give [it] anything that *One Hand* ask them. Now, if we want to build another house, especially if we feel that, if municipality comes and destroy this building, and we want to build a new one, they could build [it] by themselves. [We] could ask the population here to give money, so as to build a new building, [and] they [would give this money and] build. [...] They trust *One Hand* more than a political person. Because they know political person sometimes, I'm sorry, lies. Sometimes. But here, we do not lie, never. We say "we could do, we could not do, we could try" [when we're asked something]. But political person sometimes give you different answers [from what they're thinking] »⁶⁰².

La popularité de ces associations est d'ailleurs assez directement comparée à celles des formations politiques traditionnelles, comme l'évoque Abdallah ci-dessus, mais également comme le mentionne Izzat Karaki dans le cas de *Youth Against Settlements*. Pour lui, la perception positive populaire d'une structure quelconque est totalement liée au niveau de connexion de cette structure à la population, et à son mode d'action : « when you are working on the ground and you are doing something on the ground, so a lot of people, like, they know about you. [...] We are taking care [...] of Palestine, and we are taking care like, [of] the families. Go now to the streets, ask about these

⁶⁰⁰ Interview n° 4, Ala HILO, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'16'18-1'18'46.

⁶⁰¹ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'42'01-1'42'08.

⁶⁰² Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 31'38-33'07.

[political parties], everyone say like this : no one like them, no one like, care about them. [...] You will see a lot of people [who] are against Palestinian [political parties] »⁶⁰³.

Par leur engagement auprès de la population palestinienne et leur proximité du terrain, les associations localisées qui font l'objet de notre étude semblent donc bien mieux perçues au sein de la société palestinienne que n'importe laquelle des formations politiques traditionnelles, qui, bien que plus célèbres et présentes dans les consciences collectives, souffrent d'une sévère crise de crédibilité et de légitimité à représenter les aspirations du peuple depuis Oslo.

2.2 : Une sociologie des acteurs de ce renouveau associatif

Arrivant à la fin de cette étude, nous aimerions nous concentrer quelque peu sur la sociologie des Palestiniens engagés dans ce renouveau associatif localisé. Par souci de concision et de cohérence, il s'agira là plus d'esquisser certains traits caractéristiques de cette mouvance associative en vue de futures recherches, que d'analyser en profondeur sa sociologie. Ainsi, nous ne reviendrons pas sur sa composante générationnelle, dans la mesure où nous avons déjà évoqué plus tôt dans cette étude une forte présence des jeunes dans ces associations. En revanche, nous souhaitons nous intéresser un instant aux thématiques de genre et de classe sociale, qui ressortent légèrement de nos interviews, et qui questionnent la place ainsi que l'avenir de ces associations localisées dans la société palestinienne.

Genre

Il nous faut tout d'abord rappeler à notre lectorat que nous sommes en présence d'une société dont les mœurs concernant le genre, ainsi que les relations interpersonnelles et interactions de pouvoir entre hommes et femmes sont différentes du contexte sociétal occidental dans lequel nous baignons et écrivons ces lignes. Ainsi, le but n'est pas ici d'aborder cette thématique en Palestine en portant un regard normatif fondé sur nos valeurs et nos habitudes personnelles, mais seulement de brièvement dresser un état des lieux de la place de la femme et des relations hommes-femmes en Cisjordanie, afin de comprendre quelle place tiennent les associations localisées auxquelles nous nous intéressons, et quel espace est notamment réservé aux femmes en leur sein. Pour ce faire, trois aspects de la société palestinienne sont d'abord à mentionner.

Premièrement, la société palestinienne est traditionnellement plus encline à effectuer une séparation assez claire entre sphère publique et sphère privée, comme c'est le cas dans de nombreux pays de la région. La question de la répartition des rôles professionnels et familiaux ainsi que les « questions liées à la famille et à l'honneur » sont considérées comme relevant de la sphère privée et [sont] traditionnellement réglées par des mécanismes de médiation tribaux et familiaux plutôt que par des plaintes et des procédures judiciaires »⁶⁰⁴. De cette répartition découle une légère tendance pour les femmes à être moins présentes dans l'espace public que les hommes. Elles sont en quelque sorte gardiennes de l'identité de la communauté, chargées de la préserver ainsi que de la transmettre, comme nous le verrons sous peu. Cependant, le contexte particulier de résistance à l'occupation leur confère une place particulière. Ainsi, à rebours d'une séparation entre sphères publique et privée, on note depuis les débuts du conflit une participation des femmes à l'effort économique, notamment dans les champs⁶⁰⁵, ainsi qu'à certaines formes de résistance nationale. Cela s'observe assez nettement dès 1967⁶⁰⁶, mais surtout pendant la première *Intifâda*, à laquelle les femmes ont pris part entre autres au sein des comités populaires.

Néanmoins, on constate une diminution de leur participation à la résistance active et de leur présence dans l'espace public depuis Oslo, qui s'aggrave encore avec la seconde *Intifâda*. La rapide militarisation de ce soulèvement et la violence de la répression israélienne conséquente ne laissant pas beaucoup d'alternatives aux Palestiniennes, la résistance d'une minorité de femmes s'exprime au travers d'une radicalisation de l'action. On recense alors la participation - voire l'organisation - de certaines d'entre elles à des attentats-suicides visant des cibles israéliennes⁶⁰⁷. Cette réalité n'est pourtant pas celle de la majorité des Palestiniennes pour lesquelles, lutte armée mise à part, les

⁶⁰³ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 58'01-59'27.

⁶⁰⁴ Régine DHOQUOIS-COHEN, « Les femmes palestiniennes face au conflit, à l'occupation et au patriarcat », in *Confluences Méditerranée*, 2005, n° 55, p. 72.

⁶⁰⁵ Cécile AURÉJAC, *Les femmes palestiniennes*, Cahors, L'Hydre éditions, 2001, p. 28.

⁶⁰⁶ Stéphanie LATTE-ABDALLAH, « Des féminités mobilisées et incarcérées en Palestine », in *Critique internationale*, 2013, n° 60, p. 54.

⁶⁰⁷ *Ibid.*, pp. 60-61.

possibilités de mobilisation sont très restreintes. En effet, « alors que les femmes, en tant que partie prenante du mouvement de la société civile, avaient participé activement à la première *Intifâda*, ce sont les groupes armés qui ont dominé la deuxième *Intifâda*. Les femmes ont peu de possibilités, voire aucune, de contester ou de participer au processus de prise de décisions concernant l'*Intifâda*, ce qui a des répercussions considérables dans bien des domaines de leur vie. L'effondrement de l'économie et la situation en matière de sécurité résultant du conflit ont entraîné un renforcement des pressions et des restrictions imposées aux femmes tout en réduisant leur capacité de contrôler leur propre vie »⁶⁰⁸. Ainsi, il apparaît que les conditions générales de vie des femmes se sont détériorées parallèlement à celles du peuple palestinien dans son ensemble depuis cette période.

Comme l'explique Samah Jabr, leurs maigres acquis personnels et sociaux sont tributaires du contexte environnant. Ainsi, « comme dans d'autres pays colonisés, quand les Palestiniens échouent dans leur opposition contre les violences verticales et l'oppression venant de la puissance occupante, cette violence et cette oppression deviennent horizontales. Elle s'exprime alors sous la forme de conflits internes, de régressions et de violences domestiques. Les femmes étant considérées comme physiquement et socialement plus faibles deviennent alors les dernières victimes de ces hommes humiliés et de cette communauté qui régresse. [...] Elles sont victimes de violence basées sur le genre, qui sont en réalité les prolongements, les conséquences d'une oppression structurelle et d'une violence politique. L'amélioration de la santé mentale et la « libération psychique » des Palestinienne-s devrait aller de pair avec les efforts pour libérer le territoire palestinien. L'émancipation des femmes est une clé pour le projet de libération »⁶⁰⁹. Pour cette psychiatre palestinienne, il semble donc que lutte nationale palestinienne et lutte d'émancipation féminine soient inéluctablement corrélées.

Deuxièmement, comme nous l'évoquions, ces femmes sont en quelque sorte les gardiennes et les garantes de l'identité palestinienne. Dans une situation où les territoires sont fragmentés, et où l'occupant israélien est dans une constante tentative de destruction matérielle et culturelle de la société palestinienne, la question de l'identité est d'une importance primordiale. Ainsi, c'est d'une certaine manière en affirmant cette identité que les Palestiniennes participent à la résistance. Cependant, cet état de fait les place dans une situation double :

« L'idéologie nationaliste se présente pour les hommes sous la forme d'une injonction univoque à l'engagement et à la mise en avant de figures héroïques. Pour les femmes, la lutte nationale lie, de manière contradictoire, un appel à l'engagement au nom de la mobilisation de toutes les forces de la société [...] à une injonction à préserver l'identité palestinienne. Or celle-ci s'exprime notamment dans les différences de genre qui caractérisent l'organisation sociale. Maintenir cette organisation sociale et donc ces différences de genre, c'est affirmer une fierté sociale contre l'occupant. [...] [Dès lors,] la demande des femmes de pénétrer dans l'espace public pour soutenir la lutte nationale et leur entrée effective se heurtent toujours au refus de la remise en cause identitaire qui va de pair. Il semble contradictoire d'exiger la "passivité" dans l'intérêt même de la lutte, tout en valorisant officiellement l'engagement. Les femmes ont donc la possibilité de faire jouer la deuxième injonction contre la première : d'en appeler à la légitimité plus haute de la lutte nationale contre les vestiges communautaires qui la handicaperaient. Cette "neutralisation" de la première injonction ne signifie pas une libération des mœurs mais l'accès à une relative liberté de mouvement et à une certaine mixité au nom des obligations du militantisme »⁶¹⁰.

Du fait de cette dualité de position dans laquelle peuvent s'inscrire les femmes palestiniennes, on peut supposer que le choix du militantisme et de l'engagement dans la lutte du mouvement national palestinien peut représenter pour certaines d'entre-elles une opportunité d'émancipation. Au nom de la résistance nationale, et comme tend à le montrer Pénélope Larzillière, il existe un espace de liberté toléré et accordé aux femmes.

Cela est d'autant plus probable qu'en termes juridiques, et cela sera notre troisième point, les femmes sont très peu protégées et représentées dans la société palestinienne. Les mauvais traitements, abus et violences, sont bien souvent éludés lorsqu'ils les concernent. Ceci est cautionné par l'adhésion de l'Autorité palestinienne à certaines lois archaïques d'une part, et par sa faiblesse générale à faire respecter l'ordre d'autre part⁶¹¹. Ainsi, les crimes d'honneur, pour ne citer qu'eux, sont coutumes en Cisjordanie et à Gaza, et « ces homicides sont souvent entérinés par des articles de lois accordant aux meurtriers des circonstances atténuantes, en raison du déshonneur qu'ils ont

⁶⁰⁸ Régine DHOQUOIS-COHEN, « Les femmes palestiniennes face au conflit, à l'occupation et au patriarcat », *op. cit.*, p. 69.

⁶⁰⁹ Samah JABR, « Être une femme en Palestine - Une interview de la psychiatre Samah Jabr » [en ligne], in *The Palestine Chronicle*, 10.07.2017, partie II par. 1-2, <https://www.chroniquepalestine.com/etre-femme-palestine-interview-de-psychiatre-samah-jabr/>.

⁶¹⁰ Pénélope LARZILLIÈRE, *Être jeune en Palestine*, Paris, Balland, 2004, p. 37, 49.

⁶¹¹ Régine DHOQUOIS-COHEN, « Les femmes palestiniennes face au conflit, à l'occupation et au patriarcat », *op. cit.*, p. 71.

subi »⁶¹². Les femmes se retrouvent donc livrées à elles-mêmes et à une justice fréquemment informelle et familiale, sans institution étatique les soutenant ni ne les protégeant.

De ces trois éléments, nous retenons que l'espace laissé aux femmes en Palestine, relativement restreint, est en quelque sorte conditionné à leur engagement auprès du mouvement national palestinien. Ce dernier représente bien souvent pour elles l'une des seules alternatives aux rôles traditionnels qui pourraient leur incomber. Toutefois, le renouveau du secteur associatif, peut s'avérer porteur de revendications qu'elles font leurs, et qui viennent interroger la délicate double position dans laquelle elles se trouvent.

Un aspect de la sociologie de nos interviewés nous a immédiatement frappé. Bien que plusieurs de ces associations localisées travaillent à l'*empowerment* des femmes de leur communauté, sur dix personnes approchées dans le milieu associatif palestinien, seule une est une femme, et plus encore, seule une est à la tête d'une association localisée. Il s'agit de Sahar Abbas, engagée auprès du *Madaa Creative Center* depuis 2009. Si elle y a commencé en parlant de cinéma et en donnant des cours d'anglais aux enfants, elle s'est rapidement rendu compte de l'ampleur du travail qui pouvait être fait auprès des femmes, notamment en termes de cours de langue, de droit, ou simplement en créant un espace d'échange⁶¹³. Sahar, comme tous nos autres interviewés travaillant avec des groupes de femmes, voient en effet dans l'*empowerment* des Palestiniennes un élément-clé de la résilience communautaire mais aussi de la résistance nationale, ne serait-ce que par le rôle de transmission du savoir qu'elles occupent dans les familles. On retrouve justement ici cette place traditionnelle de la femme palestinienne, au sein de la famille nodale, qui est utilisée au profit de la lutte nationale palestinienne. Cela rejoint donc ce que Pénélope Larzillière tendait à exprimer plus tôt. On retrouve par ailleurs quelques femmes dans les autres associations que nous avons approchées, mais seulement à des postes de volontariat, souvent pour donner des cours aux enfants ou des formations aux autres femmes. C'est le cas avec *One Hand for Issawiya*, où une jeune Palestinienne que nous n'avons pas eu l'occasion d'interviewer donne tous les cours, mais semble n'avoir aucun rôle décisionnel dans l'association⁶¹⁴. Il y a donc au sein de ces associations localisées un essai de travail sur l'émancipation et l'*empowerment* féminins, qui s'inscrit assez clairement dans la dialectique développée par Larzillière.

Si ce phénomène est encore assez timide au sein des initiatives populaires que nous avons approchées, d'autres associations que nous connaissons mais que nous n'avons pas eu l'opportunité d'interviewer sont dans un activisme féministe beaucoup plus frontal, remettant en cause le rôle traditionnel des Palestiniennes, et faisant conséquemment bien moins l'unanimité au sein de la société palestinienne. C'est ainsi le cas du projet *BabyFist*, lancé en 2017 par une jeune créatrice américano-palestinienne, et qui se définit comme étant « a radical intersectional feminist and political fashion cooperative based in Ramallah, Palestine »⁶¹⁵. À travers diverses campagnes, cette coopérative a développé sa marque de vêtement dont le slogan, « *not your habibti* »^{616 617}, est devenu célèbre en Palestine et auprès d'une partie des internationaux ayant voyagé dans la région de Ramallah. Le but est tout simple :

« *BabyFist* was born out of the urge to create a space in which gender-based issues (along with political issues, intersectionality, fashion, Orientalism, etc.) could be discussed, dissected, and challenged. Fashion became the medium for us to explore these intersections while re-negotiating our relationships with our bodies. We recognize that our bodies (how we present them and what we do with them) can be the sites for oppression. Fashion is our way of pinpointing the issues which threaten to oppress us and transforming our bodies from sites of oppression into sites of resistance. We no longer accept heteronormative, Orientalist, white Euro-American, capitalist standards of identity. Rather, we choose to celebrate our heritage while making room for all the complexity of human identity. [...] In sharing the geo-political and social framework which affects the lives of those creating our clothes, we're forging an informed conversation between consumers and producers. Buying something online is no longer simply a package delivered to your door, but instead a conscious choice to engage with the complex human chain which came together to design, create, and deliver your clothing »⁶¹⁸.

⁶¹² Agnès PAVLOWSKY, « Les crimes d'honneur en Palestine », in *Confluences Méditerranée*, 2006, n° 59, p. 178.

⁶¹³ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 6'55-8'09.

⁶¹⁴ Interview n° 8, Abdallah HAMDAN, Issawiya, 26.06.2019, 29'48-29'58.

⁶¹⁵ *What We Do* [en ligne], BABYFIST, partie I par. 1, <https://babyfistcollective.com>.

⁶¹⁶ *Shop the cause* [en ligne], BABYFIST, icônes 23, 27-30, 34, <https://babyfistcollective.com/shop-clothing-made-in-palestine-for-a-cause>.

⁶¹⁷ « Contre le harcèlement de rue en Palestine, cette créatrice écrit "not your habibti" » [en ligne], in *Huffingtonpost*, 15.01.2019, partie I par. 1-2, <https://www.huffingtonpost.fr/2019/01/15/contre-le-harcèlement-de-rue-en-palestine-cette-creatrice-ecrit-not-your-habibti-a-23642718/>.

⁶¹⁸ *What We Do* [en ligne], BABYFIST, *op. cit.*, partie I par. 2-4.

Il y a donc une très forte remise en question de la place des femmes mais également de celle des hommes dans la société palestinienne, notamment par le biais des représentations corporelles. On retrouve évidemment dans ces lignes une profonde dimension de lutte pour une égalité des sexes et des genres, mais aussi tout un aspect politique relatif à la situation en cours dans les territoires palestiniens, entre autres en promouvant une production uniquement locale. Fondamentalement politique, ce projet allie lutte pour l'émancipation féminine et lutte pour la libération nationale, non seulement vis-à-vis de la concrète occupation israélienne, mais également par rapport à des normes de représentation identitaire occidental-centrées. Comparativement aux associations localisées que nous avons approchées, celle-ci se veut donc ouvertement avant-gardiste au niveau de son discours, entre autres sur la place des femmes.

Cette dynamique contestataire et novatrice n'est cependant pas du goût de tous, et la créatrice de cette marque de vêtement, Yasmeen Mjalli, rapporte avoir « eu droit à des commentaires, des regards insistants et gênants, le genre qui vous fait sentir que votre intimité a été violée. J'ai été agressée dans les rues, des gens me touchaient »⁶¹⁹. Cela ne l'empêche pourtant pas de continuer à porter sa cause à bout de bras, et de financer diverses campagnes liées aux droits et à l'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes et des jeunes filles. En témoigne sa *Menstruation Education Campaign*, visant à informer ces dernières sur les thématiques des règles et de la sexualité, encore taboues en Palestine, et à leur procurer des protections en cas de besoin. Cette créatrice est en effet convaincue du fait que les femmes sont doublement victimes d'un système patriarcal palestinien et de l'occupation israélienne, notamment en ce qui concerne la conception de leur propre corps et des cycles naturels qu'elles sont amenées à traverser⁶²⁰. La problématique de cette double domination a d'ailleurs été mentionnée dans certaines de nos interviews. Ainsi, Sahar Abbas évoque le fait qu'être une femme en Palestine signifie devoir faire face à de très nombreux niveaux d'oppression et de domination, qu'il s'agisse de l'occupation israélienne ou du patriarcat palestinien⁶²¹. C'est également le cas de Cody O'Rourke, pour qui, même au sein de ces associations localisées luttant pour améliorer le quotidien des Palestiniens et pour plus de justice, on retrouve beaucoup de misogynie et de rapports toxiques de domination internes⁶²².

Ainsi, on peut en déduire qu'en termes de représentation au sein de ces associations localisées, il y a une certaine asymétrie de genre. Ces initiatives populaires comptent en effet parmi leurs membres, et particulièrement parmi leur comité directionnel, bien souvent une majorité masculine écrasante. On observe cependant des femmes impliquées au sein de certaines d'entre elles, remplissant fréquemment des tâches tenant à la pédagogie et à la transmission, à l'image de leur rôle traditionnel au sein de la communauté palestinienne. Et, dans des cas plus rares, elles sont les leaders de leur mouvement, comme Sahar au *Madaa Creative Center*, ou comme Yasmeen Mjalli à *BabyFist*.

Classe sociale

La question de la situation économique et sociale des membres de ces associations localisées est également un point qui nous semble important d'évoquer. En effet, on peut légitimement s'interroger quant à ce que présuppose l'engagement de Palestiniens auprès de ces initiatives populaires en termes de ressources, d'accès à l'éducation et aux langues, ainsi que d'infrastructures disponibles.

Bien que la conception de classe sociale soit délicate à déterminer en tant que telle, et à appliquer dans tout contexte, il nous faut essayer ici d'apporter une définition aux termes que l'on va employer. Pour ce faire, nous faisons le choix de nous appuyer sur le travail de sociologie des mobilisations palestiniennes réalisé par Dana El Kurd. Elle distingue en effet la classe ouvrière de la classe moyenne de la manière qui suit :

« I define the working class in opposition to the middle class. As a group, I distinguish the middle class by a set of privileges, beyond their income alone [...]. These privileges include educational attainment, a particular occupational status, and access to resources - all of which are tied to income level, but not exclusive to it. On that basis, I define the working class as that segment of society *without* those privileges. [...] We define the working class as those who work in manual labor or service positions, farmers, and those who live in refugee camps. Although

⁶¹⁹ « Contre le harcèlement de rue en Palestine, cette créatrice écrit "not your habibti" » [en ligne], *op. cit.*, partie I par. 5.

⁶²⁰ *Menstruation Education Campaign* [en ligne], BABYFIST, partie I par. 1, partie V par. 1, <https://babyfistcollective.com/menstruation-campaign-2019>.

⁶²¹ Interview n° 7, Sahar ABBAS, Silwan, 24.06.2019, 7'35-7'54.

⁶²² Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 44'18-44'57.

conditions for these segments of Palestinian society differ based on particular occupational challenges, they all feature two main characteristics: a lack of ties to Israeli government institutions or PA institutions, and a greater political marginalization »⁶²³.

Cette auteure défend l'idée selon laquelle, à rebours de ce que l'on pourrait penser, les phénomènes de mobilisation politique dans les territoires palestiniens sont plutôt le fait de la classe ouvrière. En effet, elle identifie la classe moyenne palestinienne comme étant composée de personnes liées à l'Autorité palestinienne, et en profitant en termes d'emploi, de revenu, ainsi que de statut social. On retrouve généralement cette population dans les grandes villes de Cisjordanie telles que Ramallah, qui sont par ailleurs moins affectées par l'occupation et ses violences que les zones rurales et les camps de réfugiés. D'une certaine manière, cette frange de la population trouve son compte dans le *statu quo* instauré par Oslo, et n'a donc, à court terme, pas vraiment intérêt à se mobiliser contre sa manifestation physique, à savoir l'ANP. El Kurd montre finalement que c'est la classe ouvrière, au contraire, que l'on retrouvera le plus dans les mobilisations politiques de masse et autres :

« This is in direct contrast to the working classes. Those involved in collective action campaigns see little benefit from the PA; they do not enjoy positions in the Palestinian Authority, or through assimilation with the Israeli state. Their interests lie in complete opposition to the continuation of the status quo. This is why these campaigns often demand an end to the apartheid system in its entirety. Overall, the middle class is often channeled into "formal" and "civil" politics, whereas the working class engages with politics at the grassroots level and often through informal institutions »⁶²⁴.

De fait, cette auteure prend le contre-pied de la littérature générale portant sur le sujet de ces nouvelles formes de mobilisations, qui tend à exprimer l'idée selon laquelle ces nouveaux militants sont : « issus des classes moyennes, titulaires de capitaux culturels importants et proches idéologiquement des partis de gauche palestiniens, [et] ont une vingtaine d'années lorsqu'ils s'engagent au sein de la [résistance populaire (RP)]. [...] [Ils] appartiennent aux classes moyennes et supérieures de Ramallah. Ayant pour une grande partie d'entre eux obtenu un diplôme à l'étranger, notamment en Europe et aux États-Unis, ils sont détenteurs de capitaux culturels importants. Nous pouvons les définir comme cosmopolites : ils maîtrisent parfaitement l'anglais, apprécient la production musicale européenne ou les séries américaines, autant que les classiques de la poésie irakienne et de la littérature égyptienne. Durant leurs premières mobilisations au sein de la RP à la fin des années 2000, ces militants ont entre 18 et 25 ans. Ils proviennent de familles militantes engagées dans la première *Intifâda* en Cisjordanie ou membres de l'Organisation de libération de la Palestine (« *returnees* » après 1993) : engagés au sein de partis de gauche, leurs parents sont attachés au respect du droit au retour des réfugiés et à la protection de la société palestinienne dans son ensemble »⁶²⁵.

Plus particulièrement dans les mouvements de jeunesse, on identifie communément qu'à l'instar des Palestiniens membres de grosses ONG de développement, « les leaders de ces mouvements [...] sont issus de la classe moyenne et d'un milieu cosmopolite et "occidentalisé", à l'aise avec les moyens modernes de communications et capables de produire des slogans en arabe et en anglais. Ils se caractérisent surtout par l'étendue de leur réseau relationnel, par leurs compétences organisationnelles ainsi que par l'importance de leur autorité morale »⁶²⁶. Ce genre de descriptions s'applique cependant à des associations basées dans des centres urbains importants, tels que Ramallah. Tous nos interviewés sont de fait impliqués dans des associations basées plus ou moins loin des grandes villes palestiniennes, dont le fonctionnement et la sociologie diffèrent sensiblement. Ainsi, comme nous allons le voir, les associations localisées que nous avons étudiées se trouvent en quelque sorte à mi-chemin entre ces deux approches sociologiques de la mobilisation politique en Palestine. Attirons cependant l'attention de notre lectorat sur le faible nombre de personnes que nous avons interviewées, et sur la jeunesse du renouveau associatif dont nous parlons. En conséquence, nous ne pouvons nous avancer pleinement et catégoriser ces personnes, ainsi que ce mouvement en termes de classe. Nous proposons ici seulement quelques pistes de réflexion, qu'il serait intéressant de creuser dans des travaux futurs.

L'expérience d'Izzat Karaki à ses débuts auprès de *Youth Against Settlements* donne une première idée des questionnements de classe auxquels on peut confronter ce renouveau associatif : « [the first time I came] to the center, one

⁶²³ Dana EL KURD, « Who Protests in Palestine? Mobilization Across Class Under the Palestinian Authority », in Alaa TARTIR et Timothy SEIDEL, *Palestine and Rule of Power. Local Dissent vs. International Governance*, op. cit., pp.108, 111.

⁶²⁴ *Ibid.*, pp. 110-111.

⁶²⁵ Antoine GARRAULT, « Les jeunes militants de Ramallah face à l'occupation israélienne. Modalités d'engagement et positions socio-spatiales », in *Participations*, 2019, n° 25, pp. 166, 171.

⁶²⁶ Abaher EL SAKKA, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », op. cit., p. 173.

of the ladies of this group [...] came to me directly and she asked me about bathroom. I escaped, because I didn't know what *bathroom* is, because I didn't speak English at all. I knew how to read, I knew how to write, but I couldn't make any short conversation. So, I said like after a while, when I became an activist and I saw a lot of internationals here, and everyone like speak English except me, so I said like it's shame on me to be here, I don't speak English. I went back to my house, I told my father, I was working with him : "I need laptop and I need internet". He said : "for what ?", I told him : "I want to learn English". So the other day I got a laptop and internet and I started to learn. [...] I [didn't] know anything about history before. I [didn't] know anything about occupation and settlements, even like I [didn't] know the difference between Israeli and between settlers and between Jewish. So, usually we say "Jew". But, [...] when I became activist, I [started to] understand like, we don't have any problem with Jew people as Jew people. So this is something very important. But if you are not part of [a place like YAS], you'll not understand that »⁶²⁷.

Plusieurs éléments dans le récit d'Izzat sont très intéressants pour notre étude. Il soulève en effet la question de l'accès à l'éducation et notamment à l'apprentissage de l'anglais, ainsi qu'à certaines infrastructures telles qu'un ordinateur. Toutes les associations localisées que nous avons approchées ont en effet un important volet de communication en anglais, tourné vers l'international afin de pouvoir informer largement sur leurs activités et sur la réalité quotidienne de l'occupation. Cela implique donc de pouvoir parler anglais, mais également de pouvoir s'offrir le matériel nécessaire à la communication virtuelle.

Concernant la langue, l'exemple d'Izzat n'est pas un cas isolé. Si l'anglais est une langue assez développée en Palestine, notamment pour des questions de visibilité de la lutte nationale, elle n'est pas pour autant une langue officielle acquise dès le plus jeune âge par la majorité de la population, et la preuve en est faite si l'on regarde nos interviews, en excluant Cody O'Rourke qui est natif américain. Ainsi, nous avons eu recours à la traduction simultanée de l'arabe vers l'anglais de Jawad Siyam pour deux de nos interviews, dans la mesure où ces deux interviewés ne parlaient pas assez bien l'anglais. Sur les sept autres interviewés, trois parlent presque parfaitement anglais, et les quatre restant manient la langue avec suffisamment d'aisance pour être compris, mais ne la maîtrisent pas pour autant.

Ensuite, si l'on prend l'exemple des infrastructures, toutes nos associations semblent avoir un minimum de matériel leur permettant entre autres de communiquer. Cependant, la question de savoir comment elles se sont procuré ce matériel, et dans quel état celui-ci se trouve, est plus intéressante. Ayant visité les locaux - lorsqu'il y en a un spécifique - de chacune de ces associations, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que tous leurs équipements et infrastructures sont très modestes. Ceci est notamment dû à un manque général de moyens, qui découle entre autres de leur volonté générale d'indépendance financière. L'exemple de *One Hand for Issawiya* est à ce titre assez parlant : puisque tout est financé par les membres de l'association, du loyer du local aux dosettes de café, en passant par l'encre pour l'imprimante⁶²⁸, on comprend assez bien les limites qui se posent à l'acquisition d'infrastructures très performantes et nombreuses. Dans certains cas, comme le rapporte Cody O'Rourke avec *Good Shepherd Collective*, ce manque de moyens et d'infrastructures pèse sur le potentiel d'efficacité de l'association :

« I mean, at the end of the day like, just because like you have a philosophy, that doesn't necessarily mean that you have the skill set to execute it and all the stuffs. [...] What these other larger institutions [like parties or big NGOs] have is like, they have people that already know how to do videography, they already have these resources and networks, you know, they have the ability to like get up and travel. Like, the guys [here] and the community don't even have a car. [...] Our lack of ressources in a lot of ways, and our lack of like skill set, you know, like handicaps us in ways in which we are inefficient, right. Like, you have Palestinians, or, like international support people inside of these other NGOs that like have a very [good] understanding of the economy, [...] politics, [social norms], and which that community doesn't [have], you know. So I think if like, you know, to be honest about things like, we deal with a lot of inefficiencies, and this is very, very frustrating »⁶²⁹.

Si l'on reprend la catégorisation opérée par Dana El Kurd, à savoir une distinction entre une classe ouvrière excentrée des centres urbains, non liée aux institutions de l'Autorité palestinienne, et engagée dans des modes informels de mobilisation et de résistance politiques, et une classe moyenne bénéficiant ou s'accommodant du *statu quo* via un certain statut socio-professionnel permis par le lien au gouvernement palestinien, il semble que nos interviewés seraient plutôt associés à la classe ouvrière. Se basant également sur la classification socio-professionnelle

⁶²⁷ Interview n° 2, Izzat KARAKI, Hébron, 13.06.2019, 36'26-37'07, 38'53-39'17.

⁶²⁸ Interview n° 8, Abdallah HAMDN, Issawiya, 26.06.2019, 9'08-9'58.

⁶²⁹ Interview n° 10, Cody O'ROURKE, Um al-Khair, 27.06.2019, 46'17-47'33.

qu'elle propose entre ces deux classes, on peut par ailleurs affirmer qu'Izzat Karaki (forgeron), Issa Amro (électricien), et Hamouda Hmoud (vivant dans un camp de réfugiés) sont membres de la classe ouvrière, et que de manière plus générale, toutes ces associations travaillent avec la classe ouvrière (ex. *Good Shepherd Collective* s'articule autour d'une communauté quasiment exclusivement basée sur l'agriculture, et *Silwanic* soutient des familles qui peinent parfois à rassembler même quelques centaines de shekels pour vivre et offrir à leurs enfants l'accès à des activités⁶³⁰). Par conséquent, que ce soit via une catégorisation socio-professionnelle ou en termes d'infrastructures disponibles et d'accès aux langues, ces associations localisées tendent à pouvoir être identifiées comme étant des plateformes de mobilisation plutôt axées sur et utilisées par la classe ouvrière.

Cependant - et ce sont ces points qui nous amènent à relativiser notre constat -, les membres de ces initiatives populaires se démarquent en termes d'éducation, de voyages, et de maîtrise des outils de communication modernes, identifiés par Abaher El Sakka ou Antoine Garrault comme marqueurs de l'appartenance à une classe moyenne. Ainsi, certains de nos interviewés ont suivi des cursus à l'université, et ont voyagé par la suite. C'est notamment le cas de Baha Hilo, qui a étudié la science politique et la sociologie, et qui est parti vivre au Sri Lanka pendant une année, après avoir fui un travail à l'UNRWA qui l'a profondément dégoûté du système humanitaire de développement mis en place après Oslo⁶³¹. Jawad Siyam, lui, a étudié près de neuf ans à l'étranger, avant de revenir en Palestine à l'époque d'Oslo, lorsqu'il a senti qu'il pourrait être utile au mouvement de résistance nationale :

« I was like 9 years out of the country [...]. I was in Turkey, I was in Germany, for my studies. I was [nine years] like traveling in different countries. So, the fact [is] that, [...] it was quiet here. In the time that everyone was fighting for human rights and peace process and so on, I was out of the country. [...] During Oslo. No, I went before Oslo [...]. Therefore we did a lot of protests against Oslo when I was a student. And for me it was, of course, there are a lot of important questions in the world, it's not only Palestine [...]. But still, of course I'm Palestinian, and I focus much more on Palestine. And when settlers started to be, to take houses here, then took our houses also, there, at that time I decided to return here »⁶³².

Jad S. est également un bon exemple d'accès privilégié à l'éducation et aux voyages. Malgré son enfance passée dans un camp de réfugiés en Jordanie, il a eu l'occasion de partir plusieurs fois à l'étranger, que ce soit en Turquie, en Égypte, à Brunei ou en Serbie, dans le cadre d'une pratique sportive. Après une période passée à travailler dans le secteur de la programmation d'événements culturels et musicaux dans la région de Ramallah, il prépare actuellement son admission en master de physique quantique, et projette de venir se former au CERN en Suisse dans les années à venir, raison pour laquelle il a réussi à économiser un peu d'argent au cours de sa vie⁶³³. Ainsi, ces trois exemples, bien qu'ils ne soient pas exhaustifs, nous donnent un premier aperçu du potentiel capital culturel que peuvent posséder nos interviewés, entre autres grâce à leurs voyages/études, et qui tend à plutôt les lier à la classe moyenne.

De plus, et comme nous l'avons déjà évoqué, toutes ces associations hormis *One Hand for Issaniya* possèdent un site web officiel ainsi qu'une ou plusieurs pages sur les réseaux sociaux, qui sont régulièrement actualisées. Suivant personnellement les pages de ces associations sur *Facebook*, nous pouvons effectivement être renseignés presque quotidiennement sur les activités organisées par ces associations et leurs prises de positions sur divers sujets de société, en arabe et en anglais. Cela suppose une maîtrise des outils de communication modernes, que ce soit en termes de langue, de langage de communication virtuelle ou tout simplement des outils en tant que tels (ordinateurs, réseaux sociaux, ...). Du point de vue de ces deux derniers aspects, il semble alors que nos interviewés et les associations dans lesquelles ils sont impliqués soient également catégorisables dans la classe moyenne palestinienne, identifiée par certains auteurs que nous avons cités plus haut. C'est la raison pour laquelle nous situons le nouveau associatif que nous étudions à mi-chemin entre ces deux classes, bien que plus proche des classes populaires auxquelles il semble plus connecté par ses ressources, ses situations géographiques, et les communautés qu'il assiste.

Il serait dans tous les cas extrêmement pertinent, en plus d'être passionnant, de s'attarder à l'avenir sur ce prisme d'étude de la composition sociologique du nouveau mouvement national palestinien, qui en dit très long sur les dynamiques qui animent ce dernier. En effet, qu'il s'agisse des questions d'égalité de genre ou de fragmentation de classes, les luttes intrinsèques à la société palestinienne sont au final souvent éludées au profit d'une résistance générale et commune à l'occupation. À ce titre, par son travail balbutiant sur l'*empowerment* des femmes et des

⁶³⁰ Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'37'04-1'37'31.

⁶³¹ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 1'29'29-1'31'10.

⁶³² Interview n° 6, Jawad SIYAM, Silwan, 24.06.2019, 1'20'56-1'22'39.

⁶³³ Interview n° 5, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 0'26-1'56.

communautés vulnérables, le renouveau associatif localisé que nous avons abordé dans cette étude pourrait être le théâtre d'une renégociation du mouvement national palestinien dans son fonctionnement, très vertical jusqu'ici : « the "national project/program," led so far by a broad coalition of a national bourgeoisie and salaried middle class, camp-dwelling refugees, rural peasants and urban workers, has been traditionally invoked to postpone or subordinate pressing social agendas within Palestinian society by prioritizing independence and statehood. I enquire as to whether the horizontal range of pending Palestinian social equity deficits (youth, women, workers, farmers, depressed regions, etc.) might yet form a new basis to revive a twin struggle for national liberation and social emancipation in this new (Arab) decade »⁶³⁴.

2.3 : Pistes réflexives : quel futur pour ces associations localisées ?

« S'il n'y a pas de fétichisme de la lutte armée dans la société palestinienne, il n'y a pas non plus d'alternative non violente ou pacifiste qui se dessine clairement »⁶³⁵.

Dans son ouvrage qui fait référence concernant la division du mouvement national palestinien, il est très intéressant de constater que Nicolas Dot-Pouillard termine sur cette affirmation. Au terme de cette longue étude, nous en arrivons à une conclusion quelque peu différente. Les associations localisées développées partout en Cisjordanie par des Palestiniens avides de changement et de réappropriation de leur destin apparaissent justement être une alternative non violente à l'un des pans de la lutte nationale telle qu'elle a pu fonctionner jusqu'à la seconde *Intifâda*. Là où nous concédons à la réflexion de cet auteur quelque crédit, c'est dans la difficulté d'homogénéisation et de mise en commun nationales de ces expériences associatives localisées. En effet, l'archipel territorial fragmenté dans lequel il s'inscrit, « les tentatives de domestication de ce mouvement par les autorités en place, [...] [et] l'absence de soutien réel des partis politiques d'opposition rendent pour l'heure difficile l'élargissement de ce mouvement. Mais il s'agit bien d'une braise active dans la société palestinienne »⁶³⁶. Cette dernière formulation nous paraît très juste, il s'agit bel et bien d'une braise, d'une brèche qui s'est ouverte dans les dix dernières années en Palestine, et qui doit faire face au défi que représentent les différents niveaux de fragmentation segmentant la société palestinienne. Ces nouvelles structures associatives ont en effet une tâche de taille à relever :

« They need to revisit the national movement, and the national program, and what is a national movement. [...] They need to revisit what is the national project, why, how do we deal with these different local realities, and make it to the overall struggle. Because Israel [has been] brilliant in keeping the Palestinians, the Palestinian communities busy with their very local issues, and that is the whole structure of control to keep them fragmented. And that's, you know, it's a strategy that Israel adopted. And they largely succeeded. It's not only about geographical/territorial/political fragmentation, but also this kind of very local/social fragmentation that kept each community busy with dealing with a set of priorities that are different than others, and they mastered that, the Israeli government, and the Israeli policies. And this is why the Palestinians got lost with dealing with all these daily struggles. [...] But it's not only the fault of the Israeli government, it's also the fault of the Palestinian leadership. If there was a Palestinian leadership that is responsible, representative, they would stop that you know, by empowering the position of the Palestinians themselves, and reacting to these daily realities and obstacles. But the current leadership is very far removed from these local realities and grassroots organizations, initiatives that you're talking about »⁶³⁷.

On retrouve là l'essentiel des problèmes qui taraudent et divisent jusqu'à présent le mouvement national palestinien, à savoir une occupation israélienne minutieusement fragmentée empêchant une expérience commune de l'oppression qui pourrait servir de base tant à une réelle unité nationale qu'à des revendications politiques jusqu'à leur mise en acte ; une Autorité palestinienne déconnectée des aspirations et besoins populaires, au point qu'une frange croissante de la population n'ait plus d'autre choix que celui de la rejeter et de puiser dans les ressources de la mobilisation locale et auto-organisée afin de faire entendre sa voix, et de continuer à vivre tout simplement. Il s'agit donc de réinventer la lutte et le mouvement national, et c'est peut être, comme nous le supposions plus tôt, ce que ce renouveau associatif localisé est précisément en train de traduire : à la fragmentation des territoires et des expériences, la réponse qui se dessine est la fragmentation des structures de mobilisation, s'adaptant plus à la réalité concrète locale qu'à une réalité nationale imaginaire et empêchée. En ce sens, Baha Hilo illustre parfaitement

⁶³⁴ Raja KHALIDI, « After the Arab Spring in Palestine: Contesting the Neoliberal Narrative of Palestinian National Liberation » [en ligne], *op. cit.*, partie I par. 4.

⁶³⁵ Nicolas DOT-POUILLARD, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, *op. cit.*, p. 207.

⁶³⁶ Abaher EL SAKKA, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *op. cit.*, p. 182.

⁶³⁷ *Entretien n°2*, Alaa TARTIR, Genève (Skype), 14.07.2020, 18'08-19'53.

ce que nous concevons comme la forme balbutiante du mouvement national palestinien renouvelé, à savoir des mouvements localisés palestiniens :

« You know, one weird thing is like most of the [grassroots associations] that work on the exact same sector don't think of others. Like, that other organizations exist, you know, and this is like, because like, you have a need in your society, you are focussed on your society, you end up like initiating something in your society, or in your community, but the exact same process that is happening in this community is happening in that community as well. Like, *Youth Against Settlements* in Hebron is the *Wadi Hilweh Information Center* in Silwan, you know. So the process that created those two initiatives has been the exact same process: you have youngsters who recognize Israel's oppression on their community and they realized "ok let's put some efforts together and establish this initiative". But like, *Wadi Hilweh Information Center*, *Youth Against Settlements*, do not even know the existence of each other. [...] They are irrelevant to each other, you know »⁶³⁸.

Bien que nous n'ayons pas vérifié que ces deux associations ne se connaissent effectivement pas, c'est l'idée principale qu'il développe qui nous intéresse ici : ces associations sont concentrées sur leur rayon d'action local et sur la réalité d'occupation spécifique qu'elles expérimentent dans la région dans laquelle elles sont implantées. D'une certaine manière, elles ne luttent pas frontalement contre le phénomène du morcellement des territoires - bien qu'elles le mentionnent -, mais elles s'adaptent au contraire à cet état de fait, et le transforment en moteur d'action. Quittes à vivre dans des archipels déconnectés les uns des autres, autant renforcer ces fragments de territoires et de vies, ainsi que leur capacité de résilience et de résistance, chacun de leur côté. Ce qui peut être perçu comme une limite à un mouvement national palestinien prend finalement son sens dès que l'on cesse de le considérer comme 'national' et en crise. Le prisme de la fragmentation des territoires devient alors une plateforme de réinvention du paradigme de la résistance et de la mobilisation palestiniennes, un espace de développement de nouveaux modes et expressions de l'action politique. Et cela se traduit semble-t-il, et le temps nous le dira, notamment à travers la société civile et les associations localisées qui en émanent depuis le début des années 2000.

⁶³⁸ Interview n° 3, Baha HILO, Beit Sahour, 17.06.2019, 2'04'11-2'05'18.

Conclusion

Tout au long de cette étude, nous nous sommes efforcés de porter un regard attentif à l'évolution du mouvement national palestinien depuis les accords d'Oslo, que nous considérons comme une étape importante de son histoire. Au gré d'une croissante fragmentation des expériences quotidiennes palestiniennes de l'occupation israélienne, en quelque sorte institutionnalisée par les accords d'Oslo et la division de la Cisjordanie en diverses zones de contrôle, le mouvement national palestinien a, à plusieurs reprises, changé de forme et de modalités de résistance. Nous avons tenté d'analyser ces phases d'évolution du mouvement national, et de considérer les associations localisées issues de la société civile comme en étant le prolongement, succédant à l'*ONG-isation* de la société palestinienne. De plus, nous nous sommes interrogés quant au potentiel de repolitisation et de réinvention de l'action ainsi que de la résistance politiques que peuvent représenter celles-ci. Arrivant à l'issue de ce travail, exposons les phases d'évolution du mouvement national palestinien depuis Oslo, et, au terme de l'exposition du cheminement que nous avons parcouru, évoquons quelques pistes conclusives.

« L'autodétermination n'a de sens que si elle conduit les Palestiniens à la liberté, à la souveraineté et à l'égalité et non à une perpétuelle soumission à Israël »⁶³⁹. C'est précisément dans cette optique que nous avons fait le choix d'identifier la période des accords d'Oslo comme une étape décisive dans l'histoire de la résistance et du mouvement national, et ceci tout d'abord en raison du délitement de la classe politique traditionnelle palestinienne que ceux-ci ont en grande partie accéléré. Cette dernière s'est largement désunie autour de ce processus de paix, jusqu'à mener à la création d'une formation d'opposition à Oslo, l'Alliance des Dix, composée de partis tels que le FPLP, le MJIP, le Hamas ou encore le FDLP. La question de la collaboration - voire de la paix - avec la puissance occupante, celle de la renonciation à la résistance armée, ou encore celle des frontières sur lesquelles baser un futur Etat palestinien, sont autant de lignes de désaccords au long desquelles le champ politique palestinien s'est plus gravement fragmenté dès les années 1990. Les partis ayant fait le choix de soutenir les accords d'Oslo, en tête desquels on retrouve le Fatah, ont quant à eux bénéficié de l'accès aux positions de pouvoir dans la nouvelle structure étatique palestinienne, représentant un autre motif crucial de division politique : l'Autorité palestinienne.

Voulue organe proto-gouvernemental palestinien et transitoire, l'ANP voit dès ses débuts son existence conditionnée à son degré de coopération avec l'Etat d'Israël, sur de nombreux points. Qu'il s'agisse du pacte sécuritaire ou de l'imbrication profonde de l'économie palestinienne dans une dépendance à l'économie, au marché et au bon vouloir israéliens, innombrables sont les domaines dans lesquels l'ANP doit rendre des comptes au gouvernement israélien. De fait, tout le processus d'Oslo et les promesses qui en ont découlé dépendent, à la manière d'un éternel chantage, de la bonne soumission des autorités palestiniennes à cette collaboration faussement porteuse de paix, puisque fondamentalement asymétrique. Comme nous l'avons vu, l'Autorité - aussi bien que les autorités - palestinienne n'a que peu de réelles prérogatives, y compris dans la zone A dans laquelle elle est pourtant censée exercer sa juridiction. Ne sont sous sa responsabilité que des domaines de peu d'intérêt au regard du gouvernement israélien, à l'instar du social ou du culturel. Si cette dynamique de collaboration déséquilibrée n'offre pas aux Palestiniens de quoi se réjouir, elle est néanmoins la seule alternative diplomatiquement proposée qui aie finalement été acceptée par les deux parties.

Par ailleurs largement soutenus par une communauté internationale fermement convaincue du bien-fondé et de la faisabilité d'une solution à deux Etats, ces accords sont petit à petit devenus une sorte de boussole, guidant encore aujourd'hui toute action politique, économique et diplomatique concernant ce conflit. Ce positionnement de soutien inconditionnel aux accords d'Oslo, qu'adopte dès 1993 la communauté internationale, s'accompagne d'une conception post-confliktuelle de la situation en cours dans les territoires, et ceci est d'autant plus prégnant qu'il s'est toujours traduit par une aide financière colossale, allouée notamment à des fins purement développementalistes et en soutien à la mise en place d'institutions solides et fonctionnelles pour l'ANP. Cependant, il en a rapidement résulté non seulement sa dépendance aux fonds externes, mais également tout un système de réseaux de corruption et de clientélisme enserrant cet organe proto-gouvernemental. Sans grande surprise, ce phénomène a plus encore polarisé une population palestinienne d'ores et déjà divisée quant aux accords de paix, subissant, qui plus est, les dérives autoritaires de plus en plus fréquentes d'une Autorité palestinienne se devant de mater les oppositions politiques pour assurer sa survie. Au final, les désaccords politiques, le clientélisme, et la violence répressive de l'appareil étatique palestinien auront fini par mener à une massive démobilisation populaire vis-à-vis de la scène et des formations politiques traditionnelles. Comme en ont témoigné la grande majorité de nos interviewés, on perçoit dès le début des années 2000 au sein de la population une importante perte de confiance en

⁶³⁹ Edward W. SAÏD, « À Oslo, une reddition inconséquente », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, p. 23.

cette représentation politique. Cette dernière est alors perçue comme ayant échoué à s'unir pour répondre aux aspirations populaires, et comme s'étant soit déconnectée des réalités quotidiennes du terrain au profit d'un certain confort de vie amené par l'adhésion au processus de paix, soit, comme dans le cas de la gauche, retrouvée mise de côté de l'initiative politique et donc affaiblie. Progressivement, ces divisions ont effectivement mené à la lente éviction de la gauche palestinienne du champ politique, poussée vers le secteur non gouvernemental humanitaire. On assiste alors à une bipolarisation de la scène politique, entre Fatah et Hamas, portée à son paroxysme lors des élections de 2007 : le Hamas contrôle alors la bande de Gaza, lorsque l'ANP exerce un semblant de souveraineté sur la Cisjordanie. Ainsi, la période suivant directement le processus de paix a vu le mouvement national palestinien des années 1990 être propulsé dans une crise de forme, de représentation et de modalités d'action, appelant à sa réinvention, que nous avons cru un temps interprétée par le secteur non gouvernemental.

Bien qu'existant depuis des décennies sous d'autres formes, le secteur des organisations non gouvernementales en Palestine, et plus particulièrement celui des ONG de développement, s'est très largement développé dans le sillage d'Oslo. Majoritairement financées par des bailleurs de fonds externes, le plus souvent occidentaux, ces ONG se multiplient en effet dans un contexte qui leur est favorable : la logique néo-libérale et dépolitisante amenée par les accords d'Oslo, induisant une vision post-confliktuelle de la situation sur le terrain bien plus qu'une compréhension de l'urgence que peut représenter celle-ci, ainsi que le délitement certain de la classe politique traditionnelle et d'une ANP sans souveraineté concrète, forment de fait un terreau attrayant pour les organisations humanitaires. Elles ont par conséquent investi un grand nombre de secteurs délaissés par l'appareil étatique palestinien, qui relevaient par ailleurs de la responsabilité de la puissance occupante avant qu'Oslo ne l'en décharge formellement. Ainsi, des domaines tels que l'Agriculture, la Santé ou encore l'Education sont autant de champs d'activités dont s'occupent rapidement et assez efficacement ces organisations non gouvernementales. Un temps considérées par certains de nos interviewés comme une nouvelle voie d'implication dans la société, et, d'une certaine manière, d'activisme, ces ONG ont attiré énormément d'anciens militants politisés, se réclamant la plupart du temps de gauche. Elles semblaient effectivement porter en elle les renouveaux simultanés d'une gauche affaiblie depuis Oslo, et d'un mouvement national écorné par l'échec des formations politiques traditionnelles à représenter et à mener les Palestiniens à la libération.

Or, elles aussi prises dans l'étau de la dépendance à une aide financière provenant de l'étranger, elles se sont rapidement trouvées, notamment par leur volonté de rester apolitiques, et d'omettre les raisons se trouvant à la racine des problématiques qu'elles traitent, plus redevables à leurs donateurs qu'à la population locale. La majorité de nos interviewés ont senti ce biais au fondement même de l'existence et de la prolifération de ces ONG, et en ont bien vite mesuré les conséquences sur la société palestinienne : on est en présence d'ONG qui recrutent parmi les Palestiniens des personnes très formées, parlant l'anglais, et le plus occidentalisées possibles. Cherchant à éviter le militantisme politique qui remettrait leur présence en cause, elles se professionnalisent, et professionnalisent une partie de la population, qu'elles transforment petit à petit en nouvelle élite palestinienne. Ce dernier phénomène s'exprime tant en termes de capital culturel que de capital financier, puisque ces ONG deviennent d'importants employeurs - au même titre que l'ANP d'ailleurs -, et finissent par salariser la fibre militante qui anime certains de ceux qui les rejoignent. C'est alors sans grand étonnement que l'on observe une nouvelle forme de dépolitisation au sein de cette frange de la population qui bénéficie des privilèges accordés aux travailleurs humanitaires en Palestine. Eux-mêmes, à leur tour, en arrivent à ressentir un besoin de protéger leur emploi et leur situation matérielle plus important que leur désir de s'engager auprès du mouvement national, mais également de se sentir proches du quotidien de leurs concitoyens palestiniens. Ainsi, l'aide internationale perfluant tant le secteur humanitaire que l'appareil étatique semble avoir eu sur une partie de la population palestinienne, et plus particulièrement sur leur désir de résistance, un impact relativement néfaste, entre autres en termes de dépolitisation et de déconnexion vis-à-vis de la réalité quotidienne d'une majorité de Palestiniens. C'est à l'occasion de la seconde *Intifâda*, et de la catastrophe humanitaire que celle-ci s'est révélée être, que la dissonance existant entre les besoins concrets de la société palestinienne, et la logique de travail dans laquelle se positionnent une grande partie de ces ONG, est apparue cruellement flagrante. Au-delà de la violence des affrontements et des destructions, notamment palestiniennes, qu'elle a causés, la seconde *Intifâda* a également été le prétexte d'une massive réoccupation de la Cisjordanie par les Israéliens, ainsi que d'une expansion des infrastructures de contrôle, de morcellement, et de disjonction des territoires et des communautés palestiniennes entre elles, à l'image de la construction du Mur de séparation. Bien incapables de faire face à cette situation et de prendre en charge un peuple s'enfonçant dans une escalade totalement asymétrique de violences et de représailles, ces organisations non gouvernementales ont tenté de pallier à leurs lacunes en mettant en place des programmes d'urgence dans la mesure du possible, tout à fait insuffisants cependant. Ce qui se dessinait alors comme une potentielle nouvelle phase du mouvement national palestinien semble en outre s'être heurtée aux mêmes problématiques ayant disloqué et décrédibilisé le champ politique traditionnel. Il n'est alors pas étonnant de constater que face à cela, un nombre toujours croissant de Palestiniens aient

fait le choix de s'approprier, à leur échelle et à leur manière, ce qu'il restait du mouvement national, à l'instar de nos dix interviewés.

C'est en effet dans une optique de se réapproprier l'action politique et résistante, et de l'intégrer aux réalités locales du terrain, que plusieurs associations d'un type nouveau sont nées dans les dix à quinze dernières années, émergeant directement de la société civile palestinienne. Ces associations ressemblent d'une certaine manière aux comités populaires ayant émergé lors de la première *Intifâda* - qui font référence en termes d'auto-organisation ainsi que de résilience et de résistance populaires -, mais en diffèrent au niveau de leur recherche d'indépendance politique. Du fait de ce lien idéologique, il nous paraît alors plus juste de parler de renouveau du secteur associatif afin de qualifier ces récentes initiatives populaires. Fruits de déceptions, de désillusions et de dégoût parfois, vis-à-vis d'une ANP impotente, autoritaire et incompétente, de formations politiques plus occupées à s'enrichir et à s'arracher la moindre parcelle de pouvoir qu'à représenter le peuple, ou encore d'ONG participant malgré elles au maintien du *statu quo* en ne traitant jamais les réelles problématiques fondatrices du problème, ces associations portent en elles certains éléments novateurs.

Elles se veulent d'abord toutes l'expression de la politique par le bas, issue de la société civile, de la base populaire. Elles sont en quelque sorte l'expression de l'action pour le peuple (puisqu'elles sont au service des communautés dans lesquelles elles sont ancrées), et par le peuple (puisqu'elles ne dépendent d'aucune formation politique, économique ou administrative). Cet aspect est l'un de ceux qui a le plus incité nos interviewés à fonder ou rejoindre de telles structures. Elles sont ensuite dans une démarche très intéressante de recherche d'indépendance financière, partielle ou totale. Beaucoup de nos interviewés, anciens membres d'ONG, ont quitté ce secteur précisément pour la question des fonds externes qui, composant la majorité voire la totalité des ressources de ces organisations, tendent à biaiser complètement leurs objectifs ainsi que leur logique et leurs modes d'actions. Donc, dans la mesure du possible, ces associations fonctionnent pour la plupart sans avoir recours aux dons internationaux, parfois même à tous types de dons. Cela implique de pouvoir recourir à l'auto-financement en vendant des produits ou des services, ou encore à se baser sur l'argent investi par les membres eux-mêmes. Cette dynamique a été notée dans plusieurs des associations rencontrées, et si d'autres ont tout de même des liens avec certains donateurs, ceux-ci sont toujours réfléchis et conditionnés aux valeurs défendues par les associations en question, en tête desquelles figurent la non-ingérence et la non-influence externe sur leurs activités. On est alors face à un désir d'indépendance politique très prononcé, qui est également caractéristique de ces associations.

En effet, de même que cette recherche d'indépendance financière anime le cœur des associations, on observe également qu'elles se structurent autour d'une recherche d'indépendance politique complète, et, fait nouveau, de rejet de l'Autorité palestinienne, lorsque la résistance se concentrait jusque-là sur l'opposition à la puissance occupante israélienne. On est en présence d'un rejet des structures néo-patrimoniales, trop peu démocratiques et pluralistes, corrompues et clivées, et fonctionnant de manière trop verticale, que représentent de nos jours, aux yeux d'une très grande partie des Palestiniens, tant l'ANP que les partis. Cela se traduit dans les faits par une absence de liens et de dialogue avec ces structures, allant parfois jusqu'au refus de s'enregistrer auprès des autorités palestiniennes, lorsque le mode de gouvernance en cours dans la zone concernée le permet. Refusant de s'étiqueter politiquement, ces associations ne sont pour autant pas insensibles aux idéologies et aux valeurs défendues par la gauche plutôt socialiste, et se disent de fait plus proches de cette dernière sur l'échiquier politique s'il leur est demandé de se définir. On pourrait alors supposer qu'elles figurent, dans une moindre mesure, un renouveau de la gauche palestinienne, bien que certaines limites telles que la thématique d'égalité des sexes nous forcent à rester prudents quant à cette hypothèse. On peut en revanche s'avancer à affirmer qu'elles proposent, à travers un fonctionnement bien plus horizontal, et inclusif des différences (politiques, générationnelles, ...), une forme de réinvention de l'expression du politique telle qu'elles souhaiteraient qu'elle soit, ce que tous nos interviewés ont mentionné.

Cette réinvention du politique s'exprime également au travers des modalités d'action adoptées par ces associations. Dans un contexte de constante répression - qu'elle soit palestinienne ou israélienne -, l'action politique est de fait très complexe. Il est donc question ici de contourner l'action politique directe et traditionnelle, afin d'éloigner la menace répressive de ces associations. C'est exactement ce que l'on a pu observer au sein de celles que nous avons approchées : de par la diversité des activités et des canaux d'expression utilisés, les Palestiniens qui en sont membres ont en quelque sorte réinventé et retrouvé des plateformes de politisation et d'échanges, qu'ils avaient perdues au gré d'années de dépolitisation générale induite par le système d'Oslo. De cette manière, ils ont le sentiment de

continuer à exister, à « être en société »⁶⁴⁰, et à résister à leur échelle à un *statu quo* qui ne leur convient à l'évidence pas. C'est d'ailleurs dans cette optique que la totalité de nos interviewés considèrent leur association comme étant pleinement inscrite dans une lutte palestinienne historique et nationale, bien que, comme le contexte actuel et les cas que nous avons étudiés tendent à le montrer, il ne s'agisse plus vraiment d'user de la composante « nationale ».

L'un des derniers aspects caractéristiques de ces associations réside dans le fait qu'elles sont, géographie politique obligeant, localisées à un village, voire à un petit bassin régional. Face à une fragmentation du système d'occupation israélienne selon un morcellement du territoire minutieusement organisé, rendant non seulement incroyablement complexe tout déplacement et échange d'une communauté à l'autre, mais également impossible une représentation commune de l'expérience de l'occupation, la possibilité de réémergence d'un mouvement national et homogène est relativement mince. De fait, c'est à cette nouvelle crise que répondent habilement ces associations localisées. En étant conscientes des limitations concrètes qui se posent à l'élaboration et surtout au maintien d'un mouvement de résistance à l'échelle nationale, au sein duquel circuleraient aisément les personnes, le matériel et les informations, et formulant simultanément des griefs communs, ces structures associatives ne font pas le pari du national. Elles travaillent au soulagement de leur communauté et de celles alentours, à un niveau local qui se veut réaliste du fait de la fragmentation des territoires et des possibilités de mobilité. D'une certaine manière, en soutenant et en soulageant chacune une partie de la population palestinienne et en s'adaptant aux besoins et aux problématiques qu'induit l'occupation spécifiquement à chaque localité, ces initiatives populaires associatives renforcent chacune d'elles. Comme nous l'évoquons plus tôt, partant de cette conception de leur action, et cessant de considérer le mouvement de résistance palestinienne comme n'existant que dans son acception nationale, ces associations apparaissent soudainement lui être une alternative sérieuse et prometteuse.

Ainsi, et pour répondre à nos interrogations premières, nous pouvons avancer au terme de cette recherche que nous assistons bel et bien à l'aube d'une réinvention du mouvement national palestinien à travers ces associations localisées formant le renouveau du secteur associatif dans les territoires occupés. Autant plateformes de repolitisation que de réappropriation du militantisme à une échelle locale, financièrement et politiquement indépendantes de tout agenda politique externe, elles représentent à notre sens le nouveau souffle d'un mouvement de résistance que la fragmentation des territoires, parmi tant d'autres conséquences d'Oslo évoquées dans cette étude, a profondément déstructuré. Bien que ce phénomène soit encore balbutiant, notamment aux dires de nos interviewés, il apparaît que la société civile, dont ont émergé ces structures associatives, incarne cette nouvelle phase de ce que nous choisissons de nommer les mouvements locaux palestiniens. Puisant dans des rhétoriques d'action diverses, de l'agriculture aux productions musicales avec les jeunes, en passant par les reconstructions d'infrastructures et par la diffusion élargie de l'information, ces associations localisées regorgent de modes et de ressources d'actions, contournant à différents degrés - selon la zone dans laquelle elles se trouvent - l'action politique directe afin de pouvoir continuer à exister. Leur existence et leurs activités n'en sont pas moins politiquement fortes, dans la mesure où elles se perpétuent dans un contexte constamment oppressif dont l'objectif reste l'éradication culturelle - et autre - palestinienne. Enfin, sans chercher à s'affilier à quelque formation ni à quelque couleur politique que ce soit, les associations localisées puisant tout de même dans un discours généralement ancré à gauche, nous pensons pouvoir supposer qu'elles incarnent également un renouveau de la gauche politique palestinienne. Là où les partis de gauche traditionnels sont devenus relativement inaudibles et invisibles, et ont été progressivement mis à l'écart du jeu politique par un Fatah monopolistique et un Hamas se posant comme sérieux rival, c'est via leurs désirs de réforme, d'organisation plus horizontale, pluraliste et démocratique, que ces initiatives populaires peuvent, dans une certaine mesure, être interprétées comme une nouvelle phase de la gauche politique.

D'une certaine manière, notre étude s'inscrit dans le sillage historiographique développé par des auteurs tels que Caroline Abu'Sada, Alaa Tartir, Antoine Garrault ou encore Dana El Kurd. Ces derniers prévoient ou évoquent en effet, tous dans leurs écrits, de nouvelles formes de mobilisation et de politisation palestiniennes, passant nécessairement par le biais de la société civile, ce que nous avons pu démontrer à travers les associations localisées que nous avons approchées. Ce faisant, notre travail tend à proposer un prolongement à la réflexion d'auteurs tels que Nicolas Dot-Pouillard, qui, constatant effectivement l'état de fragmentation du mouvement national palestinien, ne conçoivent pas pour autant l'existence d'une alternative non-violente et civile à celui-ci. Afin de parvenir à cela, nous avons eu recours à de nombreux supports d'informations, qu'il s'agisse de traités, d'ouvrages, d'articles, de conférences, de matériel audiovisuel, d'entretiens d'auteurs ou encore d'interviews de terrain menées dans les territoires occupés au cours de l'été 2019. Ces dernières sont très certainement le cœur de notre travail, dans la mesure où notre sujet ainsi que notre problématique ont énormément évolué et se sont considérablement enrichis

⁶⁴⁰ Benoît CHALLAND et Caroline ABU-SA'DA, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes », *op. cit.*, p. 5.

à leur contact. Ainsi, si nous souhaitions à l'origine travailler sur l'*ONG-isation* de la société palestinienne, nos rencontres avec ces personnes nous ont révélé ce phénomène de renouveau et de relocalisation du secteur associatif, qui, bien que balbutiant, nous a paru porter en lui le potentiel extrêmement intéressant de repolitisation sociétale, ainsi que de réinvention du mouvement national et de l'action politique en s'adaptant au contexte de fragmentation territoriale et d'occupation. Parfaite illustration de l'importance qu'ont eue ces rencontres et ces échanges pour notre réflexion, ce dernier concept de fragmentation de l'oppression, absolument essentiel à notre réflexion, a émergé au cours de l'une de nos interviews. De plus, si nous nous sommes attelés à décrire et analyser ce phénomène de repolitisation des Palestiniens au travers de leurs associations localisées, nous nous devons, reconnaissants, d'évoquer la forte symbolique politique et résistante que consiste, de la part de tous nos interviewés, le simple fait de nous avoir ouvertement parlé de leurs expériences et perceptions quotidiennes, critiquant parfois tant l'Etat d'Israël que l'ANP en place, en passant par toute la classe politique traditionnelle. Dans un contexte où la répression de l'opposition politique n'est pas rare, verbaliser et mettre en lumière les limites et les défaillances du système en place constitue en soi un acte de résistance, que nous inscrivons volontiers dans le sillage d'une réappropriation par la société civile de l'expression politique et de la résistance.

L'avenir seul nous dira quel chemin emprunteront ces associations localisées au sein de la société palestinienne, et quel rôle elles seront réellement amenées à jouer, entre autres sur la scène politique. Pour l'heure, il semble leur manquer un leadership qui soit représentatif de leur diversité, ainsi qu'une place concrète dans le jeu politique, chose qui ne saurait arriver tant que les leaders politiques actuels ne sont pas enclins à accepter dans l'arène une génération nouvelle, avide de changements et de réformes, qui, à coup sûr, porterait atteinte à leur monopole. Il serait également intéressant d'observer dans un avenir proche quelle place ces associations sont prêtes à laisser notamment aux femmes, qui, comme nous l'avons vu à travers notre échantillon d'interviews, y sont assez peu représentées, malgré la prégnance dans leurs activités de la question de l'*empowerment* des Palestiniennes.

Enfin, cette étude s'étant concentrée sur la Cisjordanie uniquement, il serait pertinent de proposer une réflexion similaire comprenant les modes de résistance et d'action politiques palestiniennes dans une acception plus large, à savoir intégrant les populations diasporiques et réfugiées, les Palestiniens citoyens d'Israël, et les habitants de la bande de Gaza. Nul doute que les conclusions en diffèreraient quelque peu des nôtres, dans la mesure où comme nous l'avons vu, l'évolution du mouvement national et des modalités de politisation sont fondamentalement fonctions du contexte géographique, politique, économique et social.

Bibliographie

Entretiens et Interviews

- Entretien n° 1*, Caroline Abu Sa'da, Genève, 28.05.2020, 56'12.
- Entretien n°2*, Alaa Tartir, Genève (Skype), 14.07.2020, 38'22.
- Interview n° 1*, Issa Amro, Hébron, 12.06.2019, 29'13.
- Interview n° 2*, Izzat Karaki, Hébron, 13.06.2019, 59'58.
- Interview n° 3*, Baha Hilo, Beit Sahour, 17.06.2019, 2'43'16.
- Interview n° 4*, Ala Hilo, Beit Sahour, 19.06.2019, 1'59'41.
- Interview n° 5*, Jad S., Beit Jala, 21.06.2019, 56'16.
- Interview n° 6*, Jawad Siyam, Silwan, 24.06.2019, 1'46'18.
- Interview n° 7*, Sahar Abbas, Silwan, 24.06.2019, 27'18.
- Interview n° 8*, Abdallah Hamdn, Issawiya, 26.06.2019, 1'13'46.
- Interview n° 9*, Hamouda Hmoud, Camp de réfugiés de Shu'fat, 26.06.2019, 37'34.
- Interview n° 10*, Cody O'Rourke, Um al Khair, 27.06.2019, 52'22.

Sources primaires

- A Performance-Based Roadmap to a Permanent Two-State Solution to the Israeli-Palestinian Conflict*, 30.04.2003.
- Berlin European Council*, 24-25.03.1999.
- Cairo Declaration*, 19.03.2005.
- Déclaration d'indépendance de l'État de Palestine*, 15.11.1988.
- Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël [en ligne]*, 14 mai 1948, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/il1948.htm> (consulté le : 22.11.2019).
- Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements*, 13.09.1993.
- Gaza-Jericho Agreement*, 04.05.1994.
- Geneva Initiative*, 12.10.2003.
- Israeli-Palestinian Interim Agreement on the West Bank and the Gaza Strip*, 28.09.1995.
- Israel as the Nation State of the Jewish People [en ligne]*, Knesset, 19.07.2018, https://web.archive.org/web/20180719173434/https://knesset.gov.il/spokesman/eng/PR_eng.asp?PRID=13978 (consulté le 28.04.2020).
- Résolution 181 (II) : Gouvernement futur de la Palestine [en ligne]*, Conseil de Sécurité de l'ONU, 29 novembre 1947, [https://undocs.org/fr/A/RES/181\(II\)](https://undocs.org/fr/A/RES/181(II)) (consulté le 27.11.2019).

Palestine Royal Commission Report [en ligne], William Robert Wellesley PEEL, Juillet 1937, 423 pages, https://ecf.org.il/media_items/290 (consulté le : 22.11.2019).

Protocol Concerning the Redeployment in Hebron, 17.01.1997.

Protocol on Economic Relations between the Government of Israel and the PLO, 29.04.1994.

Israel–Palestine Liberation Organization letters of recognition, Yasser ARAFAT et Yitzhak RABIN, 09.09.1993.

Sharm El Sheikh Memorandum on Implementation Timeline of Outstanding Commitments of Agreements Signed and the Resumption of Permanent Status Negotiations, 04.09.1999.

Resolution 242 : The situation in the Middle East, Conseil de Sécurité de l'ONU, 22.11.1967.

Resolution 338 : Cease-Fire in the Middle East, Conseil de Sécurité de l'ONU, 22.10.1973.

Wye River Memorandum, 23.10.1998.

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

ABU-SA'DA, Caroline, *ONG palestiniennes et construction étatique : L'expérience de Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2007, 254 pages.

ANDERSON, Mary B. et BROWN, Dayna et JEAN, Isabella, *Time to listen. Hearing People on the Receiving End of International Aid*, Cambridge, CDA Collaborative Learning Projects, 2012, 172 pages.

AURÉJAC, Cécile, *Les femmes palestiniennes*, Cahors, L'Hydre éditions, 2001, 144 pages.

BEN NÉFISSA, Sarah, « Associations et ONG dans le monde arabe : vers la mise en place d'une problématique », in BEN NÉFISSA, Sarah et HANAFI, Sari (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Éditions, 2002, pp. 7-26.

BOZARSLAN, Hamit, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2011, 128 pages.

BROWN, Nathan J., *Palestinian Politics after the Oslo Accords. Resuming Arab Palestine*, Berkeley, University of California Press, 2003, 328 pages.

CHARIF, Maher, « Les ONG palestiniennes et le politique », in BOZZO, Anna et LUIZARD, Pierre-Jean (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 341-354.

CURMI, Brigitte, « Les enjeux de l'après-Oslo. Le mouvement associatif dans les Territoires palestiniens », in BEN NÉFISSA, Sarah et HANAFI, Sari (dir.), *Pouvoirs et associations dans le monde arabe*, Paris, CNRS Éditions, 2002, pp. 95-123.

DAKHILI, Leyla (dir.) [et al.], *Le Moyen-Orient. Fin XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2016, 470 pages.

DENQUIN, Jean-Marie, *Vocabulaire Politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, 128 pages (Que sais-je ?, n°3268).

DE SARDAN, Jean-Pierre Olivier, *Anthropologie et développement. Essai en socio- anthropologie du changement social*, Paris, Karthala Éditions, 1995, 287 pages.

DE VOIR, Joseph et TARTIR, Alaa, *Tracking external donor funding to Palestinian non governmental organizations in the West Bank and Gaza strip 1999-2008*, Jerusalem | Ramallah, Palestine Economic Policy Research Institute (MAS), 2009, 113 pages.

DOT-POUILLARD, Nicolas, *La Mosaïque éclatée : une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, Paris, Sindbad - Actes Sud, 2016, 255 pages.

- EL KURD, Dana, *Polarized and Demobilized. Legacies of Authoritarianism in Palestine*, Londres, Hurst & Company, 2019, 226 pages.
- EL KURD, Dana, « Who Protests in Palestine? Mobilization Across Class Under the Palestinian Authority », in SEIDEL, Timothy et TARTIR, Alaa, *Palestine and Rule of Power. Local Dissent vs. International Governance*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 105-128.
- HILAL, Jamil, « Palestine : the last colonial issue », in HILAL, Jamil (dir.), *Where Now for Palestine ? : The demise of the two-state solution*, Londres | New York, Zed Books, 2007, 260 pp. 1-29.
- HIRSCHMAN, Albert Otto, *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, 162 pages.
- IRVING, Sarah, *Leila Khaled : Icon of Palestinian Liberation*, Londres, Pluto Press, 2012, 168 pages.
- LARZILLIÈRE, Pénélope, *Être jeune en Palestine*, Paris, Balland, 2004, 207 pages.
- LATTE ABDALLAH, Stéphanie, « Toile carcérale, répression et militantismes en Palestine », in CALABRESE, Erminia Chiara et NAPOLITANO, Valentina (dir.), *Violence et militantisme. Parcours d'engagements au Proche-Orient*, Paris, CNRS Éditions, 2017, pp.61-85.
- LAURENS, Henry, *La Question de Palestine. 1922-1947 : Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002, 704 pages (La Question de Palestine, n°II).
- LAURENS, Henry, *La Question de Palestine. 1947-1967 : L'accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007, 832 pages (La Question de Palestine, n°III).
- LAURENS, Henry, *La Question de Palestine. 1982-2001 : La paix impossible*, Paris, Fayard, 2015, 878 pages (La Question de Palestine, n° V).
- LEMIRE, Vincent (dir.) [et al.], *Jérusalem : Histoire d'une ville-monde des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 2016, 539 pages.
- LIA, Brynjar, *A Police Force without a State : A History of the Palestinian Security Forces in the West Bank and Gaza*, Reading, Ithaca Press, 1999, 479 pages.
- MARTINEZ, Gilles et SCOTTO DI COVELLA, Thierry, *Le conflit israélo-arabe des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1997, 63 pages.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Ce que pourrait être un programme de recherche sur les ONG », in DELER, Jean-Paul (dir.) [et al.], *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Karthala Éditions, 1998, pp. 23-27.
- PAPPÉ, Ilan, « Zionism and the two-state solution », in HILAL, Jamil (dir.), *Where Now for Palestine ? : The demise of the two-state solution*, Londres | New York, Zed Books, 2007, pp. 30-47.
- POTIN, Jacques, *Jérusalem : ville unique pour les juifs, les chrétiens et les musulmans*, Paris, Bayard Editions / Centurion, 1995, 266 pages.
- ROBINSON, Glenn E., *Building a Palestinian State : the Incomplete Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1997, 248 pages.
- RUIZ DE ELVIRA, Laura, *Vers la fin du contrat social en Syrie. Associations de bienfaisance et redéploiement de l'État (2000-2011)*, Paris, IISMM | Karthala, 2019, 352 pages.
- SALINGUE, Julien, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, Paris, La fabrique éditions, 2015, 219 pages.
- SAUVAYRE, Romy, *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*, Malakoff, Dunod, 2013, 156 pages.

SEBAG MONTEFIORE, Simon, *Jérusalem : Bibliographie*, Paris, Calmann-Lévy, 2011, 668 pages.

SEIDEL, Timothy et TARTIR, Alaa, « The Rule of Power in Palestine: Settler Colonialism, Neoliberal Governance, and Resistance », in SEIDEL, Timothy et TARTIR, Alaa, *Palestine and Rule of Power. Local Dissent vs. International Governance*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, pp. 1-19.

SUFYAN, Alissa, « The economics of an independent Palestine », in HILAL, Jamil (dir.), *Where Now for Palestine ? : The demise of the two-state solution*, Londres | New York, Zed Books, 2007, pp. 123-143.

VATIN, Jean-Claude, « Sur l'étendue d'un concept », in BOZZO, Anna et LUIZARD, Pierre-Jean (dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 51-67.

WEIZMAN, Eyal, *Hollow Land : Israel's architecture of occupation*, Londres | New York, Verso, 2012, 318 pages.

Articles

ABU-SA'DA, Caroline, « D'une intifâda à l'autre. Les ONG palestiniennes entre Autorité palestinienne et autorités d'occupation », in *Égypte/Monde arabe*, 2003, Deuxième série, n°6, pp. 83-96.

ABU-SA'DA, Caroline et CHALLAND, Benoît, « Les relations entre acteurs associatifs et État, clé de compréhension des révolutions arabes », in *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*, 2011, n° 29, pp. 1-10.

ABU-SA'DA, Caroline, « ONG et Autorité Palestinienne : la « bonne gouvernance » dans un contexte de lutte nationale », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 07.2007, n° 117-118, pp. 227-243.

ABU SA'DA, Caroline, « Urgence et développement: L'action des ONG pendant la seconde intifâda », in *Études rurales*, 2005, n° 173-174, pp. 235-249.

ABU SNEINEH, Mustafa, « Ilan Pappé : "La solution à deux États est en réalité une prison ouverte" » [en ligne], in *Middle East Eye*, 23.12.2017, <https://www.middleeasteye.net/fr/entretiens/ilan-pappe-la-solution-deux-etats-est-en-realite-une-prison-ouverte> (consulté le 16.01.2020).

ARONSON, Geoffrey, « Pendant la négociation, la colonisation continue » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 11.1996, n° 512, pp. 4-5, <https://www.monde-diplomatique.fr/1996/11/ARONSON/5880> (consulté le 27.02.2020).

AVRAN, Isabelle, « Oslo : retour sur un échec » [en ligne], in *Orient XXI*, 12.09.2013, <https://orientxxi.info/magazine/oslo-retour-sur-un-echec,0343> (consulté le 19.03.2020).

AWASHRA, Raed et AWASHREH, Majida, « Accountability; A lingering dilemma for Palestinian non-governmental organizations (NGOs) », in *International NGO Journal*, 11.2012, vol. 7, n° 4, pp. 64-72.

BAUMGARTEN, Helga, « The Three Faces/Phases of Palestinian Nationalism », in *Journal of Palestine Studies*, 2005, vol. 34, n° 4, pp. 25-48.

BAYART, Jean-François, « Le politique par le bas en situation autoritaire », in *Esprit*, 06.1984, n° 90, pp. 142-154.

BÉLAÏCH, Sophie, « "Barrière de sécurité" ou "mur d'annexion" ? », in *Les Cahiers de l'Orient*, 04.2009, n° 96, pp. 24-26.

BELKAÏD, Akram, « Fedayin », in *Manière de voir*, 02-03-2018, n° 157, p. 28.

BELKAÏD, Akram et PIRONET, Olivier, « Duplicité arabe, impasse palestinienne », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, pp. 4-5.

- BELKAÏD, Akram et PIRONET, Olivier, « La jeunesse palestinienne ne s'avoue pas vaincue » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 02.2018, n° 767, pp. 4-5, <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/02/BELKAID/58401> (consulté le 10.07.2020).
- BELMECHERI-ROZENTAL, Mehdi, « Palestine. Vol au-dessus d'un nid de checkpoints » [en ligne], in *Orient XXI*, 29.05.2019, <https://orientxxi.info/magazine/palestine-vol-au-dessus-d-un-nid-de-checkpoints,3124> (consulté le 27.04.2020).
- BOCCO, Ricardo et MANSOURI, Wassila, « Aide internationale et processus de paix : le cas palestinien, 1994-2006 », in *A contrario*, 01.2008, vol. 5, pp. 6-22.
- BRYNEN, Rex, « Buying Peace? A Critical Assessment of International Aid to the West Bank and Gaza », in *Journal of Palestine Studies*, 1996, vol. 25, n° 3, pp. 79-92.
- CALVÈS, Anne-Emmanuèle « « Empowerment » : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », in *Revue Tiers Monde*, 10-12.2009, vol. 4, n°200, pp. 735-749.
- CHALLAND, Benoît, « The Evolution of Western Aid for Palestinian Civil Society: Bypassing Local Knowledge and Resources », in *Middle Eastern Studies*, 05.2008, vol. 44, n° 3, pp. 397-417.
- « Chronologie des accords d'Oslo, 1991-2000 » [en ligne], in *Orient XXI*, 13.09.2013, <https://orientxxi.info/documents/chronologies/chronologie-des-accords-d-oslo-1991-2000,0342> (consulté le 26.02.2020).
- « Contre le harcèlement de rue en Palestine, cette créatrice écrit "not your habibti" » [en ligne], in *Huffington Post*, 15.01.2019, https://www.huffingtonpost.fr/2019/01/15/contre-le-%20harcèlement-de-rue-en-palestine-cette-creatrice-ecrit-not-your-habibti_a_23642718/ (consulté le 09.08.2020).
- DAKHLI, Leyla, « Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, n° 103, pp. 12-25.
- DENIAU-MAROUDIS, Géraldine, « Le mémorandum de Wye River (23 octobre 1998) », in *Annuaire français de droit international*, 1998, vol. 44, pp. 232-242.
- DHOQUOIS-COHEN, Régine, « Les femmes palestiniennes face au conflit, à l'occupation et au patriarcat », in *Confluences Méditerranée*, 2005, n° 55, pp. 67-76.
- DIXON, John et ELCHEROTH, Guy et al., « It's not just "us" versus "them": Moving beyond binary perspectives on intergroup processes », in *European Review of Social Psychology*, 03.2020, vol. 31, n° 1, pp. 40-75.
- DORON, Gideon et PERETZ, Don, « Israel's 1996 Elections: A Second Political Earthquake? », in *Middle East Journal*, 1996, vol. 50, n° 4, pp. 529-546.
- DOT-POUILLARD, Nicolas, « Gauches et islamistes, un dialogue toujours recommencé, toujours inabouti » [en ligne], in *Orient XXI*, 27.05.2017, <https://orientxxi.info/lu-vu-%20entendu/gauches-et-islamistes-un-dialogue-toujours-recommence-toujours-inabouti,0908> (consulté le 09.04.2020).
- DOT-POUILLARD, Nicolas, « Les gauches arabes, orphelines de révolution » [en ligne], in *Moyen-Orient*, 2016, pp. 1-6, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01272224> (consulté le 20.07.2020).
- DOT-POUILLARD, Nicolas, « Soulèvements arabes : la « révolution » dans ses crises », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 12.2015, n° 138, pp. 77-94.
- DUBART, Jacques, « Dossier Palestine : Entre Fatah et Hamas, une gauche qui survit » [en ligne], in *Union Communiste Libertaire*, 10.02.2010, <https://www.unioncommunistelibertaire.org/Dossier-Palestine-Entre-Fatah-et-Hamas-une-gauche-qui-survit> (consulté le 09.04.2020).
- EL HAGGAR, Nabil, « Les palestiniens, de la résistance politique à la résilience culturelle », in *Horizons Maghrébins - Le droit à la mémoire*, 2007, n° 57, pp. 38-48.

- EL SAKKA, Abaher, « La cérémonie de l'humiliation », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, pp. 66-67.
- EL SAKKA, Abaher, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », in *Confluences Méditerranée*, 2013, vol. 3, n° 86, pp. 171-183.
- GARRAULT, Antoine, « Les jeunes militants de Ramallah face à l'occupation israélienne. Modalités d'engagement et positions socio-spatiales », in *Participations*, 2019, n° 25, pp. 165-193.
- GODIN, Julie, « ONG : dépolitisation de la résistance au néolibéralisme ? », in *Alternatives Sud*, 2017, vol. 24, n° 2, pp. 7-26.
- GRANGE, Jocelyn, « Les institutions de l'Autorité palestinienne. Un ordre juridique en gestation », in *Confluences Méditerranée*, 2001, n° 37, pp. 35-44.
- GRESH, Alain, « En finir avec la « farce » des négociations de paix, dissoudre l'Autorité palestinienne » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 06.04.2012, <https://blog.mondediplo.net/2012-04-06-En-finir-avec-la-farce-des-negociations-de-paix> (consulté le 07.04.2020).
- GRESH, Alain, « Inventaire des Accords d'Oslo » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 04.1999, n° 543, pp. 11-13, <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/04/GRESH/2926> (consulté le 26.02.2020).
- GRESH, Alain, « Israël-Palestine, un plan de guerre » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 03.2020, n° 792, p. 6, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/GRESH/61539> (consulté le 17.06.2020).
- GRESH, Alain, « Le « véritable visage » de M. Ehoud Barak » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 07.2002, n° 586, p. 20, <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/07/GRESH/9229> (consulté le 24.03.2020).
- GRESH, Alain, « Pourquoi les accords d'Oslo ont-ils échoué ? » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 22.10.2007, <https://blog.mondediplo.net/2007-10-22-Pourquoi-les-accords-d-Oslo-ont-ils-echoue> (consulté le 24.03.2020).
- GRESH, Alain, « Proche-Orient, la paix manquée » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 09.2001, n° 570, pp. 1, 14-15, <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/09/GRESH/7780> (consulté le 19.03.2020).
- GRESH, Alain, « Propagande et désinformation à l'israélienne (I) » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 13.01.2010, <https://blog.mondediplo.net/2010-01-13-Propagande-et-desinformation-a-l-israelienne-I> (consulté le 08.07.2020).
- HAMMAMI, Rema, « Interregnum: Palestine after Operation Defensive Shield », in *Middle East Report*, 2002, n° 223, pp. 18-27.
- HAMMAMI, Rema, « NGOs : the professionalization of politics », in *Race & Class*, 1995, vol. 37, n° 2, pp. 51-63.
- HAMMAMI, Rema, « Palestinian NGOs Since Oslo: From NGO Politics to Social Movements? », in *Middle East Report*, 2000, n° 214, pp. 16-19, 27, 48.
- HAMMAMI, Rema et TAMARI, Salim, « The Second Uprising: End or New Beginning? », in *Journal of Palestine Studies*, 2001, vol. 30, n° 2, pp. 5-25.
- HANAFI, Sari et TABARI, Linda, « Le rôle des ONG pendant la deuxième Intifada », in *Confluences Méditerranée*, 04.2005, n° 55, pp. 41-53.
- HANAFI, Sari et TABER, Linda, « Les ONG palestiniennes et la Palestine », in *Outre-terre*, 2005, n° 13, pp. 251-258.
- HEACOCK, Roger, « Saisir l'initiative, retrouver sa voix : L'intifâda d'al-Aqsâ ou la révolte des marginalisés », in *Études rurales*, 2005, n° 173-174, pp. 39-66.

HILAL, Jamil et JUMA', Jamal et TARTIR, Alaa (et al.), « Palestinian Youth Revolt: Any Role for Political Parties ? » [en ligne], in *Al-Shabaka*, 23.11.2015, <https://al-shabaka.org/roundtables/palestinian-youth-revolt-any-role-for-political-parties/> (consulté le 22.06.2020).

HILAL, Jamil, « The Palestinian left and the multi-layered challenges ahead » [en ligne], in *Rosa Luxemburg-Foundation in Palestine Newsletter*, June, 2010, vol. 10, pp. 1-13, <https://www.rosalux.de/en/publication/id/674/the-palestinian-left-and-the-multi-layered-challenges-ahead> (consulté le 13.12.2019).

IMBERT, Louis, « Les Palestiniens se sentent humiliés par le plan de Trump au Proche- Orient » [en ligne], in *Le Monde*, 29.01.2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/29/les-palestiniens-se-sentent-humilies-par-le-plan-des-etats-unis_6027624_3210.html (consulté le 02.02.2020).

« Israël : Des habitants palestiniens de Jérusalem déchus de leur statut de résident » [en ligne], in *Human Rights Watch*, 08.08.2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/08/08/israel-des-habitants-palestiniens-de-jerusalem-dechus-de-leur-statut-de-resident> (consulté le 13.07.2020).

JABR, Samah, « Être une femme en Palestine - Une interview de la psychiatre Samah Jabr » [en ligne], in *The Palestine Chronicle*, 10.07.2017, <https://www.chroniquepalestine.com/etre-femme-palestine-interview-de-psychiatre-samah-jabr/> (consulté le 07.08.2020).

JACQUET, Pierre, « Les enjeux de l'aide publique au développement », in *Politique étrangère*, 04.2006, pp. 941-954.

KAPELIOUK, Amnon, « Les comités populaires palestiniens » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 03.1988, n° 405, p. 18, <https://www.monde-diplomatique.fr/1988/03/KAPELIOUK/40710> (consulté le 12.05.2020).

KHALIDI, Raja, « After the Arab Spring in Palestine: Contesting the Neoliberal Narrative of Palestinian National Liberation » [en ligne], in *Jadaliyya*, 23.03.2012, <https://www.jadaliyya.com/Details/25448> (consulté le 22.07.2020).

LARZILLIÈRE, Pénélope, PETRIC, Boris et WIEVIORKA, Michel, « Révolutions, contestations, indignations », in *Socio*, 2013, n° 2, pp. 7-24.

LATTE-ABDALLAH, Stéphanie, « Des féminités mobilisées et incarcérées en Palestine », in *Critique internationale*, 2013, n° 60, pp. 53-69.

LAURENS, Henry, « L'identité palestinienne d'hier à aujourd'hui », in HEACOCK, Roger, *Temps et espaces en Palestine : Flux et résistances* identitaires, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 2008, pp. 43-54.

LAURENS, Henry, « Querelle des Lieux Saints : une tragédie en cinq actes » [en ligne], in *L'Histoire*, 2012, n° 378, p. 80, <https://www.lhistoire.fr/querelle-des-lieux-saints-une-trag%C3%A9die-en-cinq-actes> (consulté le 22.11.2019).

LEGRAIN, Jean-François, « Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1996, n° 81-82, pp. 153-206.

« Le Liban, entre révolution et effondrement » [en ligne], in *France culture*, 16.03.2020, <https://www.franceculture.fr/conferences/le-liban-entre-revolution-et-effondrement> (consulté le 30.07.2020).

LE MORE, Anne, « Killing with Kindness: Funding the Demise of a Palestinian State », in *International Affairs*, 10.2005, vol. 81, n° 5, pp. 981-999.

LEVINSON, Chaim, « Israel Has 101 Different Types of Permits Governing Palestinian Movement » [en ligne], in *Haaretz*, 23.12.2011, <https://www.haaretz.com/1.5222134> (consulté le 27.04.2020).

MARZANO, Arturo, « Une nouvelle frontière entre Israël et la Palestine ? », in *Cités*, 2007, n° 31, pp. 35-39.

NASHIF, Taysir, « Palestinian Arab and Jewish Leadership in the Mandate Period », in *Journal of Palestine Studies*, 1977, vol. 6, n° 4, pp. 113-121.

- NÍ CHONGHAILE, Clár, « Ban Ki-moon: 'Close the gap between the world that is and the world that should be' » [en ligne], in *The Guardian*, 09.02.2016, <https://www.theguardian.com/global-development/2016/feb/09/ban-ki-moon-world-un-humanitarian-summit-conflict-leadership> (consulté le 27.07.2020).
- PARIZOT, Cédric, « Après le mur : les représentations israéliennes de la séparation avec les Palestiniens », in *Cultures & Conflits*, 2009, n° 73, pp. 53-72.
- PAVLOWSKY, Agnès, « Les crimes d'honneur en Palestine », in *Confluences Méditerranée*, 2006, n° 59, pp. 177-187.
- PERROULAZ, Gérard, « Le rôle des ONG dans la politique de développement : forces et limites, légitimité et contrôle », in *Annuaire suisse de politique de développement*, 2004, vol. 23, n° 2, pp. 9-24.
- PICAUDOU, Nadine, « D'un soulèvement à l'autre, une société désorientée », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, pp. 38-42.
- PIRONET, Olivier, « Chronologie », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, pp. 88-93.
- PIRONET, Olivier, « En Cisjordanie, le spectre de l'Intifada » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 10.2014, n° 727, pp. 4-5, <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/10/PIRONET/50880> (consulté le 07.04.2020).
- PRIER, Pierre, « Crise historique du mouvement national palestinien » [en ligne], in *Orient XXI*, 17.02.2017, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/crise-historique-du-mouvement-national-palestinien,1720> (consulté le 22.01.2020).
- QAWASMI, Hanadi, « Issawiya, la ville palestinienne qui résiste aux sanctions collectives d'Israël » [en ligne], in *Middle East Eye*, 12.08.2019, <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/issawiya-la-ville-palestinienne-qui-re-siste-aux-sanctions-collectives-disrael> (consulté le 21.08.2020).
- QUSTANDI, Shomali, « L'accord et le désaccord dans les textes d'Oslo », in *Mots. Les langages du politiques*, 1997, n° 50, pp. 8-22.
- ROY, Arundhati, « Les périls du tout-humanitaire » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 10.2004, n° 607, pp. 24-25, <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/10/ROY/11569> (consulté le 26.05.2020).
- ROY, Sara, « De-development Revisited: Palestinian Economy and Society Since Oslo », in *Journal of Palestine Studies*, 1999, vol. 28, n° 3, pp. 64-82.
- ROY, Sara, « The Gaza Strip: A Case of Economic De-Development », in *Journal of Palestine Studies*, 1987, vol. 17, n° 1, pp. 56-88.
- SAÏD, Edward W., « À Oslo, une reddition inconséquente », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, pp. 23-26.
- SALINGUE, Julien, « Le « développement économique » palestinien : miracle ou mirage ? », in *Confluences Méditerranée*, 03.2013, n° 86, pp. 71-88.
- SALINGUE, Julien, « Les forces de sécurité palestiniennes : un appareil répressif indigène au service de la puissance coloniale ? », in *Maghreb - Machrek*, 2017, n° 233-234, pp. 39-62.
- SALINGUE, Julien, « Oslo, 20 ans après : il n'y a jamais eu de processus de paix entre Israël et les Palestiniens » [en ligne], in *À la recherche de la Palestine*, 14.09.2013, <http://www.julien-salingue.fr/article-oslo-20-ans-apres-il-n-y-a-jamais-eu-de-processus-de-paix-entre-israel-et-les-palestiniens-120035311.html> (consulté le 22.04.2020).
- SBEIH, Sbeih, « Les projets collectifs de développement en Palestine : Diffusion de la vulgate néolibérale et normalisation de la domination », in *Civil Society Review*, 09.2018, n°3, pp. 1-27.
- SBEIH, Sbeih, « Reconfiguration du politique par la professionnalisation associative. Le cas de deux associations palestiniennes », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2019, n° 145, pp. 279-302.

SCHMID, Dorothee, « Palestine : la problématique de l'aide », in *Politique étrangère*, 03.2006, pp. 491-503.

SFEIR-KHAYAT, Jihane, « Historiographie palestinienne : La construction d'une identité nationale », in *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2005, n° 1, pp. 35-52.

SHAFI, Salah Abdel, « Civil Society and Political Elites in Palestine and the Role of International Donors: A Palestinian View », in *EuroMeSCo Secretariat*, 07.2004, n° 33, pp. 5-16.

« Shuhada Street protest ends in clashes with Israeli army » [en ligne], in *Al Jazeera*, 21.02.2014, <https://www.aljazeera.com/program/the-stream/2014/2/21/shuhada-street-protest-ends-in-clashes-with-israeli-army/> (consulté le 10.07.2020).

SULLIVAN, Denis J., « NGOs in Palestine: Agents of Development and Foundation of Civil Society », in *Journal of Palestine Studies*, 1996, vol. 25, n° 3, pp. 93-100.

TABAR, Linda, « The "Urban Redesign" of Jenin Refugee Camp: Humanitarian Intervention and Rational Violence », in *Journal of Palestine Studies*, 2012, vol. 41, n° 2, pp. 44-61.

TARTIR, Alaa, « International Aid to Palestinians: A Cursed Gift », in PARAGI, Beáta, « Contemporary gifts: Solidarity, compassion, equality, sacrifice, and reciprocity from an NGO perspective », in *Current Anthropology*, 2017, vol. 58, n° 3, pp. 317-339.

TARTIR, Alaa et WILDEMAN, Jeremy, « Unwilling to Change, Determined to Fail: Donor Aid in Occupied Palestine in the aftermath of the Arab Uprisings », in *Mediterranean Politics*, 20.11.2014, vol. 19, n° 3, pp. 431-449.

USHER, Graham, « Impasse stratégique pour la résistance palestinienne » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 09.2003, n° 594, pp. 12-13, <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/09/USHER/10543> (consulté le 09.06.2020).

VIDAL, Dominique, « Israël-Palestine : un espoir à Genève » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 23.10.2004, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2003-10-23-geneve> (consulté le 24.03.2020).

Thèse

CHALLAND, Benoît, *The Power To Promote and To Exclude: External Support for Palestinian Civil Society*, European University Institute, Florence, 15.07.2005, 377 pages.

Ressources en ligne

About: World Humanitarian Summit [en ligne], AGENDA FOR HUMANITY, 2016, in <https://agendaforhumanity.org/summit> (consulté le 27.07.2020).

Shop the cause [en ligne], BABYFIST, <https://babyfistcollective.com/shop-clothing-%20made-in-palestine-for-a-cause> (consulté le 09.08.2020).

Menstruation Education Campaign [en ligne], BABYFIST, <https://babyfistcollective.com/%20menstruation-campaign-2019> (consulté le 09.08.2020).

What We Do [en ligne], BABYFIST, <https://babyfistcollective.com/> (consulté le 09.08.2020).

About Us. Beit Sabour - Then and Now [en ligne], BEIT SAHOUR MUNICIPALITY, 2020, <https://beitsahour.ps/about-us/> (consulté le 03.08.2020).

Daily life under occupation: Palestinians in Hebron's al-Harika neighborhood suffer incessant attacks by settlers and soldiers [en ligne], B'TSELEM, 28.11.2019, https://www.btselem.org/video/20191128_al_harika_hebron_incessant_soldiers_and_settlers_attacks#full (consulté le 08.07.2020).

House demolitions in Silwan, East Jerusalem [en ligne], B'TSELEM, 12.11.2008, https://www.btselem.org/jerusalem/20081112_house_demolitions_in_silwan (consulté le 30.06.2020).

List of military checkpoints in the West Bank and Gaza Strip [en ligne], B'TSELEM, 25.09.2019, https://www.btselem.org/freedom_of_movement/checkpoints_and_forbidden_roads (consulté le 27.04.2020).

The Separation Barrier [en ligne], B'TSELEM, 11.11.2017, https://www.btselem.org/separation_barrier (consulté le 08.06.2020).

This is Jerusalem: Violence and Dispossession in al-'Esawiyah [en ligne], B'TSELEM, 05.2020, https://www.btselem.org/publications/summaries/202005_this_is_jerusalem_violence_and_dispossession_in_al_esawiyah (consulté le 21.08.2020).

About. Um al-Khair [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, <https://goodshepherdcollective.org/um-al-khair/> (consulté le 10.07.2020).

Eid's Art Workshop [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, <https://goodshepherdcollective.org/eidsartworkshop/> (consulté le 13.07.2020).

The Beehive Project [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, <https://goodshepherdcollective.org/the-beehive-project-2/> (consulté le 13.07.2020).

The Green House Project [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, <https://goodshepherdcollective.org/the-greenhouse-project/> (consulté le 13.07.2020).

Rebuild 2020 [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, <https://goodshepherdcollective.org/home-rebuilding-2020/> (consulté le 13.07.2020).

Workshops [en ligne], GOOD SHEPHERD COLLECTIVE, <https://visit.goodshepherdcollective.org/> (consulté le 13.07.2020).

Madaa and Child [en ligne], MADAA SILWAN CREATIVE CENTER, <https://www.madaasilwan.org/en/1/10> (consulté le 02.07.2020).

The idea of establishing the center [en ligne], MADAA SILWAN CREATIVE CENTER, <https://www.madaasilwan.org/en/1/1/122/> (consulté le 02.07.2020).

Women Alliance in Silwan named "Arobah" meaning 'Arabism' - The Women Group [en ligne], MADAA SILWAN CREATIVE CENTER, <https://www.madaasilwan.org/en/1/9/132/> (consulté le 02.07.2020).

About us [en ligne], PALESTINIAN CHILD CENTER, <https://english.palchc.org/about-%20us/> (consulté le 30.06.2020).

Mission & Vision [en ligne], PALESTINIAN NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS NETWORK, https://www.pngo.net/?page_id=2745&lang=en (consulté le 20.05.2020).

About Regavim [en ligne], REGAVIM, <https://www.regavim.org/about-regavim/> (consulté le 13.07.2020).

Products [en ligne], RESIGN FOR RECYCLING DESIGN, <https://resignpal.wixsite.com/resign/products> (consulté le 03.02.2020).

Services [en ligne], RESIGN FOR RECYCLING DESIGN, <https://resignpal.wixsite.com/resign/current-projects> (consulté le 03.07.2020).

About Silwan [en ligne], SILWANIC.NET, <https://www.silwanic.net/index.php/aboutsilwan> (consulté le 02.07.2020).

Wadi Hilweh Information Center - Silwan. The Story Behind The Tourist Site [en ligne], SILWANIC.NET, 24 pages, <https://sys.silwanic.net/uploads/silwanic.pdf> (consulté le 08.07.2020).

About Us [en ligne], TO BE THERE, <https://tobe-there.com/about/> (consulté le 08.07.2020).

Programs [en ligne], TO BE THERE, <https://tobe-there.com/programs/> (consulté le 08.07.2020).

About. Your organization [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, <http://www.yashebron.org/about> (consulté le 07.07.2020).

Free the Tamimi Women [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, http://www.yashebron.org/free_tamimi_women (consulté le 10.07.2020).

Open Shuhada Street 2018 Campaign [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, http://www.yashebron.org/open_shuhada_street (consulté le 10.07.2020).

Tell the PA: free speech is not a crime [en ligne], YOUTH AGAINST SETTLEMENTS, http://www.yashebron.org/pa_trial_of_issa_amro (consulté le 10.07.2020).

Rapports and Working papers

CHALLAND, Benoît, « Civil Society, Autonomy and Donors: International Aid to Palestinian NGOs », in *European University Institute RSCAS Working Papers*, 2006, n° 20, pp. 1-26.

Facts on the ground: The end of the two-state solution ?, Christian Aid, 2004, 70 pages.

Global humanitarian assistance report 2018 [en ligne], Development Initiatives, 2018, 71 pages, <https://devinit.org/%20wp-content/uploads/2018/06/GHA-Report-2018.pdf> (consulté le 20.04.2020).

HAMMAMI, Rema, HILAL, Jamil et TAMARI, Salim, « Civil Society in Palestine "Case Studies" », in *European University Institute RSCAS Working Papers*, 2001, n° 36, pp. 1-54.

Israel, the Occupied West Bank and Gaza Strip, and the Palestinian Authority Territories: Jenin: IDF Military Operations, Human Rights Watch, 05.2002, vol. 14, no 3 (E), pp. 1-50.

Two Authorities, One Way, Zero Dissent [en ligne], Human Rights Watch, 23.10.2018, <https://www.hrw.org/report/2018/10/23/two-authorities-one-way-zero-dissent/arbitrary-arrest-and-torture-under> (consulté le 10.04.2020).

Islamic Social Welfare Activism In The Occupied Palestinian Territories: A Legitimate Target?, International Crisis Group, 02.04.2003, pp. 1-38.

KOVACH, Hetty et LANSMAN, Yasmina, « World Bank and IMF conditionality: a development injustice » [en ligne], in *European Network on Debt and Development (Eurodad)*, 06.2006, 33 pages, <https://eurodad.org/files/pdf/454-world-bank-and-imf-conditionality-a-%20development-injustice.pdf> (consulté le 16.04.2020).

PATEL, Smruti et VAN BRABANT, Koenraad, « Understanding the localisation debate » [en ligne], in *Global Mentoring Initiative*, 10.07.2017, 19 pages, <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/GMI-UNDERSTANDING-THE-LOCALISATION-DEBATE.pdf> (consulté le 27.07.2020).

Le sommet de Charm el-Cheikh donne un nouvel élan au processus de paix entre Israël et les Palestiniens, déclare Kieran Prendergast [en ligne], ONU, 22.02.2005, 5128e séance, <https://www.un.org/press/fr/2005/CS8318.doc.htm> (consulté le 12.06.2020).

Mini profile : Al Walaja. Bethlehem governorate [en ligne], UNRWA, 2013, [https://www.unrwa.org/userfiles/image/articles/2013/The International Court of Justice AlWalaja mini profile.pdf? cf chl jschl tk =pmd JFHTnBO4c16 CpcxyLhwFxmcpZAI7 X0Q7zxmtSfhU-1635524309-0-gqNtZGzNAnujcnBszQZ9](https://www.unrwa.org/userfiles/image/articles/2013/The%20International%20Court%20of%20Justice%20AlWalaja%20mini%20profile.pdf?cfchljschltk=&pmdJFHTnBO4c16CpcxyLhwFxmcpZAI7X0Q7zxmtSfhU-1635524309-0-gqNtZGzNAnujcnBszQZ9) (consulté le 03.08.2020).

Profile : Shu'fat camp. Jerusalem governorate [en ligne], UNRWA, 03.2015. URL : https://www.unrwa.org/sites/default/files/shufat_refugee_camp.pdf (consulté le 30.06.2020).

West Bank and Gaza. Area C and the Future of the Palestinian Economy [en ligne], Banque Mondiale, 02.12.2013, 58 pages, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/137111468329419171/pdf/%20AUS29220RE-PLAC0EVISION0January02014.pdf> (consulté le 21.04.2020).

Réseaux sociaux

Informations [en ligne], SAWA SAWA سوا سوا, https://www.facebook.com/pg/sawa-sawa2015/about/?ref=page_internal, (consulté le 01.07.2020).

CD

DANDARA دنندرة من سلوان « Writing my own book », in *Dandara دنندرة من سلوان* [CD], 2014

SAWA SAWA, « Sawa Sawa Theme », in *Sawa Sawa Sampler* [CD], 2018

Vidéos

SALLOUM, Jackie, *Slingshot Hip Hop* [en ligne], 2008, https://www.youtube.com/watch?v=Lw2AJJoN-MTCY&list=PLa1-vLrslkqk9AyuYladt_z4-jJfjcoS-, (consulté le 02.07.2020).

Item:7 General Debate (Cont'd) - 30th Meeting, 30th Regular Session Human Rights Council [en ligne], UN WEB TV, 28.09.2015, <http://webtv.un.org/meetings-events/watch/item7-%20general-debate-contd-30th-meeting-30th-regular-session-human-rights-council/%204515051456001#player> (consulté le 08.07.2020).

Conférences

Gaza Tomorrow. Through the Eyes of Israel and Hamas : What do they want, What will they accept ?, Gershon BASKIN, 08.11.2018, Conférence à l'Université Hébraïque de Jérusalem.

One Democratic State Campaign : Towards a democratic state in Israel/ Palestine - It's time, Jeff HALPER, 14.01.2019, Conférence à l'Eglise du Rédempteur de Jerusalem.

En Palestine, l'injustice est aussi environnementale, Michael MASON, 14.03.2020, Conférence en ligne du FIFDH de Genève.

Annexes

Annexe A : Tableau

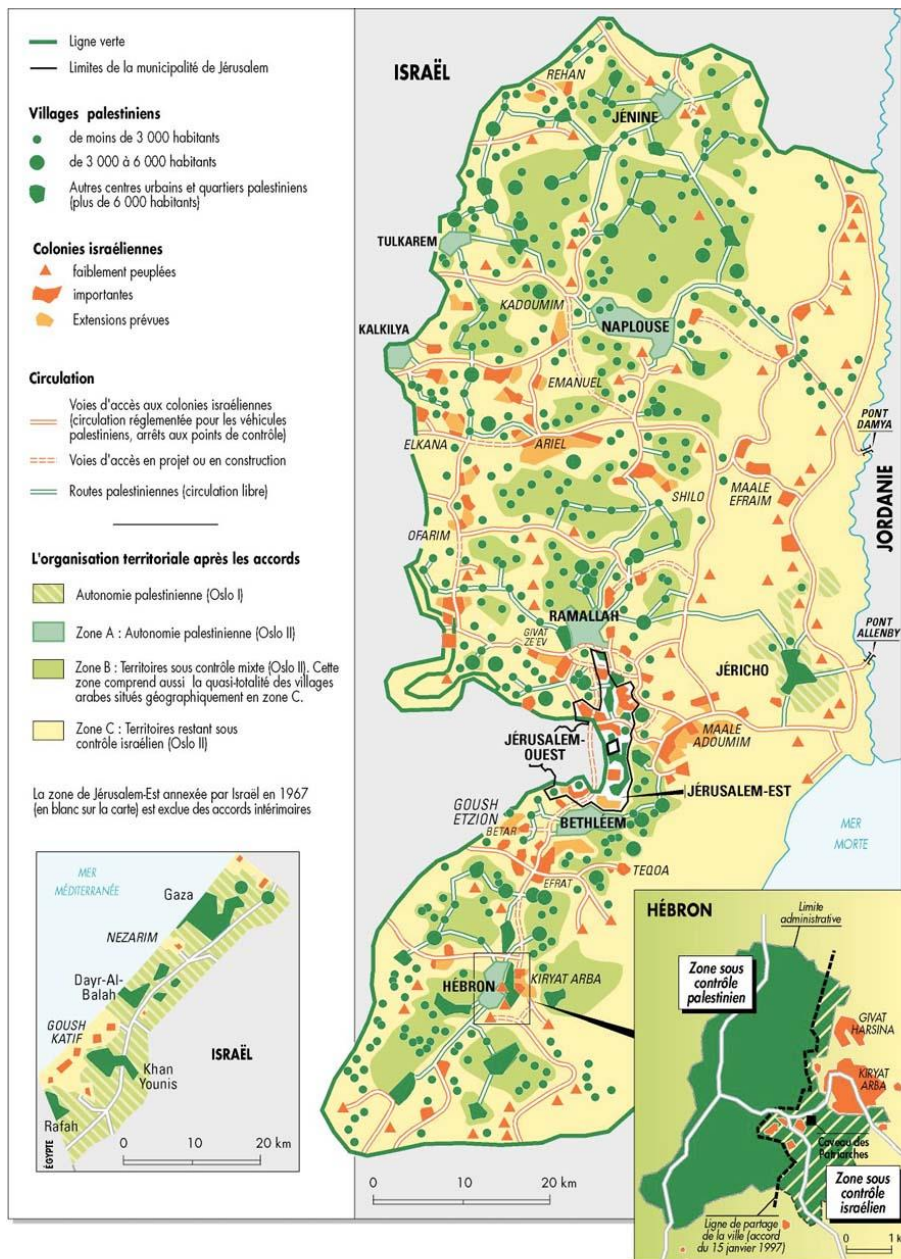
● A.1 : Grille récapitulative interviewé.e.s, été-automne 2019

Grille récapitulative interviewé.es

Nom de l'organisation	Interviewé.e et fonction dans l'organisation	Genre	Âge	Origine socio-géographique	Affiliation politique	Localisation de l'organisation	Zone en Cisjordanie	Date de création de l'Organisation
Youth Against Settlements	Issa Amro (co-fondateur)	H	40-45	Né et élevé à Hébron Palestinien	Neutre (Passé : Fatah)	Tel Rumeida (Hébron)	H2	2007
Youth Against Settlements	Izzat Karaki (membre comité)	H	29	Né et élevé à Wadi al-Hurriya Palestinien	Neutre (Passé : Fatah)	Tel Rumeida (Hébron)	H2	2007
To Be There	Baha Hilo (co-fondateur)	H	39	Né et élevé à Beit Sahour Palestinien	Neutre (Passé : Fatah)	Beit Sahour (Bethléem)	A	2013
Resign	Ala Hilo (fondateur)	H	37	Né et élevé à Beit Sahour Palestinien	Neutre (Passé : Fatah)	Beit Sahour (Bethléem)	A	2013
Mediterranean Citizens Assembly	ANONYME (membre)	H	30	Né et élevé réfugié en Jordanie Palestinien	Neutre	Valencia (Espagne)	---	2008
Silwanic	Jawad Siyam (fondateur)	H	49	Né et élevé à Silwan Palestinien	Neutre (Passé : FPLP)	Silwan (Jerusalem)	Jerusalem	2009
Madaa	Sahar Abbas (membre direction)	F	43	Née et élevée à Issawiya Palestinienne	Neutre (Passé : Fatah)	Silwan (Jerusalem)	Jerusalem	2005
One Hand	Abdallah Hamdn (directeur)	H	55-60	Né et élevé à Issawiya Palestinien	Neutre	Issawiya (Jerusalem)	Jerusalem	2014
Palestinian Child Center	Hamouda Hmoud (membre)	H	23	Né et élevé réfugié à Shu'fat Palestinien	Neutre	Camp de réfugiés de Shu'fat	Jerusalem	2004
Good Shepherd Collective	Cody O'Rourke (membre)	H	38	Né et élevé aux USA, vit en Palestine Américain	Neutre	Um al Khair	C	2018

• B.1 : Les Accords d'Oslo II (28 septembre 1995).

DE JONG, Jan et REKACEWICZ, Philippe, « Les Accords d'Oslo II (28 septembre 1995) » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 04.1997, <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordanieoslo2>.



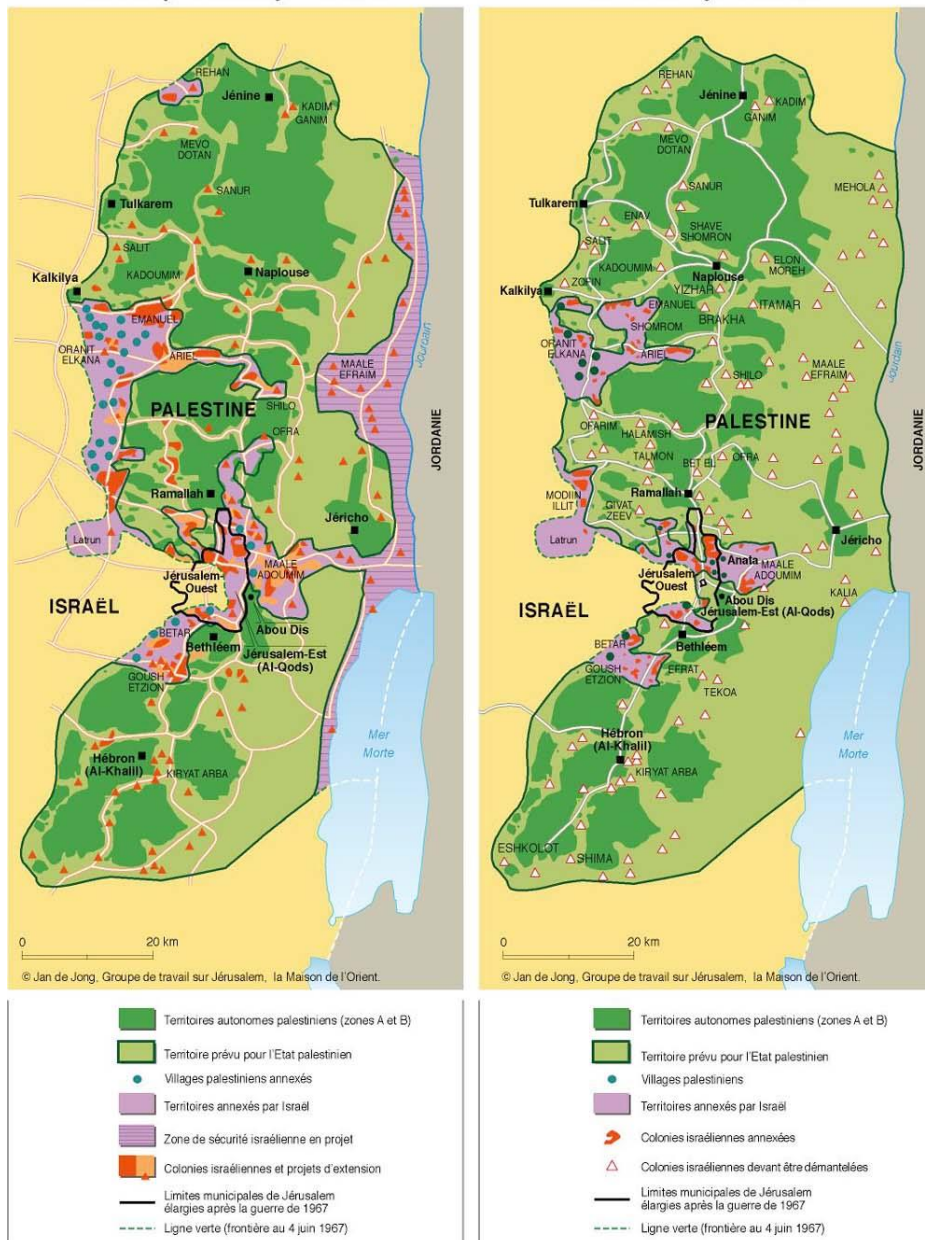
- B.2 : Propositions israéliennes, de Camp David (2000) à Taba (2001).

DE JONG, Jan et REKACEWICZ, Philippe, « Propositions israéliennes, de Camp David (2000) à Taba (2001) », in GRESH, Alain, « Proche-Orient, la paix manquée » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 09.2001, n° 570, pp. 1, 14-15, <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/09/GRESH/7780>.

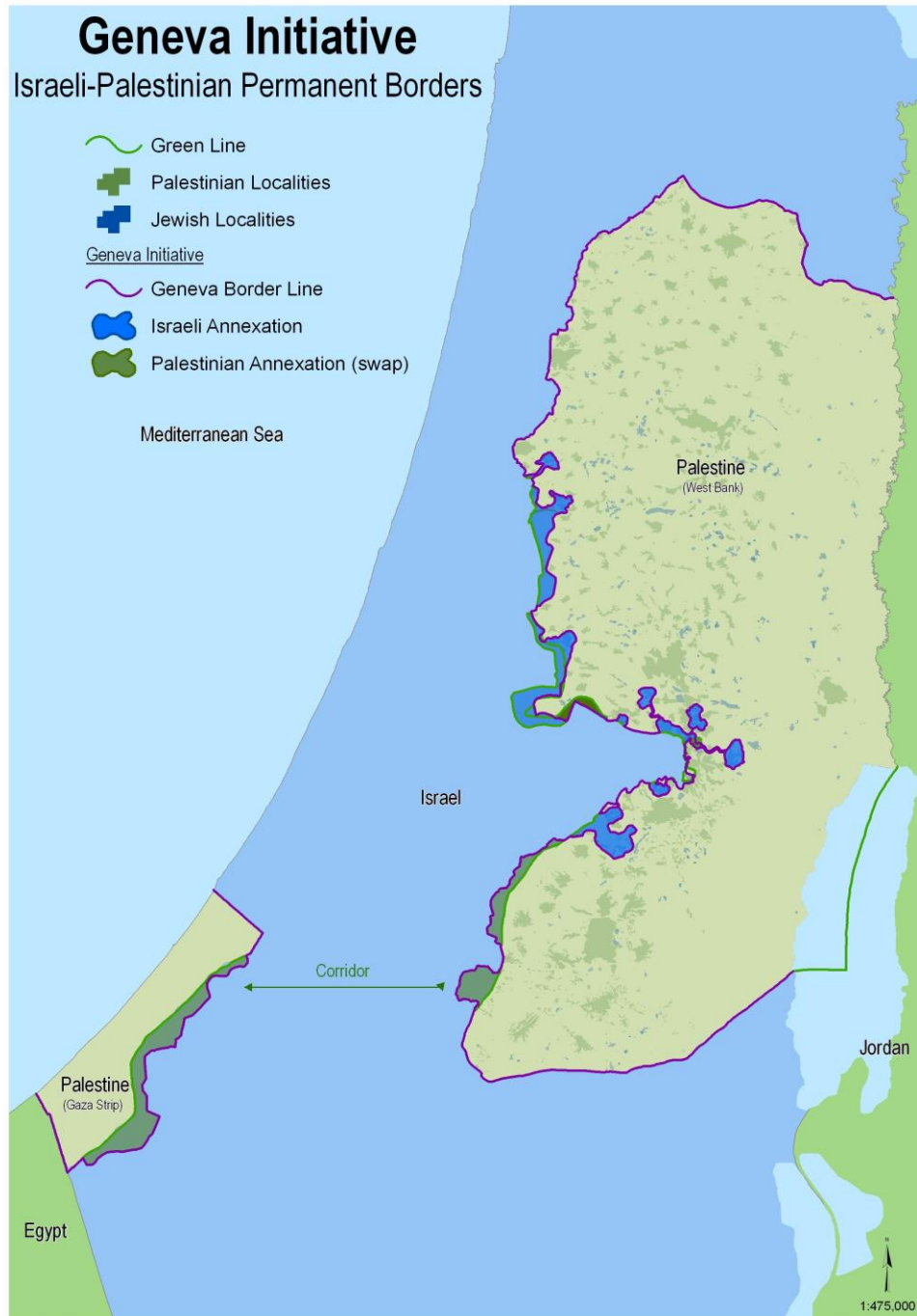
Propositions israéliennes présentées lors des discussions

de Camp David en juillet 2000

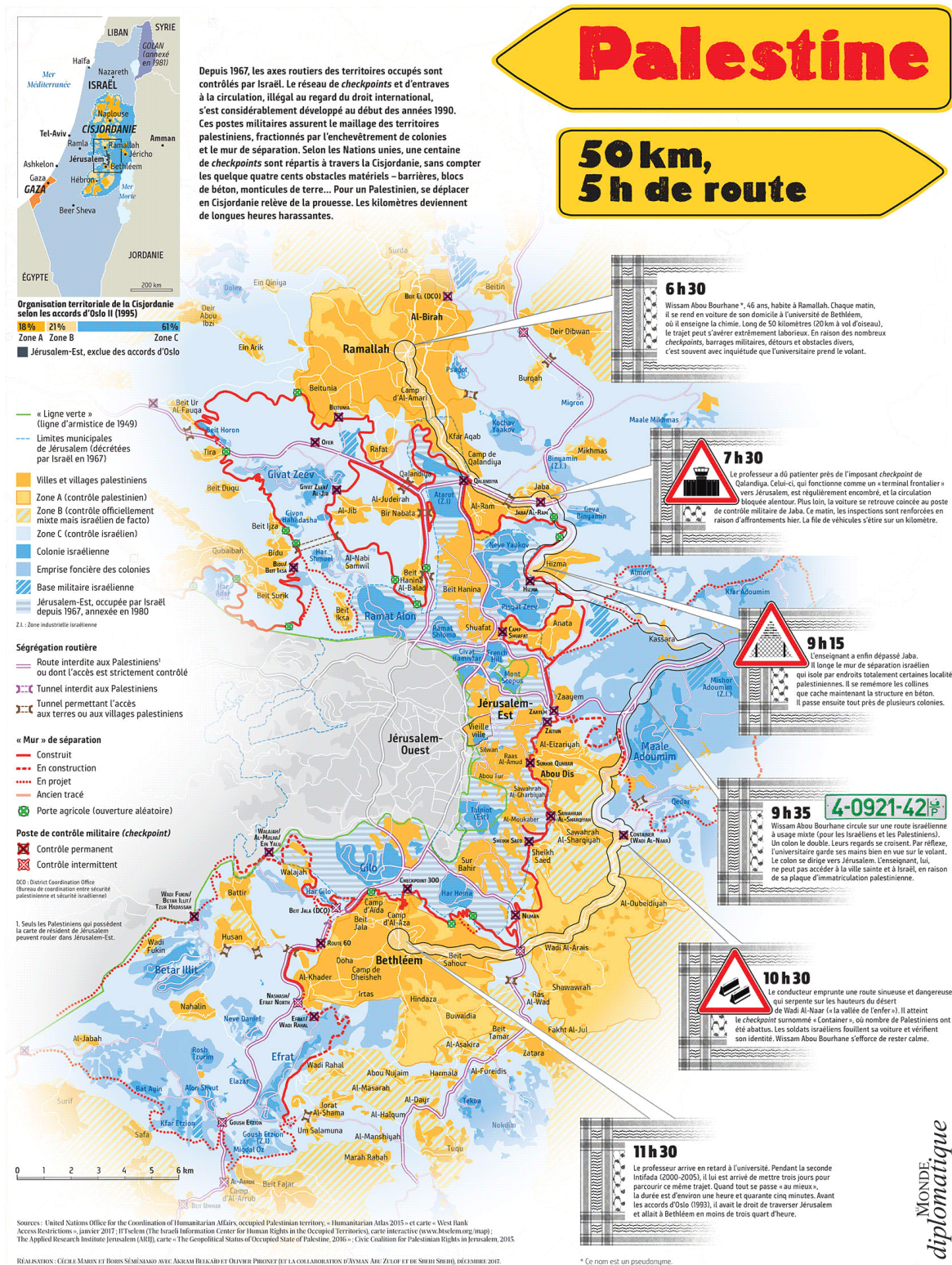
de Taba en janvier 2001



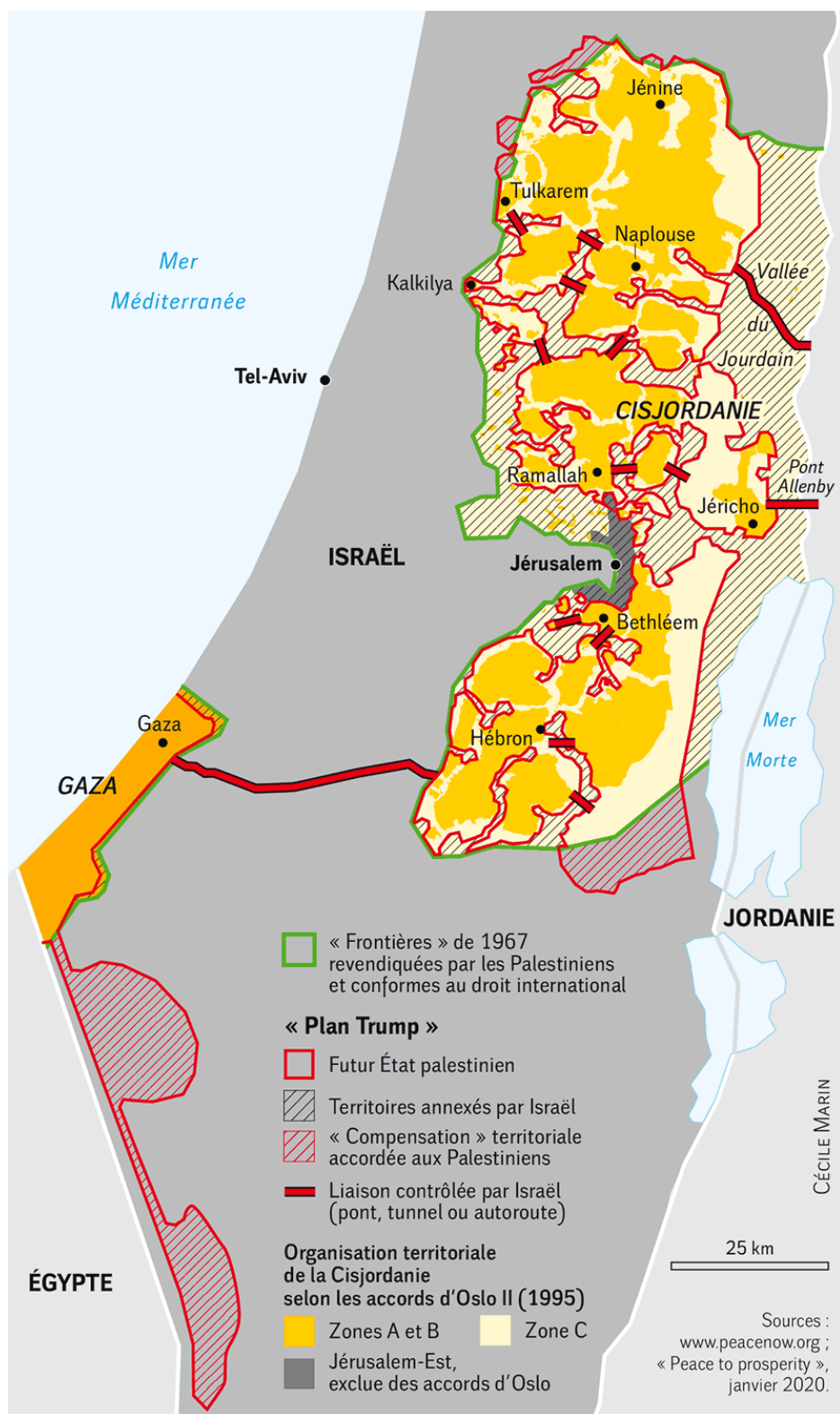
- B.3 : *Israeli-Palestinian Permanent Borders. Geneva Initiative Permanent Borders* [en ligne], Geneva Initiative, 12.10.2003, <https://geneva-accord.org/geneva-maps/>.



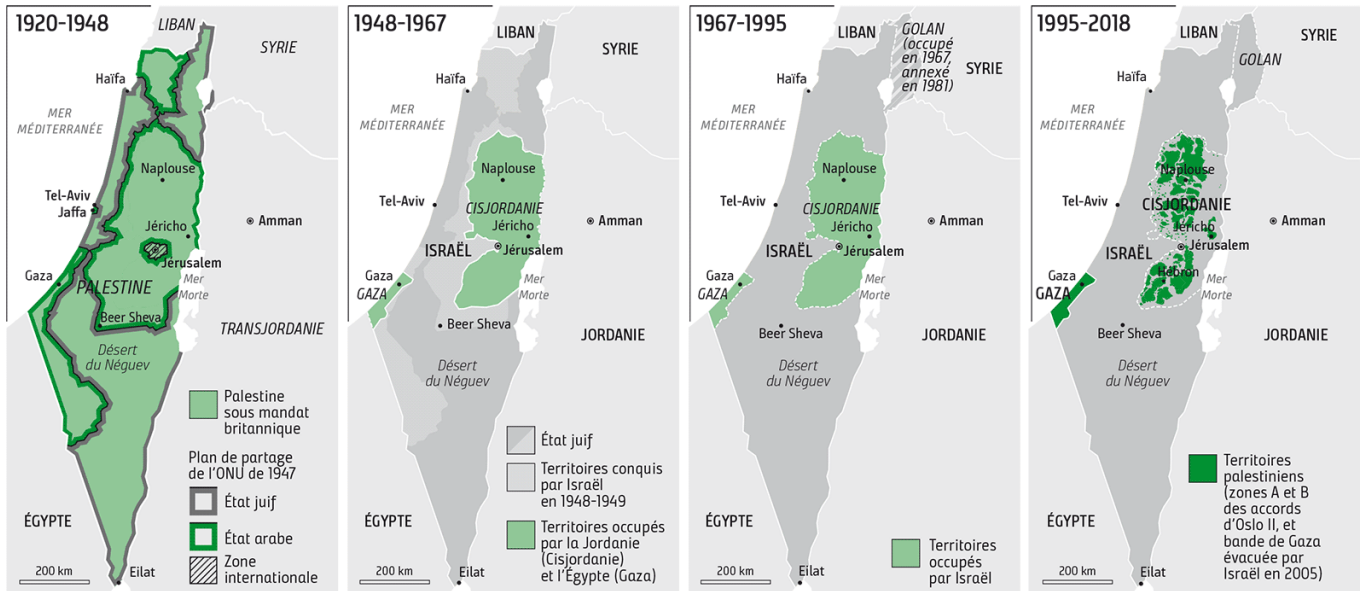
- B.4 : *Palestine. 50 km, 5 h de route.* MARIN, Cécile et SÉMÉNIAKO, Boris et al., « Palestine. 50 km, 5 h de route », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157.



- B.5 : *Entériner l'occupation*. MARIN, Cécile, « Entériner l'occupation », in GRESH, Alain, « Israël-Palestine, un plan de guerre » [en ligne], in *Le Monde diplomatique*, 03.2020, n° 792, p. 6, <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/palestine-enteriner-occupation>.

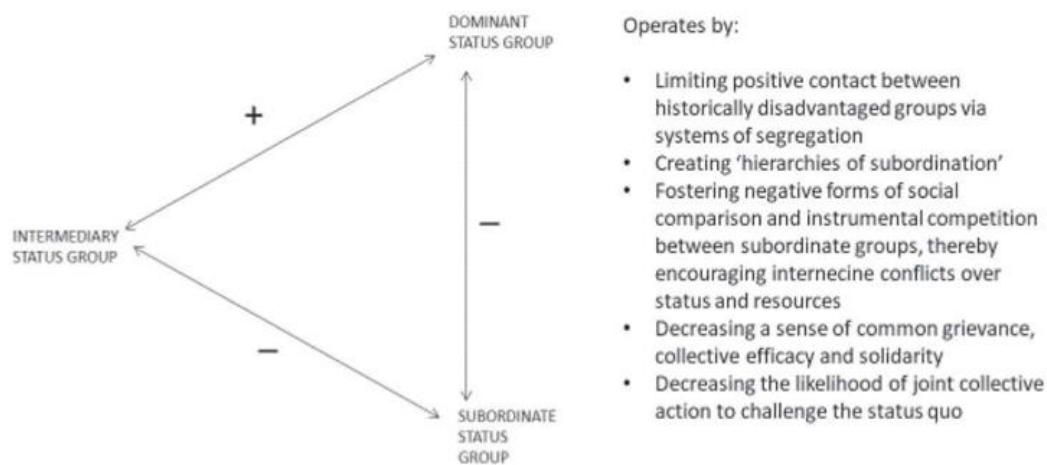


- B.6 : *De l'occupation au morcellement*. MARIN, Cécile, « De l'occupation au morcellement », in *Manière de voir*, 02-03.2018, n° 157, p. 88.



- C.1: *Intergroup attitudes and political solidarity between historically divided communities*, in DIXON, John, ELCHE-ROTH, Guy et al., « It's not just "us" versus "them": Moving beyond binary perspectives on intergroup processes », in *European Review of Social Psychology*, 03.2020, vol. 31, n° 1, p. 47.

(a) Divide and Rule



- C. 2 : *Key elements of the bantustanization of the WBGS*. SUFYAN, Alissa, « The economics of an independent Palestine », in HILAL, Jamil (dir.), *Where Now for Palestine? : The demise of the two-state solution*, Londres | New York, Zed Books, 2007, p. 129.

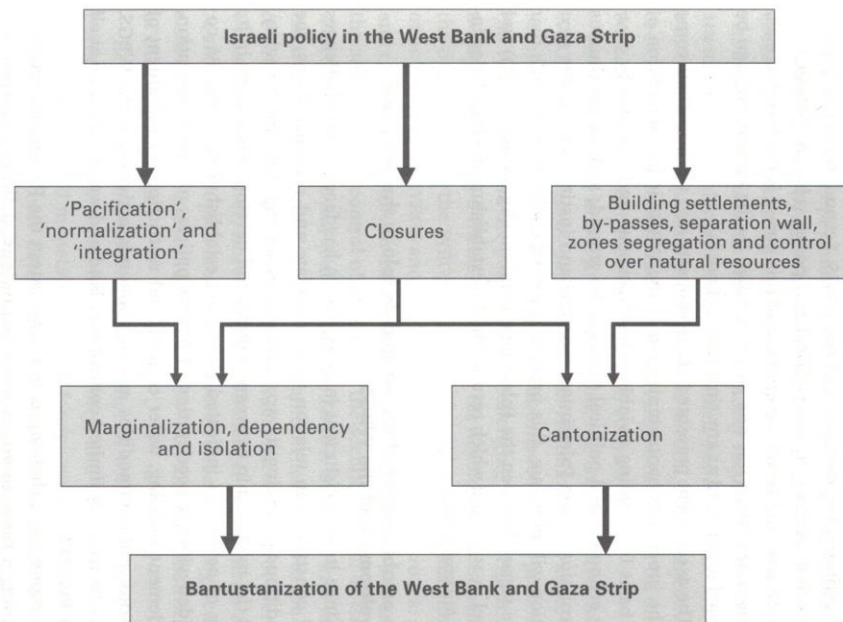


Figure 6.1 Key elements of the bantustanization of the WBGS

Annexes D : Vignettes

Issa Amro (40-45 ans) :

Né et élevé à Hébron, Issa est électricien. Il fonde *Youth Against Settlements* en 2007, après avoir longtemps été affilié au Fatah qu'il a quitté en 2003, parce qu'il voulait que son engagement et son action soient dirigés vers la population et ses besoins, et non pas vers un parti politique, pour lequel il ne voyait pas de futur. Il souhaitait rassembler les Palestiniens autour d'une lutte volontaire contre l'occupation, et au-delà de leurs divisions internes. En septembre 2018 il a été arrêté par les forces de police palestiniennes pour avoir posté un message dénonçant les arrestations de journalistes perpétrées par l'ANP. Son procès est toujours en cours, il risque deux ans de prison ainsi qu'une amende conséquente.

Izzat Karaki (29 ans) :

Né et élevé à Wadi al-Hurriya (Hébron), Izzat est forgeron. Après une affiliation de quelques années au Fatah, il décide de se désolidariser d'un système politique traditionnel qu'il voit comme trop vertical et figé, en plus d'être extrêmement fragmenté et incapable de représenter le peuple palestinien depuis Oslo. Il rejoint *Youth Against Settlements* entre 2009 et 2010, avec la volonté de créer une société palestinienne nouvelle, unie, libérée des barrières imposées par la bureaucratisation des structures traditionnelles, ainsi que de la censure d'action et de parole. Séduit par la non-violence et le sentiment d'humanité qu'il y trouve, il se sent via cet engagement utile à sa communauté.

Baha Hilo (39 ans) :

Baha est originaire de Beit Sahour. Affilié au Fatah dans sa jeunesse, il réalise pendant ses études universitaires que les partis politiques traditionnels sont plus occupés à se diviser entre eux qu'à établir un agenda politique clair, réalisable, et connecté aux désirs et besoins populaires. Il décide alors de s'engager dans le secteur humanitaire, dont il déchantre très rapidement lorsqu'il constate sa dépendance et sa redevance à un système d'aide internationale menant à la dramatique dépolitisation des Palestiniens. Après avoir voyagé un temps au Sri Lanka, il revient à Beit Sahour avec l'envie d'en découdre avec l'occupation : il fonde *To Be There* en 2013. Son but est de diffuser le plus largement possible une éducation quant à l'histoire de la Palestine, afin de sensibiliser les gens à la cause.

Ala Hilo (37 ans) :

Ala est le frère de Baha, également né et élevé à Beit Sahour. Il a lui aussi été affilié au Fatah un temps, mais l'a quitté en 2003, dégoûté par la corruption et les dysfonctionnements qu'il y constatait, ainsi que par les divisions plus générales fragmentant la scène politique traditionnelle. Se considérant palestinien avant tout, il estime que son combat ne doit pas être mené contre un autre palestinien sous le prétexte d'un désaccord politique. Comme son frère, il a également travaillé dans l'humanitaire, notamment au sein d'organisations financées par l'UNRWA, qu'il a fini par fuir en 2012 pour des raisons similaires à celles de Baha. Il s'est alors lancé dans le développement d'un projet qui lui tenait vraiment à coeur, à savoir le recyclage/surcyclage, en créant *ReSign* en 2013. Il voit dans la formation de communautés alentours sur ces sujets une formidable opportunité d'allier un militantisme environnemental et anti-consumériste à une résistance politique à l'occupation via une forme de boycott *home-made*.

Jad S. (30 ans) :

Jad, dont le nom a été changé par souci d'anonymat, a grandi dans un camp de réfugiés en Jordanie. N'ayant jamais été affilié à quelque parti que ce soit, qu'il considère comme étant des plateformes corrompues ne permettant pas la libre expression, il a néanmoins été touché jeune par des symboles de résistance comme celui qu'incarnait Yasser Arafat. Il a voyagé quelques temps dans le cadre de ses pratiques sportives, et a travaillé dans le domaine culturel, avant de rejoindre le *Mediterranean Citizens Assembly Foundation* en 2015. Cette plateforme de dialogue international l'a attiré pour l'horizontalité et la liberté des discussions permises, pour la diversité de sa composition, et pour son but d'abolition des frontières et d'amélioration de la vie des communautés méditerranéennes. Bien que cette association ne rentre *a posteriori* pas dans ce que nous avons choisi d'étudier, son parcours et sa conception d'une société civile bien plus à même de changer les choses par la libre expression et la connexion aux réalités du terrain nous ont été très utiles.

Jawad Siyam (49 ans) :

Né et élevé à Silwan, Jawad se définit volontiers comme étant un militant de gauche, et à ce titre a longtemps été affilié au FPLP. Il est revenu en Palestine à l'époque d'Oslo, après quelques années d'études en Allemagne et en Turquie, parce qu'il sentait qu'il s'y passait quelque chose d'important et de menaçant. Dans les quinze années suivant Oslo, il s'est progressivement détaché du FPLP et de la scène politique traditionnelle, qu'il a vu se diviser, s'embourgeoiser et se déconnecter du peuple palestinien. Parallèlement, il a rapidement constaté à Silwan la pression qu'exerçait le gouvernement israélien sur les habitants pour s'appropriier le quartier, ainsi que l'absence d'espace sécurisant et épanouissant pour les jeunes. Il a donc commencé par s'engager auprès du *Madaa Creative Center* dès 2005, puis a décidé de fonder *Silwanic* en 2009, afin de répondre aux besoins de sa communauté, de la renforcer et de la rassembler face à l'occupation, ainsi que de produire et de diffuser largement de l'information sur sa communauté et son quotidien.

Sahar Abbas (43 ans) :

Sahar est née et a été élevée à Silwan, tout comme Jawad. Elle a été affiliée au Fatah lorsqu'elle était à l'Université, mais a rapidement décidé d'abandonner tout soutien à quelque formation politique que ce soit, puisqu'elle considère que ces dernières, trop divisées et incapables d'adopter un agenda clair, sont plus à même de poursuivre les intérêts personnels d'une poignée de leaders que de représenter le peuple palestinien dans son ensemble. Elle s'est impliquée dès 2009 au dans le *Madaa Creative Center*, dont elle est aujourd'hui directrice du bureau, comme professeure d'anglais d'abord, puis rapidement comme animatrice d'ateliers dédiés aux femmes de Silwan et à leur empowerment via divers outils. Elle considère d'ailleurs que l'émancipation de ces femmes est un outil indispensable à la libération nationale.

Abdallah Hamdn (+/- 60 ans) :

Né et élevé à Issawiya, Abdallah a étudié la philosophie, et a de fait toujours refusé de soutenir ou de s'affiler à une formation politique traditionnelle. Il refuse d'adhérer à une idéologie en bloc, et depuis Oslo, il considère que la scène politique traditionnelle a été extrêmement fragmentée et affaiblie, et que les formations de gauche susceptibles de l'intéresser en ont été exclues. Il est actuellement directeur de *One Hand for Issawiya*, qu'il a rejoint en 2018, après avoir été actif plusieurs années dans une autre association similaire. Très fier de cette association et de l'impact qu'elle a sur Issawiya en termes d'éducation des enfants, d'empowerment des femmes, et de réponse aux besoins de la population locale, il s'y sent bien plus libre d'agir en accord avec ses valeurs qu'il ne l'aurait été dans n'importe quelle autre structure.

Hamouda Hmoud (23 ans) :

Issu d'une famille de réfugiés, Hamouda est né et a toujours grandi dans le camp de réfugiés de Shu'fat, à l'Est de Jérusalem. Si ses parents sont affiliés au Fatah, lui préfère se tenir à l'écart du politique de manière général. Il considère que les partis ne le représentent pas, et qu'il est le mieux à même à se représenter, tout comme la rue palestinienne est la plus apte à représenter et à clamer ses valeurs. De fait, il n'est donc pas affilié à une formation politique traditionnelle, et ne souhaite pas l'être. Il a passé son enfance à côtoyer le *Palestinian Child Center*, qu'il voit comme le seul espace sécurisant et épanouissant pour les jeunes à Shu'fat. C'est là qu'il a développé son goût et son talent pour la musique, qui est le mode d'expression qu'il préfère mettre en avant. Et c'est naturellement qu'il est revenu plus grand, dans les premiers temps pour faire de la musique avec les enfants, et désormais aussi pour les aider à se construire dans cet environnement, et à faire évoluer leurs perspectives.

Cody O'Rourke (38 ans) :

Né et élevé aux Etats-Unis, sans lien de sang avec la Palestine, Cody s'y est rendu pour la première fois en 2005, et n'en est jamais vraiment reparti. Bouleversé par ce qu'il y a vu, il a cherché à apprendre tout ce qu'il pouvait sur l'histoire de cette terre et du conflit la secouant, et s'est progressivement engagé dans la résistance à l'occupation, auprès de la communauté d'Um al-Khair dès 2007. Ayant entre-temps eu un fils avec la fille de Jeff Halper, il s'y est installé durablement en 2012. Il fonde finalement en 2018 *Good Shepherd Collective* avec les membres de la famille majoritaire de la communauté d'Um al-Khair, ayant pour but de résister directement à l'occupation et aux spoliations de territoires menées par les colons et l'armée dans leur région, ainsi que de diffuser à grande échelle de l'information quant à cet état de fait. Il n'a par ailleurs jamais été affilié à une formation politique palestinienne, du fait qu'il n'a premièrement pas la citoyenneté palestinienne, et qu'il n'est par ailleurs convaincu par aucun parti palestinien par manque d'agenda politique.

Table des matières

Résumé	3
Remerciements	4
Sommaire	5
Glossaire	6
Introduction	7
Quelques remarques et définitions préalables	9
Cadre d'analyse	10
D'une remise en contexte du mouvement national palestinien	12
L'ère des notables et l'éveil nationaliste palestinien	12
L'ancrage du nationalisme et la montée des tensions	13
Le rôle de la diaspora palestinienne et les trois idéologies majeures du mouvement national palestinien	14
Le crépuscule du XXe siècle : une fin de partie ?	15
 I. 1993, Accords d'Oslo. Revue d'un processus de paix voué à l'échec, et de la mise en place de l'éclatement de la scène politique palestinienne	 17
<i>A. De là où tout bascule : contextualisation de l'avènement des accords d'Oslo</i>	17
1/ Panorama d'Oslo	17
1.1 Oslo en trois étapes majeures	17
1.2 Complexification des négociations	18
1.3 Seconde <i>Intifâda</i> ou fin de l'espoir diplomatique	20
2/ Conséquences et impacts du processus d'Oslo	21
2.1 L'éclatement de la scène politique traditionnelle	21
2.2 Le cas particulier de la gauche palestinienne	22
2.3 Vers une bipolarisation du champ politique palestinien	24
 <i>B. L'Autorité palestinienne. De la naissance d'un organe qui se voulait alternatif et transitoire à sa pérennisation dans une désillusion quasi généralisée</i>	 24
1/ Une collaboration sécuritaire décriée	25
1.1 Une collaboration asymétrique comme condition à l'existence de l'ANP	25
1.2 Une Autorité palestinienne qui verse dans l'autoritarisme	26
2/ Les dysfonctionnements économiques de l'ANP	27
2.1 Une économie mise en porte-à-faux par la logique d'Oslo	27
2.2 Une mauvaise gestion interne de l'économie par l'ANP	31
 <i>C. D'une première démobilisation politique assumée de la société civile</i>	 34
1/ Un mouvement palestinien largement divisé	34
1.1 Vers une fragmentation de l'expérience de l'oppression...	34
1.2 ...menant à la pluralisation et à la désunion des griefs de résistance	36
2/ Le rejet de la représentation politique traditionnelle	37
2.1 Une scène politique à terre : incapable de se réformer, incapable de représenter	37
2.2 La démobilisation politique : une application de la théorie d'Albert Hirschman	40
 II. La machine humanitaire. D'une ONG-isation pandémique et palliative à ses limites intrinsèques	 42
<i>A. D'une relève humanitaire : une ONG-isation en apparence salvatrice...</i>	42
1/ Des origines de l'ONG-isation de la société palestinienne	42
1.1 Bref aperçu du secteur humanitaire ante-Oslo	43
1.2 1960-1980 : l'importance croissante du rôle des ONG	44
2/ Les ONG palestiniennes dans la première <i>Intifâda</i>	45
2.1 L' <i>Intifâda</i> et la relation complexe à l'OLP	45
2.2 1990s, ou un changement global de la rhétorique d'action	47

<i>B. ...qui révèle bien vite ses limites structurelles et conjoncturelles</i>	49
1/ La concurrence avec l'appareil étatique nouveau-né	49
1.1 Le difficile partage de l'espace politique	49
1.2 Une compétition acharnée pour l'accès aux fonds	52
2/ La loi des bailleurs de fonds	55
2.1 La rhétorique du développement et de la réorientation vers le post-conflit	55
2.2 Vers l'élimination et la professionnalisation du secteur associatif	57
2.3 Vers une dépolitisation du secteur associatif palestinien	61
 <i>C. D'une nouvelle ère de démobilisation de la société civile</i>	64
1/ De la mise en lumière de l'échec de l'ONG-isation comme nouvelle phase du mouvement national palestinien	64
1.1 Le maintien d'un statu quo d'occupation	64
1.2 L' <i>Intifâda Al-Aqsa</i> lève le voile : état des lieux d'un mouvement national déstructuré	66
2/ Vers un ailleurs	72
2.1 Une nouvelle application de la théorie d'Albert Hirschman	72
2.2 Vers la localisation du mouvement national palestinien	72
 III. De l'émergence d'un engagement politique alternatif : les mouvances civiles	74
 <i>A. La diversité de l'expression bourgeonnante d'une société civile bouillonnante</i>	74
1/ Le développement et la résilience de communautés localisées	74
1.1 <i>Empowerment</i> et éducation	74
1.2 Solidarité locale	80
2/ Une résistance politisée par son contournement du politique traditionnel	82
2.1 Le devoir d'information	82
2.2 Actes de résistance à l'occupation	84
 <i>B. Les caractéristiques u nouveau tissu des associations localisées</i>	90
1/ La recherche d'une foncière indépendance	90
1.1 Une volonté d'indépendance financière	90
1.2 Non-affiliation politique et relation à la gauche	93
2/ L'inscription dans les contextes régional et national	95
2.1 Printemps arabes et soulèvement de la jeunesse	95
2.2 Le rejet de l'Autorité nationale palestinienne	97
 <i>C. La place des associations localisées dans la société et le mouvement national palestiniens</i>	100
1/ Mouvement national palestinien	100
1.1 Le rapport à une lutte historique	100
1.2 Des espaces de repolitisation et de réappropriation	103
1.3 Le potentiel d'une transition vers un nouveau leadership	105
2/ Société palestinienne	108
2.1 Résultats et visibilité	108
2.2 Une sociologie des acteurs de ce renouveau associatif	111
2.3 Pistes réflexives : quel futur pour ces associations localisées ?	118
 Conclusion	120
Bibliographie	125
Annexes	137
Table des matières	149